



194

tten

Ide

ngen

St. Johnson M.

 $\underline{q} = 1/(p^{-1} \underline{q}^{-1})$

et and amount of the

The second second er eine filt 2 in the sea to let donne e.

Michel Debega

arochain article :

The thermal and the property of the Savoie, Arms.

Married State of the State of t

WE TO SEE THE PROPERTY OF THE

were seemen er unter pales du 12 mas

15 964 at 15 964

A STATE OF THE VICE OF THE PARTY OF THE PART

... : 도개·발생 ... : 도개·^교

Ameticana i amann

Schen-Dieskau

L'Économie : les difficultés de la filière bois

BOURSE

CINCUANTIÈME ANNÉE - Nº 15029

MARDI 25 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Applaudi par les Serbes

Le compromis de Washington a été rejeté par le président de la Bosnie **Falllite**

ES Serbes se réjouissent et Lies Musulmans crient à la trahison, tandis que les agrandes puissances» - celles qui ont une capacité militaire « dissussive » at un siège permanent eu Conseil de sécurité de l'ONU - se félicitant... d'avoir rétabil entre elles le consensus. Améri-cains, Russes et Européens se sont mis d'eocord; semedi 22 mai à Washington, sur une gro, ainsi que le poursuite de l'aide humanitaire. ligne d'action commune dans crise bosniaque. Quel exploit l

Veilà qui régénère à peu près autent qu'il y a dix-buit mois l'autosatisfaction des Européens sivenant à une position com-Républiques ex-Yougoslaves, sans songer une seconde eux moyens de la faire respecter. Comme si le consensus nombrifiste et de pure façade dont en se flattait à l'époque pouveit trom-per quelqu'un; comme 'si les Douze ne s'étaient pas déjà dis-crédités dans l'ex-Yougoslavie et ailleurs. L'Eurone e mé le sec illeurs. L'Europe a raté la première marche et la suite n'aura plus été qu'une dégringolade pla-nétaire, jusqu'à ce nouveau

E plan Vance-Owen n'est E plan Vance-Owen n'est certos pas officiellement enters; mals il ast sus en clauses a mutuellement acceptées par toutes les causes a mutuellement acceptées par toutes les parties », c'ast-à-dire pas calles qui demandaient aux Serbes de rendre une part des territoires conquis et « purifiée ». Ces der-niers sont à nouveeu négociables, et c'est de cette nouvelle reculade devant les exigences des Serbes de Bosnie que davrait émerger un eutre règlement assurant une « paix durable ».

La politique humanitaire inaugurée per la France trouve sa consécration dans le projet des szones da sécurité», sortes de réserves exigués mals surpeu-plées de Musulmans bosnisques traqués, dont les «casques bieus auront la charge. Autant dire que l'Etat bosniaque, intar-nationalement reconnu, n'est plus promis qu'à une survie de pure forme, a'il survit.

DANS cette piteuse presta-tion internationale, chacun a se part de responsabilité. Les Américains, du moins, auront évité d'y ajouter l'hypocrisie, en refusant de participer à une action humanitaire trop lourde de conséquences politiques, an admettant qu'ils n'étaient pas disposés à combattre en terre europeanne tant que les interessen jeu ne seraient pas pour eux vitaux, en estimant ausei qu'à défaut d'être prêta à défendre pied à pied les Musulmans de Bosnie, il fallait les aider à se défendre sux-mêmes. C'était, aux yeux des Européens, un désaux yeux des Europeens, un des-aveu total de leur politique, un encouragement à le guerre et un risque d'engranage, alors que l'objectif, depuis des mois déjà, n'était plus pour sux que de faire cesser les combets.

Ni les uns ni les autres ne seront quittes avec le s consensus » d'Inspiration européenne qui s'est dessiné à Washington : le drame des Musulmens bosnia-ques reaters fiché pour de lonine années sans doute au costi de l'Europe; toutes les communautés qui noumraient des velléinames qui noumrassent des vesei-tés expansionnistes auront com-pris que le force pale; enfin le paysage international de l'après-querre troide en sort d'ores et déjà dévesté, puisque n'ont fonc-tionné ni l'ONU; ni le leadership américain, ni la coopération euro-



Le président bosniaque Alije Izetbegovic a rejeté, dimanche 23 mai, comme récompensant l'agression serbe, le programme d'action défini, la veille, à Washington, par les Etats-Unis, les Européens et le Russie en vue de geler le situation en Bosnie-Herzégovine, Les Serbes bosniegues ont, en revanche, applaudi à ce programme, qui prévoit notamment la création de cinq « zones de sécurité » et le maintien des sanctions déjà prisas à l'encontre de la Sarbie et du Monténé-

de notre correspondent

Le mal est fait, il ne reste plus qu'à le contenir, faute de savoir, de pouvoir on de vouloir y remédier. A grands traits, telle est la philosophie qui anime le « programme commun d'action» en Rosnie sur lequel se sont enten-dus, samedi 22 mai, à Washing-ton, les Elats-Unis, les Européens et les Rosses. Plus de treize mois après le début des hostilités et alors que les Serbes contrôlent 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine, le programme de Washington constitue une ordon- un reglemeot. nance précautionneuse, celle qui a depuis longtemps, la faveur

des Européens et que le président

Bill Cliotoo n'a pas réussi à «muscler»: il ne s'agit pas de chirurgie lourde, mais d'une the rapie destinée, avant tout, à limi-

Les objectifs prioritaires consistent à arrêter les combats et à empêcher que la guerre en Bosnie ne s'étende à la République de Macédoine ou à la province du Kosovo (en Serbie). Le reste, c'est-à-dire punir et refouler l'agresseur (serbe oo croate) ne vient qu'après. Le dispositif général décrit dans le document s'attache plus à geler la situation avec le socci de protéger les populations civiles, qu'à forcer

· ALAIN FRACHON . . Lice in mitte page 4 | TLASTIC

Le collectif budgétaire et les perspectives de relance

M. Balladur prépare le lancement d'un emprunt

M. Balladur annoncera mardi 25 mai à l'Assemblée nationale, lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (dit « collectif budgétaire »), le lancament d'un emprunt auprès du public. Il servira à financer travaux publics et mesures sociales, notamment des contrats d'emploi-solidarité plus nombreux. D'autre part, des amendements - notamment fiscaux - proposés par les députés de la majorité seraient retenus par le gouvernement. Ils sont principalement destinés à favoriser le logement et la construction. (Lire page 20.)



Une nouvelle baisse des taux

La Banque de France e pro-cédé lundi 24 mai à una baisse d'un quart de point de ses deux taux directeurs. Le taux sur appel d'offres passe de 7,75 % à 7,50 % et celui des nièses en passelon de mouvement de repli a été anragistré sur le marché monétaire, il s'agit de la cin-quième baisse des taux depuis le 13 avril. Après la détente sur les prises en pension, les taux directeurs avaient, entre le 19 et le 29 avril, reculé d'un quart de point à trois reprises.

L'ECONOMIE

La guerre des tabacs

Le 24 mai, le prix du tabac e eugmenté de 15 %. Officiel-lament du moins puisque la guerre dee prix continue, avec pour objectif un chan-gement de fiscalité.

Enquête de DOMINIQUE GALLOIS. Lire aussi : La baisse des taux Les transports publics contre-attaquent; Dossier: les bio-car-burants, et l'opinion de François Legrange sur la relance par les travaux publics.

Pages 27 à 36

Les évêques, les beurs, les trafiquants...

Les incidents de Lille, liés à la drogue, surviennent en plein débat sur l'immigration

par Robert Solé

La «chasse aux dealers» dans le quartier des Biscottes, à Lille, est tombée à point... pour toot embrouiller et oourrir tous les amalgames. On a vite fait de confondre toxicomanes et trafiquants, trafiquants et clandestins, clandestins et immigrés, immigrés et émangers...

cussion confuse sur trois couvelles lois en préparation, sans rapport direct entre elles - code

étrangers, - mais qui soot percues comme un tout par l'opinion. Les responsables des Eglises catholique et protestantes les commentent d'ailleurs ensemble, manifestant publiquement leur inquiétude sur la manière de traiter les immigrés ou leurs enfants.

Essayons de ne pas tout mélanres et étrangers... ger. La drogue, d'abord. Chacun Cette flambée de colère est sait qu'elle fait des ravages dans intervenue au milieu d'une dis- certains quartiers «chauds», au sol jonché de seringues. Ce fléau e pris de telles proportioos que des solotions extrêmes oot été de la nationalité; contrôles avancées Bernard Tapie, ancien

d'identité, entrée et séjour des ministre de la ville, co arrive à retentissement médiatique donuedemander l'ouverture de centres locaux de santé goi fourniraient aux toxicomanes en manque « des produits de substitution ou le produit lui-même », de manière à cooper l'herbe sous le pied aux trafiquants. Une propositioo bien discotable, qoi n'a d'ailleurs aucune chance d'être retenue.

> Ce n'est pas la première fois que les habitants d'un quartier «chaod», excédés par ce trafie de mort, décideot de faire euxmêmes la police. Et ce n'est sans doute pas la dernière. Gageons que l'affaire des Biscottes et son

root des idées à d'eutres, daos d'autres quartiers de France, si ce n'est pas déjà fait...

Il u'est évidemmeot pas oormal que les habitants d'uo quar-tier assurent l'ordre, à coops de pierres et de battes de base-ball. devant des policiers au balcoo. Aucuoe portioo do territoire national oc peut être une zone de « non-droit », sous peine des pires

> Lire la suite page 10 et les articles de JEAN-RENÉ LORE # HENRI TINCO

Les caisses vides de la Guadeloupe

Pour son premier déplacement outra-mer, Dominique Parben, miniatra das DOM-TOM, a passé quatra jours en Guadeloupe, du 19 eu 22 mai, evant de se rendre an Guyane, pula an Martinique. Il e constaté qu'avec un taux de chômage supérieur à 30 %, des collactivitée et des entreprises pratiquemant en état de cessation de paiement, tous les clignotants acciaux au rouga, l'îla connaît de lourdes difficultés économiquea. Mêma s'il conviant de tenir compta aussi des effets amortisseurs d'une économia parallèla en pleine expansion.

> Lire page 9 l'article de FRÉDÉRIC BOBIN

Le Monde des Le Monde

LES INFIRMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER ières soufrient d'exercer un métier mai connu, ma

duts de vue de deux « adversaires » du département

LE CHILLDANS L'OMBRE DE PINOCHET géneral dictateur, après div-sent uns de regne suns partage, es

L'AVENIR DU DROIT EUROPÉEN

druit français, un droit écrit, est-il menacé par la montée et du dreit anglo-savon, un dreit consumier? Un deba

Numéro de mai 1993 - 30 F

L'art et l'Etat

I. - Du désert au désordre

de tirer gloire de cet amour vive-

De Jack Lang à Jacques Toubon,

les ministres de la culture chan-

varie guère - si peu même qu'on

pourrait la croire devenue obliga-

l'art contemporain murmurent, de

Paris à Marseille, de Nantes à

Alors qu'on lui e longtemps reproché son indifférence pour l'art contemporain, l'Etat e mis depuis quelques années les bou-chées doubles. Avec disceme-ment? Après le désert des décennies 50 à 70, la surabondance des œuvres achetées et exposées sur fonds publics crée une impression de désordre. Nous commençons la publication d'une série de quatre articles qui, après avoir montré cette évolution, dresse le bilan de la triple mission que l'Etat et les collectivités locales se sont assignée : former les ertistes, les loger et encourager l'art contemporain en leur achetant leurs œuvres.

par Philippe Dagen, Michel Guerrin

et Emmanuel de Roux

La France contemporaine aimet-elle l'art contemporain? A voir la multiplication des musées, des centres d'art, des fonds régionaux,

des galeries, des expositions, des Strasbourg, que le public est toucolloques, des fooetioonaires et jours, dans son immense majorité, des discours qui oot fleuri dans aussi fermé, voire aussi réticeot des discours qui oot fleuri dans face à la création d'aujourd'hui. les années 80, la réponse n'est pas « Il y a dix ans, les gens découdouteuse. La France o'est pas loin vralent, regardaient, mais réagissaient très peu : sans doute la ment déclaré, obstioément répété. crainte de passer pour des imbéciles ou des béotiens. Aujourd'hui, ils manifestent parfois leur enthougent, la déclaration d'amour ne siasme, souvent leur indignation», indiquent plusieurs directeurs de FRAC (fonds régionaux d'art toire. Pourtant, les défenseurs de contemporain).

Lire la suite page 17

Cannes 93

Les derniers feux d'ertifice ont été tirés à Cannas pendant la week-end. Parmi les fusées les plus remarquées, le Mattre de marionnettes, du Talwanais Hou Hsieo-hsien, qui court pour la Palme d'or, et Moi Ivan, toi Abraham, de la Française Yolande Zauberman, sélectionnée dans la Quinzaine des réalisateurs.

Lire pages 14 et 15 les articles de MICHEL BRAUDEAU, JEAN-MICHEL FRODON, DANIÈLE HEYMANN et THOMAS SOTINEL

Un entretien avec Mireille Delmas-Marty

«L'Europe devient un laboratoire du pluralisme juridique»

«La communauté internationale avance vers la création d'un tribu-nal international dans le cas de l'ex-Yougoslavie. Mais cette démarche n'est-elle pas l'aveu d'un échec : avant d'enviseger de les ivers on a laiseé en commune d'un échec : avant d'envisager de les juger, on a laissé ae commet tre les crimes contre l'humanité...

- C'est tout de même une avancée du droit. Pour la première fois, le Conseil de sécurité de l'ONU se reconnaît compétent pour créer un tribunal pénal international afin de « contribuer à la restauration et au maintien de la paix ». Dans les conflits précédents, les mesures prises conflits précédents, les mesures prises comprenaient seulement l'emploi de la force armée ou l'embargo économi-que. C'est la première fois aussi qu'un tel tribunal traduira pleinement, par sa composition, un souci d'indépen-dance et d'impartialité. On ne pourra parler cette fois, comme on l'avait fait pour le tribunal de Nuremberg, de «justice des vainqueurs», car les juges représenteront l'ensemble de la communauté internationale et non une partie au conflit. Mais le projet fran-çais donnait plus de garanties que celui qui vient d'être déposé par le secrétaire général de l'ONU : les juges d'organismes tels que la Cour interna-tionale de justice de La Haye, la Commission africaine et les Cours améri-caine et européenne des droits de Thomme, et non directement par les Etats. Cela dit, il s'agit, camme à Nuremberg, de juger des crimes qu'on o'a pas su éviter et, en ce sens, c'est

» Il aura fallu en effet des crimes y il aura anu en cher des crimes particulièrement gravés, massifs et systématiques, pour que la décision soit prise de créer, à défaut de la cour criminelle permanente en discussion à l'ONU depuis plus de quarante ans, un tribunal ad hoc, c'est-à-dire à compétence limitée aux crimes commis desvié ienvier 1001 une la territories depuis janvier 1991 sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Mais ce processus, d'un recul de civilisation à une avancée du droit, n'est pas une nou-veanté dans l'histoire.

» Sans le choc de la seconde guerre * Sans le choc de la seconde guerre
mondigle, les droits de l'homme n'auraient sans doute pas pris la place
qu'on leur connaît aujourd'hui, avec
le développement des cours constitutionnelles et surfout l'apparition d'instances supranationales commes les
Cours européenne et interaméricaine des droits de l'homme, le Comité des droits de l'homme des Nations unies ou, avec des pouvoirs plus limités, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Grâce à ces mécanismes de contrôle, les droits de l'homme deviennent de véritables principes de droit sur lesquels fonder, le cas échéant, la condamnation d'un

» C'est un changement considéra-ble en soi que des Etats acceptent d'être mis en cause par des récours individuels. Ainsi, la première condamnation de la France a été décienchée par la requête d'un étranger réfugié en France après avoir été condamné pour crime de droit commun dans son pays. Et l'effet n'est pas seulement symbolique, car des réparations sont versées aux victimes et par-fois le droit interne est modifié : c'est après deux décisions de la Cour euro-péenne des droits de l'homme que la écoutes téléphoniques qui était vaine-ment réclamée depuis des années, et

- II v e certes une avancée sur

Professeur à l'université Paris-I, directeur de la section de science criminelle de l'Institut de droit comparé de Paris, membre de l'Institut universitaire de France, Mireille Delmas-Marty est une juriste pionnière. Elle mène de longue date une réflexion originale qui s'aventure hors des frontières disciplinaires et hexagonales. Refusant les cloisonnements et les compartiments, elle plaide pour un droit pluraliste devenu « l'affaire de tous », intégrant une démarche évolutive et acceptant «une vérité juridique relative». En d'autres termes, elle introduit les notions de complexité et d'incertitude dans un domaine trop souvent marqué par l'illusion d'énoncer des vérités ebsolues et immuables.

M. Delmas-Marty est eussi une praticienne engagée dont les recherches inspirent la quête d'un droit, français et international, fidèle aux droits de l'homme. Membre du comité consultatif pour la révision de la Constitution, présidente de la commission Justice pénale et droits da l'homme, membre du comité de réflexion sur la création d'une juridiction pénale internationale, elle est expert auprès de la Commu-nauté européenne, du Conseil de l'Europe et des Nations unies. Elle e publié et dirigé de nombreux ouvrages, dont notemment le Droit pénal des affaires (PUF, 1990), les Grands Systèmes de politique criminelle (PUF, 1992), Raisonner la raison d'Etat, vers une Europe des droits de l'homme (PUF, 1989), Procès pénal et droits de l'homme, vers une conscience européenne (PUF, 1992).



la sanction des crimes contre l'humanité, mais, en revanche, il y a une impuissance de plus en plus patente face au conflit qui les provoque et les accompagne. Na touche-t-on pas là aux limites du droit?

> «Il existe un véritable marché de la sécurité qui progresse de façon spectaculaire»

- Punir de tels crimes est aussi le moyen de prévenir leur renouvellement. De plus, si de nouveaux Etats sont créés, il faudra bien qu'ils ratifient un jour la convention européenne des droits de l'homme et acceptent le contrôle de la Cour euro-péenne. Il existe la un instrument effi-cace de démocratisation du droit. On peut déjà l'observer en Europe de l'Est. Parier d'impuissance me semble donc excessif. Mais il est vrai que le droit est loin d'être tout-puiss compris en Europe, où la complexité des structures juridiques n'est dénuée ni d'ambiguîté ni même de contradic-

» L'ambiguité tient à la coexistence de tentes hautement protecteurs des libertés, enmme la convention européenne, et d'autres beaucoup plus

pragmatiques, comme le droit communautaire, dont le « déficit démo-cratique » reste encore à combler, bien qu'il tienne moins à l'absence de pouvoir normatif du Parlement euro-péen qu'au caractère peu accessible (matéricllement et intellectuellement) des normes, surabondantes et fort des normes, surabondantes et fort techniques. Quant aux contradictions entre les exigences du marché et celles des droits de l'homme, elles sont apparues dans des domaines aussi variés que les biotechnologies, le statut des étrangers, oo le droit des médias.

medias.

» Sans être un modèle à suivre, l'Europe devient ainsi un véritable laboratoire du pluralisme juridique, "c'est-à-dire d'un pluralisme ordonné qui ne serait pas simplement juxtaposition des «sphères de justice» (selon la formule du philosophe américain Walzer), mais combinaison, dans un espace à sécoranhie variable de espace à géographie variable, de techniques juridiques différentes : de subordination et d'unification dans certains secteurs, de coordination et d'harmonisation ailleurs.

 Cette généalogle européenne des droits de l'homme ne crée-t-elle pas une situation de dés-équilibre entre les pays européens ou occidentaux et le reste du monde? Car c'est oublier l'apport d'autres sociétés aux droits de l'individu. Comment inventer une de l'homme qui prenne en compte ce qu'apportent d'autres tradi-tions juridiques?

- Il est vrai que l'on reproche à la Déclaration «universelle» des droits de l'homme son inspiration trop exclusivement occidentale. Il serait cependant regrettable d'en tirer argument pour renoucer à toute chance de voir le droit plus présent sur la scène internationale an moment même où les phénomènes se mondialisent, qu'il s'agisse du marché, de l'environne-ment, ou même des droits de ne et de la réprobation quand

» Mais il faut reconnaître les limites de la conception individualiste et réinscrire les droits de l'homme dans la durée. Autrement dit, consa-crer les droits et les devoirs de l'individu par rapport à la lignée (ascen-daots et descendants), et plus largement par rapport à l'espèce humaine. Ce qui peut signifier, par exemple, pour l'enfant le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux (droit préva « dans la mesure du possible» par la récente conven-tion de l'ONU sur les droits de l'en-fant et désormais mieux appliqué en France); ou encore le respect des droits des générations futures, notamment en ce qui concerne le patri-moine génétique de l'humanité ou

» Cela dit, une démarche trop unificatrice serait probablement vonée à l'échec. Elle est d'ailleurs peu souhai table car la recherche d'un ordre pla nétaire unifié risquerait d'aboutir i netaire unife risquerait d'aboutir à un ordre totalitaire imposant l'hégémonie d'une culture ou d'un Etat sur tous les autres. Il faudra bien, au plan mondial aussi, en arriver à un plunalisme ordonné. Pour explorer cette voie, nous avons lancé un projet enropéo-chinois sur les conditions de possibilité de principes directeurs internationaux. Les obstacles sont nationaux. Les obstacles sont immenses dans les faits comme dans les mentalités. Ainsi l'idée même d'un «droit des droits de l'homme» l'imitant le pouvoir de l'Etat est inhabi-tuelle en Chine. Le droit s'y rattache égistes, c'est-à-dire de fonctionnaires au service de l'Etat; et les autres traditions - plus libertaire comme le taoisme ou plus ritualiste comme le confucianisme - ont en enmmun de oe pas attendre du droit la solution

- Les droits de l'homme ne se résument pas aux droits civils et politiques. Comment y intégrer les droits économiques et socieux, trop souvent oubliés : droit au tra-vail, droit au logement, etc. ?

 Je voudrais d'abord rappeler que tous les droits pe bénéficient pas du même degré de protection, Seuls rer-tains d'entre eux ont une valeur absolue, excluant toute exception, restric-tion ou dérogation, même en cas de guerre. Tel est le cas, non pas du droit à la vie, mais de l'interdit de la tor-ture et des traitements inhumains ou dégradants, donc do droit au respect de la dignité humaine au sens le plus position entre les droits civils et poli-tiques et les droits économiques et sociaux, car elle implique à la fois le droit à l'existence et à des conditions d'existence dans un minimum de dignité.

» C'est entre les autres droits, à

valeur relative, que surgissent des ennflits. La convention européenne des droits de l'homme l'admet quand elle légitime, à certaines conditions des restrictions nécessaires dans une société démocratique », précisant que ces restrictions peuvent se fonder soit sur des impératifs d'ordre public limiter une liberté pour préserver la sécurité, la santé on la morale, - soit le respect des droits d'autrui - restreindre par exemple la liberté d'ex-pression pour protéger la vie privée, il est impossible de résoudre ces conflits de droit de manière manichéenne en privilégiant l'un ou l'autre. Mais on peut protéger l'un et l'autre par un ement combinatoire permettant de trouver le point de compatibi-

» De même, quand îl s'agit des droits économiques et socianx confrontés aux droits civils et politiques. En Europe, en tout cas, l'interaction entre les deux catégories est plus forte qu'on ne le prétend pariois: la Cour de Strasbourg dit explicitement qu'il « n'y a pas de cloison étanche entre les droits civils et politiques et droits économiques et sociaux.» Ainsi, à partir du droit à un recours effectif à la justice, elle exige une aide judiciaire gratuite pour les plus démunis. Mais l'évolution est encore inachevée. Une requête, soutenant qu'une coupure d'électricité dans un logement social en plein hiver pouvait constituer un traitement inhumain ou dégradant, a été récemment rejetée, ce qui laisse sans réponse le défi de la grande pauvreté aux droits de l'homme. Défi essentiel pour lequel il serait dangereux de renoncer » De même, quand il s'agit des lequel il serait dangereux de renoncer complètement au rôle de l'Etat. Le rapport de la commission consultative des droits de l'homme à propos de la grande parvreté, comme le livre dirigé par Pierre Bourdieu, la Misère du monde, la petite misère «de position», soulignent les risques de la démission de l'Etat. Certes la société civile peut et doit intervenir, mais ses actions doivent être coordonnées par l'Étet. l'Etat, d'antant qu'elles relèvent de secteurs aussi différents que le logo-ment, le travail, l'éducation, la santé, la vie familiale, l'accès à la justice.

- L'Etat de droit est devenu un refrain des discours politiques. Mais ne sert-il pas parfois d'alibi au renforcement du droit de l'Etat?

- L'Etat de droit n'est pas un alibi.

C'est une réponse à la raison d'Etat, enmme le mootre le développement C'est aussi une réponse à la raison du plus fort, car le désengagement de l'Etat conduit an tout-libéral et à ses risques. Selon une étude du Conseil risques. Selon une étude du Conseil de l'Enrope sur la «privatisation du contrôle de la criminalité», il existe un véritable marché de la sécurité qui progresse de façon spectaculaire. En France, le rapport de la commission sur les interceptions de sécurité révèle l'apparition d'un « marché du renseignement»: un contrôle (enfin!) les écoules judiciaires et administraives, mais roe les écoutes survages.

mais pas les écoutes sauvages. » Il est vrai que derrière le « droit de l'Etat,, il y a un risque d'exalta-tion de la puissance étatique : l'Etat incarnation et seule source du droit. Mais l'évolution actuelle contredit ce postulat. A côté des normes étatiq se développent des normes à la fois infra-étatiques (déontologie profes-sionnelle droit des normes à la foissionnelle, droit des collectivités teuri-toriales, par exemple) et supra-étati-ques (droit européen, on des Nations unies...). On assiste ainsi à un élargissement de l'Etat de droit au profit de la « société démocratique ». Inscrite dans la convention européenne des droits de l'homme, cette notion plus souple et plus ooverte comporte non sculement la légalité et la garantie judiciaire, les piliers de l'Etat de droit, mais aussi d'autres exigences, comme le respect de la proportionnalité, du pluraissne, de l'esprit de tolérance.

» La difficulté est d'arriver à maîtriser cette transformation pour préserver les exigences d'un raisonne-ment qui évite l'arbitraire malgré la complexité. L'un des enjeux à venir sera de se donner des outils pour penser le multiple. Sans mettre en cause la spécificité du droit, on pourrait s'inspirer des travaux scientifiques montrant que le raisonnement réu a s'accommoder de l'interatione, de l'imprécision, d'un certain désordre, et que l'on pent élargir les modes de raisonnement en élargissant la notion même d'ensemble. Par exemple, les logiques modales et intuitionnistes évoquent les mondes et jutuitionnistes évoquent les mondes expossibles», et les ensembles flous introduisent une gradation dans les tables de vérité. On a même proposé une théorie des « vérités relatives » qui offre toute la rigneur d'un traitement mathémati-

» Or, précisément, l'exigence de » Or, precisement, l'engence de rigneur est souvent présentée comme un obstacle au pluralisme juridique. C'est au nom de la rigneur que le droit classique se fonde sur un principe de hiérarchie des normes, ce qui permet un raisonnement logique de type binaire aboutissant à une vérité donnée comme incontestable et absolue. Mais cet ordre « monologique » smoose un espace unifié et un temps suppose un espace unifié et un temps suppose un espace unifié et un temps immuable («La perpétuté est dans le weu des lois», selon la formule des rédacteurs du code civil).

» En revanche, dans une per-spective pluraliste, l'espace normatif se diversifie (normes infra et supraétatiques) et le temps devient ouver-tement évolutif (lois à l'essai et mesures révisables, notions accepta-» Le pluralisme implique donc de

combiner plusieurs logiques en un ordre devenu «dialogique» : certains secteurs sont suffisamment intégrés pour rester régis par le principe de niérarchie des normes, avec son corol-laire, l'obligation d'identité des prati-ques – c'est la technique de la règle de droit, précise et univoque, qui permet une décision de conformité/non-conformité – en resenche tente une partie du droit, notamment les droits de l'homme, relèverait d'une autre logique où le principe de hiérarchie est remplacé par nn principe d'«harmonie» imposant une obligation de proximité et non d'identité. technique des «principes directeurs» qui, même imprécis ou équivoques, de compatibilité/incompatibilité. c'est-à dire à une vérité juridique relative. C'est l'hypothèse sur laquelle nous travaillons, à partir d'une série d'arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, Mais il s'agit d'un véritable changement de culture qui prendra du temps car il implique tout un apprentissage.

- Comment ressentez-vous, à la lumière de vos recherches, le débat politique français autour de la justice et du droit, toujours tendu entre gauche et droite?

- Tendu, certes, mais surtout à courte vue. Comme une myopie généralisée qui empêche de voir les équilibres d'ensemble et incite à régler les comptes du passé plutôt qu'à anticiper sur l'avenir. Même la refonte du code pénal, pourtant préparée de lonque date et votée à une large majorité, en est restée à un toilettage des textes déjà codifiés. Le travail reste à faire quant au contenu du droit pénal écocomique et social (épars dans divers codes et lois) et quant à la place des sanctions pénales par rapport aux antres sanctions punitives, administratives on civiles.

> «C'est tout l'équilibre d'ensemble du couple " police-justice_ qu'il faudrait repenser»

En procédure pénale, le débat reste focalisé sur quelques points (l'avocat et la garde à vue, le juge d'instruction et le placement en détention) alors que c'est tout l'équilibre d'ensemble qu'il faudrait repenser à partir des couples police justice, justice barresu. siège-parquet, parquet-gouvernement, justice-médias. Des couples où la tension est parfois si forte qu'ils se paralysent mutuellement au lieu de fonctionner de façon complémentaire, selon une dynamique de pouvoirs et de contre-pouvoirs.

W ...

33.

3.

Litte 2

1 m

Z.

H 42.

- Et quant aux projets de la nouvelle majorité qui, peu ou prou, s'inscrivent en rupture avec ceux de la précédente ?

- Le développement des normes constitutionnelles et européennes, que tout législateur doit désormais respec-ter, devrait limiter le jeu de balancier et assurer une certaine continuité. En ce sens, la complexité croissante du droit apparaît comme un progrès, car elle amène à des choix moins réducteurs. En revanche, cette complexité porte en elle un risque d'opacité, donc d'arbitraire. D'où la nécessité de nouvelles logiques afin de diversifier les modes de pensée juridiques, sans pour autant rejeter les modes tradi-

» C'est pourquoi le recours aux «principes directeurs» du droit, déià évoqués, pourrait être un moyen de penser le multiple sans le réduire. Ecartés en France lors de la réforme de la procédure pénale, ils out été repris dans une proposition de règlement de la Communanté européenne. Si l'idée progresse, c'est que nous éprouvons le besoin d'un droit commun, dans tous les sens du terme. Commun à différents domaines du droit, pour assurer la cohérence de chaque système malgré la spécialisation croissante des règles; commun à différents Etats, dans la perspective d'une harmonisation qui ne leur imposerait pas de renoccer à leur identité culturelle et juridique. Commun, enfin, au sens d'un droit acces-sible aux non-juristes pour éviter d'abandonner aux sculs juristes cette transformation du droit, qui devrait être l'affaire de tous.»

> ANNE CHEMIN et EDWY PLENEL

Ś

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde Comité de direction :

ez Lesoume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédection Jecques Guilu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de le rédection) Yves Agnès, Thomas Ferenczi, pe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

Anciens directeurs Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Leurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : [1] 40-65-26-25 Télécopieur : 40-65-25-99 ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BELVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tol.: (1) 40-65-25-25
Telécopieur: 49-60-30-10

Le Monde

En vente chez votre marchand

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93





ETRANGER

an insage - Comment ressements :- mière de vos recherches debut politique français mini is justice et du droit toja tandu entre gauche et dobi series man smer

Office use single to - comprehe de voirlain. ter emble et mene i des du faire plutet qu'a avenir. Meme h reage in Ferral (seumant préparéée in come a une large appr and following the ा पर भारता हिन्द्रां ricuu du dron peda - 11 7 ... lepars de - 12 - i et quant à la pea rendicy par mores and one punine, at The state of the s

> - Cest tout i ensemble

 $A = \operatorname{deg}(x) + \operatorname{deg}(x) = 0$

100

y-4.

programme and the second

amounted the Paris

WAR THE PART OF THE PARTY

WE : 1985 - 2 ---

Section 18 15 $\text{assump}(\mathbf{x}, \mathbf{x}, \mathbf{x}, \mathbf{y}, \mathbf{x}, \mathbf{y}, \mathbf{x}, \mathbf{y}, \mathbf{y},$

 $g_{\rm p}^{\rm int} = \pm e^{-i \phi_{\rm p} / \phi_{\rm p}}$

gala we find The State of the Late of

party and the

Age of the second **发展 化聚基环 发**

 $\frac{1}{\sqrt{2}}(1+\frac{1}{2})^{-1} = \frac{1}{2}(1+\frac{1}{2})^{-1}$

J. I. jaudrail

remenser»

and the parale, le des e and bounding - June Commen the state of the latest the second second second Temper or Re the seforte prises er and the lien de ta 1.00

יים מינים אונים מיניבים וב THE CHIEF CO. majorio qui per o a procedenta -----Control of the Control of the Contro The state of the s

THE TAKE

Les socialistes et la droite sont au coude à coude dans les sondages

arm une « revanche», le 31 mai, pour permettre aux indécis - de

l'ordre de deux à trois millions

scion les instituts de sondege, soit plus d'uo dixième des inscrits -

Alors que s'ouvre la cam-

pagne officielle de deux

semaines pour les élections

générales du 6 juin, c'est tou-

jours la plus grande incertitude

sur l'issue du scrutin. S'Il ne

fait guère de doute qu'eucun

des deux principaux partis, ni

le PP (Parti populaire) ni le

PSOE (Parti socialiste ouvrier

espagnol), n'est-capable de

l'emporter par une majorité

absolue, le précampagne n'e

pas permis de savoir comment

une mejorité stable pourrait

s'établir - d'un côté comme de

l'autre. Les sondages conti-

nuent de donner les deux for-.

mations pratiquement au

MADRID

de notre correspondant

« Je n'al rien à acheter et je n'ai

rien à vendre », s'est exclamé,

dimanche 23 mai, aux îles Cans-

ries, le président du gouverne-

ment, Felipe Gonzalez, en s'insur-geant contre les marchandages et

le prix que devrait payer la nou-

velle majorité à une force quel-

conque du pays pour assurer un gouvernement stable à la nation.

Les socialistes croieot pour l'ins-

taot qu'ils disposeot d'no léger

avantage sur leurs adversaires do Parti popoleire (PP) ot espèreot que, d'ici au 6 juin, ils creuseront l'écart pour disposer d'une majo-

rité suffisamment confortable

pour constituer un gouvernement d'ouverture, mais bomogène,

Pour cela, le PSOE compte sur-

tout sur la locomotive Gonzalez

la bataille et devaitaffrooter son

premier défi, lundi soir 24 mai, lors d'un face le fact télévisé evec

Un cessez-le-feu en pertie

contrôlé par les forces ouzbèkes

neguère pro-communistes est

entré en vigueur dimanche

23 mei à Kaboul. Aucun tir n'e

été échengé entre fections riveles pour le première fois en .

douze jours. Les forces du géné-ral Dostorn, chef de la milice de

l'encien président Najibullah, ont

pris position au sud-ouest de la

capitale entre les gouvernemen-

taux et leurs adversalree chiites

Au sud, les forcee du chef intégriste Gulbuddin Hekmatyer,

récemment désigné premier

ministre par les factions, sont

face à face avec les soldats du

ministre de la défense (démis-

eionnaire) Massoud. La tension y reste vive. Le général Massoud,

qui e eccepté la 20 mai de céder

son poste à une commission pla-Rabbani en attendant l'élection, dens les deux mois, d'un titu-

laire, continue à exercer ees

4 500 blessés, is plupart civils,

selon la Croix-Rouge. Un porte-

des factions islamistes est dans

permanent des combats, selon

l'accord conclu le 19 mai à Jela-

La Russie et Cuba ont signé à

La Havane un accord sur l'ac-

croissement de la coopération

fonctions..

labad. - (AFP.)

de la coopération

avec la Russie

Relance

de l'alliance Wahdet.

AFGHANISTAN

Cessez-le-feu

a Kaboul

A TRAVERS LE MONDE

coude à coude

ESPAGNE : à deux semaines des législatives

de se faire une religion definitiva. La campagne est centrée autour des deux dirigéants. Il est évident que Felipe Gonzalez dispose d'un avantage cer-tain par rapport à son challenger José Marie Aznar, moins expérimenté, maie très accrocbent, et auquel manque cette recognaissance internationale permettant de se situer no niveau des agrands ». C'est pour cette raison que le président du PP est allé saluer Jacques Chirac à Paris, puis John Major à Londres.

Le premier mioistre britanaique l'a d'ailleurs accueilli comme le futur ebef du gouvernement espagnol, ce qoi o'a guère plu à Madrid et oe va pas faciliter la suite des oégociations sor le rocher de Gibraltar en cas de victoire do PSOE,

Les nationalistes catalans en position d'arbitres

Après un long rodage, lequel a pratiquement débuté lors de l'anoooce, le 12 avril, des élections anticipées, le combat des chefs va permettre d'entrer véritablement dans le vif du sujet : celui du «changement dans la continuité» pour les socialistes ou du « renouveau tranquilles pour la droite.

Pour l'instant, le Parti popu-laire s'est employé à dénoncer les dix ans de gestioo socialiste, à mettre le doigt sur les plaies do chômage et de la corruptioo plutôt qu'à démontrer véritablemeet qu'il offrait une solution ils ont présenté leur bilan, vanté Jose Maria Aznar, président du ... peché franquiste, tout en insistant PP. Uoe première eo Espagne, sur la accessité de mener à terme בע עובו קוני לכוד למי !

l'issue d'une visite de trois jours

d'une délégation ruese conduite

par le premier vice-premier

ministre, Vladimir Choumelko,

prévoit le lancement de traveux

conjoints, d'ici à deux mois, eu

terminal petroller de Matanzas et

la reprise des activités de la raffi-

nerie de Cienfuegos, einsi que la

fourniture, per la Russie, de ferti-

dente Maria Elene Cruz Verela.

condamnée à deux ans de prison

pour avoir réclamé des élections

plurelistes, e été libérée

dimanche, après avoir bénéficlé

d'une remise de peine de six

mois, a-t-on eppris de sources

diplomatiques. - (AFP, Rauter.)

table surprise de cette mise en traio : l'entrée en lice dans les rangs socialistes, en deuxième position sur la liste madrilène du PSOE, du plus célèbre des magistrats du pays, Baltasar Garzon.

Ce inge n'avait pas hésité à s'attaquer nux terroristes anti-ETA du GAL (Groupe anti-terroriste de libération) ainsi qo'aux officiers de la Intte antidrogne de la Guardia civil qui avaient fourni des stupéfiants à des informateurs. Il o'en fant pas plus pour que ce magistrat eit brusquement des airs de daophin... Le coup à cependant porté ses fruits, si l'on en juge par la hargne du PP cootre ceini pour lequel il o'aveit auparnvant que des

Effet Garzon ou pas, le 7 juin ao matin, les socialistes - s'ils arrivent en tête - devront former un gouvernement. Une alliaoce avec la troisième force, lzquierda Uoida (gauche unie), dominée par les communistes et leur dirigeant Julio Anguita, est pratiquement excine. Ce dernier et Felipe Gonzalez ont tout deux admis publiquemeot qu'uoe enteote était

La seule option possible reste done le soutien, tant pour les socialistes que pour la droite, do parti du président de la Catalogne, Jordi Pajol, Coovergence et Union (CIU). Soutien modulé on oégocié? Il est trop tôt poor le dire. Que ce soit le PP ou le PSOE, les deux formations espèrent o'avoir pas à passer-sous les fourches caodines de Jordi Pujol ou d'autres nationalistes. Tout va esprits dans les deux semaines à leors réalisations et accusé la venir et de la capacité de convic-droite d'élie rancore entachée du ration de MM. Azuar et Gonzalez.

MICHEL BOLE-RICHARD Jan. 10

D ALLEMAGNE : recours contre le traité de Manstricht. — La Cour constitutionnelle allemande, qui doit recours déposés contre le traité de Maastricht, ratifié en décembre 1992 par le Parlement, a soumis une liste de quinze questions ao gouverne-ment, selon le magazine Der Spiegel. Selon l'hebdomadaire, certains de ces recours, qui ont trait essentielle-ment sux transferts de souveraineté et en e déficit democratique » des institutions européennes, auraient de bonnes chances d'être jugés recevables. - (AFP.)

IRLANDE DU NORD : espoir décu à Londres

Les partis extrémistes maintiennent leurs positions après les élections locales

Contrairement à l'attente du gouvernement britannique, les formations politiques, catholique et protestante, les plus extrénistes, ont maintenu leurs positions lors des élections des conseils de district qui se sont déroulées la semaine dernière en Irlande du Nord.

LONDRES

de notre correspondent

Le gouvernement britannique avait placé beaocoup d'espoirs dans les élections locales qui se sont déroulées mercredi 19 mai en Irlande du nord. Seloo les scéna-rios échafaudés à Londres, les deux partis les plus modérés issus des partis les plus moderes issis des romminautés protestante et catho-lique, respectivement le Parti unio-niste d'Ulster (UUP) de James Molyneaux et le Parti travailliste et social-démocrate (SDLP) de John Hume, devaient sortir renforcés de ce scrutin, au détriment des formations extrémistes. De tels résultats aoraient justifié les efforts de médiatioo, passés et futurs, cooduits par le secrétaire d'Etat chargé de l'Irlande du Nord, Sir

Patrick Mayhew, et, nu-delà, le politique constante de Londres : marginaliser, si possible, les formations les plus sectaires, pour arriver à un compromis entre modérés sur l'avenir politique de la province.

An bout du compte, cette stratégie est affaiblie par les résultats électoraux des vingu-six conseils de district, qui, dans l'ensemble, tra-duisent un maintien des positions de chaque parti, voire un tassement de celles des « modérés ». Avec 197 sièges (sur un total de 582), l'UUP, bien qu'en léger recul par rapport à 1989 (29,1 % des suf-frages contre 31 %), demeure la formation locale la plus impor-(DUP) du pasteur lan Paisley, qui tante. Le Parti unioniste démocrate est la seconde formation représen-tant la communauté protestante, obtient 103 sièges (17,2 %).

Du côté «nationaliste» (catholique), le SDLP obtient 127 sièges (21,9 %) et assure son contrôle sur Londonderry, qui est la deuxième ville d'Ulster. Le Sinn Feio, considéré comme la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), hérite de 51 sièges (12,5 %), et arrive en tête à Belfast avec 23,2 %. Il paraît renforcer soo

obtenu 10 % des suffrages lors des élections parlementaires de 1992. Enfin le parti de l'Alliance (multiconfessionnel) de John Alderdice obtient 44 sièges (7,7 %). A Belfast, la coalition unioniste conserve une faible majorité sur les nationalistes.

Ces résultats font apparaître une évolution politique préoccupante pour Londres : en 1989, le Sinn Fein et le DUP avaient reculé, au profit des partis plus conciliants que sont l'UUP et le SDLP.

L'intransigeance du pasteur Paisley, qui se refuse à reprendre les pourparlers commoneutaires tant que le gouvernement de Dublin ne s'engagera pas à supprimer les artides 2 et 3 de sa Constitution (qui prévoient la réunification des comtés de l'Ulster avec la République d'Irlande), ne va done pas faiblir, Sir Patrick Mayhew doit rencontrer le ministre des affaires étrangères irlandais, Dick Spring, Loodres socheitant feire des propositions devant servir de base à une nouvelle série de négociations.

LAURENT ZECCHINI

ITALIE: l'anniversaire de l'assassinat du juge Falcone

« Pour ne pas oublier... »

de notre correspondante

Manifestation à Roma, défilé à Milan, l'Italie, « pour ne pas oubler», comme disalent slogans et banderoles, e'est mobilisée, dimanche 23 mai, pour commé-morer l'estacsinat, il y e juste un an, du juga Giovanni Falcone, da sa femme Francesca et des trois agents de son escorte. Une chaîne de solidarité de

Capaci, lieu de l'attentat, jusqu'à Palerme était destinée à montrer aux quelque cent mille Palermitains descendus dens le rue - une majorité de jeunes - que «l'espoir chemine avec nous », comme le disait Giovanni Falcone, et qu'une brèche est toujours possible dans le mur de silence et d'ornerte qui protège la Mafia. « C'est dans un moment de changement radical que l'Etat e besoin de hérose, dira Meria Felcone, sa sœur. eLa mort de Giovanni, Francesca, Paolo Borselino, l'autre juge assassiné en juillet dernier) et des hommes d'escorte a servi à reveiller l'Italie cise de l'explosion, - les sirènes du port et les cloches de la ville se sont répondu, tandis qu'étaient láchées des colombes.

Un an, un siècle. En un an, grâce au regain de mobilisation né de cas ettentats, et sans doute, plue largement, à l'effondrement progressif des atructures et des subtiles aliances nées de la guerre

froide et tissées entre la criminaité et une certaine france politicoaffairiste, la lutte contre la Malia a fait des progrès énormes. Il n'y a pas de jour sans qu'une cache d'armes soit trouvée, un truand arrêté, un téseau démantelé, Parmi les plus beaux coups de filet, impensables justement il y e un an : le capture du choss des boss», Toto Rlina, et celle, le semainte demitére; d'un des plus féroces chérs de Cosa Nostra, le

Catanals Nitto Santapaola. Victime de la Mafia et d'autres « forces occultes »

Signe de ces temps nouveaux encore : cinquente-sept com-munes ont vu leur conseil municipal dissous pour cactivités liées à la mefia e, tandis qu'un peu per-tout en Sicile les langues commencent à se défier : l'État peut désormais compter sur la collaboration de quetre cents crenentis». Des esources » qui ne sont pas sans risque, car leurs accusations portent de plus en plus haut et de plus en plus fort, on l'e vu avec le cas de Giulio Andrectti, l'ex-président du Conseil mie en cause par plusieurs «repentia» pour avoir été, dicent-ils, «la référence romaine et politique de Cosa Nos-

Des sources qui ont été également trèa précisuses pour com-prendre enfin les mécanisme de fonctionnement de la « pieuvre ». En ce sens, leur multip un hommage très tardif au travail

273 D.

de Giovanni Falcona et de son ancienne équipe du « pool anti-Maflas. En effet, combien de magistrats, sans perler des fonctionnaires ou de la classe politique. ont critiqué cet usage à leurs yeux e excessif et inconsidéré des repentis», ellant jusqu'à dire que juge Felcone eveit de méthodes par trop personnelles? -Aussi, dans ce mémorial du souvenir cimenté à coups de superlatifs, y avait-il à l'occasion une bonne dose d'hypocrisie de la part de certains à célébrer ce juge, qui fut à bien des égards un des plus seuls, des plus isolés de sa profession.

Ce ejeu trop granda, dens lequel le juge Falcone avait déclaré être entré chien seule, le parquet de Caltanissetta, chargé de l'effaire, croft même en evoir trouvé les traces, même s'il s'agit encore d'une s'hypothèse de traveil», comme l'expliquent conjointement les magistrats locaux et la «sunerprocureur snti-Mnfie » Bruno Siciari, reprenant en cela une idée avancée dès la lendemain de l'ettentat. La Mafia ne serait en effet pas seule en cause, elle eureit opéré en accord evec d'autres c forces occultes, » ou à leur demande - à savoir vraisemblablement une faction paralièle des services secrets, eutre héritage edégénéré » de la lutte contre le

MARIE-CLAUDE DECAMPS

lisents et de pièces de rechange de la meillaure façon qui soit, dans le respect de la démocra-tie.» Enfin, à 17 h 58 - heure préo CHYPRE: reprise des négocia-tions. - Les négociations intercom-minantaires sur Chypre, suspendues pour l'industrie sucrière, principale source de devises de Cube. Par ailleurs, la poétesse dissi-

en novembre dernier, devalent reprendre hundi 24 mai à New-York, sous l'égide de l'ONU. Elles se dérouleront entre le président de la République de Chypre, Glafcos Cé-ridès, et le chef de la communauté chypriote-turque, Rauf Denktash, et doivent porter notamment sur des mesures destinées à «rétablir la confiance». - (AFP.)

PIERRE BOURDIEU



Puissent seulement tous ceux qui ont en charge les affaires sociales du pays lire ce livre, et reprendre ainsi contact avec les souffrances de millions de Français, celles qu'une fois installés dans les allées du pouvoir on oublie.

Françoise Giroud / Journal du Dimanche Il ne s'agit pas de savoir si les soixante témoignages qui composent ce recueil sont beaux, pathétiques, séduisants, gênants. Ils sont vrais. F. Granon / Télérama Ces histoires aident à comprendre pourquoi les gens sont ce qu'ils sont, et font ce qu'ils font. Chacune d'entre elles peut se lire comme une petite nouvelle. Georges Balandier / Le Monde

Dans ce livre, le plus bouleversant qui ait été donné à lire depuis longtemps, la France qui souffre parle. Enfin. Thierry Gandillot / Le Nouvel Observateur

Ce livre est surtout un acte politique: celui de constituer un savoir "réflexif" qui permette à la société d'intervenir sur elle-même.

R. Maggiori et J.-B. Marongiu / Liberation

Un énorme "J'accuse". Michel Grodent / Le Soir

Editions du Seuil



Carried States Being of the Co. de Mit ber deren in Anna

Autor skirth in their i

grant in the law. $f = \frac{1}{2} \left(\frac{2 \sqrt{2 \pi ^2}}{3} \right) \sqrt{2 \pi ^2} e^{-\frac{2 \pi ^2}{3}}$ gram add being Butter Server 1 pr 20 11 45 1

17. °

Les mesures prévues par les alliés

Voici les « mesures spécifiques concrètes » que les alliés sont prêts à prendre en Bosnie, telles qu'elles ont été énumérées par le secrétaire d'Etat eméricain Warren Christopher:

- Poursuite de l'aide humanitaire aux victimes de guerre.

- Application rigoureuse des eenctiona priaes contre la Serbie et le Monténégro, qui forment la nouvelle Yougoslavie.

- Action commune pour s'aseurer que le promesse de Belgrade de farmer ee frontière avec la Bosnie «n'eet pes superficielle ».

- Action conjoints sux Nations unies en feveur de l'edoption repida da emesures qui éteblireient des zonee sûres » en Boenie. «Les Etats-Unis n'ont pae l'intention de fournir des troupes eu sol pour la Bosnie, mais (...) si les Nations unies en feisalant le demande, nous contribuerions à le protection des forces [de

l'ONU] *déployé*es en Bosnie », a déclaré pour sa part Werren

- Poursuite de l'application de la zona d'axclusion aérieni.9 audessus de la Bosnie déjà mise

- Soutien à la «mise en piace rapide » d'un tribunal pour juger lee crimes de guerra.

- Poursuite de la participation aux efforts pour un «règlement négocié durable » de la crise

- Avertissement à la Croatia que «l'eide eux forces croates de Bosnie (...) pourrait entraîner dea sanctions internationales contre la Crostie » .

- Appui eu ranforcement da la présanca internationele en Macédoine, la République la plus méridionele de l'encienne Yougoslavie qui borde la Grèce, et eppui eimileire à un eccroissement de la « surveillance internationale » au Kosovo, province de Serbie frontalière de l'Albanie et de la Macédoine. - (Reuter.)

La fin d'une polémique entre Américains et Européens

Si personne ne cédeit au triomphalisme, Européens et Américains ne cachaient pas, ce week-end, leur setisfaction d'avoir mis un terme à quelques semaines de polémique en réussissant à s'entendre sur un progrsmme commun pour « refroidir » le conflit bosniaque.

WASHINGTON

de notre correspondant

Même si l'OTAN n'est pas, for-mellement, concernée, il en allait tout de même de la crédibilité de l'Alliance face an premier test de l'après-guerre froide. En visite dans le New-Hampsbire, loin de Washington, le président Bill Clin-ton a sobrement commenté : « au moins, nous travaillons à nouveau ensemble. » Le ministre français des affaires étrengères, Alain Juppé, se félicitait que l'accord de Washington ait mis un terme à une «prétendue» querelle entre Euro-péens et Américains : « Celo n'o pas pris le tour d'un affrontement. Les Russes, pour leur part, n'étaient pas mécontents d'avoir saisi l'occasion - hésitation à Wasbington et différend américa-no-européen - pour prendre l'initiative et occuper le terrain en reprenant ce qui étaient essentiellement des propositions euro-

Cette eélébration d'unité n'empêche pas les arrière-pensées. Dans les propos de certains ministres enropéens, on discernait comme une discrète satisfaction pour avoir fait évoluer les Etats-Unis sur les positions défendues depuis longtemps à Londres et à Paris. De fait, le « programme com-mun d'action » adopté à Washington enterre pratiquement l'option militaire que l'administration Clinton avait un moment envisagée et à laquelle les Européens sont oppo sés - sauf en ultime recours, «à titre de solution de désespoir», a dit M. Juppé.

Aux commentateurs de presse (en général curopéens) qui décèlent là une faille dans « l'exercice du leadership » américain au sein de l'Alliance, les responsables européens opposent la remarque suivante : pour une fois que les Etats-Unis ont pris le soin de consulter les Européens et de tenir compte de leur point de vue sur un conflit qui, eprès tout, se déroule en Europe, nous n'allons pas nous en Parmi ceux qui ne s'en plain-dront pas non plus, on peut encore compter une bonne partie de la hiérarchie du Pentagone – et notamment le chef d'état-major le général Colin Powell – et peut-être aussi le secrétaire d'Etat, M. Waren Christopher, qui passent pour être très sceptiques quant aux possibilités offertes par l'option militaire. Si le chef de la minorité républicaine, Robert Dole, et un des poids lourds démocrales eu Sénet, Patrick Moynihan, dénoncaient l'accord, comme entérinant les conquêtes serbes, on trouvait antant de membres du Congrès

Sagesse on faiblesse de Bill Clinton?

M. Clinton, qui avait un temps, sans grande conviction, défendu l'option militaire, et critiqué, assez ouvertement, le concept des « cones de sécurité », a été philosopbe. Il remarque que les «zones» ne sont pas conçues, dans le programme, comme devant être des « camps permonents » mais qu'elles doivent exister dans nn dispositif qui a toujours pour objet d'aboutir « o un réglement territo-rial nuisonnable ». Au service de cet ctif, a-t-il encore observé, l'option militaire n'a pas été « spécifi quement » exclue. Aussi estime-t-il pouvoir qualifier le programme de « pas dans la bonne direction » qui devrait mettre « un terme à l'épuration ethnique.

Il reste que M. Clinton evait bel et bien émis des doutes sur les solutions suggérées par les Euro-péens et brandi la menace de l'emploi de la force. Il a changé d'avis : certains y voient une manifestation de sagesse, d'antres de faiblesse. Les Européens ne le regretteront pas, ui les citoyens américains qui, sondage après sondage, ne signalent eucun enthousiasme pour un engagement des Etats-Unis en Bosnie. Impossible, cependant, de ne pas s'interroger sur l'impact d'un nouveau revirement de la part d'un Bill Clinton qui passe déjà pour manquer de fermeté de convictions. Pour le chef dn bureau wasbingtonien du New York Times, R. W. Apple, la cause est entendue : e M. Clinton n'a pas su tenir ses promesses; il o parle haut ct fort mais o laisse son baton sur son épaule. La prochaine fois qu'il proférero des menaces, elles auront moins de crédibilité.»

- 14 THE P

类点

T. T. I.

T2: . . .

T2: . . .

2.7

13153 ·· T-2.

----- 5 ac

. A ..

ART. W.

Le compromis a été rejeté par le président bosniaque

Les Serbes de Bosnie ont, de toutes façons, amplement montré qu'elle ne voulait pas d'un tel régle-ment. On prend acte de l'état des lieux – les victoires serbes – avec l'intention d'empêcher une plus grande dégradation de la situation sur le terrain. Une acceptation de fait, an moins provisoire, du statu quo territorial créé par les Serbes?

Même si le texte mentionne expressément la nécessité d'« obtenir le retrait des troupes des Serbes de le hors des territoires occupés par lo farcen, il consacre l'option europeenne quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif. Cela veut dire que la p taire, un moment souhaitée par les Etats-Unis, est écartée: les auteurs du document s'en remettent, presque exclusivement, aux sanctions économiques pour amener les protagonistes à conclure un accord de paix scion les principes du plan dit Vance-Owen. Les Serbes l'ont bien compris, qui se sont immédiatement félicités, en Bosnie comme à Belgrade, de la teneur du programme de Washing-

Ambiguīté des «zones de sécurité»

Il n fallu quelques heures de travail en séance commune, samedi, au département d'Etat, pour que les responsables des anaires etrangeres des Etats-Unis, de la Russie, de la Grande-Bretagne et de la France (représentant quatre des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU), auxquels s'était joint leur collègue espagnol (dont le pays doit assurer la prochaine présidence du Conseil), mettent une touche finale à un document qu'ils avaient longue-ment préparé les jours précédents. Dès cette semaine, les principaux points du programme devront pren-dre la forme de résolutions du Conseil de sécurité sur la création de «zones de sécurité», la surveillance de la frontière entre la Bosnie et la Serbie et l'établissement d'un tribunal international pour juger les outeurs de crimes contre l'humanité.

Le programme établi par Warren Christopher (Etats-Unis), Andreï Kozyrev (Russie), Douglas Hurd (Grande-Bretagne), Jevier Solana (Espagne) et Alain Juppé (France) norend trois axes:

1. - Arrêter les combats. D'origine française, l'idée principale (le point 4) est la création d'enclaves de sécurité destinées à mettre la popula-

O/I/S/E

Les écoles de langue en Angleterre et en Allemagne pour adultes. étudiants et jeunes La qualité et l'efficecité

tion civile musulmane à l'abri de nouvelies agressions serbes. Couvrant une population d'un million deux cent mille personnes, les «zones de sécurité» doivent être établies dans securité » doivent être établies dans six villes : Bihac, Goradze, Sarajevo, Srebrenica, Tuzla et Zepa. M. Juppé estime qu'il faudra trois mille ou quatre mille bommes de plus au sein de la FORPRONU, qui en com-prend déjà plus de neuf mille. Des Russes et des Scandinaves pourraient rejoindre Britanniques, Français et Canadiens, qui forment l'essentiel de la force des Nations unies.

Les Etats-Unis restent réservés. Ils craignent que ces «zones» ne se transforment en ghettos on grands tions musulmanes. Ils n'envisagent toujours pas de dépêcher des soldats au sein de la FORPRONU. Afin de manifester leurs doutes quant à l'effi-cacité des « zones de sécurité », ils n'y participeront qu'indirectement : leur aviation pourra être appelée à intervenir pour assurer la protection non pas des enclaves elles-mêmes mais des bommes de la FOR-PRONU qui s'y trouveroni «dans le cas où ils seraient attaques et où ils demanderaient une telle assistance». demanderatent une tette assistance ».

M. Juppé, qui a souligné que la france était au bout de ses possibilités de déploiement, a fait part de son désaccord evec cette « répartition des tâches, les uns au sol, les autres

Le texte du programme de Washington ne semble lever aucune ambignité quant au concept exact de «zone de sécurité». Selon un mémorandum et un projet de résolution français au Conseil de sécurité, il y e au moins trois options possibles : la formule «lourde», dans laquelle les « casques bleus» ont pour mandat de "s'opposer à toute agression" contre les zones, et des modèles plus «légers» où les hommes de la FOR-PRONU "observent" ou «contrôlent" le cessez-le-feu, leur scule présence étant supposée dissuader d'éventuels agresseurs. M. Juppé a précisé que la résolution qui doit être votée au Conseil de sécurité changera le mandat de la FOR-PRONU. Le texte du programme de Washington ne donne, lui, aucune indication. A aucun moment il ne «s'opposer à toute agression» contre indication. A aucun moment il ne dispose que les hommes de la FOR-PRONU devront bel et bien «défendre» lesdites zones.

en l'air». Il a dit ene pas désespérer» que les Américains finissent par se

joindre à la FORPRONU.

Toujours au chapitre de l'apaisement sur le terrain, Elats-Unis, Européens et Russes entendent prendre le régine de Belgrade au mot et s'assurer qu'il respecte bien sa promesse de fermer la frontière, autrement dit de couper les approvisionnements des milices serbes de Bosnie en armes, municipal et carbant tenns de Serverset serbes de Serverset serves de Serverset serves de Serverset servers de Serverset munitions et carburant venus de Ser-bie. « Blen que la responsabilité pre-mière de lo mise en œuvre de cette mesure incombe à Belgrade, nous pouvons y contribuer, dit le document de Washington, en mettant en place des observateurs aux frontières ou en assurant une surveillance oérienne.» Il pourrait s'agir de quelques cen-taines d'hommes, dont le gouverne-ment du président Slobodan Milosevic a déjà dit qu'il ne voulait pas.

2. - Empêcher l'extension de la guerre. Il s'agit de «contenir le conțlii

et de l'empêcher de gagner les pays voisins », développement qui serait «d'une extrème gravité ». A cette fin, les signataires envisagent «un renfor-cement de la présence internationale» en Macédoine ou «toute agression aurait de graves conséquences». Les Etats-Unis devraient envoyer des observateurs en Macédoine. Le Kosovo, province sud de la Républi-que de Serbie, peuplée d'une écra-sante majorité d'Albanais de souche, est aussi sous la surveillance des auteurs du programme, qui obser-vent : «Les droits de l'homme doivent être strictement respectés dans lo région anciennement autonome du Kosovo, mais nous n'y soutenons pas de déclaration d'indépendance.»

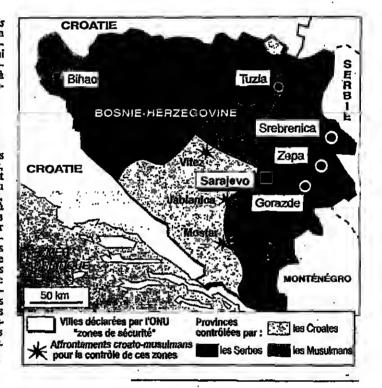
3. - Recherche de la paix. Tout en maintenant a l'option de nouvelles mesures plus dures sans en préjuger ni en exclure aucune», les signataires comptent quasi exclusivement sur le blocus économique de la Serbie pour amener le régime de M. Milosevic à faire entendre raison aux milices serbes de Bosnie, c'est-à-dire les convaincre de négocier un accord de paix conformément « nu processus Vance-Owen v. En principe, l'objectif reste le même : « le retrait des Serbes

de Bosnie hors des territoires occupés par lo force», ou encore l'application du plan Vance-Owen (même modifié), référence, e dit M. Juppé, qui indique que les euteurs du programme sont toujours attachés à «une Bosnie-Herzégovine indépendante».

L'« évolution » de M. Milosevic

A en croire le ministre français, les Russes et les Européens parient, avant tout, sur un changement d'état d'esprit de M. Milosevic. Sensible au blocus dont son pays est l'objet, celui-ci serait maintenant décide à faire pression sur les milices serbes de Bosnie. Sans doute faut-il rappeler que M. Milosevic n'a change de dis-cours qu'après que les milices serbes - avec l'aide de l'armée de Belgrade - curent atteint à peu près tous leurs objectifs. Aussi ne voit-on pas encore tres clairement pourquoi M. Milosevic inciterait autourd'hui, les milice serbes à revenir sur des conquêtes territoriales réalisées, hier, avec l'as-sistance militaire – quelquefois

ALAIN FRACHON



Tandis que les Serbes affichent leur satisfaction

Alija Izetbegovic accuse la communauté internationale de récompenser l'agresseur

«Nous devons nous battre pour la survie de notre peuple. Si lo com-munauté internationale n'est pas prête à respecter et à oppliquer le plan Vance-Owen, alors ce plan est plan Vance-Owen, alors ce plan est mort, mais nous n'en sommes pas responsables. Et, dans ce cas, nous devons avoir lo possibilité de choisir de nous battre pour la survie de notre peuple et la liberté de notre pays » : c'est avec colère et amertume que le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a réagi, dimanche 23 mai, au « programme de Washington » élaboré par les Etats-Unis, l'Europe et la Russie.

C'est, en revanche, avec une satis-faction non dissimulée que le diri-geant serbe bosniaque, Radovan Karadic, a accueilli ce « pro-Karadic, a accueilli ce « pro-gramme» qui, a-t-il souligné, signifie « l'abandon de l'option du recours à da force » contre les Serbes de Bosnie M. Karadzic e estimé que le prési-dent américain, Bill Clinton, était « un homme sage qui n'a pas cédé aux conseils des jaucons voulant l'entraîner dans une guerre civile bal-kanique». Et le leader serbe d'invi-ter le président izetbegovie et le res-ponsable croate bosniaque Mote Boban à a s'asseoir à la table des népociations et permettre aux Musulnegociations et permettre aux Musul-mans d'arrondir leur territoire en Bosnia centrale» (région où le plan Vance-Owen fait la part belle aux Croates, leur accordant de vastes zones à population mixte croato-mu-

M. Karadzic, qui serait prêt à accepter la formation d'une Bosnie composée de trois Etats constituants, a appelé les Croates et les Serbes à faire des concessions territoriales aux Musulmans pour leur permettre de disposer d'une région «viable». Selon certaines sources serbes bos-

niaques, ces derniers seraient notam-ment prêts à rendre Jajee et Donji Vafuk. «Si Izetbegovie rejeue cette proposition, il est clair qu'il mène son peuple sur la voie de la dispari-tion totale», a averti le leader serbe.

Le «programme de Washington» a. quant à lui, estimé le président

izetbegovie dans une déclaration adressée à ses concitoyens, semble adressée à ses concitoyens, semble signifier que « l'agresseur ne se retirera pas des territoires occupés, que les gens chassés de leurs maisons ne pourront pas revenir chez eux et qu'une partie de notre peuple se verra attribuer les prétendues zones de sécurité, autrement dit des réserves ». « S'il doit en être ainsi, ce nouveau plon est absolument inacceptable pour nous », a-t-il affirmé. Une e noir juste » e trouveur le prési-« paix juste », e poursuivi le prési-deat lzetbegovic, « implique la resti-tution des territoires occupés et le retour des populations dans leurs maisons », « En signant le plon Vance-Owen, nous avons dit notre dernier mot, fixé notre minimum, en dezà duquei nous ne pouvons descendre et nous ne descendrons pas», e encore dit le chef de l'Etat.

Bombardements sur Sarajevo

« Nous ne perdrons plus de temps en négociations fuilles. En revanche, nous oppellerons notre peuple à s'unir et à recourir à tous les moyens disponibles pour défendre l'indépen-dance et la souveraineté » de la cotte déclaré M (rethermis qui patrie, a déciaré M. Izetbegovic, qui a violemment critique la communauté internationale, qu'il a accusée d'evoir abandonné la Cherte des Nations unies et d'être « prête à accepter la loi de la force dans les relations internationales », voire à

cide». «Le monde ne nous a pas laisse beaucoup de choix », e-t-il conclu, invitant les Bosniaques à « accepter le risque de combattre pour la liberté et la dignité». « N'ayez pas peur et ne doutez pas, le peuple qui combat pour son existence et sa liberté ne saurait perdre».

Côté serbe bosniaque, l'heure est, anjourd'hui, à la conciliation, à en croire Radoven Karadzic, qui e affirmé qu'il «respecterait» le «programme de Washington», «à condition que la souveraineté des Serbes de Bosnie soit respectée». Interrogé par la BBC, M. Karadzic a estimé que les Occidentaux avaient adopté une approche « plus réaliste » de la situation en Bosnie, et a pressé la commimanté internationale « d'aider à la création de trois territoires dotés de trois autorités » (croate, serbe et musulmane) en Bosnie-Herzégovine.

Les Serbes de Bosnie «ne se sentent pas victorieux» après l'adoption du programme d'action commun, a assuré ieur leader. « Nous ne voulons pas la victoire, mais juste nous protéger de la domination musulmane ou croate et il me semble que nous nous rapprochans d'une solution plus juste pour former trois Etats constituants. comme proposé par lord Carring-ton». l'ex-président de la Conférence de la CEE sur la Yougoslavie, a-t-il CONCIL

L'adhésion de M. Karadzic au principe des «zones de sécurité» (englobant notamment Sarajevo) n'a pas empêché ses troupes de faire une nouvelle démonstralion de niaque où leurs tirs redonblés ont fait 9 morts et 103 blessés, dont 27 enfants, selon un bilan fourni par le président l'zetbegovic dans une lettre adressée à M. Iouli Vorontsov, président du Conseil de séeurité de PONU. Durant les trois derniers jours, les bombardements de Saraievo ont fait 16 morts et 129 blessés, dont 36 enfants, précise le chef de l'Etat, qui rappelle : « Aujourd'hui, c'est un jour anniversaire : il y a un an, la Bosnie-Herzégovine est devenue membre des Nations unies. » -(AFP, AP, Reuter.)

A la suite d'une embuscade

Deux policiers serbes tués au Kosovo

Deux policiers serbes ont été tués et cinq autres blessés, samedi soir 22 mai, dans une « attaque terroriste» dans les environs de Glogovac, dans le nord du Kosovo, province de Serbie à majorité albanaise, a affirmé, dimanche, Radio Belgrade. Sept policiers sont tombés dans une embuscade dressée à l'entrée de la ville par « trois terroristes » cachés dans un bnisson qui ont tiré des rafales d'armes automatiques sur une camionnette de le police. Les enquêteurs dépêchés sur les lieux ont estimé, selon la radio, qu'il s'agissait d'une raction bien préparée».

A Pristina, le Comité des droits de l'homme a indiqué que Glosovac est pratiquement encerclé par d'impor-

« Un pays à reconstruire »

L'Erythrée a officiellement bien longtemps pour l'ex-préal-coédé à l'indépendance, lundi dent éthiopien Manguistu, près accédé à l'indépendance, kundi 24 mai, soit deux ans exactsment après la libération d'Asmara. Fin avril, l'encienne province éthlopienne a'étalt prononcée à plus de 99 % pour l'indépendance, par référen-

W iz Bosnie

Sec. 1 -4 15

éricains et Européen

Confidence of the confidence o

To the M. Clinica Mary

orgerees par le fe

rendi la menare dele for e. Il a changé des cocent une manifest d'autres de faille

pres sondage de agre

un unibousiasme pour

des Erats-Unk Oh

cependant A:

mem de la pan ir

the word in the second

Trie. la cause en ca

in the field was

meraces, elles me

→ At to fig. •

ute internationale

The terr recorded

the second day

The same base

\ . ransser pris

de sentile de

or Lumonts de Sara-

北地震

to the second 11.18

Bour policiers serbes

rues au Kosovo

on the man

Harry Comments of the Comments

in the same of the

1115 3 1115

SHILL

- White his mig

ASMARA

de notre envoyé spécial

Le lever des couleurs érythreennes, à 0 heure précise, lundi 24 mai, a déclanché una ovation qui a couvert un moment les crépitements du feu d'artifice. Dans les rues d'Asmera, e alors commencé le plus grand bal populoire que la ville att jamais connu. A ce moment-ià, l'émotion se lit eur toue les visages. « Je ne peux décrire ce que je ressens, murmure Hagos Tekeste, contrôleur des postes, j'al rêvé si souvent de cet instant... » Hana, qui s'est engagée à seize ans dans les rangs du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), e pense à ses deux frères tués au combat et à tous les martyrs > : cinquante mile maquisards morts en trente

ans, de guerre. La velle, les cérémonies d'independence ont d'abord rendu hommage aux chabias, les combattents. Place du 1x-septembre 1961 (date du début de le réalstance), les lovalides de guerre ont ouvert le petit défilé dans leurs chaises routentes, suivis de quelques dizalnes de maquisards. Derrière les militaires, sion nationale : les musiciens et les danseurs des neuf ethnies d'Erythrée. Sur les gradins de d'une cinquantaine de délégations étrangères (de la Chine à l'Argentine) assistent aux festivi-

Après les présidents diboutien at aoudanais, c'est Melas Zenswi, chef de l'Eux éthiopien, arrivé dans la même voiture que aon homologue érythréen issayas Afaworki, qui a parié à la foule, en amharique (la langue utilisée à Addis-Abeba), mais en ejourant à la fin de son discours quolques mots en tigrigns (len-gue officielle de l'Erythrée) : «11 est temps d'oublier les mauvais souvenirs du passé. Soyons amis et voisine et non plus dominateurs et dominés. » Un dis-cours qui semblait edressé à ceux de ses compatriotes qui n'acceptant pas es e découpage de l'Ethiopie historiques.

L'aide étrangère déficiente

Le président érythréen, lassyes Afaworki, e insisté, une fois de plus, sur l'indifférence de la communauté internationale à l'égard des Erythréans. « Aujourd'hul, notre pays est è reconstruire et je souhaite l'assistance de le communauté internationales, a-t-il affirmé. Depuis deux ans, l'olde n'est orrivée qu'ou compte-gouttes. Nombre d'investisseurs bien disposés envers l'Erythrée indépendante aont répartis rapidement, après avoir appris que, selon is code des investissements, toute société doit être contrôlée à au moine 51 % par les Erythreens; ou encore, après la disperition en douane de leur matériel importé.

La manifestation de protestation du 20 mai (le Monde du beton du stade, construit il y a 22 mail o désagréablement sur-

officielle, qui évoque eun accès de colère désordonnée de quelques jeunes maquisards », oat mise en doute. En quelques ins-tents, on e vu les chables en ermes eortir de leurs campaments et parelyser la ville, obli-geant les autorités à parlemen-Premier monvement

pris le président Issayas, selon

un de ses proches. La version

de contestation

Les emutins a ont signifié qu'ils n'accepteraient pas longtamps de traveiller à la recons truction du paya sans aucun saleire. Il est vrai que les inégali tás s'installent, parmi les maquisards, entre ceux qui bénéficient du soutien d'un parent à l'étranger et ceux qui n'ont même pes de quoi noumr leur famille restée eu paye. Les événements de la semsine dernière oot terni l'Image de paix qu'offrait l'Erythree depuis is libération, en ma 1991. Avant d'être né, le pays o connu aon premier mouvement de contestation, mané à la pointe du fusil. Ce qui ne manquera pas d'Inquiéter les futurs

Pour ce qui est du régime, l'évolution vers le multipartisme demandera au moins quatre ens, seion le président Issayes, Mais il a été décidé d'Inclure une solxanteine de civils dans le Conseil législatif, qui tient lieu de Parlament, juaqu'alors entière-ment contrôlé par le FPLE, Le président o également promis de convoquer eu plus tôt le congrès du FPLE, ce qui permettre à ses. dirigeants devenus impopulatres.

nant quels seront les résultats a,

CCDH ne verrait « aucun inconvé-

"which?" a la creation d'une section d'Amnesty International au Maroc.

D NEPAL : un nouveau secrétaire

général pour le principal parti com-muniste. - L'UML (Union mar-

xisto-léniniste, principal parti com-muniste du Népal) a élu, le

dimanche 23 mai, un nooveso scorétaire général, après le décès dans un accident, la semaine précé-dente, de son leader Madan Bhan-

dari. Madav Nepal, quarante et un ans, n été désigné à l'unanimité do

comité central, en dépit de diver-

gences outre tenants d'une opposi-

tion démocratique et sympathiaants

bins appelle à la lutte contre l'« ex-

trémisme religioux ». - L'Union

des syndicats des travailleurs du Maghreb arabe (USTMA) a appelé,

samedi 22 mai, dans un communi-qué, à la « lutte contre l'extrémisme

retigieux ». Elle a souligné la néces-

sité de faire face à ce « danger »

par ela mobilisation de l'opinion

maghrébine dans le sens de l'appro-

l'instauration de sociétés garantis-

sant la dignité et la justice sociale ».

- (AFP.)

dissement de la démocratie et de

d'une ligne dure. - (UPL) u L'Union des syndicats maghré-

JEAN HÉLÈNE

EN BREF

a Alexande de Hant Comité d'Etat aumonce la rémine d'une conférence nutionale. - Le Haut Comité de President de Santonote, dimanche 23 mai, la prochaice réunion d'une e conférence nationale », groupant les partis et associations qui ont participé ao «dia-logue national» avec le poovoir. Cette conférence, dont lo but est de a préciser les contours du consensus national s. eura lieu après la deuxième phase do ce dialogue, prévue à partir du mardi 25 mai. -(AFP.)

 CONGO: Popposition refine de participer ao denzième tour des législatives. - La coalition de l'opposition a annoncé, dans un com-muniqué rendu public dimanche 23 mai, qu'elle refusait de participer au deuxième tour des élections législatives, le 6 juio, tant qu'un nooveau scrutin n'aura pas été. organisé dans douze circonscriptioos où le vote a été, selon elle, entaché «d'irrégularités flagrantes» an premier tour. Ce communique du Parti congolais du travail (PCT, ex-parti unique) et de l'Union pour le renouveau démocratique (URD) déconce également la e dietature dans les médias d'Etata. — (AFP.)

CORÉE DU SUD : limogeages deus l'armée, - Le président de la Corée du Sud, Kim Young-sam, a limogé lundi 24 mai son chef d'état-major interarmes et deux responsables de l'armée de terre, dans le cadre d'une politique visant à mettre fin à l'implication de militaires dans la vie publique. Le président a nommé le chef des forces aerienoes Lee Yang-bo comme chef d'état-major en remplacement de Lee Pil-sup, dont le mandat expirait en décembre. Les trois officiers écartés avaient participé au putsch de 1979, qui avait porte au pouvoir Chun Doo-hwan.

D ÉGYPTE : six morts dans le dernier atteatat au Caire. - L'attentat à la voiture piègée commis vendredi 21 mai dans le centre du Caire (le Monde daté 23-24 mai) a fait six morts et dix-sept blessés, tous des civils, seloo oo nouveau bilan public samedi par la police Cinquante iotégristes ont été arrêtés dans plusieurs quartiers du Caire au lendemain de l'attentat;

quatre d'entre eux sont soupconnes d'être impliqués dans celui-ci, a-t-oo indiqué de sources poli-cières - (AFP.)

D ETATS-UNIS : M. Bosh confirme qu'un complet visait à l'as-santiner au Kowelt. – L'ancien président George Bush a coofirme, dimanche 23 mai, l'existence d'un complet visant à l'assassiner lors de son récent voyage au Kowest. qu'après notre retour aux Etats-Unis. Mais si j'avais su, j'y serais quand même allèn, a dit M. Bush, dans un discours prononcé à Chi-cago. Il a per ailleurs déclaré que ce que les Etats-Unis devraient faire en Bosnie n'était pas encore clair à ses yeux. « l'hésiterais beaucoup à engager des forces dans une telle situation », a-t-il ajouté. -

D INDE : défaite du Parti du Congrès lors d'élections réglosales partielles. - Le Parti du Congrès a subi uoo nette défaite lors d'élections régionales partielles qui ont eu lieu le 19 mai dans plusieurs Etats de l'Union. La formation au poovoir o'a remporté que 4 des 16 sièges à pourvoir dans les assem-blées. Le BIP (nationaliste hindou), principal parti d'opposition, a, quant à lui, gagné 5 sièges. Les autres sont allés à des formations du centre et de gauche. - (Reuter,

UPI.)

I ISRAEL: l'aucieu président
Hafm Herzog hespitalisé. — Souffrant d'une infection des voies respiratoires, l'ancien président israélien Hafm Herzog a été hospitalisé
dimanche 23 mai. Agé de soixantoquatorze ans, M. Herzog avait
quitté ses fonctions, dis jours
auparavant, en accusillant le nouveau chef de l'Etat. Forr Weizman. vean chef de l'Etat, Ezer Weizman, din en mars, - (Reuter.)

D : MAROC ; le secrétaire général adjoint d'Amnesty International inge sa visite « utile». - Ao terme de sa visite au Maroc, le secrétaire général adjoint d'Amnesty International, Hervé Berger, a qualifié de franches, utiles et détaillées », ses conversations avec les responsables du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), créé, en 1990, par Hassan II. « Nous avons soumis près d'une centaine de cas concrets au CCDH et il faut voir mainte-

Le Monde

En vente chez votre marchand

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

CAMBODGE: la désignation d'une Assemblée constituante

ASIE

Plus de 40 % des électeurs ont voté dès le premier jour de scrutin

Souvent considérée comme un test du déroulement des élections cambodgiannes, la première journée de scrutin (qui a'étale sur six jours) pour la désignation d'une Assemblée constituents de 120 membres a eu lieu dimanche 23 mai avec un minimum d'incidents. Selon des chiffres publiés lundi en milieu de journée, 42 % des électeurs ont voté dès le premier jour.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le premier des six jours de scru-tio eu Cambodge, dimaoche 23 mai, a été un franc succès. Plus de 2 millions d'électeurs (42 %), de 2 millions d'électeurs (42 %), sur les 4,7 millions enregistrés, se sont rendus sux urnes, et la journée n'a été marquée que par trois « incidents mineurs », seloo le porte-parole de l'APRONUC, l'Autorité provisoirs des Nations unies pour le Cambodge. Les Cambodgiens « veulent voter et veulent choisir », a-t-il résumé.

Bico qu'elle o'ait pu appliquer intégralement son mandat - avant tout, désarmer les Cambodgiens, l'APRONUC est en droit d'afficher un « prudent optimisme » s'agissant des élections, dénoncées par les Khmers rouges. Dans toutes les villes du pays – y compris à Siem-Réap, un chef-lieu sous la menace du Kampuchéa démocratique – les gens se sont précipités sur les urnes dimanche, et le vote a eu lieu dans les boane humeur. Plus du des la company de la co (35 %) des électeurs avaicet déjà rempli leur devoir civique à Phoon-Penh dimanche soir. Lundi matio, les ceotres de vote étaient de nouveau assaillis. Dans l'une des provinces les plus disputées, Kompong-Thom, le taux de partici-pation aurait même été de 40 % le premier jour.

La prodence reste de rigueur

Les trois incidents rapportés par l'APRONUC ont peu affecté les opérations. A Kampot, noe cen-taine de Khmers rouges sont repar-tis en confisquant un véhicule de l'ONU qui portait des unes vides. Sur la froatière thallandaise, l'ex-lesion de days chus carre d'un plosion de deux obus près d'un centre de vote a fait deux blessés légers. Uo tir identique a eu lieu dans l'ouest, sans faire de victimes.

Mais, au pen partont, en dépit de la pluie, les gens se sont déplacés pour déposer leur bulletin dans oo des quelque 1 500 bureaux placés sons le contrôle et la protection de l'ONU. A Tak-Mau, banlieue industrielle de Phnom-Penh, on s'y est rendo en famille, et endimanché, dès 7 heures du matio et, deux heures après, il a failu commander de cooveaux bulletins. Is mander de ocoveaux bulletins, la réserve étaot épuisée. « C'est lo lete », disaisent les gens, toot en refusant d'indiquer pour quel parti ils allaient voter.

L'engouement poor le scrutin était eccore plus évident dans le principal centre de vote, le Stade otympique de la capitale – celui où le général de Gaulle avait prononcé eo 1966 uo discours demeuré fameux. En début de matinée, le fils de Norodom Sihanouk, le prisee Ranariddh, président do Foncinpec, le parti royaliste, y a été; applaudi par plusieurs cen-



taioes d'électeurs. En revaoche, Chea Sim, président du PPC (Parti du peuple, au pouvoir) et, à ce titre, bomme fort du régime de Phnom-Penh, y a voté dans l'indif-férence générale. « Les Combod-glens prennent le scrutin au sérieux, a estimé, pour sa part, un observateur égyptien dans un bureau de vote à la périphérie de la capitale. Ils ont le sentiment que quelque chose peut changer. » Quel que soit leur choix - on ne le connaîtra que début juin, - les Cambodgiens ont manifestement saisi l'occasion de voter pour la paix. C'est ce qo'e encore souligne une manifestation qui a réuni, lundi matin, devant le palais royal, en présence du prince Sihanouk revenu la veille de Pékin, quelque 3 000 bonzes, bonzesses et curieux à l'issue d'une looguo «marche pour la paix» à travers le

Pays. violences liées à l'ensemble de la campagne électorale est de 200 morts, doot 131 victimes des Khmers rouges. Uo sérieux inci-dent avait eu lien peu nvant l'ou-verture do scrutin': l'attaque rouge contre un poste tenu par des

«casques bleus» chinois, qui a aussitôt été condamnée par le Conseil de sécurité à New-York (lire l'article de Serge Morti).

S'agissaot de la journée de dimanebe, le prince Ranariddh a déjà pu estimer que les Khmers rouges avaient manqué le coche. La prudence demeure, cepeodant, de rigueur car le vote s'étale sur six jours, Et l'élection d'uon constituante, qui deviendra législative une fois une Constitution adoptée o'est que l'un des élémeots du règlement d'un conflit dominé par deux mouvements politico-militaires encore alertes : les Khmers rouges et le régime de Phnom-Penh. Il est désormais évident, en revanche, que les vœux de la popularion vont à la paix, après plus de viogt ans de guerre. Toot en oe Inndi matin, un vibrant appel : « Si le Kampuchéo démocratique lles Khmers touges] et les autres ne renoncent pas à la violence, quelle aura été l'utilité de ces élections?»

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'ONU condamne l'attaque khmère rouge contre des «casques bleus» chinois

NEW-YORK (Nations unles) de notre correspondant

Réuni d'ingence à la demande des autorités chinoises, le conseil de sécu-nité de l'ONU a, le samedi 22 mai, condamné l'attaque à la roquette menée la veillo par des Khmers rouges contre le poste de police de Skun, à 60 km do Phnom-Penh. Skun, à 60 km de Phnom-Penh. Cette atraque, survenne la veille des élections, avait fait deux morts et quatre blessés parmi les «casques bleus» chinois de l'APRONUC qui contrôlaient ce poste. C'était là les premières victimes de cette nations-lité depuis que l'ONU est déployée au Cambodge. En 1993, seize «casques bleus» ent trouvé la mort à la suite d'actions attribuées aux Khmers rouses.

Bien qu'à l'origine de la saisme, Pékin a voulu éviter que les Khmers rouges soient désignés comme

outeurs de l'nitaque. A l'issue de marchandages, la Chine a obtenu que le texte adopté o'impute qu'indirecte-ment la responsabilité de l'attaque à ceux qui furent ses alliés: la condamnation se réfère « au rapport préliminaire du secrétaire général relon leaus cette attaque a été menée selon lequel cette attaque a été menée par l'armée nationale du Kampuchéa démocratique». Le représentant chi-nois n dit qu'il fallait une «enquête approfondie» avant que la responsa-bilité des Khmers rouges soit établie

Le document pe fait pas référence à un autre incident survenu samedi dans la province de Kampot, dans le sud-est du pays, où des combattants, sans doute des Khmers rouges selon l'ONU, ont attaqué un train, tuant trois tivils et en blessant trois autres, andis que des passagers étaient



LANGUES & AFFAIRES

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES AFFAIRES - GESTION - COMMUNICATION

Chambres de commerce étrangères - Certificats européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge....

Langues & Affaires - Service 5381, 35, rue Collange

Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux. Documentation et tests gratuits à 92303 Paris Levallers, Tel (1) 42-70-81-88 Fax: (1) 47.31,80,96



Bhoutan: un «nettoyage ethnique» silencieux

Près de 100 000 Népalais, installés parfois depuis le dix-neuvième siècle ont été renvoyés vers le pays de leurs origines

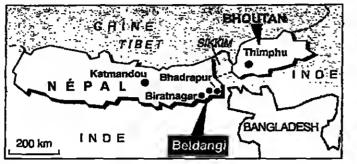
BHADRAPUR (sud-est du Népai)

de notre envoyé spécial

« Savez-vous que la plus grande ville du Bhoulan est à une heure d'ici? nous demande Jock Baker, un jeune Américain qui est le chef opérationnel du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) au sud-est du Népal, en nous recevant à son QG de Bhadrapur. C'est le camp de Beldangi, qui abrite la moitié des 85 000 Bhoutanais du Sud d'origine népalaise ayont à ce jour cherché asile au Népal. » Thimphu, capitale du petit royaume himalayen – située à 200 kilomètres au nnrd-est, au bas mot à dix heures de route, – compte 30 000 habitants (1).

Beldangi est à 40 kilomètres à l'ouest de Bhadrapur. Le camp est situé dans le Teraï, longue et étroite plaine qui borde le Népal tont le long de sa frontière méridinnale avec l'Inde, en lisière de ce qui fut naguère une jungle célèbre pour ses animaux sauvages... dont les moustiques porteurs de malaria. La région a déjà été déboisée par des colons venus des collines pour y faire pousser le riz et autres denrées de survie pour une population en expansinn. Seul le ministère des forêts népalais disposait d'espaces pour édifier les camps accueillant les Bhoutanais dans ce lointain Sud-Est.

Beldangi est un ensemble de trois camps contigus. Ses huttes sont faites de tiges tressées, appuyées sur un bâti de bambous. Les toits de chaume sont renforcés par des baches de plastique bleu, pour protèger ces abris des pluies de mousson. Le sol, de terre battue, est propre. Le mobilier est constitué de châlits, sur lesquels, le jour, les réfugiés entassent leurs maigres blens : paillasses, couvertures, usteosiles ménagers. Des latrines sont installées partout. Depuis des réservoirs, des tuyaux distribuent l'eau dans le camp. Des échoppes proposent des légumes, de l'épicerie. Oo trouve même de la viande à l'étalage, en dépit de l'intense chaleur.



Malgré la sensation d'oisiveté, l'impression est plus de dénuement que de misère. Les conditions de vie des Népalais de Damak, la ville voisine, sont meilleures, mais pas tellement. «On nous o reproché d'avoir ottiré ces gens, se défend, à Katmandou, M. Tahir Ali, un Pakistanais qui dirige le HCR pour le Népal. Mois lorsque nous sommes arrivés, en 1991, ils étaient déjà des milliers installés dans des conditions «somaliennes» — dans le lit assèché d'une rivière. Nous n'avons donc fait que constater qu'il y avait un problème. Nous avons alors édifié les camps et distribué des rations de subsitance. On a dit, au Bhoutan, que nous versions 3 dollars par jour à chacun; c'est absolument faux.»

Harka Bahadur Tiwari est arrivé à

Beldangi le 26 février 1992 – sa mémoire n'hésite pas sur la date. Il est né il y a trente-sept ans à Mena, un hameau proche de Putha, district de Samchi, au sud-ouest du Bhoutan. Sa femme, ses trois fils, sa fille et son père – né, il y a soixante-sept ans, également au Bhoutan – sont arrivés ici en même temps que lui. Tous ont des cartes d'identité plastifiées couleur prune, ressemblant nux passeports de la CEE. Comme les chefs de famille interrogés, au hasard, à Beldangi, H. B. Tiwari est un paysan. Son histoire ressemble à celle de beaucoup de ses compaguons d'infortune: « Un jour, ils sont venus. Il étaient une demi-dou-caine, des policiers ils nous ont dit :

« Partez sans faire d'histoires, le gouvernement l'exige. » Je leur al demandé s'ils avaient un ordre écrit, alors ils se sont énervés. Ils se sont mis à crier : « Vous étes Népalais, rentrez chez vous; là-bas ils vous donneront tout. » Alors an est parti, la nuit suivante. »

H. B. Tiwari n'a pas reçu de compensations des autorités de Thimphu. En général, selon les témoignages recueillis, elles versent au chef de famille, en échange d'uoe renonciation formelle à la citoyenneté hhoutanaise, enviro o 1 500 francs par hectare, dans les deux mois de leur « visite domicilaire» — un délai ainsi laissé aux intéressés pour déguerpir. Les terres vacantes sont, dit-on, proposées à des Bhoutanais de l'Est.

L'exemple du Sikkim ...

A la frontière, les Bhoutanais du Suds ont repèrés par des Iodiens, qui les conduisent à des camionneurs en apparence spécialisés dans ce type de transport. Ils paient 10 francs par personne pour être coodints dans un des camps du HCR. Cent nouveaux venus, eo moyenne, viennent ainsi grossir chaque jour les rangs des refugiés. Des départs voluntes dans du saint services.

ment d'impuissance devant la situatinn, se multiplient aussi depuis 1992 – allant parfnis au-delà des anticipations de Thimphu. Le Népal a, d'abord, accueilli tout le monde sans restriction. Depuis le 12 mai, ponrtant, il pratique uo contrôle d'identité à son poste-frontière de Kakarvitta. Peu sont état de graves violences de la part des autorités du Bhoutao : une menace de prisoo a suffi, le plus souvent. Espèrent-ils revenir au paya? Tous répondent, à l'instar de H. B. Tiwani: « J'y suis né. mes ensont y sont nés. C'est chez moi. » Croient-ils que leur éviction est approuvée par les «Bhotes» – ils désignent ainsi les Drukpas, habitants du nord du Bhoutan, de langue mongaloïde et de religion bouddhique (ceux du Sud sont hindous)? « Je ne sais pas», est la réponse des adultes. Les adolescents, plus durs, disent: « Oui, ils sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au souverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Ce sont d'accord. » En veulent-ils au pouverain Jingme S. Wangchuk? « Jingme Jingme S. Wangchuk? « Le not je ne l'ai jamais vu je ne l'ai pas étu ce n'est pas étu c

A New-Delhi, à l'ambassade du Bhoutan, on conte une autre histoire. Sonam Rabgye nous explique: «Lorsque, en 1988, nous avons lancé un recensement, nous avons trouvé le Sud plein d'illégaux. Beaucoup de Népalais sont arrivés chez nous après 1961, car, avec notre premier plan, on a alors constrait des hôpitaux, des rouies, et l'éducation a été gratuite pour tous. Vers 1985, nous avons ru que notre population originelle serait minoritaire avant l'an 2000. » Le diplomate ajoute: «Nous avions en mémoire le Sikkim, qui avait laissé surpropulation népalaise devenir majoritaire, puis impaser, sous couvert de démocratie; une politique qui a permis à Delhi, en 1975, de renverser le chogyal (maharadjah) et de faire de ce royaume le vingtantième Etat. de l'Inda s Selon.

nes» (haute caste), répond : « lis nous a rejetés; mais s'il nous rappelle il rederiendra notre roi. » M. Rabgye, uo tiers des 600 000 Bhoutanais soot d'origine népalaise. Ce chiffre ne prend pas en compte ceux que les autorités tiennent pour des «illégaux»: selon les «lois sur la citoyenneté», les personces arrivées après 1958. Pourtant, les camps du Népal sont remplis de gens nés au Bhoutan avant 1958 – ce dont attestent des pièces d'identité fort convaincantes... mais que Thimphn assure contrefaites. Pourquoi, demandons-nous, le pays a-t-il, vingt années durant, annoncé 1,2 million d'habitants avant que, soudain, en 1990, le roi ce donne un chiffre deux fois moindre? « Quand nous avons voulu entre à l'ONU, en 1971, on disait dans les milieux internationaux qu'il y fallait au moins i million d'habitants. Nous avons donc choiti un chiffre supérieur. Le recensement de 1988 nous o permis de rétablir les faits. »

Une politique de la terre brûlée?

Si cette méthode augure mai de l'objectivité des autorités de Thimpou en matière démographique, on doit, en revanche, constater qu'un esprit cartésien préside à la solution des questions de citoyenneté. Un recensement en cours, district par district (le pays en compte dix-huit), classe quiconque vit au Bhoutan de «FI» à «FI» — de «citoyen» à «immigré illégal». R. B. Basnet — un ex-haut fooctionnaire d'origine népalaise aujourd'hni réfugié à Katmandou, où il préside le BNDP (Parti démocratique national, une des trois formations d'oppositioo nées de la crise) — nous déclare : «Etre bhoutanais est devenu un fait précaire, et soumts à l'arbitraire.»

Une «campagne culturelle» a, par ailleurs, été lancée. Elle impose à tout Bhoutanais le driglam nameha — un code de conduite dérivé des coutumes de la population bouddhiste, et propre à incarner le slogan infficiel. «Une nation, un peuple»: port obligatoire du costume du Nord, le kho pour les hommes, la kira pour les femmes; usage également obligatoire de la langue drulpu dans les lieux publics. « Le tour constitue à nos yeux une forme de « nettoyage ethnique », martèle M. Basnet.

Selon M. Rabgye, en revanche, ce sont des Népalais qui ont lancé l'épreove de force, en une marche sur les dzongkhag («préfectures») des six districts du Sud, fin 1990. La police a tiré, faisant on oombre inconnu de morts. Les violences, depuis, seraient le fait de «foustrés» d'un Parti populaire bhoutanis (BPP), organisation terroriste aidée par des gens qui ont guerroye, de 1984 à 1986, pour un «Gourkhaland» autonome à Darjecling, et qui, par une politique de la terre hrûlée, pousseraient leurs compatriotes vers Beldangi et autres camps, afin de revenir un jour, en force au Bhoutan. Comment trancher? Thimphu garde le pays fermé tant ao HCR qu'aux journalistes non répertoriés sur une liste «amie».

Le roi Wangchnk estime que son pays o'a plus rien à voir avec les «personnes déplacées» au Teraī. Il l'a redit, en avril, au premier ministre oépalais lors d'une réunion à Dacca. G. P. Koirala proposait, hi, qu'une commission mixte détermine, cas par cas, qui est bhoutanais parmi les réfugiés. Le Népal a aussi, mais en vain, tenté d'impliquer l'Inde. Tuteur de fait du Bhoutan, ce pays ne veut pourtant voir là qu'un «problème bilatéral», Katmandon a, dès lors, décidé d'internationaliser le prohlème. La situation, en effet, devient critique, alors que, selon le mot de Jock Baker, l'afflux des réfugiés dans le sud-est du Népal «augmente la compétition pour ces maigres ressources que sont l'eau, le bots, et l'emploi».

JEAN-PIERRE CLERC

200 · · · · ·

122 (c) (c)

(1) Et seulement 15 000 selon le guide Bhouten, forteresse de l'Hlmalaya, par Economie Pommaret (Ed. Olivane).



LE NOUVEAU 3617 EURIDILE, C'EST TOUT LE REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE

Identification des entreprises. No de registre du commerce, adresse, siège, forme juridique, activité, dirigeants, ancienneté, capital social, établissements secondaires. Informations financières. Grandes masses du bilan, soldes intermédiaires de gestion, les ratios d'analyse, financière comparés aux ratios médians du secteur d'activité de l'entreprise. Possibilité de surveillance. Sur votre demande:



une information suivie sur les entreprises de votre choix. Plusieurs pones d'accès. Recherche d'une entreprise par son activité, son volume d'affaire, son secteur ou même par le nom de ses dirigeants. Minitel 36 17 Euridile.



encieux

e le pays de leurs origins

deligatoire du costune à la fine pour les hounes à les femmes la sage épà les lieux publics, e le tar de lieux publics, e le tar

M. Rabeye, en revende e Nepalais qui ont leui en Nepalais qui ont leui de force, en une mante de force, en une mante de force, en une mante de force de faisant un mante de morts. Les violens de morts les violens de seraient le fait de s'immi populaire biomani en comment de vera qui out guernet de la mante de seraient leui de la mante de la mante de la mante de revenir un journet leui pour de revenir un journet leui de revenir un journet leui de la mante de revenir un journet leui de le pay fait de le pay fait de leui de le pay fait de leui de leui

Wangchuk estime que a fine men à voir arch le piacées au Iera 1 ver avril, au premier mis lors d'une rémise il P Koirala proposit le minimité des par la qui est bhouse relugues. Le Népal a au aim, tenté d'impige de fon du Boird a le pourrant voir à pie le la final de d'internationelle; la final d'internationelle; la final

JEAN-PIERRE CLERC

15 030 sim le gode de l'Himologa, par de contracte (Ed. Olicane)

PROCHE-ORIENT

IRAK: en butte à des difficultés croissantes

Les dirigeants kurdes cherchent à éviter un désengagement de la communauté internationale

Les deux principaux dirigeants du Kurdistan iraiden, Jaiai Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), devaient achever, dimenche 23 mai, uce visite de quatre jours à Paris, où ils ont été reçus par le président François Mitterrand:

Cherchant à se convainere que les choses ce vont pas aussi mal qu'il y paraît, MM. Talabani et Barzani veulent croire que les difficultés que connaît actuellement le réduit » kurde en Irak, un an après l'organisation des premières élections libres sous la protectinn des alliés occidentaux, peuvent être aplanies.

L'administration démocrate américaine a «dépersonnalisé» le probleme avec f'Irak, affirmant que son objectif est l'application par Bagdad - sous-entendu, quel que soit le régime en place - de toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. « Cette dépersonnalisation du conflit ne prépare pas une réconciliation avec le régime de Saddam Hussein. Elle vise au contraire à faire comprendre à qui-conque lui succéderait éventuellement qu'il doit respecter ces résolutions et qu'il lui est interdit de réprimer et opprimer le peuple iro-kien p. nous e déclaré M. Bazzani. Il affirme evoir entendu cela de la bouche du vice-président Al Gore et du secrétaire d'Etat Warren Christopher, lors de la visite, faite, fin avril, à Washington, par une délégation du Congrès national irakien (CNI), qui regroupe l'ensemble de l'opposition au gouverne-ment de Bagdad.

L'Iran a récemment bombardé ce qu'il affirme être des positions de combattanta kurdes iraniens dans enord de l'Irak, sans susciter d'autre réaction qu'une condamnation du département d'Etat et du Quai d'Orsay, «Les Erats-Unis et leurs alliés occidentaix ont transmis une menace à peine voilée aux iraniens, les avertissant que s'ils reprenaient leurs raids aériens, ils seraient punis», traduit M. Talabani.

Les Nations unies viennent d'annnneer le retrait d'une partie des «gardes bleus», chargés d'assurer la sécurité des personnels humanitaires dans le Knrdistan trakieu. «De toutes les façons, ces «gardesbleus» ne protégealent pas grand monde et faisaient plutôt office d'observateurs. Leur financement.

ARABIE SAOUDITE

Pressions sur les sympathisants d'un comité islamiste

Dans un communiqué publié, dimanche 23 mai. l'association Liberty, qui se présente comme un groope de défense des droits de l'homme dans le monde musulman, a affirmé que des pressions étaient exercées par les autorités saoudiennes sur des sympanhisants d'un « comité contre l'oppression », d'inspiration islamiste, récemment interdit (le Monde du 18 mai). Les responsables aloudiens ont ainsi-récemment convoqué pour interrogatoire Cheikh Salmane Al Awda et Cheikh Sfar Al Hawali. Le premier a vu ses comptes bancaires gelés et la maison d'édition et de traduction du second a été farmée.

Par aillisors, tonjours selon Liberty, I'un des sept membres fondateurs du comité, Cheikh Abdallah Ben Jebrin, a décidé de renoncer à son apparfenance à cet organisme « pour des raisons relevant de l'intérêt général ». — (AFP.)

Il Treize morts en mars dans un camp de réfugiés irakians. - Un porte-parole officiel saoudien a révélé samedi 22 mai que neuf Irakiens et quatre enseignants saoudiens avaient été tués le 9 mars, lors d'affrontements dans un camp de réfugiés à Rafha, dans le nordest de l'Arabie Saoudite, où sont accueillis quelque 27 000 Irakiens. Les heurts se sont produits lorsque des réfugiés se sont rassemblés devant le centre universitaire du camp pour exiger des antorités saoudiennes l'admission de nouyears venus d'Irak. - (AFP.)

colte des sommes colossales à la communauté internationale. Nous ne sommes donc pas hostiles au départ du plus grand nombre d'entre eux. Nuus souhaiterions que l'assistance au Kurdistan change de forme. Plutôt que de servir à financer des activités bureaucratiques et de routine, nous voudrions qu'elle soit consacrée à des projets de développement et à la reconstruction de l'infrastructure du Kurdistan », répond M. Talabeni. Mais ce sont précisément des reisons financières qui nnt entraîné le retrait partiel des «gardes bleus».

Besoin d'assistance économique

C'est, en grande partie, de l'assistance économique au Kurdistan que les deux responsables se son entretenus avec M. Mitterrand. Un entretien «utile», an cours duquei le chef d'Etat français à affirmé, selon M. Bazzmi, que e les Kurdes peuvent compter sur la France qui ne les abandonnera pas et où ils ont de nombreux amis». Si, au sein de la nouvelle majorité, ils ne comptent pas d'e amis personnels» comme d'était notamment le cas de l'ex-ministre de la santé et de l'action humanitaire, Bernard Kouchner - MM. Talabani et Barzani sont convaincus que le gonverne-ment de M. Balladur soutient «la comes kurde, «Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, nous a récemment adressé une let-tre en ce sens », précise M. Talabani. Et s'il est vrai que Jacques Chirac e été le principal artisen de l'amitic entre la France et le régime de Saddam Hussein dans les années 70, ece régime est, denuis, devenu sanguinaire » et chacup en France, y compris le maire

L'optimisme chevillé au corpa, il est tout aussi convaince que l'organisation—humanitaire. Médecins sans frontières (MSF), qui a récemment annousé son termit du Kundistan pour des raisons de sécurité, « reviendra ». « Nous sommes disposés à assure leur sécurité », promet-il. Et dans son entreprise de persuasion — d'antapersuasion peut-être, — il indique que la communanté internationale et les gouvernements ne peuvent plus faire marche arrière concernant le Kurdistan, dans la mesure où « e'est désormais une cause connue de l'optaion publique, des médias et des Parlements ».

Pour autant, tout ne va pas pour le mieux au Kurdistan. La récente décision de l'Inak de retirer les billets de 25 dinars a compliqué la situation économique. « Les experts éraluent à 1 milliard de dinars la masse monétaire en circulatiun dans le Kurdistan, dont la mutité en billets de 25 dinars », explique M. Barzani, qui évoque plusieurs solutions possibles : « Recourt à une monnaie étrangère, lever une monnaie, demander au Conseil de sécurité de libérer une partie des avoirs irakiens bloqués depuis la crise du Golfe, ou lier la mannaie irakienne à la livre turque, » En attendant, victimes, d'une part, de l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak et, d'autre part, de l'embargo que Bagdad impose hu-même aux Kurdes, le Kurdistan ploie sous les

M. Berzani déplore aussi que des pays limitrophes de l'Irak, qui ne soutiennent pas le régime en place, ne fassent pas non plus confiance à l'opposition, se comportant en spectateurs et n'apportant aucune side. C'est à ce propos qu'une délégation du CNI doit se rendre prochainement en Arabie saoudite et éventuellement dans d'autres pays du Golfe.

MOUNA NAIM

Démission de président de parisment palestinien en exil. - Cheikh Abdel Hamid El Sach, président du Conseil national palestinien (CNP, parlement en exil), a annoncé, samedi 22 mai, qu'il démissionnait de ses fonctions, pour protester contre les e contradictions dans les décisions palestiniennes » relatives an processus de paix israélo-arabe. Il a précisé à Amman (Jordanie) que sa démission devait être en principe présentée à une session du CNP, mais que entre-temps il avait décidé de se placer en « vacance de ses fonctions ». Cheikh Seeh, quatre-vingt-eix ans, présidait le CNP depuis 1984. - (AFP.)

AMÉRIQUES

VENEZUELA: après la suspension de M. Perez

Polémique sur la durée de l'intérim du président « provisoire »

Deux jours après la suspension, votée vendredi 21 mai par le Sénat, du président Carlos Andres Perez, pour maiversations, les esprits s'échauffent. Octavio Lepage, nommé président «provisoire», prétand, avec le soutien du parti gouvernemental, Action démocratique, rester en place jusqu'en 1994, ce qui permettrait à ses amis de contrôler l'élection présidentielle prévue en décembre 1993. Une opération dénoncée avec virulence par l'opposition et très mal vue par les militaires. De son côté, M. Perez, qui reste président en titre pendant la durée de son procès, a fait samedi une première tournée en province, où il a été acciamé par des milliers de personnes.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Improvisation, confusion, menaces et accusations : la transmission des pouvoirs, le vendredi 21 mai, du président «suspendu», Carlos Andres Perez au président a provisoire » Octavio Lepage, désigné comme prévu par le Sénat, a été un spectacle médiocre et déconcertant. Pris de court par cet événement qu'ils qualifient d' «historique» et qui ne s'était, il est vrai, jamais produit au Venezuela, les parlementaires ne savaient manifestement pas à quel protocole se vouer ni comment interpréter les articles d'une Constitution assez confuse sur le sujet.

C'est tout juste si les adversaires n'en sont pas venus aux mains dans le huis clos étouffant du Sénat. En février 1989, Octavio Lepage, leader historique du parti Action démocratique (AD) et président du Congrès (comme aujourd'hui), avait, aux côtés du président sortant Lusinchi, intronisé un Carlos Andres Perez triomphant. Mais de fort manvaise grâce, comme on avait pu le constater. Il avait été battu, en 1988, pour la candidature officielle à la présidence. Depuis, Octavio Lepage est devenu un adversaire déclaré de

Il n'y a pas eu de vraie discussion, vendredi, an Sénat pour suspendre le chef de l'Etat. Toutes les formations politiques en étaient d'accord, et même la principale victime, qui demandait depnis deux jours equ'on fasse viten. Les

choses se sont ghtes avec la protention apparente d'Octavin Lepage de rester non pas un mois maximum (comme le précise un article de la Constitutium) mais trois (comme le laisse entendre, selon lui, un antre article) au poste do président «chargé de la République». Et même, ajoutait-il «trois mois renouvelables». Hurlements de l'assemblée, qui criait déjà à la dictature. M. Lepage fit marche arrière et la question de la durée de son mandat n'a pas été tranchée

Spectacle surréaliste

Le succès est allé à l'ancien président démocrate-chrétien et senateur à vie, Rafaël Caldera (1969-1974), anjourd'hui en tête dans les sondages comme candidat «indépendant» à la présidence de la République en décembre prochain. M. Caldera est revenn ao premier plan en justifiant, dans un discours retentissant, les propos des putschistes du colonel Hugo Chavez, détenn depuis sa tentative manquée de coup d'Etat militaire en février 1992. Il a perdu l'appui de son parti démocrate-chrétien, gagné ceini du MAS socialiste et de tous ceux qui veulent « un vrai changement». M. Caldera a verte-

ment réprimandé Octavin Lepage, le menaçant de la Cour suprême et le traitant d' « usurpateur ». Partisan d'une démission immédiate de M. Perez, if a cependant, grand seigneur, pris la défense de ce dernier, précisé qu'il était seulement « suspenda » et non pas « destitué » et demandé qu'on respecte tons ses droits. « On ne frappe pas un homme à terre», a-t-il dit.

Classiquement « parlementaire » à l'intérieur, comme le confiait avec un sontre blasé l'ancien président Herrera Campins, le spectacle était surréaliste et agité à l'extérieur : plusieurs centaines de jeunes gens, très excités et enthousiastes, brandissaient des portraits du colonel Chavez coiffé de son béret rouge de « para ». Ils chantaient l'hymne national, dansaient la «hola» comme dans un stade et huriaient : « Chavez, ani, le peuple est avec tol!», « Chavez, président!» et « Chavez, attends, le peuple te libérera!». Un grand gaillard au visage peint aux trois couleurs nationales offirait de faire entendre sur une caasette l'allocution – recueillie la veille dans son cachot – de l'homme qui avait fait trembler M. Perez en février 1992.

MARCEL NIEDERGANG



On y vient pour réussir, on y reste pour le plaisir.

e temps d'étudier un dossier confortablement instollé à plus de 300 km/heure, et le TGV vous dépose au pied du nouveau centre international d'affoires. Irez-vous visiter un client, rencontrer un fournisseur du rejoindre vatre bureau ? Dons taus les cas, c'est l'efficacité qui est au rendez-vaus. Mais au baut du campte, à quai servirait l'efficacité si elle ne favarisait un certain art de vivre ? De Vauban à Tshumi, de Guimard à Kaalhas, l'architecture et l'urbanisme, tout ici exprime une créati-

vitè, un goût de vivre et d'entreprendre qui sont dans le trodition même des Flondres. Et c'est aussi paur cette richesse que la métropole lillaise canstitue aujourd'hui un tel atout paur prendre, en France et en Europe, une véritable pale pasitian. Mais plutât que des mats, vaus attendez des preuves. Alars,

J appelez-naus !
Cantact : Agence paur la pramotion éconamique de la mêtrapale.

Tél: 20 74 97 74

Communauté Urbaine

Métropole Lilloise

□ La Métropole Position □

La commission des lois du Sénat modifie le projet de réforme de la Haute Cour

Le Sénat exemine, merdi 25 mai, le projet de révision de le Constitution déposé par Pierre Bérégovoy sous la précédente législature et repria par le gouvernement d'Edouard Balladur. Ce texte comporte le réforme de la Heute Cour de justice et celle du Conseil supériaur de la magistrature, ainsi que l'extension aux justiciables de la saisine du Conseil constitutionnel. Ca dernier point n'a pas été retenu per la commisaion des lois du Sénat qui, en revanche, e mofidié les conditions de saisine de le future Cour de justice de la République prévue pour juger les ministres.

«S'il reste deux réformes sur trois, ce sera mieux que rien», avait estime François Mitterrand, le 22 avril, à propos du projet de révision constitution celle déposé sur le bureau du Sénat après son adoption au conseil des ministres du 10 mars. Le président de la République oe s'attendait pas, en effet, à ce que le Sénat adopte sans barguigner l'ex-tension aux citoyens de la saisine du Conseil constitutionnel, lui qui avait justement fait obstacle à cette même réforme eo 1990. De fait, la commission du Sénat ne s'est pas déjugee puisqu'elle n'a pas estime * opportun », contrairement au souhait du rapporteur de cette partie du

pouvoirs du Conseil constitutionnel ».

La commission des lois du Sénat n'a pas manqué, par ailleurs, d'ajouter sa touche personnelle à ce projet largement inspiré des travaux du comité consultatif présidé par Georges Vedel. A propos du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), elle a décidé que le garde des sœaux en resterait le vice-président de droit, alors que le projet stipulait que le vice-président était désigné par le président de la République.

Selon les vœux du rapporteur de

Selon les vœux du rapporteur de cette partie du texte, Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), le CSM comprendrait deux formations où les magistrats seraient majoritaires. La première serait compétente à l'égard des magistrats du siège. Elle serait composée 'le onze membres : le pré-sident de la République, le garde des sceaux, cinq magistrats du siège, un du parquet, un conseiller d'Etat, et deux personnalités, appartenant ni à l'ordre judiciaire ni au Parlement, désignées par les présidents des deux assemblées. Une composition au demeurant pen éloignée de celle du projet constitutionnel qui prévoyait la parité entre magistrars et non-ma-gistrats. La seconde serait compéteote à l'égard des magistrats du par-quet. Elle serait composée des mêmes membres que la précédente, exception faite des magistrats (cinq du parquet, un du siège).

L'extension des compétences du CSM à l'égard des magistrats du parquet, également souhaitée par Pierre Méhaignerie, ne figure pas dans le projet de loi. Ces compé-

tives: la formation compétente don-nerait son avis pour les nominations ainsi que pour les sanctions prononcées contre ces magistrats, étant alors placée sous l'autorité du procu-reur général près la Cour de cassa-

Création d'une Cour de justice de la République

Les modifications apportées par la commission des lois du Sénat sont plus notables en ce qui concerne la Haute Cour de justice. En ce domaine, les sénateurs se sont prononcés en faveur d'une «judiciarisation partielle». Conformément au projet de loi, cette instance d'excep-tion serait réservée au président de la République pour les cas de haute trahison. Pour les membres du gou-vernement dont la responsabilité vernement dont la responsabilité pénale est mise en cause, une Cour de justice de la République serait créée. Elle serait composée de dix parlementaires (cinq députés et cinq sénateurs) et de deux magistrats du siège à la Cour de cassation, et présidée par un parlementaire, alors que le projet de loi prévoyait m'elle que le projet de loi prévoyait qu'elle le serait par un magistrat, en l'espèce par le premier président de la Cour de cassation.

Le changement le plus net concerne le mode de saisine, qui est double. Le premier, prévu par le projet de loi, survient après dépôt d'une plainte émanant d'une personne physique. Il dépend du procu-reur général près la Cour de cassa-

de transmission de la plainte à la commission d'instruction que composent, comme aujourd'hui, les magistrats du siège à la Cour de cassation, est prise par le procureur général après avis conforme d'une commission juridictionnelle des poursuites composée de magistrats. Cet avis ne sera pas seulement technique. La portée de ce filtre créé par les sénateurs sera précisée par une loi organique.

Contrairement au texte déposé, les sénateurs ont décidé en outre d'une seconde possibilité de saisine en maintenant pour le Parlement la possibilité de saisir la Cour de justice de la République ai aucune plainte n'est déposée. Les deux assemblées devront alors statuer par un vote identique. Le Sénat prévoit également une possibilité de pourvoi en cassation à l'encontre des décisions de la commission des poursuites comme des arrêts de condamnation. Les sénnteurs ont enfin précisé que les procédures actuellement engagées devant la Haute Cour restent valables et que les nouvelles dispositions seroot applicables aux faits commis avant l'entrée en vigueur da oouveau texte : c'est done le cas de l'affaire du sang

Les modifications apportées par le Sénat au chantier institutionnel cher an président de la République ne sont donc pas de pure forme.

M. Monory presse le gouvernement d'«aller plus loin» sur le terrain de l'emploi

Dans un entretien au Journal du Sur le plan politique, M. Monory dimanche du 23 mai, Reol Monory « pense qu'il y aura naturellement estime que le plan de redressement deux candidats à la prochame élecestime que le pian de redressement deux candidars à la prochaine étoc du gouvernement ne suffira pas, à lui seul, à résoudre le problème de la tente déclaret-il, ce que [M. Balladur a jamais cru-aux primaires. Mais tes fait mais il faut maintenant aller deux candidars ne seront pas forpublique qui n'attend que ça et mettre autour de la table tous les acteurs, les entreprises, les collectific propose cela dans l'espoir autour propose cela dans l'espoir autour preparet. cela dans l'espoir dans premier ministre s'en inspire su qu'a fait Edouard Balladur sur les bas salaires savoir pourquoi. est bien mais ça ne remet pas les jeunes au travail. Je prends le risque

bouger les choses » et à user « de sa liberté de parole », M. Monory soud'avacer en disant : « Il faut a plus loin », mais c'est mon devotr. » haite que ses amis centristes « soieni Le président du Sénat considère porteurs d'un véritable humanisme», e qu'on ne pourra pas supporter longleur message européen n'étant plus, selon lui, « suffisant pour susciter temps une société dans laquelle, une partie — 80 % de la population — bénéficie d'autant de pouvoir d'achat que dans les années fastes tandis que l'autre se retrouve sans emplot ou l'espair. » « C'est à nous, centristes chit-il; de faire (...) une philoso phie qui l'emporte sur la course à l'argent. Ma chance à moi, c'est démunie. » Concrètement, M. Mooory estime que 400 000 jeunes pourraient être rapidement d'avoir toujours su mettre mes désirs au-dessous de mes moyens (...) On mis an travail, en allégeant sous cer-taines conditions les charges famiverra dans deux ans, lequel est le meilleur porteur de cette société à laquelle j'aspire.»

léhominoteur commun, ça ne ert a rien. L'union, out, mais il faut

Décidé personnellement «à faire ORNE : cauton de Mortagae-an-Perche (2º tour)

1. 6 694; V., 2 231; A., 66,67 %; E., 1 703. Roland Cailland, div. d., 1 703 (100 %) ... ELU.

Jage, de soixunte-deux uns, motanu Cailland (div. d.), chef d'estreprise, succède à Jean-Claude Lenoir (UDF), éla député en mars dernier, maire de Mortugue-un-Perche depuis 1989, conseiller régional depuis 1986, qui svait choisi de quitter le conseil général pour se mettre en conformité avec le loi limitant le canual des mandats société.

La BERD dément que M. Attali ait demandé à disposer d'un appartement

La Banque européenne pour la construction et le dévelopment (BERD) e démenti, samedi 22 mai, que son président, Jacques Attali, ait demandé au gouvernement français le déblocage d'une somme de 5 millions de francs pour un appartement de fouction à Paris, comme l'affirme l'hebdomadaire le Point (daté 22-28 mai). «Aucum fonds n'n jamais été sollicité à

dernier des ministres socialistes des affaires étrangères, avait accepté, par une note signée de sa main, que 5 millions de francs solent prélevés sur la contribution de la France au fonctionnement des Nations unies», mais les services financiers du Quai d'Orsay avaient fait en sorte que le dossier de financement oc soit pas débloqué nvant les élections législatives.

Au service de presse du Quai d'Orsay, on dément également l'in-formation du Point. Oo indique qu'une somme de 5 millions de francs a bien été attribuée à la BERD, en 1991, pour aider à son installation, mais qu'elle o'était nullement destioée à financer un vappartement à Paris.

Cinq élections cantonales partielles

ALPES-MARITIMES : CAUTOR

[Pierre-Gay Morani succède à son père, René Morani (div. d.), décèdé le 18 février dernier, qui était conseiller général depuis 1964, vice-président de Passemblée dépuis tementale depuis 1988 et maire de Gliette dapuis 1983.

Gelice au souties actif de président de conseil général, le sénateur (RPR) Charles Ginésy, M. Morani progresse davantage, d'un tour à l'autre, que M. Rommenne, tant en voix qu'en pourcentage. Comme as premier tour, il antre en tôte dans cinq des neuf commens du cautou. Le meire de Requestéron obtient 82,26 % des suffrages exprimés dans su commens.

An premier tour, les réseltats étaient ites suivants: L., 3 176; V., 2 122; A., 33,19 %; E., 2 090; Pierre-Guy Morani, 974 (46,66 %); André Roumagnac, 717 (34,31 %); Michèle Delorme, PC. 292 (13,97 %); Henri Gastand, MRG, 86 (4,12 %); Elfane Bhan, NE, 21 (1 %).

[4,12 %); Ennoe Bann, NE, 21 (1 %).

En 1988, René Morani avait été réélin dis le presider tour. Les résultats avaient été les suivants : L. 3 917; V., 2 986; A., 30,85 %; E., 2 933; René Morani, div. d., 1 196 (58,82 %); Virgile Pasquatti, PC, 443 (21,79 %); Paul Vantez, PS, 292 (14,36 %); Yves Cerato, FN, 192 (5,91 %).]

ESSONNE : canton de Savignysur-Orge (2º tour).

I., 16 088; V., 5 091; A., 68,35 %; E., 4 889.

Simone Dussart, UDF-rad., adj. m. de Savigny, 2 903 (59,37 %) ELUE. Elisabeth Roze des Ordons, PS, 1 986 (40,62 %).

ILIPE conserve ce siège laissé vacant par la démission, pour cause de cauni des namates, de Jean Maranudon, maira RPR de Savigay-sur-Orge, éta député en mars dernier. Simione Dansart, qui comptait 1 108 voix d'avance au premier tour, en obtient, an second, 917 de plus que su concurrente socialiste. Elle fait pratique-ment le plein des 600 voix remellies am premier tour par le représentant du Front mational. Ellembeth Rose des Ordors, en revunche, fait un pen moins iden que le total des voix qui s'étaient portées au premier tour sur les trois candidats se réciament de la ganche : le manque à gagner par rapport au premier tour est de 58 vois.

voir.

An presider trius, has résultets fixalent les miduatre lu, 16 490; V.; 5 491; A., 66,43 %; E., 5 317; Simone. Dessar, 2 324 (47 71 k); Pileabeth. Rose, das Ordons, I 216 (22.87 k); Daniel Candolle, FN, 600 (11,28 %); Michel Bockelandt, PC, 566 (18,65 %); Jean Estivill, div. g., 262 (4,33 %); Philippe Le Pont, Vertz, 198 (3,72 %); Gérard Lecoute, div., 101 (1,90 %); Catherine Davances, NE, 30 (8,34 %).

second four en 1988 avec 4 144 volx [57,16 %] contre 3 166 (42,84 %) à Jean Entrill, alors candidat du PS, dont il a 666 excha en 1989, sur 7 250 suffrages exprimés, 7 437 votants (soit 51,28 % d'abstention) et 15 265 inscrits.]

[Agé de soixente-denx ans, Roland Cailland (div. d.), chef d'entreprise, suc-

aucun moment et par personne en rue de disposer d'une résidence de fonction à Paris », écrit la BERD.

Selon le Paint, « Roland Dumas,

Au premient a set resultants étalent les suivants: L. 6 694; V., 3 514; A., 47.59 %; E., 3 438; Roland Caliland, 1 517 (44.12 %); Paul Chandron, div. d., 1" adj. m. de Mortagne-us-Perche, 1 696 (31.58 %); Pierre Gautier, div., 557 (16.20 %); Jean Guyot, PC, 133 (3,86 %); André Cayrel, FN, 104 (3.02 %); Renée Trugia, NE, 41 (1.19 %).

M. Lenoir avait été rééin au prenier tour ou septembre 1988 et les résultais avaient été les suivants : L. 6571; V., 3483; A., 47 % : E., 3473; Jean-Claude Lenoir, 2456 (71,74 %); Jean Pianchais, PS, 681 (19,89 %); Jean Guyot, PC, 149 (4,35 %); André Cayrel, FN, 137 (4 %),]

SEINE-ET-MARNE : canton de Thorigny-sur-Marne (2* tour). I., 15 898; V., 4 209; A., 68,49 %; E., 3 695.

Olivier Bourjot, RPR, m. Chessy. 2 465 (66,71 %)ELU. François Bentz, div. d. sout. UDF, m. de Coupvray, 1 230 (33,28 %).

[Né le 6 octobre 1961 à Paris, chef d'entreprise, maire de Chessy (l'une des communes sur lesquelles est implanté le parc d'attraction Eurodissey) dapais 1989, Olivier Bourjot, RPR, qui avait largement Olivier Bourjot, RPE, qui avait largement distancé tous ses adversaires au premier tour, emporte ce nouveau cantou, isse du redécoupage des cantons de Crécy-la-Cha-pelle et de Lagay-eur-Murue. Le nombre de sièges au conseil de Selne-et-Marae est désormais de quarante-trois (17 RPE, 14 UDF et div. droite, 9 PS, 1 div. gauche, et 2 PC).

gauche, et 2 PC).

An premier tour, les résultats étalent les suivants: L, 15 898; V., 5 595; A., 65,43 %; E., 5 416; Olivier Bourjot, 1 728 (31,90 %); François Bentz, 963 (18,14 %); Christine Traffard, app. PS, 942 (17,39 %); Yves Yarenne, FN, 652 (12,03 %); Maria Farnaudez, PC, 413 (7,52 %); Bernard Durch, div. d., c. m. de Thorigny, 380 (7,01 %); Gérard Gilardi, GE, 230 (4,24 %); Yvon La Bourhis, div. écol., 88 (1,62 %).

137 F

300 to 1 - 1 - 1

: Bes 2 '22 84 + F

in in The 36 TT. . . .

20 200 20 20 20

ESTESS:

THEFT

1300 1 7

540

YONNE : canton de Villeneuve sur-Yonne (2° tour)

1., 5 970; V., 2 537; A., 57,50 %; E., 2 421. Jean-Luc Daublin, UDF, adj. m. de Villeneuve-sur-Yonne, 1 326 . (54,77.96)

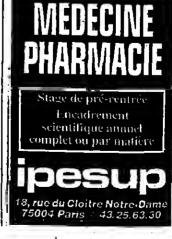
Marc Tea. Bordes, 1 095 (54,22.36)

Pens-Luc Dauphin, ch succedant à Roland Bonnion, UDF, décèdé le 18 mars deraier, devient, à irente-sept mai, le ben-jumin du connell général de l'Afonne.

Les résultats de premier hour étalent les sudvants : L. 5 970; V., 2 589; A., 56,63%; E., 2 540; Jean-Liec Damphia, 1 090 (42,91%); Marc Ferry, 625 (24,60%); Claude Marache, PC, c. m. de Villeneuve-sur-Youne, 287 (11,29%); Gérard Besson, PS, c. m. de Villeneuve-sur-Youne, 272 (10,70%); Michel Moline, FN, 202 (7,95%); Alaia Peiffer, div. d., 64 (2,51%).

Conseller genéral desses 1967, menada Bounlon avait été éts au pressigétion en mars 1992. Les résultats avaient fluis été les suivants: L. 5760; V., 3832, A., 33,47%; E., 3580; Roland Bounles (1562, 54,80%); Gérard Besson, 624 (17,62%); Nicole Thurne, FBI, 606 (16,93%); Ciende Marache, 388 (10,84%).]

U La liste de maire sortant élée à Tamerou (Var). - La liste conduite par Jacques Chiabaud, maire sionnaire de Tanneron (Var), e été élue en entier, au premier tour de-l'élection municipale ren-due nécessaire par la démission du maire sortant et de ses constiers. Ceux-ci entendaient ainsi s'opposer à la décision de la cour d'oppei d'Aix-en-Provence, qui avait refusé d'ordonner la démolition de l'Arche du Futur, construite sur un terrain non constructible appartenant à l'écrivain et homme d'affaires Martin Gray, qui vent en faire un centre international de formation de la jeunesse. Sur 884 inscrits, 514: votants (soit 36,53 % d'abstentions) et 514 suffrages exprimés, M. Chiabaud a obtenu 363 voix et Jean Repenux, qui conduisait une nutre liste, a recueilli 139 suffrages.



Projetant des « alliances avec des forces modérées »

Les Nouveaux Ecologistes veulent être présents dans les prochaines consultations électorales

En procédant, vendredi 21 mai à mouvement s'est donné trois priori-Paris, à l'installation officielle du lés : la défense de l'animal, l'écologie, mouvement des Nouveaux Ecolo-gistes du fassemment nature et anomaux, Bernard Manovelli, conseiller général (non-inscrit) de Marseille, a annoncé son intention d'animer d'ici un an, ela sixième force politi-que du pays a derrière le RPR, l'UDF, le PS, le FN, le PC, mais gie. Dans un local (1) décoré de pos-ters de chiens et de chats - pékinois, us golden ou chinchilles - pui sés dans les collections du magazine 30 millions d'amis ou dans des publicités d'une entreprise d'aliments pour animaux domestiques, l'avocat marscillais a indiqué que les Nouveaux Feologistes seraient présents lors des cantonales partielles qui doivent avoir lieu prochainement dans les Bouches-du-Rhône, le Nord et le Vald'Oise. Pour les élections européennes, régionales ou municipales, M. Manovelli envisage des « alliances avec des forces modérées », e'est-à-dire distinctes de l'extrême-droite et des « partis marxisants » – au nombre desquels il inclut le PC, le PS et les

L'argent gagné par son mouvemen à la faveur du résultat des Nouveaux Écologistes aux législatives (2,56 % selon les chiffres du Monde, 3,2 % selon M. Manovelli), évalué à 10 millions de francs par an, sera employé, selon l'avocat marseillais, à « des actions humanitaires pour la défense des animaux». Le nouveau

U Var : démission du premier secrétaire de PS. - Bernard Perin. premier secrétaire fédéral du Parti socialiste dans le Var, vient d'acnoncer sa démission de ce poste. auquel il avait accédé le 25 août 1992, ainsi que de son mandat de conseiller municipal à La Seyne. M. Perin invoque « des raisons strictement personnelles », mais les querelles internes qui perdureot depuis plus de dix ans et le «diktat » parisien imposant aux dernières législatives un candidat MRG à la place de celui du PS dans la deuxième eireonscription du Var ne sont pas étrangers à sa décision. - (Corresp.)

O M. Poperen rejette toute « tentation d'uniformisation » au sein du PS. - Jean Poperen a défendu. dimanche lors du Forum RMCl'Express. l'existence des courants au seio du PS. « Une des forces du mouvement socialiste en France, a-t-il expliqué, e'est sa diversité. Si on ne l'exprime pas par des courants, on va l'exprimer comment? (...) Ce ne sont pas les courants qui sont coupables, c'est leur dérive présidentialiste (...) La recomposition ne se fera pas par une tentation

la défense de l'homme, et notamment des jans de la voirses. A ce propos, M. Manovelli prône l'institution pour tous d'un «temps minimum de travail garanil (TMTG)», l'accès généralisé à la propriété et le droit pour échaque être humain de manger à sa fam ».

M. Marovelli, qui a déià établi ces derniers jours, des délégations à Lyon, Nancy, Strasbourg et Lille, estime poovoir s'appuyer sur un réseau de 110 000 correspondants regroupes dans cinq associations: le collectif national de défense animale, le Parti pour la défense des animaux, les Nouveaux Ecologistes, l'Union nationale écologiste, le Mouvement universaliste. Il a enfin annoncé la réunion d'un congrès constitutif de son mouvement pour la fin de cette

(1) 19, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.

l'aise» au sein du gouvernement. -Simone Veil a déclaré, dimanche 23 mai à «L'heure de vérité», sur France 2, qu'elle se sentait « tout à fait à l'aise sur ce qui est fait » au seio du gouvernement d'Edouard Balladur, où «l'on assume de façon très pragmatique» les problèmes de l'Europe, «Il est assez extraordi-naire, a-t-elle juge, de voir qu'après le débat sur Maastricht, on avance, on assume de façon très progratique les problèmes qui se posent, notammen le GATT, la politique agricole com-mune, les problèmes mêmes de Schengen (...). Je pense qu'en plus, on progresse dans notre conception de défense, qui me paraît une prio-rité, dans nos relations avec les États-Unis et l'OTAN.» Interrogée sur les prochaines élections européennes, le ministre des affaires sociales, de la

de la majorité, estimant qu'il était « prématuré d'en parler ». o Philippe Vasseur (PR) ue rejette pas le principe d'une liste unique aux élections européennes. — Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, n'a pas rejeté, dimanche 23 mai sur Radio J, l'hypothèse d'une liste rejeue de la margatité aver d'une liste unique de la majorité aux prochaines élections européennes. w'On peut très bien, a-t-il dit, consti-tuer une liste unique qui représente à peu près la totalité des tendances de la majorité (...). Il vaudra mieux én-ter de transformer l'élection euro-péenne en débat interne à la majorité (...). On peut penser que l'an

santé et de la ville, a refusé de pren-

dre partie pour nne ou deux listes

 Simone Veil se dit « tout à fait à s'épargnerait peut-être un certain nombre de discussions en disant au premier ministre: pour le moment, c'est vous qui êtes en première ligne, par consequent il vous revient en tant que tel de conduire cette liste européenne. Je ne serais pas outraveusement choqué si M. Balladur acceptait de faire don de sa personne à la liste

liales des entreprises.

Bernard Tapie annouce l'engage-ment d'une liste MRG aux élections européennes. - Bernard Tanie a once, dimanche 23 mai, à «7 sur 7 » sur TF 1, que le MRG e le parti le plus dans le vent d'au-jourd'huin, selon lui – présenterait sa propre liste pour les élections européennes de 1994, mais il a refusé de dire s'il en prendrait la tête. « Qui la canduira? a-t-il répondu. Celui qui sera désigné comme étant le plus capable à duire le plus grand nombre (...) Je dois être un bon soldat, point à la ligne. Si, à un moment, an me demande de conduire une bataille, ' la conduirai avec force. » M. Tapie n'a en revanche pas exclu de se lancer à la conquête de la mairie de Marseille: «Si. dons deux ans, les conditions qui existent me laissent penser que j'ai, avec le groupe que je représente, assez de poids, assez de capacités, assez de talent pour relever un déft difficile.

. M. Raffarin (UDF) réclame une nouvelle dynamique européenne. Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de IUDF, a estimé, dimenche, 23 mai, que le gouvernement de M. Balladur. « avait besoin, pour son propre succes, d'une nouvelle dynamique européennes. En attendant, M. Raffarin se refuse à indiquer l'attitude de . PUDF dans la prochaine campagne curopéenne, jugeant qo'eil est trop tot, pour une donne européenne et nationale, de définir actuellement une stanegie européenne». M. Raffarin a également précisé que «le choix presidential pour l'UDF .e posera courant 1994, après les élections européennes ».

o M. Lalonde estime que le plan Balladur « répond seniement à une exigence immédiate». - Brice Lalonde a déclaré, vendredi 21 mai, au cours de l'émission «Objections *, sur France-Inter, que le plan d'assaioissement présenté par Edouard Balladur «ne résoudra pas la question du chômage » et qu'il e répond seulement à une exigence immédiate, un peu comme un pomoler cherche à éteindre un incendie ». Le président de Génération Ecologie s'est félicité, cependant, de décisions lelles que l'arrêt des fermetures de services publics en milien rural et du fait que sa crainte de mesures de relance savorisant « le béton contre l'environnement » s'est révélée

Les caisses vides de la Guadeloupe

Dominique Perben est arrivé Engage derrière Raymond Barro pour l'élection présidentielles de 1938, Alain Mayoud assurait, lors des législatives de la même année, que c'était « une erreur de ne pas discuter avec les gens raisonnables du Promi nationals. Il avait sensisamedi 22 mai à Cayenne, en Guyane, après une visite de quatre jours en Guadaloupe, où il a pu prandre la mesure des difficultés d'un département dont les collectivités focales et blement changé d'avis depuis à la les entreprises sont toutes quelumière de emportement da groupe d'extrême droite au conseil régional de Rhône-Alpes, Girondin siment en état de cessation de pelement.

POINTE-A-PITRE

de notre envoyé spécial L'affaire est-elle sérieuse? Quand Dominique Perben a post le pied sur le macadem de l'aéroport du Raizet, dans la moiteur de la mir de Peinte-à-Pitre, les «doudous» antiliaises et les majorettes de Lucette Michaux-Chevry lui ont réservé un accueil princier. En d'autres temps, jouer les rabat-jone est été inconvenant. Cette fois pourtain, c'est le quotidien local France Antilles, propriété du groupe Hersant, qui invite le ministre à a dépasser un doudouisme ambiant fort sympathique mais qui n'est plus adapté aux réalités quotidiennes ». L'affaire est-elle sérieuse? Quand

Finie donc l'exubérance de commande. Les Guadeloupéens sont trop manoe. Les d'inacetoupeens sont trop soucieux, trop améeux même pour se prêter au jeu des clairons de salon d'honneur. Et s'il fallait un autre symptôme de cette sobriété inquiète qui imprègne l'air du temps, on criera cette étonnante analyse de l'habdemedaire. Sent des mirôte Thebdomadaire Sept Mag, plutôt proche de M= Michaux-Chevry, qui n'hésite pas à reconnaître quelques mérites aux a prédictions économiques se l'ancienne Alliance révolutionnaire caralbe (ARC), ce groupe indépendantiste claudesin qui s'était lancé dans le terrorisme dans les années 1983-1986, «Démonstration est faite que le pourrissement de la situation économique de la Guadeloupe est dit à d'autres causes que la violence det bombes, écrit l'hébooma-

daire, même si cette dernière y a Bigge! Faut-il que l'affaire soit à cepoint grave pour que l'on ait cesté, à Pointe à Pitre ou à Basse-Terre, de se

un climat de type «salut public». L'ennemi a l'apparence austère et sournoise d'un chiffre, un seul chiffre, qui cristallise l'émoi général : les 800 millions de francs de déficit du conseil régional, présidé jusqu'en 1992 par le socialiste l'élix l'roto. Après le cyclone Hugo de 1989, ce fut le «cyclone Proto». Avec leur ardoise d'environ 500 millions de france, les communes ne sont pas en reste. Seul le conseil général, présidé par un autre socialiste, Dominique Lariffa, échappe à ce dérèglement général des comptes. Acolération des grands travaux sur la période 1989-1990 (hôtel de région, lycées, vélodromes...) dépenses somptuaires, dérives clientélistes, emprunts ficis: les causes de cette tornade financière ont été pesées et disséquées par les magistraix de la chambre régionale un climat de type « salut public». magistrate de la chambre régionale

> «Se débrouiller n'est pas pécher»

des comptes.

En revanche, tous les rapports officiels glissent pudiquement sur la pratique des pots-de-vin. Si tout le monde en parle, peu d'affaires éclatent au grand jour, à l'exception de celle d'Edouard Chammougon, le maire de Baie Mahanit, récemment condamné pour corruption, et qui reçut un soutien chaleureusement militant de la part de ses administrés. C'est qu'on passe ici volontiers pour un Robin des Bois dès lors que l'on redistribue généreusement à sa clientèle. M. Perben pensait à tout cela lorsqu'il à appelé à « restaurer l'autorité de l'Etat dans son rôle et son seul rôles.

En attendant, l'économie guadelou-péenne, qui vit principalement de la commande publique, est condamnée au régime sec. Premier employeur de l'île, le secteur des BTP a comm en 1992 nne chute de près de 60 % de son activité, alors que s'entassent ses factures impayées. «Nous avons servi de banquier aux collectivités locales», de la Fédération des BTP. Quant aux vrais banquiers, ils ont déjà déclaré forfait Comment le Crédit agricole,

fiant de francs de créances doutes pourrait-il encore prendre le moindre risque? D'où cette paralysie générale digne d'un scénario d'économie fiction, où l'on voit les banques ne plus prêter et les autreprises ne plus payer ni charges sociales ni impôts, soit un manque à gagner d'au moins 4 mil-liards de francs pour la Sécurité sociale et le fisc. La Guadeloupe tout entière est en état de cessation de

A première vue, le fond de l'air est donc électrique. L'île pourra- t-elle tenir encore longtemps avec un tent de chômage qui dépasse les 30 %? Quelles rancouns fermentent dans les bidonvilles de Boissart et du caré-nage à Pointo-à-Pitre, où une jeu-nesse désœuvrée s'adonne au crack impacté des l'acceptances de la importé des lles voisines de la Caralbe? L'affaire, en vérité, est plus complexe. Cer si tous les clignotams sociaix sont su rouge, ancim indica-teur de l'INSEE ne prend véritableteur de l'INSEE ne prend véritablement la mesure des effets amortisseurs d'une économie parallèle en pleine expansion. La rumeur avance qu'environ 70 % des emplois ne sont pas déclarés dans le BTP et 85 % dans le secteur de la banane. C'est le règne du koudmen (coup de main) que résume ce proverbe créole : «Debouya pa péché» (se débrouiller n'est pas pécher) et qui est à ce point admis que les juges calculent les pensions alimentaires en intégrant l'apport de ces «jobs» officieux.

port de ces «jobs» officient. Out faut-il done croire quand on vois cette Guadeloupe vivoter de bric vois cette Guadeloupe vivoter de bric et de broc? Ces professionnels du BTP qui, exaspérés par l'implacable concurrence que leur infligent les grosses sociétés métropolitaines en cette période de marasme, donnent dans le catastrophisme le plus cru et annoucent le retour probable des bombes? Ou ceux qui mettent en garde contre le miroir des apparences? «Les Antillais sont des praticiens du marque, avetit un jeune éctivain gnadeloupéen. D'où l'importance du carmanal chez nous. Depuis que je suis en âge de lire les journaux rationatos, chaque reportage sur notre ile se termine immanquablement par

annonce l'explosion de demain». Cette vision en terme de catastrophe ignore le jeu des régulations souterraines. . On fera donc preuve cette fois de prudence.

Le danger est en tout cas suffisamment aigu pour que la classe politique sit cherché à mettre fin à ces guerres picrocholines. La percée de M= Michaux-Chevry, présidente du conseil régional, n'a pas d'autre origine. Après avoir réussi à insérer de travail», entre 1992 et 1993, les socialistes dissidents de Dominique Larifla et les anciens communistes été plébiscitée en mars dernier par 80 % des électeurs de sa circonscription. Teigneuse, fantatque et farou-chement ambitieuse, le nonveau ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme n'aurait jamais conns une telle fortune électorale si la gestion de ses prédé-cesseurs n'avait été aussi chaotique. Elle incarne aujourd'hui le «salut» qu'appoilent de leurs vœux les Guadeloupéens désenchantés.

Mais pour combien de temps? Car la gauche est ici historiquement majoritaire. Faut-il donc prêter une preille attentive à tous ces frémissements de renouveau perceptibles du côté des «dissidents» qui fuient à grandes enjambées leur parti enlysté? Quelque chose est en effet en train de mûrir autour de MM. Larifia et Montoussamy et de ces indépendantistes sur le retour qui, tel Rosan Monnien, figure historique du syndicalisme, veulent tirer pleinement les leçons de « l'échec du mouvement national». Est-ce cet embryon de nouvelle gauche qui incarnera plus tard à son tour le esalut guadeloupéen»? Tout dépendra, à vrai dire, de la capacité de «Lucette» à remplir les caisses. Car, Guadeloupe se résume à une triviale question de trésorerie.

FRÉDÉRIC BOBIN

Mort d'Alain Mayoud député UDF du Rhône

Alain Mayoud, député dénonçant le nouveau code de la UDF-PR) du Rhône, vice-présiant du conseil rénional de missif pour les étrangers. (UDF-PR) du Rhône, vice-président du conseil régional de Rhône-Alpes, a été découvert mort, dimanche 23 mai, à son domicile de Saint-Romain-de-Popey (Rhône), victime d'un arrêt cardiaque. La parquet de Villefranche-sur-Saône a ordonné une autopaie, « conformément à la procédure habituellement mise en œuvre dans de telles circonstances », a précisé la pré-fecture du Rhône. Alain Mayoud convainen, Alain Mayoud, deuxième vice-président du conseil régional, était chargé de l'agriculétait âgé de cinquents ens.

ections cantonales partiele

Contract to the second

AND STATE OF THE S

Serve elle a plan der

the second secon

to the state of the control of

with the prominent dis-whereast \$1.30 f. bar.

and the state of t

Contraction of Land

ne seet in belieben

As respected to story

And the second of the second o

T. 11 (12)

renal length offer tables.

to a more to a

Party and the second

there as has give

Printer of the State of

The derivative states 174 47.1

14 Primer | 02 49

Martin and particular

ate . & rentet.

an are dinger diener

Personal In the

army a land tire 72.54 %. 2 .-- 21

4.0 m Marketter bi

Section 15

to some Transfel Eugenorge to 1911 Lagar chart, at many or 概 が強い まつ 14

CONTRACT OF STATE

A MINISTER

 $M_{n+1}(\hat{q}) = (q^{-1})^{n+1} (q^{-1})^{n+1}$ Section 1 grander (m. 1911) 5_5 155**4** 175 $\rho(x_0) = (x_0,x_0) \pi$ 4,000,000,000

grant 20 7577 $(g_{ij}^{\mu}, g_{ij}^{\mu}) = f^{\mu\nu} f^{\nu\nu} g^{\nu\nu}$ $g=\pm e^{i x/a/s}$ grade sales

And the marks

era e la la della della

9-1-20-1-1-1- $-g_{i} \in \mathcal{A} \setminus \mathcal{A}^{(i)} \cap \mathcal{A}^{(i)}$

at might grad 14 A feel feel to being and of the security of

\$50 per bert im 1 o.m. \$4. 120 4.24 599

Western to the same 177 Temps 12 fours

20

D. LOSMAZIA

· • • = · · •

Related Callland resist and as a second rour après le transact and as a second rour après le transact air description de la fermina de la ferm

the premier tour, les mais me les valuements : Le 666; V. 130; i. 5; 1. 6; 666; V. 130; i. 5; 1. 44.12 a.j.; Patre Gaute, d. 5; 1. 44.12 a.j.; Patre Gaute, d. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5; 1. 5;

M. Lenoir avait the ride a per september 1988 of land a per september 1988

SEINE ET MARNE : com

E. 5 695 4 209

Water Bourges, RPR B

2 465 (66.7) SI

Bentz, dis. 4 sur g

be ic e ectobre [96] i hing treitepeise, maire de Chessiffer Communes sur lesquelle et fain Cara d'attraction Europeisent han

Services September 200 to my less

distant tom ses udemien up

or "Typeric ce morrem man h

recent and described to see the see of the s

a l'Dir et des droites I Kh

the promier four, les résultes to versages de 15 808; V. 15; 15, 43 cm. 1 5 410; Olivie les 17 cm. 20; François Bent

threstine Troffed at

Va Naria Fernanda, A.C.

. .. Hertand Durca dr. 4, 12

* Teorigian | 1831 | T.O. St. Germi Ge.

11333 : canton de libem

1 2.421.

word of Ducphia Office

the tresus Young. Mary Terry deserte

Penertin Dauptin, en senti

Wines !Lineme I DF, deck !! Printe denem a fremestint

tor a de conseil general delles.

1 of resultant do premier to think 12 (ACC) 1 (5.976) V. 1984 V. (1.976) V. 1984 V. (1.976) V. (1.9

A factor with page. 25 (M) to the course of the course of

territor general deput 1961.1

The series of th

. La liste du maire sorme paner of Vari. - La liste sub-

Tanara de Tanara fe en entiret an prothe par la dense entendaren ann seguin

de la cour est

Uray, yai teli a neeraanad di b

ARTHUR OF SINCH

LYON

de notre bureau régional

Ein pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1973, Alain Mayoud ne craignait pas d'afficher ses divergences evec sa famille politique, le Parti républicain : an nom des relations evec les pays arabes – il était alors vice-président de l'association des Amitiés franco-iraliennes – il avait été l'un des quarante-trois députés qui en imquamente trois députés qui, en jan-vier 1991, avaient voté contre l'en-gagement de la France dans la guerre du Goife.

Lors du référendum sur l'adop-tion du traité de Maastricht, il avait milité pour le « non », démis-sionnant « par cohèrence » de ses fonctions de président du PR du Rhône, et diffusant auprès des électeurs de sa circonscription un document où il expliquait que cet accord européen permettrait a un nombre important d'immigrés de s'implanter sur notre soi ». Il y a quelques jours, il avait signé, avec dix-huit autres députés UDF, dont Philippe de Villiers, un texte

liste Rané Cazamava. - René Caza-Pau, ancien député socialiste des tions en raison de l'aggravation de son étaires santinge décadé dans 1971, gonneiller sénéral en 1982, la nuit du vondress, 21 mai au député en 1988 - (Corres)

11 Décès de l'ancien député socia- samedi 22 mai, à l'âge de cinquante-huit ans, des snites d'un nave, premier adjoint au maire de cancer. Né le 2 juillet 1934 à Pau, ancien technicien de l'aéronautique Pyrénées-Atlantiques, qui na s'était à Turbomées et militant Force élu conteiller municipal de Pau en

ture, un de ses terrains d'action

privilégiés, et de l'environnement.

Maire de Saint-Romain-de-Po-

pey, commune de mille habitants.

Alain Mayoud avait été réélu

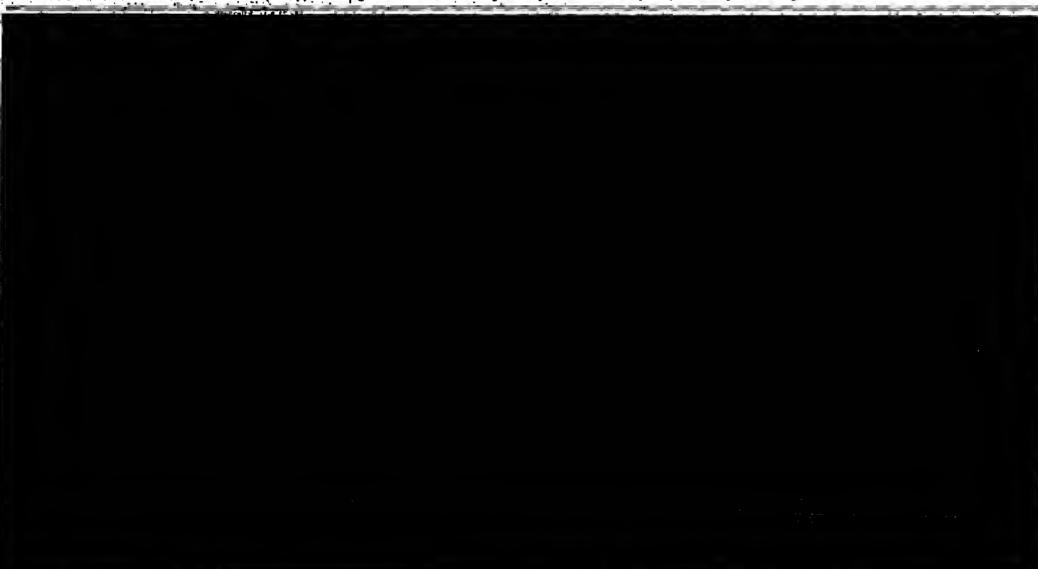
député en mars dernier, dès le pre-mier tour. Il sera remplacé à l'As-semblée nationale par Michel Mer-

cier, président (UDF-CDS) du

[Né le 7 décembre 1942, à L'Arbreste (Rhône), Alain Mayoud a d'abord été cadre au Crédit agricole. Depuis as première élection de député en 1972, il a siégé sans discontinuer à l'Assemblés pationale. Maira de Saint-Romain-de-Popey depuis 1977, il était conseiller régional depuis 1988, vice-président depuis 1988.

[Michel Mercler, président (UDF-CDS) du conseil général du Rhône depuis 1990, est aé le 7 mars 1947 à Tairy (Rhône), commune dont il est maire depuis 1977. Canseiller général depuis 1978, Michel Mercler est professeur de droit public et fiscal à l'antiversité Lyon-III. Depuis mars 1992, il est vice-président du conseil régional. M. Mercler est aussi président de l'UDF et du CDS du Rhône.

conseil général de Rhône



Communication, énergie, transports : ces trois domaines ont toujours tracé la route du progrès.

Depuis que l'homme existe, sa recherche du progrès est constante dans la communication, l'énergie et les transports. Dans ces 3 domaines fondamentaux, nous répondons à cette aspiration en développant sans cesse des tolistions adaptées oux besoins de chaque pays.

Notre présence est mondiale. Chaque jour, avec nos filiales Alcatel, GEC Alsthorn, Cegelec, Saft et Sogelerg-Sogreah, nous contribuons à améliorer la vie des hommes.

Nous leur proposons des équipements et systèmes qui intégrent les technologies les plus avancées comme le TGV; les réseaux numériques de radiotéléphonie mobile, les batteries de véhicules électriques ou les automatismes pour l'industrie. Ainsi, commencée avec l'histoire des hommes, la recherche du progrès continue avec Alcotel Alsthorn



Monel Alphom 54, rue La Boilée 75008 Paris. Franc

Scènes de chasse aux dealers

Qualque deux cents jeunea, Français issue de l'immigration pour le plupart, du eud de Lille s'en sont pris ce week-end eux dealers et clendestine qui. depuie plusieurs mois, se sont ebattus sur leur quartier. Exaspérés par la menace qu'ils font peser sur «les enfants, les petits frères et les petites sœurs » et eussi par l'image de délinquents qui rejaillit sur eux tous, ils ont décidé de faire le police eux-mêmes. Deux voitures ont été détruites par le feu, deux « revendeurs » ont été blassés. La tension est demeurée vive tout le week-end. ..

ULLE

de notre correspondant

On l'appelle encore le quartier des Biscottes, du nom de ces deux longues barres de dix-neuf étages élevées an début des années 60 qui dominaient l'ensemble du quartier de Lille-Sud. Aujnnrd'hui, les «Biscottes» n'existent plus, mais le nom est resté. Et les problèmes aussi. Le chômage, bien sûr : plus de 20 % dans le secteur. La pauvreté, celle des RMistes; la malvie dans ce quartier classé en DSQ (développement social des quariers) et zone d'éducation prioritaire ; échec scolaire, difficile inté-gration dans la ville d'ane population pour une bonne part d'origine immigrée. Et puis, depuis plusieurs mois, la drogue.

L'héroine. La pression des dealers s'est soudainement accrue à la fio de l'année dernière. « Tous les jours les revendeurs viennens dans le quartier, ils arrivent en voi-tures, des grosses, et ils vendent de lo drogue. Pensez aux gosses! On o peur », explique un père de famille. Le principal du collège à expliquer aux enfants la néces-sité de bien apprendre pour trouver un travail par la suite quand ils voient sous leurs fenêtres l'ar-

par une bagarre entre quelques jeunes et quelques revendeurs. Le lendemain, on comptait deux voitures détruites et incendiées et denx blessés en fin de soirée. Dimanche midi, sous les yeux d'un adjoint nu maire, M. Bernard Roman (PS), venn diseuter sur place, le scénario se renouvelait. Une voiture arrive, dont des iennes « reconnaissent » le conducjennes « reconnaissent » le conducteur comme étant un consommateur et un revendeur de drogue. Ils stoppent le véhicule, font descendre le chauffeur. Un pavé part et les coups de bâton et de gourdin s'abattent sur la voiture : les vitres volent en miettes. En quelques minutes, l'atmosphère a viré au prélude d'un canchemar. L'auto-mobiliste, après avoir reçu quelques coups de pied ou de poing, reussit à reprendre le volant et à

gent facile et rutilant.

La tension montait. Les gens en avaient assez, Français enmme étrangers. A Lille-Snd, nù beau-coup vivent depuis longtemps, on se connaît, et nul n'n été surpris de la colère des jeunes qui a explosé samedi 22 mai après-midi, quand des gamins de douze-treize ans et des adolescents ou jeunes gens de dix-sept à vingt-deux ans s'en sont pris aux dealers. Tnut avait commencé la veille

La police n'est pas là

L'atmosphère est électrique et la police o'est pas là. La colère des jeunes est une colère qui se cherche, dirigée cootre les dealers et les clandestios - bieu souveot les mêmes, diseot-ils, - mais prête à se décleocher aussi cootre la police, « qui les laisse faire. Nous, bien souvent on oppelle les keufs

Les-évêques, les beurs, les trafiquants

La réaction des jeunes des Biscas, pour le momeot - est oéanmoins un signe de santé. Et le fait que la plupart d'entre eux soient des beurs n'est pas étrangère aux commentaires qui ont été faits aussitôt, ici ou là. Chacun y puise des arguments à l'appni de ses thèses. Pour les uns, c'est la preuve qu'il faut absolument donner les mains libres à la police, certains ieunes des Biscottes réclamant euxiêmes des contrôles d'identité. Pour d'autres, c'est la preuve écla-tante que les familles immigrées sont les premières victimes de la

Ces jeunes ont exprimé leur colère. Très bien, mais il fandrait que cela s'arrête là. Benrs ou pas, jeunes des Biscottes et d'ailleurs ne sont chargés ni de combattre le trafic de drogue ni de faire la chasse à des clandestins. Leur lâche, pour le moment, est de réussir à l'école; leur espoir – et leur droit – est de trouver un emploi.

L'affaire des Biscottes illustre bien la double demande des habi-tants des quartiers défavorisés ; une demande sociale et une demande de sécurité. Elles sont réclamées avec la même insistance, en même temps, et par les mêmes personnes, Françaises «de souche» ou d'origine étraogère. Cette double demande n'avait pas échnopé à Edouard Balladur. La composition de son gouvernement l'illustre de manière éclatante, avec la présence de deux ministres d'Etat qui se ressemblent comme l'eau et le feu. Charles Pasqua et Simone Veil se partagent tous les sujets qui tour-mentent les banlieues : l'un, comme ministre de l'intérieur et de l'amé-nagement du territoire ; l'autre, comme ministre des nifaires sociales, de la santé et de la ville Normalement, ils devaient s'équili-brer. Mais, depuis la mise en place nouveau gouvernement, c'est Charles Pasqua qui a largement occupé le devant de la scène. Les Français ont assisté à l'énancé d'une politique répressive très claire, alors que le volet social sem-

De ce point de vue, la réfirme du code de la nationalité est exemplaire. En se précipitant pour traiter cette question, qui n'avait aucun caractère d'urgence, puis en durcis-sant le projet initial pour offir des gages à l'aile droite de la majorité, M. Balladur a réussi l'exploit de donner une image répressive à une réforme qui se présentait comme un

facteur d'intégration. Cette réforme, essentiellement symbolique, qui devrait avoir peu d'effet sur le nombre des ieunes dévénant frai çais chaque année, provoque ainsi des effets psychologiques désastreux, sans satisfaire persooce. L'aile dure de la majorité oe comprend pas que l'on dépense tant d'énergie pour réclamer à des jeunes une vague démarche administrative. La gauche se demande pourquoi on exige de certains jeunes - et pas d'antres - une démarche d'intégration, alors que, nés et scolarisés en France, ils sont déjà parfaitement assimilés.

Les Eglises ont cru devoir intervenir publiquement. Y voir une font certains commentateurs, est ridicule. Depuis de longues années, secours des immigrés et de leurs enfants chaque fois que ceux-ci leur paraissent, à tort ou à raison, mena-cés. Ce faisant, ils ne sortent pas de leur rôle. Du côté du ponvoir, le temps n'est d'ailleurs plus ou l'on invitait les évêques à «se mêler de leurs oignons». Deux membres du gouvernement, Pierre Méhaignerie et Simone Veil, se sont empressés, au contraire, de proposer une ren-contre aux autorités catholiques et protestantes, pour les rassurer sur les intentions du gouvernement.

M. Bailadur ne peut rassurer que par des actes. Sans doute en revoyant certains aspects du volet répressif, mais aussi et surtout en prenant des mesures réclies, et même spectaculaires, sur le volet social. Le grand débat sur la ville, organisé à l'Assemblée nationale, a été d'une excellente tenue, mais a accouché d'une souris, alors que certains députés, comme M. de Robien, le maire d'Amiens, récla-maient « un plan Marshall » pour les banlieues sur dix ans, financé par un grand emprunt national. Le premier ministre ne peut pas, d'une part, affirmer que l'avenir des banlieues est « essentiel pour l'avenir de la société française » et ne pas pren-dre des dispositions exceptionnelles. Paradoxalement, e est Charles Pasqua qui vient de donner l'exemple dans ce domaine, eo annonçant une sorte de «plan Orsec» de 2 millinrds de francs, investis en trois ans, dans les Hauts-de-Seine, le département dont il préside le conseil général. Le « premier flic de France », qui soigne aussi son image, a tiré les leçons de la première cohabitation...

[«flics» en verlan] et on leur dit où ils peuvent cueillir les clandestins; mais ils ne viennent pas ou ils les relachent quelques heures

Colère aussi contre la mairie et la SLE (société HLM privée) de la SLE (société HLM privée) de Lille, propriétaire des immenbles. « On en a marre; les charges on les paie; ca fait dix-sept ans que l'habite ici, proteste un Algérien, et je paie mes chorges et mon loyer. Mois regardez ce sac-pnubelle ièbas et ces gravats ici. Pourquol on les laisse? Moi, quand je ne paie pas mon loyer, ils ne m'oublient pas : dans les quinze jours j'oi un rappel. » Et toujours ce sentiment d'être les laissés-pour-compte, les exclus de la ville, de l'éducation, du travail, de la sécurité aussi, pour eux, pour leurs enfants, leurs dn travail, de la sécurité aussi, pour eux, pour leurs enfants, leurs petits frères et sœurs. « Cela fait dix-sept ans que j'habite ici, répète l'Algérien. Regardez, je les ai tous vus naître et grondir. Je ne veux pas les voir détruits par la drogue. Imaginez votre fille de quinze ou seize ans se vendre à des garçons pour une dose... »

Bernard Roman confirme l'apparition récente du problème de la drogue sur le secteur : « Il y o trois ans, Lille était à l'abri de l'hérnine, mais plus maintenant. Ce n'est d'ailleurs pas sur les Biscottes

que le phénomène s'est d'abord manifesté, mais sur le quartier voisin. On o monté une grosse opération. Le phénomene s'est déplocé ici. » L'adjoint au maire explique aussi que le quartier est en pleine restructuration: les Biscottes abattues en 1989, le refus de la mairie opposé à la demande de la SLE de reconstruire des logements sociaux, l'échec dans le transfert

prendra dix ou quinze ans. Mais il sait aussi l'urgence à donner des signes tangibles, tout de suite. Car les Beurs et tous les jeunes et les babitnnts du quartier ne veulent pas entendre les explications. « Oui, disent-ils, oux contrôles d'identité et à l'expulsion des clandestins, oui à Pasqua » Exaspérés d'être toujours en situation d'assistance et de dépendance vis-à-vis de tout pouvoir quel qu'il soit, ils laissent exploser leur colère, qui peut mener à tous les débordements. Une façon en tout

cas de dire «ici et maintenant »,

mais en étant loin, bien loin, de

ceux qui portaieot, voici quelque

de l'université, la restructuration

du quartier dont il sait qu'elle

dix ans, ce slogan. JEAN-RENÉ LORE

M™ Veil et M. Tapie soulignent le sens de la «responsabilité» des jeunes des Biscottes

Les jeunes des quartiers sud de Lille qui prétendent «chasser» les dealers et les elandestins ont fourni, à quelques jours de l'exa-men en conseil des ministres du projet de loi Pasqua sur l'immigration, le thème des principanx commentaires politiques de la fin dn «pont» de l'Ascension.

Ministre de la ville, Simone Veil a estimé, dimanche 23 mai à « L'heure de Vérité », sur France que les événements de Lille revêtaient « à la fois un aspec revêtaient « à la jois un aspect inquiétant et un aspect positif, celui de la responsabilité que l'on voit se développer de plus en plus ». Mais M veil préférerait que ce soit in police « qui fasse des contrôles d'identité », snus la responsabilité de la justice. Elle a d'ailleurs réaffirmé son accord avec le pouvernement sur le proavec le gouvernement sur le pro-jet de loi concernant les contrôles

M= Veil, qui jnge « Insupporta-ble » da voir des mineurs délinquants libérés « parce qu'on ne sait pas où les mettre», souhaite rechercher, « en lioison avec les élus et le ministre de la fustice», une forme de détention spécifique pour les mineurs. Le ministre de

la ville s'est déclaré, d'nutre part, « non choquée » que les Eglises s'expriment, comme l'ont fait les catholiques et les réformés à propos des projets gouvernementaux sur l'immigration, même si elle ne partage pas leur point de vue.

Quant à François Bayron, ministre de l'éducation nationale, il n qualifié de « réflexe très sain » l'initiative des jeunes de Lille, même s'il a déploré « les inci-dents ». « On doit tout faire pour que lo mission de l'Etot, qui est d'assurer la sécurité des plus faibles, soit remplie », a précisé M. Bayron au « Graod jury RTL-le Monde ».

« Aimons-les. et faisons-leur confiance»

Ancien ministre de la ville Bernard Tapie, invité de « Sept sur sept » sur TF l a vu dans l'action des jeunes Beurs lillois « chassont » la drogue, « une belle démonstrotion » d'intégration. « Voilà des enfonts qui sont des immigrés (...) et qui sont en train de virer des immigrés clandestins qui apportent de la drogue, a déclaré le député des Bouches-du-Rhône. Ils ont envie de nous dire : « Aimez-nous, foites-nous confiance et vous ne serez pas déçus, » Le seul message à faite passer, c'est : «Aimons-les et fai-sons leur confiance» (...). Tout en disont à ceux qui en ont peur : assont a ceux qui en ont peur a Vous ovez raison d'ovoir peur, mais lo délinquance n'est pas le fait d'une race, n'est pas le fait d'une couleur, n'est pas le fait d'une religion, c'est le foit d'un tett social n état social. »

Sur RMC, Jean Poperen (P6), aocien ministre, a fourni le mêne type de commentaire. Il entead alerter l'opinion « sur les consèaletter l'opinion à sur les conse-quences de lia] désintégration du tissi social e dans a certains quar-tiers, où on ne supporte plus la =permanence de troubles, de heurts, de violences ou de menaces de violence et le sentiment, soit de l'im-puissance soit d'une insuffisante bonne volonté des forces de sécurité». Et M. Poperen de s'interroget ; e Y a-t-il une politique possi-ble, puisque nous n'avons pas su la au pouvoir? Je ne crois pas, et pour couse, que la majorité actuelle ait les moyens de la met-

Le projet ambitieux des Hauts-de-Seine

Charles Paaqua, ministre da 'intériaur at de l'aménagament du territoire, est aussi président du conseil général des Hauts-de-Saina. C'ast à ce titra qu'il devait présenter, lundi 24 mai, aux élus de son départament l'avant-projet du plan destiné à « luttar contre la ségrégation urbaine dans las Hauts-da-

Concu par una equipa où figure l'architecte Roland Castro, cofondateur de Banlieues 89, ce projet ast intitulé «Faira, ou: retaire de la ville un lieu harmo-nieux, une cité. » Il devrait faire l'objet, tout eu long du mois de juin, d'una vaste concertation. aunrès des élus des trente-aix communes du département, des responsables socioprofession-

nisme devrait permettre da trouvar das «aolutions en favaur d'una réalle mixité das populations». D'eprès les rasponsables du projet, ces maaures devront concerner à la foie l'hebitat, les infrastructures, l'architecture, las espaces verts, l'éducation, le social, l'amploi, le sport et le cultura, e Mixité ethnique at mixité socio-économique devront être préservées et développées », précisa la rap-

ta e seotimant d'apparte nance » nécessite des centres et des liaux de rencontre, d'expression et d'échanges. L'urbaniama des communes des Hauts-de-Seine devrait mettre en valeur des ezones centrales, par M. Pasque constete qua e certains quartiers sont isolés plan d'action pluriannuel établi du reste de la communeuté. sur le base d'un plan d'urba- urbaine et risquent, à terme, da

devanir des ghettos. » Le départament se propose de créer un mailiage urbain qui favorise les

Dès l'eutomna prochain; un programma d'actiona concrètes sera présenté au conseil général daa Hauts-de-Seine efin qu'il puisse engager une «première réorientation de ses crédits», On parla d'una aomme globala de 2 milliards de francs pour un budget annuel de 7 milliards de francs: Cas actions porteront d'abord sur-l'urbanismo,---

Le conseil général se propose de travailler ayec les services de l'Etat sur l'action scolaire et éducative, l'action sociale. Le département soutiendra les initiatives locales a afin de transtion sociala, da lutter contra l'échec scolaire, da permettre l'installation des antreprises

La situation des étrangers et la réforme du code de la nationalité

a Commion de

1527 2 50

100

277.14

W. AE.

Company of the Compan

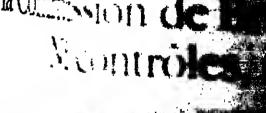
3. B -- ·

THE PARTY.

M 225 C. 25

:-----

1000



d'a abandonner dans leur état actuel les dis- Monde daté des 23-24 mail. Dans un entrepositions contenues dans le projet de loi de ... tien au Monde, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France et coprésident du Conseil des Eglises chrétiennes, explique cette mobilisation des Eglises contre les projets gouvernémentaux

Un entretien avec le pasteur Stewart

« La précipitation du gouvernement inquiète profondément les Eglises » nous déclare le coprésident du Conseil des Eglises chrétiennes

Par scixante-trois voix contre quatre, le synode national de l'Eglise réformée de France, réuni du jeudi 20 au dimanche 23 mai au Havre (lire page 26 l'erticle de notre envoyé spécial Henri Tincqi, a adopté, samedi soir 22 mai, un «vœu» demandant au gouvernement, par l'intermédiaire du pasteur Michel Bertrand, président de l'ERF.

« Qu'est-ce qui vous inquiète

la plus dans les récentes

mesures visant la population

- La précipitation du gouverne-

ment inquiète profondément les

Eglises. J'entends bien que ce tir groupé de dispositions - remise en

cause du droit du soi, renforcement des contrôles d'identité préventifs, restrictions au séjour et à l'entrée des immigrés – est le résultat de

processus engagés depnis long-temps. Mais nous sommes inquiets

de voir une nouvelle Assemblée

nationale à peine constituée, un

gouvernement à peine nnmmé,

montrer qu'ils n'out rien de plus urgent ni de plus essentiel à traiter

que tont ce qui touche à la situa-

tion des étrangers dans notre pays.

» Cette mobilisation d'Eglises

qui pendant huit mois viennent de

mener une campagne cecuménique sur le thème de l'accueil de l'étran-

ger ne devrait pas surprendre. Depuis langtemps, et d'une seule

voix, elles ont souligné le risque qu'il y a à considérer l'étranger

comme porteur d'une menace et à définir son statut en fonction de

soupçons permanents d'irrégularité et de fraude.

envisagées au sujet des conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France».

tement dans le débet politique?

des raisons politiques, mais, j'in-siste, poir des raisons bibliques et théologiques. La présence de l'étranger soulève sans doute de numbreuses questions, mais neus

la croyons aussi riche de pro-messes. L'étranger occupe même

une place fondatrice dans l'éthique chrétienne. En raison de leur his-

toire, les protestants en particulier

sont sensibles à la situation des

étrangers minnritaires, à leur

liberté d'ailer et de venir, et réagis-

sent à toute restriction pesant sur

dimanche 23 mai, sur France 2,

Simone Veli s'est étonnée de

tes prises de position des Eglises. Elle maintient qu'il ne

s'agit pas da mesures d'exclu-

- Je n'en suis pas coovaincu

S'agissant de la réforme du code de

la nationalité, qu'adviendra-t-il des

jeunes étrangers qui, par réaction

contre une mesure jugée discrimi-natoire nu par indifférence, ne

- A «L'heure de vérité».

Nous ne reagissons pas pour

. Cette position doit être rapprochée de . calle prise per Mgr Pierre Jostton, président de la Commission épiscopele migrations (le en matière d'immigration.

réforme du code de la nationalité et celles

N'est-il pas rare que les feront pas la démarche volontaire désormais exigée d'eux, de deman-der la nationalité française? Sons prétexte d'intégration, on va fabriquer un peu plus encore d'étran-gers, un peu plus de jeunes marginalisés... A propos du renforcement des contrôles d'identité; je crains esslement qu'on ne vienne assez vite à des contrôles sur le physi-que, sur la couleur de la peau, et à des interpellations de rue. Quant aux conditions d'entrée et de séjour, les dispositions en vigueur sont déjà tellement restrictives que je me demande vraiment ce qu'on peut inventer de plus.

Par quelle approche faut-il alors aborder les problèmes posés par la situation des étran-

- L'opininn publique n'est pas inquiète, ni bloquée, nu point qu'on oe puisse envisager un débat sur ce sujet, à différents niveaux et associant toutes les communautés de pensée. Certes, le rapport de la commission Marceau Long, en 1986, avait été précédé d'une large ennsultation, mais à propos du droit d'asile et des flux migratoires, à ma connaissance, il n'y a jamais

des Eglises « Accueillir l'étranger» vient de nous faire découvrir que l'opinion publique n'est pas habitée par autant de fantasmes que certains veulent bien le faire croire et qu'elle est même capable d'une analyse parfaitement lucide et

> Propos recueillis per HENRI TINCO

Mosquée de Paris, souhaite « me réflexion approfondie » sur les nou-veiles modalités d'intégration. — Rappelant e lo grande tradition d'accuell et d'intégration » de la France, Daiil Boubakeur, recteur de le Mosquée de Paris, estime. dans un communiqué du 23 mai. que la réforme du code de la nationalité est « une remise en cause du droit du sol ». Il exprime son souhait d'e une réflexion approfondie sur toutes les conséquences ment les modalités d'application de cette loi, risquant d'aggraver les phénomènes d'exchision, en particuller pour les jeunes qui très souyent, ne se reconnaissent pas d'au-



Le fil ténu de la vie

Méry, mais également de témoi-

gner, de lancer un cri, un appel à réhabilitar la solidarité dans nos

sociétés occidentales en crise où

le suicide touche de plus en plus

de jeunes. » Pour le sociologue Edgar Morin, venu « écouter les écoutants », il faut « régénérer »

les solidarités concrètes en reve-

nent au point de départ, c'est-à-dire aux initiatives locales. Et de

rappeler aon projet de création

de e maisons de solidarité » qui

devront être esanctuarisées ».

«Certes, c'est un mythe, a-t-il

conclu sur ce point, mais nous

devons établir de nouvelles rele-

de l'efficacité

SOS Amitié-France a tenu son huitième congrès national, les 22 et 23 mai à Strasbourg, sur le thème « Ecouter la vie. écouter la mort». Les 2000 bénévoles répartis dans les 50 « postes d'écoute» de l'association, fondée en 1960 dans le but d'améliorer la prévention du suicide, ont recu 600 000 appels téléphoniques l'année demière.

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Ils étaient 400 cécoutants » dans un amphithéâtre de la s'interroger sur leur capacité à accueillir: des paroles doufou-reuses, à repérer la détresse d'un discours apparemment anodin mais eussi à identifier le signes d'espoir insufflés par un désir de vivre malgré tout. Aucun des participents ne s'en cachait : « il n'est jamais aisé de recevoir les confidences d'une personne faisant face à sa mort imminente ou plus lointaine, réelle ou imaginée, subie ou pro-voquée, parce que l'angoisse est contagieuse. » Le denger de contamination psychique qui les les rendre indisponibles à l'écoute du désir profond des

«Notre objectif est de renforcer notre capacité d'écoute, a

tions avec nos mythes parce que nous na savons jamais à l'avance ce qu'ils deviendront. Souci

Puis est venue la sempiremelle puestion sur la communication et l'incompréhension. Edgar Morin est formel : « On nous donne faussement le parole alors qu'elle est le moment de vérité. » Tout aussi catégorique, il a expliqué à un auditoire ravi et convaincu que «l'écoute est un art cer les explications ne suffisent pas, il faut en plus cet élément indispensable qu'est l'intui-tion ». Dens l'affaire de la maternelle de Neuilly, e-t-il expliqué, on e'est borné à se référer, par souci de « sécurité mentale », des eschémas explicatifs » alors qu'il y avait un individu en perdition qui disait : «Je crève.»

MARCEL SCOTTO

Conscient de la difficulté de la

mission des «écoutants qui tra-

vaillent aux limites parce qu'ils

sont reliés aux appelants par un

fil ténua, Morin a posé le ques-

tion que tous les membres de

l'essociation SOS Amitié se

posent : «Lorsau'il y a une porte

de sortie, comment suivre le

Le Néerlandais Theo Van

Eupen, président du groupement

européen (IFOTES, International

Federation of Telephon Emer-

gency Service), a clôturé le

congrès en s'interrogeant sur

l'opportunité ou pas d'élargir le

champ d'action, et de renoncer

ainsi « à seulement écouter ». Les

réflexions de ce retraité de Nice

constituent en quelque sorte une

réponse : «Nous refusons systé-

matiquement d'evoir un contact

physique avec les gens qui nous

appellent, car garder l'anonymet est une nécessité absolue.» Ces

deux jeunes venus de Besançon

~ les jeunes membres de l'asso-

cietion n'étaient-pas nombreux

dans la capitale alsacienne parce

que «beaucoup ne pouvaient se

payer le voyage de Strasbourg»

- ne disent pas autre chose lors-qu'ila se déclarant «fragilisés»

eprès certains eppels. Mais

quelle engoisse pour eux de ne

jamais savoir si leur dévouement

est parfois utile! Il est vrai qu'ils

ne sont pas là pour être des

professionnels soucieux de l'effi-

cacité si chère à notre société.

cette interdiction ne soit le prelude à la suppression des autres

DÉFENSE POINT DE VUE

La fin de l'exception française

par le général Jean Salvan

A guerre était pour Clemencaau une chasa trop sérieuse pour être confiée sédait un sens stratégique certain et savait choisir ses généraux et ses conseillers militaires. Il eût évité de nommer amiral un capi-taine de vaisseau qui n'a jamais fait de vagues, ou un général parce que la femme d'un colonel était la secrétaire d'un ministre. Disons que, depuia de Gaulle, rares sont les responsables politiques français qui n'ont pas écrit ou proféré des inepties en matière de

Souvenons-nous du « Bien emendu, nous ne ferons rien», de Claude Cheysson iors de la déclaration de l'état de siège en Pologne. Dans les Balkans, pour Edith Cresson, en 1991, «la situation en Yougoslavie ne présente pas de risque stratégique», ce qui constituait un superbe feu vert pour les Serbes, assurés, jusqu'à la fin de 1992, de pouvoir tranquilement mener leurs conquêtes, avec de multiples déclarations sur «l'inutilité d'ajouter le guerre inter-nationale à la guerre civile». A droite, les deux tomes des Mémoires de Valéry Giscard d'Estaing ne sont pas plus réjouls-

Mais le problème n'est pas là, et une polémique sur les capacités et les faiblesses des uns ou des autres sereit stérile. Mieux vaudrait écouter ce que veulent dire nos cadres evant de les pousser à expédier des lettres anonymes, à publier sous des pseudonymes ou à démissionner plus qu'ils ne le font déjà. Je me sens tenu de rédiger ces réflexions, car, blen entendu, mes camarades d'activa ne seront pas autorisés à parler.

blèmes militaires, de défense ou da stratégie, avant de prendre leur retraite ou de ea faire élire? Serait-il pensable que les militaires français acceptassent sans hésiter da sa voir proposer comme modèle l'armée canadienne (le Monde du 28 svril), armée d'un

Si l'on ose se féliciter de voir la bataillon canadien composé de 25 % de réservistes, qu'attend-on pour proposer à notra gouvernement de revenir à ce qui était possible lors de notre guerre d'Indochine : à savoir que tout appelé. que tout réserviste puissent demander l'honneur de servir sur un théâtre d'apérations exté-

Et, puisque l'exemple canadien intéresse tellement, pourrait-on suggérer de porter les crédits destinés aux réservistes français au niveeu de ceux des Canadiens? Nous dépensons en Frence 325 francs par en et per réser-viste. Les Canadiens en sont à plus de 4 000 francs. Les militaires français ne demandent pas la lune : les Israéliens dépensent 10 000 francs par an et par réserviste. Les Suisses, 8 000,

C'est bien dans les budgets militaires qu'apparaissent les véritables choix stratégiques. Lorsqu'on se donne pour modèle l'Italie ou les Pays-Bas, et l'entretien de François Léotard dans le Monde du 13 mai est fort clair, c'est la fin de l'exception française. Nos tiri-geants, depuis 1974, ont choisi, pour reprendre une formule d'Alain Minc, «Hongkong pour avenir». Quelque chose de petit, de riche et qui n'ennuie personne. Cela durera-t-il plus longtemps que Hong-

EN BREF

 Exercice interarmées conjoint France-Quar. - Un millier de mili-taires français participeront, durant toute cette semaine, à un exercice commun au Qatar, avec les forces de cet émirat dans le Golfe. La marine française a détaché, pour l'occasion, la frégate Manucalm de lutte anti-sous-marine, l'escorteur Commandant-Bory et le transport de chalands de débarquement Orage. La plupart des militaires français engagés dans cet exercice viennest de participer à use manœuvre au Kowelt. O Un forcené de Versailles

maîtrisé par les policiers du RAID. Les policiers du RAID (Recherche, Assistance, Intervention, Dissussion) soat intervenus, Inndi 24 mai vers 1 heure, pour maîtriser un homme retranché depuis dimanche 23, à 22 heures, dans un immenble du quartier de Jussien à Versailles (Yvelines). Sylvain Lebrun, âgé de quarante-qua-tre ans, seul dans son appartement, menaçait, seloa des voisins, de faire sauter l'Immeuble et de tirer sur quiconque tenterait de pénétrer dans son appartement. Les pompiers avaient fait évacuer les habitants de l'immeable. Après evoir fait sauter la serrure de la porte de son oppartement, les policiers du RAID sont parvenus à passer les menottes à ce chômeur, handicapé, qui était en possession d'un pisto-let, de plusieurs cartouches réelles, ainsi que d'armes factices et de faux bâtons de dynamite,

D Le corps d'un homme déconvert dans on restaurant abandonné à Amiens. - Le corps d'un homme agé d'une quarantaine d'années e été retrouvé, atteché par les bras oux poutres d'un restaurant obandonné, samedi 22 mai, à Amiens (Somme). La victime evait été totalement déshabillée evant d'être liée oux poutres de souténement à l'aide de fils électriques, à 2 mètres du sol. Lundi matin 24 mai, les enquêteurs ne pouvaient préciser si le décès evait précédé la macabre mise en scène ou si la strangulation était due à la ficelle qui lui soutenait le cou. Le restaurant-grill, souvent occupé par des sans-abri. La victime, domiciliée à Amiens, fréquentait, semble-t-il, les « sau

ENVIRONNEMENT

Giroude., - Répondant à l'appel de l'Union nationale de défense

O! Des chasseurs manifestent en samedi 22 mai, à Soulce-sur-mer (Gironde).

le maintien de l'interdiction de la mouvement Chasse, pêche, nature chasse de printemps, et aotam-

réprimer la chasse à la tourterelle

Jean Bousquet, Cacharel:

"Dans le textile la Commission de Bruxelles laisse l'Europe sans défense. Ni contrôles, ni sanctions : c'est le chaos."



Malgré la récession, la Commission de Bruxelles continue à négocier des quotas d'importation textile en croissance rapide.

En plus elle ne veille pas au respect des quotas qu'elle accorde : la Chine a dépassé son quota de 291 % mais cela n'émeut personne à Bruxelles.

Par ailleurs les fraudes et les contrefaçons sont très rarement recherchées, poursuivies et condamnées.

En fait, il n'existe plus de contrôle efficace sur les importations textiles dans la CEE.

Tout est permis puisque rien n'est sanctionné.

En laissant ainsi le textile européen sans défense, on menace l'emploi des 5 millions de salariés qui y travaillent.

Les Gouvernements des Douze - et donc le Gouvernement français doivent exiger un changement complet d'attitude de la Commission Européenne.

L'avenir d'une industrie leader est en jeu.

L'UNION DES INDUSTRIES TEXTILES



Plus de 20 millions de chômeurs en Europe, c'est assez.

teur Stewart

M. Tapie soulignent le seu

creatilité des jeunes des Bisque

trice s'est déclaré, d'autre

choquée o que les bé-priment, comme l'ant les de projets Bouvencess immigration, même it les pas leur point de les

Jant A François Bre

Additive des jeunes de la control de la déploré els res.

On doit tou fan ger de la control de l'Eta, de la control de chair de c

arer la securité des plas

Bay rou au « Grand p

wit remplies, 1 pe

er faisons-leur confine

bin. ion ministre de la sale h

apic, invite de e Sent

of a car TF | a ve dans far

. . . . Beurs lillois at

drogue, . ne E

- crianis qui put;

et qui son me

depute des Bootes

is the second

i message en

Share et a le

atten dampe

rate n'est pas k

a le el el la coma d'en le facti

The RAME Jean Poyum (6)

STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

and the same towns

LESS FOR THE PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TO PERSON NAMED IN

.....

大学 (1997年) 1997年 (1997年)

- 5 40 mm 5

entire de nome

at the thirt de la drops

" Aimons les

fondement les Eglises» Eglises chrisiennes

Le premier port-musée de France a été inauguré à Douarnenez

QUIMPER

de notre correspondant

Quatre jours durant, dn 20 eu 23 mai, Dnuarnenez a eélébré dans la liesse l'inauguration du port-mosée du Port-Rbu, one grande première en France qui, enntrairement eux Etats-Unis, eux Peys-Bes et an Rnyaume-Uni, ne possédait ancune instal-lation de ce genre. Comme il sied à un pays de pêcheurs, l'événe-ment a été fêté eu milieu des flonflons des accordéons diatoniques, des ebants de marins et de gigentesques « poissnnnades » ressemblant des milliers de

Vendredi 21 mai, des milliers d'amoureux des vieilles coques evaient assisté à l'arrivée de la goélette la Recouvrance, reconstigarde-côte du début du XIX siè-cle, réputé pour sa vitesse et sa maniabilité. D'une langueur de 25 mètres et hors tout de

45 mètres, ce magnifique beteau, qui vient de recevnir sa vnilure, a été mis à l'ean l'été dernier lors dn rassemblement nautique de

L'antre événement qui a pas-sinuné initiés et badauds fut l'assemblage, samedi 22 mai, de le quille du clipper que les respon-sable du Port-Rou révent de enostruire sur place a pour la France». Trois mille mètres cubes de bois, suit l'équivalent de mille erbres, seront nécessaires pour achever ce trois-mâts dont la lungueur dépassera les 54 mètres. Un ambitieux projet qui exigers des années d'efforts, mais les Duuarnenistes, instruits par l'example des Néerlandeis de Eioquisem, sont persuadés qu'un tel chantier constituera un extranrdinaire pôle d'animatinn. Coût approximatif de l'opération : cinquante millions de francs.

Le petrimoine maritime intéresse de plus en plus les Français, et particulièrement les Bretons.

On ne compte plus les répliques des bateaux du siècle dernier qui nnt vu le jaur sur le littoral bretnu depuis six à sept ans. Le part-musée en abrite déjà une quaranteine, de le pinasse an beteau-phare en passant par un chalutier classique, un caboteur, un slnnp ostréicole, un bateaupompe et un remnrqueur.

Les promoteurs, réunis eu sein d'une société d'écnnomie mixte, espèrent atteindre rapidement les 300 000 visiteurs par an. Pour y parvenir, ils nnt voulu que le Pnrt-Rhn snit un musée vivant. En acquittant le prix de l'entrée, les touristes sont assurés de voir au travail tnut un petit monde sympathique et haot en conleurs qui appartient à l'bistnire de le marine à voile : des cordiers, des charpeotiers, des voiliers. Un centre de formation de charpentiers existe d'ailleurs sur le site.

JEAN LE NAOUR



AUTOMOBILISME: le Grand Prix de Monaco de formule 1

Ayrton Senna le miraculé

Malgre une nuvelle sortie de piste sans dommage la matin. Ayr-ton Senna semblait prêt, dans la Pour la sixième fois de sa carrière, Ayrton Senna (McLaren-Ford) s'est imposé, dimanche 23 mei, dens le Grand Prix de Monaco de formule 1. Perti en deuxième ligne, le Brésilien e bénéficié d'un rappel eux stands d'Alain Prost (Williams-Renault), pénelisé pour un départ anticipé, puie de l'ebaudon sur panne de suspension active de Michael Schumacher (Benetton-Ford) au trente-troislème des soixante-dix-huit tours. Ce succès lui permet de repasser en tête au classement provisoire du championnat du monde, avec ting points d'avance sur Prost. qui a terminé quatrième à

MONACO

de notre envoyé spécial

« Le Grand Prix de Monaco est tellement spécial pour moi! Depuis mon premier podium et jusqu'à ma sixième victoire, il continue d'être spécial. » Entouré da Jean Alesi (Ferrari) et de Damon Hill (Wil-liams-Renault), fils du défunt Gra-ham Hill, evec lequel il partageait. jusqu'alors le record des victoires (cinq) en Principanté, Ayrtun Senne savoure cette conclusion heureuse et presque inespérée d'un lung week-end riche en émotions fortes. Pour le Brésilien, le grand prix aurait pu se terminer, des le jeudi matin, pendant la première séance d'essais libres.

Lancé à quelque 250 km/h, le triple champion du monde venait de réussir le meilleur tour lorsque les premières gouttes de pluie lui faisaient perdre le contrôle de sa McLaren en abordant le virage de Sainte-Dévote. Rebundissant comme une boule de billard entre les glissières de sécurité, la mono-place encaissait trois chocs d'une extrême violence, mais la cellule de survie en carbone avait pleinement rempli sa fonctioo. Ayrtoo Senna s'en sortait, miraculeusement, avec quelques ecchymoses et one fou-lure au pouce de la main gauche.

Samedi, le Brésilien, qui portait appréciait encore mieux sa chance. Le soleil revenu rendait dérisoires les premiers temps enregistrés jeudi sous la pluie. La journée de repos accordée aux pilotes le vendredi — une exception à Monaco — lui avait les nouvelles boîtes de vitesses semi-automatiques, actionnées en gardant les deux mains sur le volant, lui évitaient un forfait qui aurait été inéloctable avec une boite classique sur un circuit eussi

ton Senna semblait prêt, dans la séance de qualification du samedi, pour se livier avec Alain Prost au duel le plus attendu de l'année sur le circuit le plus anachronique des seize qui accueillent la formule 1. Depuis le premier Grand Prix organisé en 1929, l'épreuve monégasque reste rythmée par le virage de Sainte-Dévote, la montée du Beau-Rivage, les virages Massenet, du Casinn et Mirabeau, l'épingle du Loews, le virage du Purtier, puis la plongée vers le port par le tunnel, le «virage du bureau de tabac», le «S» de la piscioe, le virage de la Rascasse et la ligne virage de la Rascasse et la ligne d'arrivée. La puissance des voitures est pourtant passée entre-temps de quelques dizaines à près de 800 chevaux et la meillenre moyenne sur un tour de 84 km/h pour la Bugatti de Williams en 1929 à 148 km/h pour la Williams-Renault d'Alain Prost. Ce circuit qui serpente entre mer

et rocher, mais surtout entre rails et trottnirs, réclame une grande minutie dans le réglage des mono-places, mais aussi le plus d'audace et de virtuosité de la part des pilotes. Samedi eprès-midi, lancée à 268 km/h à la sortie du tunnel pour tenter de battre le meilleur temps réalisé par Prost, la voiture do Brésilien a décollé sur uoe bosse mal absorbée par la suspen-sion active. Partie en tête à queue, sa course dans une échappatoire après avoir frotté son aileron avant

Un circuit de pilotes

Indenne, le Brésilien est long-temps resté prostré sur un banc. Méditait-il sur le chance qui oc l'avait pas abandonnée dans ses trois sorties de route à grande vitesse ou sur ses chances alors très réduites de s'imposer une sixième réduites de s'imposer une sixième fais à Monaco eo partant de la deuxième ligne? Après evoir signé sa sixième pole position de la saison, Alain Prost o ignorait pas que, plus que partour allienrs, un démarrage en tête à Monaco pouvait lui assurer la victoire. Après ses trois départs ratés dans les grauds prix d'Afrique do Sod, d'Italie et d'Espagne, le Français evait tout spécialement révisé cet exercice avec Denis Chevrier, son ingénieur moteur, et Patrick Head,

le directeur technique de l'écurie Williams. Avec la boîte de vitesses semi-automatique des Williams, la pédale d'embrayage n'est plus utilisée qu'au départ ou pour les arrêts aux stands. Après avair monté et maintenn le régime moteur à quelque 14 000 tours/minute, le pilote

relache la pédala d'embrayage eo feu vert. La programmation de la boîte et le système antipatinage prennent aussitôt le relais pour assurer la meilleure motricité sans avoir à doser l'accélération. Depuis le début de saison, Alain Prost s'accommode moins bien de la sensibilité de l'embrayage des Williams que Damnn Hill, qui a contribué à le mettre au point.

A Mnnaco, le Français a été le premier à s'élancer, mais en anticipant légèrement sur le passage du feu an vert. Après evoir revu le départ, la direction de course décidait de lui imposer une pénalité sons la forme d'un arrêt aux stands de 10 secondes. En fait, cet arrêt, effectué au nnzième tour, faisait perdre près de deux minutes à Alain Prost, qui a, semble-t-il, calé deux fois au mnment de repartir. Relégné à la vingt-deuxième place, d ne lui restait plus qu'à se lancer dans une folle course poursuite pour tenter d'assurer quelques points pour le champinanat du moode.

Parti en première ligne, Michael Schumacher semblait s'envoler vers la victoire, lorsqu'il e été stoppé au trente-troisième tnur par une panne du système de suspension active de sa Benetton. Comme l'an dernier, Inrsque Nigel Mansell avait dû s'arrêter à son stand à sept tours de l'arrivée pour uo écron de rone desserré, Arton Senna héritait encore de façon un pen inespérée de la première place. Tandis que les accrochages se multipliaient sur la piste à l'occasion de tentatives de dépassements, le Brésilien epportait une oouvelle prenye de sa virtuosité dans cet exercice en se faufilant dans le trafie pour creuser l'écart avec Damon Hill et Jean Alesi.

Si le Grand Prix de Monaco ne couronne pas-toujours la meilleure voiture de l'année sur un circuit de moins en moins adapté aux performances des formulé I modernes, ses contraintes oot eo moins l'avantage de valoriser au maximum le pilotage. Au palmarès des dix dernières années, on ne trouve toujours que les deux triples cham-Prost, qui s'est imposé quatre fois (1984, 1985, 1986 et 1988), et Ayrton Senna, vainqueur en 1987, puis de 1989 à 1993.

GÉRARD ALBOUY

Same

istania ...

. .

2

72 ... 1.7

-

E STY.

Ming.

2. 25.4 4 3<u>11</u>

Ж÷...

524



CHEZ CITROËN DU 19 MAI AU 30 JUIN. LA CLIMATISATION POUR SEULEMENT 1500 F* DE PLUS, C'EST CLIM.

SUR LES SÉRIES CITROÊN "CLIM" AX, ZX, BX, XM" ET XANTIA

ou bénéficiez de : 6 000 F DE REPRISE minimum ou Argus + 6 000 F are pour tout achat d'une CITROEN neuve d'une cylindrée égale ou supérieure (hors séries spéciales).

• 90 % DE REMISE sur les options CITROEN, à concurrence de



or un venucute CITROEN AM 93, dans in limite des stocks disposibles et dans les points de vente affichant l'e Séries CITROEN CLIM, du 19 mai 1993, Année Modète 93. "Soul sur séries CITROEN CLIM XM équ à automatisme intégral pour 3870FTTC du plus. "Valeur de reprise au cours moyen de l'Argus du jour en li diminuée des frais de remise à l'état standard et de 15 % de frais et de charges professionnels.

FOOTBALL: les équipes professionnelles au Japon

Des ballons et des yens

Alors qu'à chaque printemps le Jepon devient le terre d'élection du base-ball, cette ennée l'attention du public sportif a été détournée vers un eutre événement : la naissance d'un nouveau sport professionnel, le football.

TOKYO

de notre correspondant

L'énorme succès médiations du premier tournni, le 15 mai (60 000 spectateurs eu Stada national de Tokyn et un taux d'écoute record de 32 % pour les retransmissions télévisées), de la J-Leegue, qui regroupe dix équipes professionnelles payant dea joueurs étrengers avec des cachets astronomiques, témoigne de la concurrence que risque de rencontrer le base-ball. Introduit sur l'archipel à la fin du siècle dernier, la football y devint en 1936 un sport professionnel si japoneis qu'il est baptisé yakyu (« la balle dans le plaines). Au cours de ce demier week-end, avec les quatre matches qui ont eu lieu à travers l'archipel, l'intérêt pour le ballon rond n'a pas faibli.

Le fontbalt était loin d'être ignoré dea Japoneia. Mais II n'avait jamais connu un tel engouement depuis que, aux Jeux olympiques de Mexico, en 1968, le Japon remporta inopinément la médaille de bronze. En dix ans, le nombre des joueurs emateurs e doublé : 660 000 pratiquants inscrit dana 22 000 clubs (les 600 formations féminines rassem-

blent 15 000 joueuses). Au lycée, la football rivalize désormals sérieusement avec le base-ball : une évolution qui, conjuguée à un accroissement du temps libre des Japonaia, a influencé le décision des dirigeants aportifs d'en faire une compétition professionnelle, et e suscité l'ambition d'accueille

la Coupe du monde en 2002 " Entreprises et municipalitéa se sont lencéea dens une opération dont elles espèrent des retornbées, en termee de vente et d'image (des fast-food aux grands magasins, fleurissent les erticles aux ambiernes de la J-League). La naissance du footbell professionnel nippon se chiffre déjà par des dizaines de militards de yens. Ce qui n'est qu'un début : la Diète étudie l'introduction d'un système da pari comparabile au célèbre totocalcio italian.

Ouarante-cinq joueurs étrangers

Certaines municipalités misent particulièrement sur l'essor de ce nouveau sport professionnel : c'est le cas de Kashima, morna cité industrialle de la préfecture d'Ibaraki, au nord-est de Tokyo, qui a construit un stade de 15 000 places (coût : pràe de 400 millions de francs) destiné exclusivement au ballon rond, Der-rière la municipalité, l'aciérie Sumitomo Metal finance l'opération. avec une quarantaine d'entre-prises, qui espèrent einsi retenir les Jeunes. Kachima Antiers, l'équipe professionnelle de la région, s'est «offert» Zico, le plus célèbre joueur brésilen après Pelé,

qui e'était retiré du sport en 1990. Son contret de trois ans se chiffre à 1,5 million de dollars (plus de 8 millions de françs). 8 millions de franc

Les quarante-cin joueurs étran-gere (dont vingtisix Brésiliens) sont le grande attraction du footbell profeeelnand nippon. La vedette est l'Angles Gery Lineker, recruté par Grimpue Eight, l'équipe de Nagnya (contrat de des services et l'angles de l'angles et l'équipe de Nagnya (contrat de l'est l'angles et l'est deux sns : 25 millions de francs). Permi les autres étiengers figurent l'Argentin Manon Daz (Yokohema Marinos), l'Allemand Pierre Littberski (JEF United Ichibana) et le Brésillen Ryu Ranos (Yomluri Verdi). L'Allemand Rudi Voeller, qui joue actuellement à Marseille, pourrait rejoindre Yomiuri Verdi, vient d'annoncer son président.

Les pramoteurs du footbell japonais ont décide de pertir fort, quitte à voir leur comptes «dans le rouge » pendant quelques années. Même parni les joueurs vedettes du base-bill professionnel, rares sont ceur qui touchent des cachets supérieurs à 100 mil-lions da yens (5 millions de francs), et lee dix squipee de la J-League a attendent à perdre chacune 1 milliard de yens au cours de l'ennéa B93. Maigré l'intérêt actuel, lau pari est loin d'être gagné, estiment certains commentateurs spirtifs, ils rappelient. l'expérience américaine dans les années 70 En dépit des sommes investies et des cam-pagnes de publicié, les Américains n'ont jamais luccombé à la passion du ballon

PHILIPPE PONS

The state of

art Player

A STATE OF

a magnitude flores

argan Land British

more and a second

And the state of the state of

S. 1252 130

 $\alpha_{1,2,2},\alpha_{2,2} \in \mathbb{R} \setminus \mathbb{R}$

over the Asia

2 t 2- 11-4

ay Aug toris

1. 福本森 """"

 $\rho = \theta - 2 \rho \sqrt{\pi^2 + 2 \beta^2} \approx \delta^2$ $\mathcal{C}_{\alpha,\beta} = -\Delta_{\alpha,\alpha} \lambda_{\alpha}$

eg liggeste de

erge grændh

and the second

MARCHAR STA

64. 18^{-10.} (2) $\zeta \in (A^{-\frac{1}{2}\log 2})$

e an interfered

: 사라 출크 - Vice 41-8

Section 1

9.54 - - x 15

 $\mathcal{J}_{\mathbf{A}^{n}} = \mathcal{J}_{\mathbf{A}^{n}} \stackrel{\mathrm{def}}{=} \mathcal{L}^{n}$

 $\omega_{\rm tot} = 248 \, {\rm g}^{-1.04}_{\rm tot}$

Water Strain

1 Sept. 27

100 B 175 B egigles of a 4

g-ran

20 A "

40 July 24

هاز چېان

31**6**4443. 114115.

- 1

42 gr 47

90 T 44 # 17

reache la pédale d'embrane.

Poste et le système amplie content aussitot le relaire

a car a doser l'accélération. De

irus de saison, Airin h

remmode moins bien de le

marte de l'embrayage de p

Monaco, le Français a ge

premier à s'élancer, mais et ac

punt legerement sur le passet

es au ver. Après avon mai

in part, la direction de comp de

tur de lui imposer une pinde

eu la forme d'un and me

22 G econdes. En fait, of at

d'indian au onzième ton, fie-

pres de deux minus

Sam Prost, qui a semblet le

ine fuis au moment de repe

9 -12790 a la vingt-deuxière de

and folic course pome

tenter d'assurer Code

.. rie pour le championne

Part, en première ligne, 😘

in smaller vemblan s'envire

a contoure forsqu'il a été signia

rente fromieme tour pare

Thirt du instème de suspan

etters de va Benetton, Comerle

termer foreque Nigel Me.

arreter a son dur

ein there de l'amyée pour de roue dessené, Ag and a state of the state of the

e en veree de la première de i a titto totte le i accrochages se e tir id at the ur la piste à l'occas

de tentiantes de dépassement-Treatment apportant une nouve

Transcribe and Vinuosité dans : ार ११ के कहा पर विद्यासिक **के**

in a crouser l'ean ac

- 'e Grand Prix de Monant

Contract pur toujour la mile

occurate de l'anne sur un ciel

nto i en meiro adapté amé

mar. er det formule | mora

ere contraentes ont 20 50

Die Entique de Valonser avan

er er in polotoge. An palmas &

wall the same dear appeals

· · · it minde en actifié 🕸

Car s'est imposé que s

- 1 1424 1426 et 188fe&

GÉRARD ALE

Lington and Langueur en 19116

san en 1990

The same se day co collars iplus a

The state of the s Programme Side

mail officiation a be

Angles Gay Louis Par Grampus Eggs.

25 millions de trass 3.100 Stangers farel

Se Jane Chibana M.

Voels.

Markett & Markett

Control of part of

Tendin quelque

Vi - 2 537, 155 CURL 17 5.35.9 M. 17 155.00

15 5 millions in

record a serial

100 - 200 115 Supplement 100 mg

Contract Contract to No.

CSINES STATE

THE PART OF THE PA

Augmand Plane II

A. Ranos Manua

STI TESTER

riamateuri du focto

-in 'Usgora lcontist's

appoint appoint

the state of the s

er Japan

- dere dies Lances, es mare

Diemon Hall et Jean Alest.

A 20 ...

es i'us restant plus qu'à a bu

..... que Damon Hill on

systema à le meure au pois

le miraculé

SPORTS

TENNIS: les Internationaux de France

Courier aux deux visages

Double vainqueur consécutif des internationaux de France de Roland-Garros en 1991 et 1992. l'Américain Jim Courier est le favori du simple messieurs de l'édition 1993 qui se dispute du 24 mai au 6 juin à Paris. Réputé sérieux et travailleur, ce joueur, qui a dû céder, en avril, la place de numéro un mondial à son compatriote Pete Sampras. cultive anjourd'hui, en dehors des courts, l'image d'un jeune homme facétieux:

Jim Courier rit. A la faveur de trois spots publicitaires, le joueur américaio, qui desserre rarement les dents sur un court, dévoile da lui une autre image depuis quel-ques semaines. En trois vignettes de treote secoodes, tournées en ooir et blanc pour le compte de son principal sponsor, il montre qu'il sait tenir une guitare oo une batte de base-ball avec la même dextérité que sa raquette de tennis. Qu'il peut aussi, comme tous les garçons de son âge, vingt-deux ans, être facétieux quand on lui a coilé une répotation de bon élève sage et de joueur eunuyeux. Cette métamorphose n'est pas due à in quelconque événement personnel. En septembre 1992, Jim Courier a signe un important

contrat avec Nike. Lui qui avait longtemps fui les fiashes et les caméras quand il oe brandissait pas un tropbée, doit désormais s'astreindre à des séances photos et accorder un pen de son temps à la télévision. Il est un ambassadenr, il se doit de devenir un personnage «charismatique».

Samedi, lors d'un tournoi-exhi-bition à Rocil-Malmeison, il a fait le pitrs pour le compte de son sponsor. Entouré par John McEnroe et Andre Agassi, égalo-ment sous cootrat avec Nike, il a plaisanté et joué au football devant une centaine de specia-teurs. Ces efforts louables, qui prêtent à sourire, o'en feront pas un joueur différent. Jim Courier, qui fut en 1992 le premier Amé-ricain à suecèder à Jimmy Connors et Jobo McEoroe comme champion du monde, oa sera jamais comme ses aînés, un sera jamais comme ses ames, un hibleur ou un grognon faisant le spectacle en engueulant les arbitres. Ni «affreux jojo» à l'exemple d'Agassi, ni athlète angoissé comme Pete Sampras, e'est un anti-hèros.

Travail de sape

Jim Conrier va défendre soo double titre des Internationanx de France de Roland-Garros, acquis en 1991 et 1992. Il le fara

à sa manière, oubliant sa guitare, sa batte de base-ball, les shows et les alogans publicitaires. Il va visser sa casquette blanche sur ses cheveux roux, se concentrer, fixer ses yeax sur la balle, bombardant des coups avec précision. Parfois il fera ses traits de velours poor montrer qu'il sait tout faire. Parfois il jouera les gros bras courroncés devant no juge de ligne, pance qu'il se sen-tira injustement volé d'un point. Il reprendra son calme et pour-Il reprendra son calme et pour-suivra son travail de sape pour terrasser des adversaires qui le craignent déjà. Exceptée sa piètre prestation aux Jenx olympiques de Barcelone, Jim Courier est iovincible sur terre battne depuis mai 1991. Il sera done seul contre tous.

Courier se fiehe bien de cette solitude. On l'y a jeté, le traitant tour à tour d'extra-terrestre do tennis, de machine à renvoyer la balle, de buildozer servant des matches sans frisson, d'horioger sans génie faisant exploser ses edversaires grâce à ses coops droits tires au cordeau. Joueur à la bouille typiquement et banale-ment américaine, Courier semble coupé de toot dans un match : de son adversaire, do publie et de ses étais d'âme. « C'est mai que, mentalement, l'essaie de moins laisser transparaître mes émotians que je ne le ferais normale-

ment. Si je falsais quelque chose à chaque fois que j'en ai envie, je no serais pas capable de jouer», confiait-il récemment.

Cette figure de pierre est celle de toujours. Né en Floride, Jim Courier eotre à l'académie de Nick Bollettieri, le gouroe do tennis américaio. Comment se forger one personnalité lorsqu'on travaille avec un enfant terrible, Agassi, et un garçon talentoenx, Sampras? Courier n'a que sa force pour lui, la puissance de son bras et la vélocité iousable de jambes qui en font un adver-saire omoipréseot sur le court, sur la ligne de fond comme à la volée. Comptant sur sea muscles et sur sa capacité de travail, il sert so teonis propre quand Agassi fait le spectacle et Sampras offre l'émotion.

Seul, il l'est encore, quand Nick Bollettieri hii préfère Andre Agassi à l'actomne 1990. Jim Courier fait ses valises et part travaillar avec José Higueras, ancien champion, et Brad Stine, socien jouaur. Le premier incarne le professeur et le père, le second fera office d'accompagnateur, de confideot, un grandpère. Pendant longremps, il cache père. Pendant longremps, il cache la présence aux côtés do trio d'un mystérieux troisième homme «Father Joe». Ce prêtre catholi-que, qoi est mort ao début de l'année, l'a aidé à se forger des

champion o'a alors qu'une idée en tête, travailler poor deveoir un jour ouméro un moodial.

Et il va apprendre, très vite, à force de sacrifices. « Je ne suis pas, sans doute, le joueur le plus doué du circuit, mais gagner demande d'autres talents que de simplement frapper dans la balle, dit-il. Avoir du courage sur le court, avoir un désir très fort de jouer, c'est cela aussi le talent. »

Terre de reconquête

Jim Conrier ne s'arrête plus. Il sillonoe la planète en teotant d'oublier soo dégoût poor les décalages horaires, qui font monter le thermomètre de soo stress. Parfois, il fait escale chez ses parents, à Dade City, en Floride, et retronve quelques copaios. Il est si vite reparti. 1991 sera son anoée. Trois ans après être passé professioonel, il enlève deux tournois à lodian Wells et Key Biscayne svant de remporter son premier tournoi do grand chelem premier tournoi do grand chelem à Roland-Garros. Il sera finaliste à FUS Open et finaliste lors du Tonrnoi des maîtres. Uo ao après, dans la même salle de Francfort, il sera sacré champion du moode en battant Boris Becker. A viogt-deux ans, il

aimerait encore jouer peodant

dix ans, comme John McEnroe. Jimmy Conoors. D'uo eutre ancien, Ivan Lendì, il admire le jeu et la ténacité. Un joueur aux dents serrées, toot comme lui.

Aujonrd'hni, après une saisco asiatique médiocre, ao terme de laquelle il a déposé son titre de champinn dn mnode, Jim Coorier veut retroover sa courooce. Après le tooruoi de Rame, Rnland-Garros est la deuxième étape de sa reconquête. Il est l'un des premiers à être arrivé à Paris poor apprivoiser cette terre battoe qui lni a apporté tous ses bonbeurs. Parce qo'il o'est pas encore reconno dans la rue, il peot se promener dans la capitale. Jim Coorier se dit qo'il le mérite eocore une fois, ce titre. Après tout, il est un peu tricolore dans l'âme. Soo amie, française, qu'il préserve de sa vie poblique, lui a appris notre langue, il co baragouine parfois quelques mots avec plaisir. C'est sur le Vieux Continent que la plus titrée et la plus mécopoue des stars américaines du tennis actuel pent forger sa légesde. A cooditios de faire refléter, dimanche 6 juio, son soorire daos la coope co argent des loternationaux de

BÉNÉDICTE MATHIEU

TENNIS DE TABLE

Jean-Philippe Gatien champion du monde

En remportant, dimanche 24 mai à Göteborg, jes championnats du monde de tennis de table face au Belge Jean-Michel Salve (21-19, 17-21, 21-14, 17-21, 21-18), Jean-Philippe Garien est devenu le respiler Francial chempion de premier Français champion do monde de tennis de table. Jacques Secrétin et Clauds Bergeret avaisnt conquie le titre mondiel du double mixte. en 1977 à Birmingham.

Pour une fols, le Frençale n's pas trouvé sur son chemin le numéro un mondial Jan-Ove Waldner, qui l'oveit battu an finale des Jeux olympiques de Barcelone en soût 1992, puis sux internationsux de France en novembre. Jeen-Michel Saive svait réussi l'exploit de balaver le Suédois en trois sets lors des demi-finales. .

La victoire ne s'annonçait pas facile pour Jeen-Philippe Gatisn, qui evait du se débarrasser de sea trois précédents sovereeires eu terms de rencontres en cinq asts. Dimanche, sprès evoir remporté le première manche, !! s'engegesit encore dens une lutte de longue haleine, usant

finalement le Belge, qui e sans doute perdu toute chance de · remporter le titre en ratant un Français menait 16-15 dans le cinquième set.

A. vingt-quatre ans, à l'âge où les pongistes accèdent à psine a la matunte, Jsen-Philippe Getien est donc vicechampion olympique et champlon du monde, fruit de quinze ans de travail, dont douze passés à l'institut national du aport et d'éducation physique de Vincennes (INSEP), loin d'Alès, sa ville natala. A peine remis de ses émotions, «Philou » psnsait déjà, dimanche, aux Jeux olympiques d'Atlants, qui suront lieu en 1996. Auparevant, il aura disputé les championnats d'Europs à Birmingham, en 1994, puis les chemplonnste du monde en Chine, en 1995. Dene un mols, il défendre, aux Jeux méditerranéens, le titre qu'il sysit remporté à Athènes en 1991.

suon matra et moi, on voit sa vie comme ça.



Les résultats

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DE MONACO DE FORMULE 1

Classement. — 1. Ayrton Senna (Brd., McLaren-Ford), les 259,584 km en 1 h 52 min 10 a; 2. Demon HR (SB, Williams-Renselt), à 52 a; 3. Jean Aleal (Frt., Ferrar) a 1 min 3 s; 4. Alean Prost Fra., Williams-Renselt), à tin tour; 5. Christian Fittipaldi (Brd., Minardi-Ford), à deux tours; 6. Mertin Brundle (GB, Ligier-Renselt), à deux tours. Championnet du monde des pilotes (après six courses)

Chasement. - 1. Ayrton Senna (Bré.), 42 pes : 2. Alein Prost (Fra.), 37 ; 3. Demon Hill (GB), 18.; 4. Michael Schumacher, (All), 14 ; 5. Mark Blandel (GB) es Johnny Harbert (GB), 6.

Championnet de monde des constructeurs Classement. – 1. Williams-Renault, 65 ots; 2. McLaren-Ford, 44; 3. Benetten-Ford, 19; 4. Ligier-Remault, 11; 5. Louis-Ford et Mineral-Ford, 7; 7. Ferrari, 8.

> FOOTBALL CHAMPIONNAT DE FRANCE

Paris-SG b. Names "Metz b. Monaco *Toulouse b. Bordenox

Première division 1-0 2-0 *Life et Salm-Edenne... *Autome b. Nimes..... Lvon b. Lens.

Clustement. — 1. Marselle, 53 pts; 2. Paris-SG, 49; 3. Monsco, 47; 4. Bordsaw, 44; 5. Nemts, 43; 6. Auxante et Seint-Etienne, 41; 8. Strasbourg et Lens, 37; 10. Ceen, 34; 11. Lyon, Metz et Montpailler, 33; 14. Toulouse, 32; 15. Sochsux, 31; 16. Le Havre, 30; 17. Lifle, 29; 18. Valanciernes, 27; 19. Toulon, 25; 20. Nimes, 21.

COUPE DE FRANCE Les demi-finales de la Coupe de France oppositions Saint-Etlenne à Nantes, au stade Geoffroy-Guicherd, et Paris-SG à Lavel, dernière équipe de dessième division en course, su Parc des Princes. Les deux contres devraient avoir lieu dimanche

RUGSY

CHAMPIONNAT DE FRANCE Castres s'est quellifé pour les demi-finales du championnet de Frence, samedi 22 mai à Terbes, en battant Narbonne 71-54 au tarme d'un match rejoué. Le résul-tan final additionne les acorse des daux rencontres : 38-33 en feveur de Castres, qui evait utilisé un remplaçant de trop lors de la première pertie, puis 33-21 samed.

Les demi-finales opposeront, samedi 29 mai, Castres à Toulon, à Lyon, et Agen k Grenoble, & Béziers.

HANDBALL

COUPE DES COUPES L'Obt Vitrolles a'est imposé, dimanche 23 mai en Hongrie, face à Veszprem (23-22), an match seer de la Cospa des Le menth retour aura lieu d

LOOK DE MATRA

LE TELEPHONE SANS FIL AUX COULEURS DE MAVIE

MOL I'AL ADOPTÉ LE LOOK, MODERNE ET COLORÉ, MAIS IL Y A AUSSI LE LATITUDE ET L'AMPLITUDE, LES CHICS ET CLASSIQUES DE LA GAMME. PERFORMANTS ET ESTIMÉTIQUES, ILS NOUS FONT DÉCOUVRIR LE GOÛT DE LA LIBERTÉ.





The second of the second 23.00 P. 23.00 P. C. philippe port)

Le dernier week-end, c'est

comme la fin d'un trop grand

n'a plus faim. Mais tant de

films arrivent encore.

s'enthousiasmer, encore

s'èmouvoir, encore être effrayés

aussi. Ou'ont à voir ensemble

la sagesse admirable du vieux

marionnettiste venu de Taïwan

sinon le cinéma. Des chômeurs

et le délire sécuritaire d'un

anglais réjouissants, des

un shtetel... Le cinéma,

toujours.

chevaux plus beaux que des

hommes, des femmes de toutes

couleurs, en Afrique du Sud, et

deux enfants miraculeux dans

cadre de Los Angeles? Rien.

qu'on peut encore

Mémoire fleuve



La Cité des dulleurs évoquait, en une fresque tissée des multiples trajectnires des membres d'une famille, l'bistoire de Talwan après la fin de l'occupation japonaise en 1945. Le Maître des marionnettes couvre la période précédente, des années 10 à la fin de la deuxième guerre mondiale, mais sur un cane-vas tout différent. L'unique fil du récit est cette fnis la vie de Li Tien-lu, né en 1909, ou plus exactement la mémnire que celui-ci en a aujourd'hui. M. Li est une gloire nationale : le plus grand maître de ces marinnettes qui snnt, là-bas, un art millénaire, à la fois sopbisti-qué, par les techniques qu'il requiert et la subtilité de ses récits contés et chantés, et incroyablement populaire (à l'époque à laquelle se déroule le film, en tous cas) : lorsque l'occupant japonais interdit les spectacles de rue, des dizaines de milliers de praticiens se retronvèrent au chôn

Le Maitre des marinnnettes débnte à la naissance de son per-sonnage central, avec la voix off du vieux monsieur qu'il est à présent, et une histoire très alambiquée d'où il ressort que celui-ci s'appel-lera Li bien que snn père se nnmme Kn. Entrée en matière «nnrmale» (veoue au monde et

attributinn du num), en même temps, mise à fen de l'interrogation sur l'identité, qui sera une des pistes courant sous le film. Et sur-tout déstabilisation sans retour de nos repères. Il fant lâeber les amarres, se laisser aller au mnuvement de ce fleuve d'images et de sons qui s'apprête à sillonner à travers trente-cinq ans de vie, tou-jnnrs en avançant, mais non sans dres et cascades.

Son parcours n'est pas celui d'une biographie, mais celui de la mémoire, seulement réordannée parmi les évênements, passe en vitesse sur des faits importants (les deuils familiaux, le mariage, la naissance des enfants) auxquels la pudeur, l'indifférence ou la mélan-colie interdisent de s'attarder. Elle s'attarde sur des incidents apparament mineurs, une dispute, une blague, une rencontre, et ils pren-nent un relief extraordinaire, disent soudain sans phrase un monde de coutumes, de relations amoureuses, de conflits, une règle de vie où l'acceptetinn du destin et l'opiniatre sens de la survie s'épon-

Des situations surprises dans les replis du souvenir

Maître Li racoote, souveot eo vnix nff. parfinis à l'écran. Mais jemais ce qu'il dit n'est le commentaire de ce qu'nn voit, ni ce qu'on vnit l'illustration de ce qu'il dit. Dans ces menus décalages entre les mots et les images passent mille vibrations, le songe d'un mande qui se déploie comme lors d'une invocation. Dénégation absolne et paisible de tnot ce qui constitue matre univers audiovisuel (télévisuel, hallywoodien et publicitaire): pas d'explication prémàchée, pas de symbolisme souligné, pas de chantage à la sen-timentalité. Rien à vendre ni à

«communiquer» (c'est la même chose). Mais tout à percevoir et à

Dans une lumière dnuce de clairs-obscurs, qui laisse place à l'imagioation et ao mystère, Hou Hsiao-hsien filme de courtes scènes d'intérieur (la famille surtout et ses relatinns rigidés et vinlentes, une répétition de la troupe théâtrale, des amants taciturnes,...), comme entant de situatinns entraperçues, surprises dans les replis du souve surprises dans les repuis du souve-nir. Les personnages ne sont alors presque jamais de face, le plus sou-vent, l'écran est redécoupé par des objets an premier plan, des portes, des murs, qui soulignent l'intimité.

Les plans larges, en revanche, nnverts sur la totalité de l'image, sont réservés à de courts inserts extérieurs, visinns de la nature, parfois d'une foule entassée. Dans parios d'une rouse entasses. Dans leur insignifiance apparente, ils recèlent une émntion impalpable, un tremblé né de la matière des champs, de la couleur du ciel, de la banalité des gestes et du soufile des corps. Ce leitmntiv des viainns extérieures est redoublé par celui des séquences récurrentes, annon-cées dans un fracas de cymbales et de pétards, du spectacle de marion-nettes. Filmé de face, an plus visi-ble de la somptueuse délicatesse de ses figurines animées de mouvements d'une sidérante précision. Ainsi les beautés de la nature et celles de l'artifice théâtral dessinent les points cardinaux du paysage mental de maître Li.

Mais, et c'est là que se révèle le génie du cinéaste, la complexité de cette composition ne se fige jamais en système. Tout comme son «héros», figuré à l'écran par uo enfant puis par un adolescent costauds, teigneux, bien campés sur terre, Hon Hsiao-hsien n'est pas un esthète. Loin de tout formalisme et tonte préciosité, facétieux souvent, il décale, dédouble, trahit à l'occasioo ce qui semblait les règles de

son projet: son film n'est pas un brillant exercice de style, c'est une quête da vérité, d'une incroyable rigueur et d'une incroyable liberté, d'une totale spiendeur aussi.

Hnu Hsiao-hsieo raconte l'histoire d'un bnmme qu'il admire profundément (il avait déjà demandé à Li Tien-lu d'être son interprète dans ses trois précédents films), mais qu'il n'idéalise jamais. Il raconte du même élan un pan entier de l'histoire de son pays. complétant l'ouvrage entrepris avec la Cité des douleurs, et repris, à sa manière et puur la période postérienre, par Edward Yang avec A Brighter Summer Day: effort monumental de deux réalisateurs pour rendre sa mémoire à un petit territoire toujours sous la coupe ou la ennvoitise des grands (ceux de Tokyn, Pékin ou Washington). dont les habitants, nous disait Hou l'an dernier, souffrent d'amnésie

Son Maitre des marionettes évoque Resnais pour la symbiose entre film et mémnire, Antonioni pnur l'attention aux détails et aux interstices. Mais surtout Ozu, sa calme droiture et son bumble maîtrise de la durée, Mais Hou Hsiao-hsien n'a besoin ni de maître ni de références. A la première scène du film, un vicillard, le grand-père de Li Tien-lu, annonçant la cérémonie marquant la naissance de celni-ci. dit : « Je ne voulais pas trop de gens, juste la famille et quelques amis proches. » Le film oon plus, eunemi de tonte barangue et de toute complaisance, ne cherche pas la fnule. Il s'adresse à ebacun comme à un ami unique. A cette cérémonie du temps et de la beanté, il faut souhaiter que beaucoup s'inviteront.

JEAN-MICHEL FRODON

MAZEPPA, de Bartabas

Rêves-de centaure

Bartabas a voué sa vie au che-val, à che idée du cirque qui l'a meoé, nomade surdnué, à se sédeotariser au fort d'Aobervilliers. Le théâtre équestre de Bartabas est ooe splendenr. Mazeppa, son premier film, a des beautés farouches, des naïvetés grandioses, une absence de scénario hautaine. Il part d'un postulat tentant : la rencontre possible de Franconi, chef d'une dynastie d'écuyers, et du peintre Géricault, amoureux fou lui aussi des chevaux, dont il peignit ardemment les poitrails et les croupes.

La caméra tnurne et s'enivre, tourne encore et donne le vertige pour répondre à l'appel magique do cercle de la piste, des personnages rient sans raison, signaux sarcastiques do destin. Il ne fant pas résister, on alors on s'irrite. Il faut lâcher les rênes et entrer dans la rêverie passinnnée et morbide de Bartabas, dans sa lecture nar-cissique d'une vie brûlée sur l'au-

Un tablean de Géricault s'inti-tule Mazeppa. Nocturne, funèbre, il représente cet homme lié sur la croupe d'un étalon farouche par la vengeance d'un mari trompé, vision romantique dn péché qui inspira Byron et Victor Hugo, et

hien des peintres illustres après Géricault. Bartabas reprend le

tablean à son compte, y nénètre littéralement, le transpose en l'illustrant dans le cirque Franconi.

Géricault vieot y prendre des leçons de l'écnyer, ombrageux tyran sous un masqoe de cuir, joué évidemment par Bartabas; il dort avec les chevaux, respire avec les chevaux, dessine éperdument les chevaux, trahit son maître sur la paille des écuries, et subit, réel et fantasmé à la fnis, le supplice exemplaire de Mazeppa, « sur un fougueux cheval nourri d'herbes marines/ qui fitme et fait jaillir le feu de ses narines».

Dans une boulimie d'images baroques et raffinées, éclairées par le chef npérateur Bernard Zitzermann, Bartabas vent tout dire et davantage, sa méfiance de la modernité (l'arrivée du sémaphore), snn dégnût pnnr les courses de chevaux, sport inepte lancé par les Anglais, sa philosophie sur les femmes, le ponvnir, l'art, et quelques eutres broutilles. Mais ce qu'il dit le mieux, c'est son amnur pnur le cheval, son immense respect. Selon lui, «le gainp à gauche, c'est l'allure qui permet de découvrir le munde »... Et il dunne à décunvrir son monde, à travers Géricault.

Géricault (Miguel Bosé, très beau, nn peu égaré, prenant par-fois le regard qu'net les chevaux affinlés) peint tout, la naissance d'un poulain, la saillie de l'étalon, le travail ignuble des équarrisseurs. Il peint, et l'on voit l'œil du cheval, se narine, son nreille qui parie, peut-être son âme. Bartabas, résistant stoïquement à la tenta-tinu du ralenti, sauf pour fixer dans l'espace la sublime double ruade où sa manture, les quatre jambes tendnes, semble vnier, montre surtout avec orgueil, evec humilité, ce qu'il obtient lui-même du cheval sans jamais, semble-t-il, le fnrcer.

Le film n'est fait que pour cela e'est la qu'il tronve sa justifica tion, sa noblesse, sa rareté. Dans ce corps à corps secret eu cœur du rond illuminé, dans ce rêve de centaure réalisé.

RAINING STONES de Ken Loach

Miracle à Manchester

Il ne pieut pas des pierres, mais des gags burlesques, durant la séquence d'nuverture du film, durant laquelle denx zozos tentent maladroitement de s'emparer d'un mnutnn, pnis prétendeot tout aussi efficacement l'occire, le découper en morceaux et le vendre à la sauvette aux clients d'un pub. Les deux individus responsa-bles de cette réjnnissante entrée en matière ne sont pas des pitres, mais d'bnuorables pères de famille, nuvriers réduits an ebômage, enntraints de vivre d'expédients en attendant que le miracle thatchérien (et post-thatchérien) s'accomplisse.

Cela n'en prend pas le chemin, dit le film de Ken Loach, peut-être le meilleur cinéaste actuel de la réalité sociale. Mais cette réjouissante séquence d'onverture dit aussi que, si le réalisateur de Kes et de Looks and Smiles n'a rien perdu de sa vigueur polémi-que ni de la délicatesse de son regard sur les «gens ordinaires», il sait désormais y mêler ect humour chaleureux et iconoclaste dont son précédant film, Riff-Raff, marqua l'avènement.

Raining Stones ajoute une oouvelle arme à la pannplie de Loach : sans rien renier de ses engagements politiques et cinéma-tographiques, pratiquant toninurs nne mise en scène proche du documentaire, il parvient pnurtant à intégrer les ressorts du thriller et du film d'actinn, qui en démultiplient encore la puissance.

8 3 S W

2

1200

3.

C

223 ₩ 1 ° °

2.7 43 . -

Table

コェニ

....

100

37 M 12 .

T: ---

222

321z

1.35

222 7 . .

200 m. . . .

TT : . .

L'histnire se passe dans un faubourg ouvrier, et catholique, de Mancbester. Boh (Bruce Jnnes), l'on des deux inopérants chasl'on des deux inoperants chas-seurs de montno du débnt (son copain étant interprété par l'épa-tant Ricky Tomlinson, déjà repéré. dans Riff-Raff), à hout de res-sources, passe ses journées à cher-cher des petits boulots. Il a rennncé à beauconp de eboses, Bob, et puis il s'est buté: sa fille aux-le-costume hout de prévise de aura le costume hors de prix dont elle rève pour sa preimière com-munion, il en fait une affaire de dignité. "up orne l'arte

Acqueillir le monde sur l'écran

Cette « quête de la dernière chance», pour uo objet apparem Bnb, jnuée par la remarquable Julie Brown), trace la piste du film. Il avance de blagues de comptoir en constats rageurs, de dialogues taillés dans le vif du onotidien en errance dans les rues envahies par la drogue et la prostitutioo, du vide des anciennes solidarités organisées au leurre des fausses solutions. Avec toujours le petit sourire en coin, qui n'édalcore rien, et une rapidité d'exécution esquivant les ornières dn prêche et du pamphiet.

Ken Loach sait à merveille donner droit de cité aux personnages dits secondaires, aux gestes ordinaires, aux mots de tous les jnurs. Suivant au plus près une poignée d'individus, il semble accueillir le mnnde sur snn écrau. Il filmers avec le même sens de l'observatinn attentive la soudaine irruptinn de la violence extrême d'un usurier-gangster, bien plus terrifiant que tous les Body Snatchers de la galaxie, et la manière dont son panvre bougre de béros par-viendra à y faire face. Au bout de Raining Stanes, il y a un petit miracle, pas un miracle économi-que ni même un miracle religieux, malgré les apparences, mais un miracle de conte de fées, comme un signe fraternel adressé à la fois à ses personnages et à ses spectateurs.

Raining Stones représente ainsi. après The Snnpper de Stepben Frears et Naked de Mike Leigh, le dernier côté de ce triangle du cinéma anglais montré à Cannes et qui dessine en trois films, remarquables et différents, le ter-ritnire d'un cinéma peut-être aujourd'hui unique un mnnde : nu, ailleurs, sait-on encore avec nutant de force et de chalenr montrer la vie comme elle ne va

ر المارة المارية المار المارية الماري

Bateaux

par Michel Braudeau

Errol Flynn est à Cannes. Le skippar da son hataau, la Karenita, ancré dens la Vieux Port, affirma an effat qua la heau deux-mâts de course ast hanté. L'autra bataau da Flynn, la Zacca, passe aussi pnur abritar la fantôma du preuva da ténacité at d'una robuste santé pour avnir survécu au quasi-démantèlement da son rapaire.

Le Karenita était an train de tomber en morceaux sur une plaga daa Caratbas quand la diractaur d'una maisnn da prēt-à-partar l'a*rachaté at restauré. Entièrement refait à nauf dans la styla da l'époqua, la voiliar se inua pour una sniréa, una pramanada dans la bale. On peut y admirar la couche où la grand Errol aurait prétendument vinlé une des nombreuees jeunas filles qui la persécutaient.

Un autre apactre fintte à qualquas aneabluraa du Vajestic, celui de Kernal Atatürk, dans le plus grand yacht privé du monda (« the largest nnn-royal yacht ever built », dit le dépliant publicitaire), le Savarona. Construit an 1931 pnur la petite-filla da Jnhn Ruebling, l'ingéniaur qui enneut la Brunklyn Bridga à Naw-Ynrk, il fut recheté en 1938 par la gnuvarnament turc, pour remplacer la précédant navira présidentisi, l'Ertugrui, ai crasseux et anfumé qua le rni Ednuard VII, de passaga à bord, en avait au aa tuniqua blancha tnuta

Atatürk vécut lee demiara mnis de sa via sur la Savarona. On y voit encure sun lit. sa bibliothèque, saa fusile, ses darnièraa phntna. La reste a brûlé an 1979, at la décoretinn a été antièremant refaite (200 tonnes de marbra, dea mbinets an nr. un hammem, das salnna, des radara, das satellites, la tout

avec un bon goût écrasant). Le propriétaire consant à louer cette misère la tempe du festival à ceux qui vaulent organiser unn fête et qui peuvent payer 50 000 dallare pnur un jour. Il y en a eu. Des Américains sans doute, teneil léa par la disparition da la elaaaa mnyanna, cumma dirait Michael Douglas.

Les grands ressentiments Vendredi 21 mai à 8 h 30, la Au loog des cent dix minutes de

CHUTE LIBRE, de Joel Schumacher

projection de presse de Chille libre commence. Dix minutes plus tard, Michael Douglas a ravagé à coups de batte de baseball une épicerie coréenne da Los Angeles. Dans la salle, on rit beaucoup de voir le méchant épicier trembler de peur. C'est bien fait pour lui, il ne sait Micheel Dauglas le lui a fait remarquer après que le Coréen lui a refusé la mnnnaie d'un dollar

A 11 h 50, pendant la conférence de presse, une journaliste s'adresse à l'acteur en commençant sa question par . « Au début du film, votre personnage est plutôt sympathique... » Michael Douglas, rejeton d'une dynastie hollywoodieune libérale, est bien embarrassé: a Mais enfin, des la première scène. il abandonne sa voiture au milieu d'un embouteillage, ça montre bien qu'il n'est pas normal.»

Bien sûr que non, Bill Foster, dit D-Fens, cadre au ebômage, divorcé, privé de droit de visite, n'est pas normal. Après la batte de baseball, il posse au couteau, puis à la mitraillette, pnur finir an bazooka. Il effraie les Caréens et les serveurs de fast-food, mutile les Chicanns, élimine les néonazis et les golfeurs en pantalons à carreaux et revage les chantiers de travaux publics qui provoquent des embou-

Misogynie constante

On l'aura compris, Chute libre est un film moderne qui gratte une partie de la société américaine là où d'autres factions la démangent. Avec Michael Douglas, le réalisateur Joel Schumacher (avec ses cbeveux lungs et sa chemise à fleurs, nu lui donnerait punctant une collectinn de disques du Grate-ful Dead sans confessinn) et le productenr Arnold Koppelson se sont évertués à démontrer que leur film n'étnit pas seulement la mise en scène des fantasmes agressifs qui naissent quotidiennement de la vie

Ils ont fait valoir que le héros du film n'était pas Michael Douglas, mais le policier joué par Robert Duvall. Un chie type qui, malgré une femme odieuse (le film est d'une misogynie constante), des chefs méprisants et des collègues jeunes et impertinents (accessoirement noirs ou latinos), reste d'une impeccable courtoisie.

Le scénariste Ebbe Roe Smith cultive l'ambiguîté avec virtuosité. Chute libre, il est fres rare de le prendre en flagrant délit d'ignominle. A sa suite, le réalisateur et les acteurs passent une seconde couche poor mieux masquer la pulsino première (le basic instinct) qui gnide ce film : uo ressentiment par l'im l'égard des changements du monde.

Foster est un «dinosaure en furie dans un monde au'il ne reconnaît plus », dit Schumacher. Ce film est le constat de la « disparition de In classe moyenne blanche», snreneherit Dauglas, et Koppelson remarque que, même en France, « le mansieur de l'école, l'autre jour», avait craqué à sa manière.

Mais ces hantes considérations tnmbent dès que l'on entend le public rire et applaudir à chaque exploit de Douglas/Foster. Le policier, tant qu'il reste très, très gentil, laisse la salle de marbre. Il faut qu'il insulte sa femme et frappe un collègue pour avoir droit à sa part d'nvatinns. Aux Etats-Unis, sculs les Caréens n'ont pas ri, mais il suffit d'aller voir Chute libre pour comprendre qu'ils n'ont pas le sens de l'bumour.

THOMAS SOTINEL

FRIENDS, d'Elaine Proctor

Black, blanc, boer

En 1985 à Juhannesburg, trois jennes filles abtiennent leur diplome en même temps: une Noire solide et rieuse, une Afrikaner brune et blême, et une rousse fille de famille anglophone, tentée par l'activisme antiapartheid (Dambisa Kente, Michele Burgers et Kerry Fox). Amies de cœur et d'esprit (croient-elles), elles s'instal-lent ensemble dans un pavillnn peuplé de jeux et de confidences. Quatre ans plus tard, tandis que la brune épouse un archéologue boer et que la noire se morfund au sonvenir de son mari mort, la rousse, qui a rejoint l'ANC, fait sauter une bombe dans un aéroport.

On se croit d'abord dans un téléfilm appliqué, tant la réalisation est plate et la situation conventionnelle. Les choses s'arrangent, si on peut dire, lorsque tnut se déglin-gue : le mari de la brane ayant découvert les activités de la rousse, celle-ci est proprement jetée de la maison par ses amies. Elaine Proctor parvient à susciter un certain malaise, en montrant la décompo-

sitinn des relations entre ses personnages, leur plongée dans un mélange de folie et d'épuisement : portrait à grands traits d'une société dans l'impasse, où rien ne raccorde à rien, où la militante emprisounée (à bout de farces et de nerfs, elle s'est livrée à la police), son ancien mari devenu épave désespérée, ses amies retran-chées dans des solitudes sans issue, les familles qui ne comprennent rien et n'aident à rien, apparaissent comme les débris d'un mnnde

La réalisatrice, pour illustrer son propos, a teau à offrir à ses spectateurs une pyrotechnie moins spec-tacolaire qu'elle ne l'aurait voulo : la mise à feu du ghettn par la police. Elle organise ensuite un happy end contraint, qui ramène le film dans les ornières du début. Friends rejoint, par des voies plus modestes, Cry Freedom, Un monde à part et Une saison blanche et sèche: l'Afrique du Sud attend mujours son grand film.

Le Monde Folffors Bronislaw Geremek. **Philippines** Slobodan MilosevicCambadge Fordinand Marcos ..Pologne Hun Sen Ariel Sharon Petre Roman ... L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Miracle

plem pas des pierres, mai buriesques, durant la douverture do lim. mandronement de s'empure mouton, puis prétenden dura efficacement l'occire le on morceaux et le valas deux individus respons de cette réjouissante entite natura ac sont pas des pites honorables pères de Ouvriers réduits au contraints de vive and thatcherien (et post-that from a accomplisse.

ien prend pas le chema de Ken Loach, pen-meilleur cinéaste actuel de ... 12 sociale, Mais cette sequence d'ouverte que, si le réalisateur à et ale Lanks and Smiles it perdu de sa vigueur polémi de la délicatesse de son e gens ordinates det.ormais y meler et . Lair chaleureux et iconocia : recedent film, Riff. dan marnan l'avenement

Parente Shirtes ajoute une nontie unite a la panoplie & tany rien tenier de se organisments pointiques et cinème and touise " - z vn scene proche de wie imentaire, if parvient por e : legrer les ressorts de

· . : ¿ · . . · r.cr. el catholique, de Seb (Bruce lous) - drav inopérants das rene in mentan du début fon Raiff, a bout de rethe service was journess tobsrenacoup de doss. The en pur ti s'est bute : stille a and in contains hors de prir de Con reve parer sa première ce migreten en fatt une affaire:

Accueillir le monde sur l'écran

Contro e quete de la dersia

 $v \in p(q) = 1 < \beta$

471.00

化硫化甲基酚化亚

1.30

production of the second

20 325 4 8

Salary Co.

4.76.00

1 . T = 11

\$50000

oprès la femme e er ur la remarquati trace la piste à constats regents, a service of action to the dans le vil a drogue et la pas organisees an learn Ave to outre en coin en pamphle merveile de dus personnes tots de loss les jous de lous es pous riche accuelle la filmas continue accuelle filmas conti Soundally independent of the control Siles Sacre

Silet Martin $aA : -a^{*}$ dix-neur programmes d'interven-tion, agissant dans les secteurs de la formation, de la production, de la distribution, de l'exploitation et energy to the $g = (2\pi)^{n+2} 2^{n+2}$ minute some minate constant 45 000 des marchés secondaires (télévision et vidéo), répartis dans les grandes villes de la Communauté. Et, pour l'essentiel, ils fonctionnent bien. of London ric de les sign والمستعدية والمام 14.2 - 20.00 ressentiei, ils ionctionnent bien. C'est du moins la conclusion de l'andit pratiqué à mi-parcours par la société Roland Berger, et qui lui délivre un satisfecit général, sym-bolisé par cette estimation : désor- $= A_{AB} \otimes V^{\bullet}(\mathcal{C}).$ $\mathbf{I} = e^{-\frac{1}{2} \mathcal{I}_{0} \mathcal{I}_{0} \cdot \mathbf{L}}$ Miss Leich be a Carrier of Carrie And the second mais, plus de 30 % de l'activité audiovisnelle enropéenne utilisent un ou plusieurs mécanismes com-_{रहर}्षकः । edul mores grand of the state on the second of M-Manager . Ponr ses cinq premières années d'existence. Média avait été doté d'un budget global de 200 millions d'écus (un écu yant environ 6,60 F), somme modeste si on considere qu'elle ne représente, par exemple, que quatre jours de dépenses de la politique agricole mar to the second commune (PAC). Et somme qui, entre les diverses aides, avances ou

QUINZAINE DES RÉALISATEURS / MOI IVAN, TOI ABRAHAM, de Yolande Zauberman

Mon avenir, ô ma mémoire

On est « dans un village aux. confins de la Pologne dans les années 30 ». On est, dès les premières images, saisi d'une émotion immémoriale. Une jeune femme, puisant dans des sonvenirs qu'elle ne peut avoir, va redonner vie à une langue assassinée, le yiddish, va parler avec une simplicité magnifique des prémices de l'Apo-

Yolande Zauberman jusqu'ici avait donné deux documentaires, le premier anti-apartheid, tourné en Afrique du Sud, Classified People, le deuxième anti-colonialiste, tourné à Bombay, Caste criminelle.

Moi Ivan, tol Abraham n'a rien. d'un documentaire. Usant de l'uni-versalité du conte, il transporte dans les profondeurs brouillées de l'histoire. Le tour de l'absurde par deux enfants. L'un qui est juif et l'autre qui ne l'est pas. On fait la connaissance d'Ivan (Sacha Iakovlev) et d'Abraham (Roma Alexan-drovitch), dans le shteti (1) où ils vivent, des voix nous parviennent qui chantent des chansons diffé-

Des acteurs beaux, si beaux

On est un peu troublés, un peu perdus, les langues se melent, se confondent, mais tout le monde a l'air de s'entendre, ou du moins de

Tout de suite, dans un noir et blane intense, légitime, qui est celui de tous les autrefois, Yolande Zauberman donne vie à ses personnages, une épaisseur douce et char-nelle : en peu de traits, elle dessine des eaux-fortes, jamais de caricatures. Les femmes, des bommes, les vieux, les enfants surtout. Ils sont beaux, si beaux, ils ne ressemblent pas à des acteurs, ils ressem-blent à des pays qu'on ne connaît plus, qu'on vouchait retrouver,

lvan, le «goy» qui doit quitter, le shteil parce qu'il est trop grand maintenant, et son copain Abraham, plus petit, si tendre, si malin, qui n'arrive pas à prier, vont faire me figue. Ils laissent derrière eux des menaces encore vagues. Les paysans blonds et pauvres sont exploités par le seigneur. Le sci-gneur emprunte de l'argent aux juifs. Les paysans disent : « Les propriétaires et les juifs, c'est la même chose, sauf que les juifs, en plus ils sont juifs. »

Ivan et Abraham se lancent sur les routes, les paysages qu'ils tra-versent n'ont pas de consistance, pas d'identité : la plaine comme

puisque l'audit estime que chaque car investi par Média a attiré 27 autres écus dans les divers projets auxquels le programme s'est intéressé. Landi 24 mai devait se tenne à Bruxelles une réunion du Comité des diverses des la les diverses des diverses des les diverses des les diverses des les diverses des diverses des les diverses des les diverses des les diverses des diverses des les diverses des diverses des des diverses de diverses diverses de diverses diverses de diverses

Média (composé des dirigeants des

une page blanche où s'écrira le maihear. La sœur d'Abraham, Rachel (Maria Lipkina), s'est enfuie, elle aussi, avec Aaron, une jeune marxiste (Vladimir Machkov). Il y a des rencontres, significatives, jamais forcées, ou didactiques. Un Polonais solitaire (Daniel Olbrychski) offre un poulain mahade à Abraham, qui pour la première fois se met à prier, parce qu'il s'est mis à aimer : « Mon petit Dieu, s'il te plait, sauve mon poulain.» une page blanche où s'écrira le

En deux phrases toute la diaspora

Il y a les Tziganes!qui passent, si différents et bientôt compagnons à de génocide, et la voix déchirante à de Vladimir Vissotsky revenant à comme celle d'un ami cher. Il y a ce tablean dans une église, les juifs mangeant tont crus les bébés chrétiens, et Abraham e qui a peur de

Il y a cette scène entre Rachel et Aaron, incroyable d'économie, Auron dit un vers, un seul vers en Français, « Que sant mes amis devenus...», et l'on comprend qu'ils vont immigrer, Rachel répond : « Maintenant pour toujours; on mara un accent». En deux phrases, toute la diaspora. Sans nostalgie stérile pour un passé révolu, terciblement ancrée dans le présent à nouveau houleversé d'une Europe inguérissable, Yolande Zanberman va au bout de son chemin, tenant par la main deux enfants miraculeux et ressuscite la mémoire. La mémoire blessée, occultée, niée.

Ivan et Abraham rentrent an village. Mais il n'y a plus de village, plus de shtetl. Il a brûlé. Le percen n'est pas montre, pas de pogrom n'est pas montre, pas de flammes, pas de cris, le silence est retombé. On voit une maison aux yeux morts, un survivant qui demande seulement qu'on le laisse dormir. D'un mot est annoncé l'étante l'était des absents : « C'ast eux qui ne vous quitteront jamais.»

D'une image arrêtée. Abraham dens les bras d'Ivan, jaillit l'éternel élan d'une espérance, et des larmes, sussi. Yolande Zauberman a signé un film insdispensable.

DANIÈLE HEYMANN ► Le film. sort sur les écrans mercredi 26 mai.

(1) Nom donné aux communantés juives villageoises d'Europe centrale, essentiellement aux confins ocientaux de l'ancien empire austro-hoogrois.



a dû en dénouer la première crise ; elle figurait au générique d'un des compétiteurs (il y en a vingt-six, toutes sections confondues). cas competitaire (il y en a vingt-six, tottes sections comonautes).

«J'avais donné mon accord pour présider le july plus de trois semaines avant que Je m'appelle Victor, de Guy Jacques, soit sélectionné, explique-t-alla. Personne ne m'a demandé de me désister. A notre première réunion, j'ai décidé que je m'abstiendrai du débat concernant ce film aussi bien que du vote... » Au théstre, au cinéme, à la télévision, Micheline Presia a consu phisieurs carrières : jeune première rencontrant des rôles inou-bliables ou da grands cinéastes (le Diable au corps, de Claude

Autant-Lara, American Guerrilla in the Philippines, de Fritz Lang), granda bourgeoise française type, grain de folle compris (les Saurtes Charles), puls, virant casaque, marisine, égérie, sointe chérie des premiers films, de Jacques Devile à Gérard Frot-Coutaz en passant par celul de Jérûma Savary... Depuis, avec Jeanne Moreau, Micheline Presie est peut-être l'ac-

trice française «établie» qui a la plus donné de son talent aux cinéastes débutants. La miaux placée, donc, pour en percavoir les frémissements, puis les tendances. « Il me semble qu'on se désenglue enfin de la description du quotidien cibiée banal, qu'on s'échappe vers le surréel... J'ai tendance à refuser de faire partie de jurys : j'ai du mei à juger, du mei à donner des notes. En revanche, avec la Caméra d'or, il s'agit moins de juger que d'élire, en groupe : le film choisi ne sera pas forcément « le mellleur » mais celui dont l'haure aura sonné. Et Il s'agit, surtout, de donner : 300 000 F, pour un réalisateur débutant, c'est important (ça lui permet de préparer le prochain), mais modeste par rapport aux 650 000 F d'affichage et de promotion : Il y a tant de premiers films, épatants, dont le public ne sait même pes qu'ils sortent, ou même qu'ils existent.....

HENRI BEHAR

Manœuvres européennes

A l'heure du GATT, l'Europe du cinéma précise ses stratégies

douze administrations nationales compétentes): les résultats de l'ex-pertise lui seront soumis, et servie Tout était à Inventer », dit Saturaino Munoz Gomez, administrateur du programme Média:
lorsque, le 21 décembre 1990, le conseil des ministres de la CEE ratifia la création pour cinq ans ront d'argumentaire pour une demande (sans attendre le terme de demande (sans attente le catal de 1995 originellement fixé) de pro-longation jusqu'en 1997, avec une rallonge budgétaire de 150 millions d'écus. (1991-1995) de cet organe de son-tien au cinéma et à l'audiovisuel, ses modalités et même son utilité ne paraissaient pas évidentes.

De fait, dans ses principaux sec-teurs, et en particulier ceux de l'écriture de scénario (Euro Script Fund), de la distribution (EFDO) Aujourd'hui, Média a enfanté et suriout de l'exploitation (Média salles et Europe Cinéma, qui ont tous deux annoncé à Cannes de nouvelles initiatives pour soutenir les salles et la diffusion de films européens sur leurs écrans), plus personne n'imagine que Média pourrait s'arrêter. D'autant que son utilité est loin de se limiter à ses interventions financières. Même si Faudit prone un esprit plus «entre-preneurial» (Bizness Oriented, comme ils disent), et même si 25 % des avances ont été rembour-sées, les organismes de Media ne seront jamais économiquement

Priorité à l'antonomie artistique

Mais Média fait aussi office de carrefour entre les professionnels des divers pays de la Communanté (et parfois au-delà, puisque l'Au-triche, la Finlande, l'Islande, la financements de recherche, semble nvoir été judicieusement utilisée, Spède et la Norvège se sont associées à certains programmes, et que nul ne fait mystère de visées vers l'Europe de l'Est). Cette mise en résean («il existe aujourd'hui une « Média connection», affirme M. Munoz Gomez), facilitée par la multiplication des colloques, sémi-

naissance à deux nouvelles mani-festations, annoncées durant le fes-tival, avec la création du Club des producteurs européens et celle, simultanée, des Ateliers du cinéma européen (ACE). Depuis sa création, Médin ne

s'occupait pas de production : les Britanniques, les Allemands et les Danois s'y étaient opposés. Offi-ciellement, rien de changé. Mais, en marge des organismes de Bruxelles, dix-sept producteurs européens d'importance, dont, pour la France, Yves Marmion, d'UGC, Alain Rocca et Daniel Toscan du Plantier, Jeremy Tho-mas, Sarah Radelysse et Simon Relf en Grande-Bretagne, Berndt Eichinger et Dieter Geissler en Allemagne, Kees Kassender aux Pays-Bas, Andres Vicente Gomez en Espagne... ont rejoint David Putnam et Rene Cleitman pour créer leur Club, qui se présente comme an groupe de reflexion, d'information et de pression. En association avec un des organismes de Média, Media Business School le Club a mis sur pied ACE, que dirige Colin Young, ancien direc-teur de la National School of Film and Television londonienne.

ACE fonctionnera comme un cabinet de conseil, explique Colin Young Nous sommes partis de l'idée que beaucoup d'erreurs pour-raient être évitées, dans chaque pays, si les producteurs se concer-taient, et que la difficulté des films à s'exporter ne venait pas d'un pro-hième de lengue pour a d'un problème de langue, comme on le dit souvent, mais de la nature des films. Quinze producteurs appartenant aux différents pays vont donc

naires et autres assemblées plus ou étudier les projets, artistiques et moins informelles, vient donner financièrs, et faire bénéficier le financiers, et faire bénéficier le maître d'œuvre de chacun d'eux de sa connaissance de son propre marche. » Chez ACE, un jure ses grands dieux qu'il ne s'agira plus d'« europuddings », mais de films conservant leur autonomie artistique, tournés dans la langue exigée par le sujet, mais bénéficiant d'une diversité de savoir-faire.

A un niveau plus institutionnel, une réunion de haut niveau s'est par ailleurs tenue à Cannes, le 17 mai : Dominique Wallon, directeur général du Centre national du cinéma (français), recevait pour la première fois ses hamologues de dix-sept pays européens. L'enjeu est ici surtout d'améliorer la cohésion entre les dirigeants nationaux, sur les dossiers concernant le cinéma et l'audiovisuel. Si, jusqu'à présent, les membres de la Communauté, loin d'être toujours d'accord entre eux, se targuent de présenter un front uni dans les négociations du GATT, les représentants d'autres pays, d'Europe de l'Est notamment, ont fait part des pressions exercées par les Américains sur feurs gouvernements, pour qu'ils acceptent la dérégulation lorsque l'Uruguay Round devra trancher sur le dossier audiovisuel. L'un des buts de cette reunion était donc de poser les jalons d'une rencontre entre politiques de tous ces pays, pour stimuler la défense du cinéma là où elle est défaillante, et fédérer ses stratégies, encore fort disparates.

J.-M. F.

Le Monde • Mardi 25 mai 1993 15 CULTURE

THÉATRE

Féérie noire

La Trinité selon Jarry dans « Ubu » : un père géant, une mère minuscule, un fils étranger

de notre envoyée spéciale

Un clown pailleté annonce : « Vous allez voir une pièce qui s'in-titule les Polonais. » C'est, précise-t-il, le premier titre d'Ulu, personrage inspiré par un professeur de physique, tyran obtus qui concentrait sur lui les haines d'Alfred Jarry, alors lycéen à Rennes. A Rennes, au Théâtre national de Bretagne, le spectacle d'Hervé Lelardoux ignore des la constitue de la cons tonte référence géopolitique aux dio-tateurs. Cente Pologne d'Ubu, est un castelet aux dimensions humaines, et ses habitants, d'inquiétantes bau-

n y a ce «merdre», qui résonne comme dans une cathédrale, puis progressivement la lumière éclaire la lilliputienne Mère Ubu à voix de pinson, Mireille Mosse, tournant péniblement une poulie censée sem-Il y a ce « merdre », qui résonne pinson, Mireille Mosse, tournant péniblement une poulle censée son-lever le rideau de fer qui dévoile les sons-sols de la scène – et du pou-voir, – tandis qu'avance un fauteuil sur lequel git une masse informe et obscène, Ubu géant et grasseyant, François Clavier, Au-dessus, le ridean rouge s'écarte. Apparait la famille royale, vêtue de hardes médiévales : Dominique Prie, Chanmédiévales: Dominique Prie, Chan-tal Gresset, Michel Hermouet en Bougrelss malicieux. Trappes et toiles de fond, éclairages lunaires, lourdes épées phalliques, animaux fantasmagoriques, rugissements, pépiements, duels sautiliants, palo-tins très marias de la Baltique, plus un Bordure, Jean-Yves Gourvez, officier a scriggrengueu » avantageux mais cocu, font doucement plonger dans une féérie noire. L'univers ma-table, trouble d'un enfant maifaisant

Pour lui, l'adulte qui le fait souf-frir, qui lui fait à chaque instant ressentir son impuissance, le prof, le

Père Ubu, est un gros tas, un mal-adroit, un braillard lâche trahissant tout le monde, cruel par insou-ciance, infiniment redoutable. Uo hanneton qui roule lourdement, hanneton qui roule lourdement, écrasant la colérense petite mouche-mère Ubu, plus rigolote que méchante. Le père, la mère et le fils se rèvant pièce rapportée : les igno-bles, Ubn et l'adolescent gracieux aux mollets maigres, Bougrelin, fils du vrai roi, qui joue à les combattre et attend son heure. Le spectacle frôle Freud, en dégage une magerie émerveillée, d'une grande sophistica-tion.

Ce qui manque, c'est un surplus d'insolence. Ubu est un vilain papa plus qu'un odieux père fouettard. Hervé Lalardoux s'est pris de tendresse pour ses fantoches, e'est un bon fils. Mais surtont un poète de l'espace, de la lumière, du mouve-ment, de la couleur. Un metteur en scène dont on avait déconvert les qualités il y a deux ans à Rennes, déjà, au Festival Emergences, quand il avait investi une maison pour Température extérieure 0. Il vient du théâtre de rue, aménage des lieux impropables, travaille les masques, s'entoure d'artistes raffinés pour les toiles peintes (Emmanuelle Gorgiard), les costumes et accessoires (Alain Burkharth). Son Ubu (créé en 1992 dans une première version) n'est peut-être pas assez drôle, mais il est formidablement beau et parvient à surprendre : un tour de

COLETTE GODARD ➤ Ubu, d'Alfred Jarry, Théâtre b Ubu, d'Afred Jarry, Théâtre netionel de Bretagne, selle Jean-Mari-Serreau, 1, rue Saint-Héller, Rennes. Les jeudis, ven-dredis et mardis (et le semedi 5 juin) à 20 h 30, mercredi à 19 heures. Jusqu'eu 11 juin. Tél. : (18) 99-30-88-88. 50 F à 100 F.

DANSE

Les belles envolées de l'Ascension

LA COMPAGNIE

PAUL LES OISEAUX au Théâtre de la Cré internationale

La manifestation «Aquitaine à Paris» présentait ce week-end la compagnie Paul les Oiseaux, animée par Valérie Rivière et Olivier Klepar valerie Rivière et Ouvier Ale-mentz. Deux jeunes talents, de la catégorie des élépants, inspirés par la peinture, le portrait posé, amateurs de situations oniriques et codées. La Semaine des quatre Jeudis, leur deuxième pièce, faisait ouvertement référence au peintre Balthus.

Leur demière création, Ainsi soit-il pour Paul les Oiseaux, est signée par Valérie Rivière, Olivier Klementz ayant préféré, cette fois-ci, créer la musique. Point fort, la chorégraphie se compose et se décompose en de longues séquences, semées d'incidents minuscules qui out pourtant le pou-voir de bousculer la mécanique du rêve; les gestes, lents ou rapides,

mais toujours étirés, lascifs, empruntent, pour l'essentiel, au règne animal Cette danse de petits dandies, avec des bras et des mains qui, soudain, font surgir l'idée de la danse indicane, des jambes et des pieds qui flirtent avec un possible flamenco, est emmenée, avec des airs d'enfants de chœur, par un quatuor de danseurs experts, qui se frôlent, jouent aux sphinx et manient la perversité du bout des doigts, les yeux ailleurs, tnuroés vers le ciel. Le Bon Dieu sans confession.

Mais le décor – quatre vitrines de muséum d'histoire naturelle, aux quatre coins de la scène, garnies de grands animaux blancs - et un peu trop d' «éloquence» du coté des éclairages et de la musique, alourdissent le propos d'une chorégraphie dont la beauté et l'étrangeté se suffit à elle-même.

DOMINIQUE FRÉTARD

Japon exotique et ennuyeux

SANKAT JUKU au Théâtre de la Ville

Tandis que le publie gagne ses places, deux lapins blancs sont déjà blottis dans deux conpelles très hautes, sur tiges (au moins 4 mètres), genre lampadaires hallogènes géants posés à deux angles du plateau. On les croit en peluche, Horreur! Leurs oreilles bougent, ils sont vivants. Ames sensibles s'abstenir; ou préve-

MUSIQUES

mir la SPA.

Décès du pianiste antrichien Mieczysław Horszowski. - Le piąniste antrichien d'urigine polonaise Mieczysław Horszowski est mort samedi 22 mai à l'âge de cent ans à Philadelphie (Pennsylvanie). Elève de Theodore Leschetizky, il donne son premier concert à Varsovie à neuf ans, en jouant le Concerto en ut majeur de Beethoven. A seize ans, il entame des tournées en Europe et aux États-Unis. Entre les deux guerres, il mène nne brillante carrière de concertiste et, en 1941, s'installe à New-York où il se fait connaître comme interprête de musique de chambre, notamment en duo avec le violoncelliste Pablo Casals. Interprète soliste sous la baguette de Toscanini, Ansermet, Bernstein, chambriste aux côtés du Quatuor de Budapest, du New York Quartet, du violoniste Josef Szigeti. Horszowski travaille aussi avec Rubinstein, Fauré et Ravel. A partir de 1952, il enseigne au Curtis Institute de Philadelphie. Il y

Mais quelle «SPS» (Société pro-Mais queile «SFS» (Societe pro-tectrice des spectaclers) nous épar-gnera des spectacles comme ce Furagi du groupe japonais Sankaï Jukn? Certes, il y a, comme toujours, des images bien léchées: l'esthétisme n'est pas le dernier souci des Sankaï Juku.

Treize disques transparents, suspendus par leur centre, oscillent dou-cement au ras du plateau couvert de sable fin, s'élèvent dans les airs, redescendent. Et les cinq interprètes, comme toujours poudrés de blanc de leur crâne rasé au bout de leurs orteils, leurs reins ceints d'étoffe blanche drapée, ont parfois le charme de statues antiques au fond d'un parc

Mais les plus helles images, an théâtre, lassent très vite si elles paraissent vides de sens, s'il ne se passe rien. La chorégraphie est ici d'une rare indigence, se bornant à de vagnes ondulations des bras, à des torsions et contorsions d'une exastérante lenteur. L'atroce et vulgaire musique qui les accompagne (jouée, de surcroît, trop fort) confirme le soupçon qu'il s'agit d'un spectacle de varietés «exotique», sans rapport avec la spiritualité inponaise dont nous avons ressenti la puissance dans tant d'autres spectacles.

On s'ennuie férocement. Mais la majeure partie du public, comme hypnotisée, applaudit longuement, et les Sankai Juku dansent à bureaux fermés jusqu'à leur dernier soir.

SYLVIE DE NUSSAC

► Yuragi, juaqu'au 28 mei; Graine de kumquat, du 1 au 5 juin. Théatre da la Ville, 2, place du Châtelet, 75004 Paris 20 h 30. Tél.: 42-74-22-77. donne son dernier concert en 1991.

AE AU JOUR LE JOUR

16 Le Monde • Mardi 25 mai 1993 •

Depuis le 23 mai, vitesse autorisée: 300 km/h



Le 23 mai 1993, la SNCF lance les TGV Nord Europe.

Renseignements et réservations dans les gares, agences de voyages et par Minitel 3615 SNCF. (300 km/h est la vitesse commerciale maximale en France sur Ligne à Grande Vitesse).



SNEF

el l'Etat

GRANDES LIGNES

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

collections publiques s'ouvrent lar-

gement à elles. La production artis-

tique se ressent de cet appel d'air :

L'art et l'Etat

Sur un Tapiès des collections du FRAC de Picardie, un «vandale» anonyme a écrit : «2 sur 10. Peut mieux faire...» Et si les files d'attente à l'entrée des rétrospectives Matiers des rétrospectives Matisse ou Gauguin battent des records de longueur, l'art contem-porain cherche toujours son public.

Dix ans d'actions tous azimuts o'ont pas suffit à effacer des décennies d'indifférence. Dominique Bozo le pressentait dans un rapport rédigé en 1988 (jamais publié) sur la commande publique. « Devant certains échecs politiques, économi-ques et sociaux, la culture est un recours, écrivait-il. Les régions, qui n'ont pas une véritable identité face oux départements ou oux villes. s'emparent souvent ovec enthou-siasme des FRAC pour en faire leur emblème (...). C'est pourtant un terrain difficile, car l'art contemporain demeure très peu accessible et dérange toujours.».

Il suffit d'ailleurs de regarder en arrière poor constater que la France et l'art contemporain n'ont jamais fait très bon ménage. L'histoire des relations entre le pays et ses artistes compte plus de malentendus et d'incompréhensions que d'époques d'harmonie. Histoire bien connue du reste, si l'oo se borne au dix-neuvième siècle. Elle commence sous la monarchie de Juillet on le Second Empire, quand le Salon – il o'y en a qu'nn alors – refuse d'exposer les tableaux de cenx qui prennent quelque liberté avec les préceptes de l'enseignement officiel. Ne pas exposer ao Salon, cela signific ne pas voir ses œuvres achetées par l'Etat et envoyées dans des musées et des bătiments publics - ni achetées par les collectionneurs qui font confiance au goût officiel. Cela veut dire encore être privé de tout espoir de commande, et donc exister à peine, de façon presque clan-destine.

Dès le début des années 1860, la brouille tourne au divorce, sinon à

refusés accueille les damnés du jury - dont Manet et Whistler. Pour eux, pour ceux qui se récla-ment du réalisme et ne se comment pas encore impressionnistes, il ne saurait être questico de la moindre mesure de clémence. Eo 1874, si Monet, Degas, Pissarro et leurs camarades décident de louer l'etelier de Nadar pour mootrer leurs toiles, ce o'est pas pour le plaisir de la provocation ou de la publicité, mais parce qu'ils ne peuvent tout simplement pas faire sutrement - les galeries o'existent pas, - parce qu'il o'y s pas d'sutre solution que cette entreprise privée - et déficitaire naturellement.

L'indifférence absolue des musées français

De cet épisode symbolique jusqu'eux anoées 40 et 50 de notre siècle, la chronique abonde en querelles, erreurs monumentales et avenglements obstinés. Il y s eu l'entétement du Louvre, qui refu-sait d'sccrocher l'Olympia de Manet, qu'une souscription svait achetée à la veuve du peintre, pour éviter qo'elle ne soit acquise par un étranger. Il y a en la misérable affaire du legs Caillebotte, collection d'impressionnistes reçue avec dédain per une administration qui tolérait à peine Renoir et méprisait Cézanne. Il y a co l'indifférence absoloc des musées français, qui o'ont acheté ni Matisse ni Picasso jusqu'à la seconde guerre mon-diale. Sans la générosité de quelques donnteurs, tel Marcel Sembat A Grenoble, et quelques dons des artistes, il n'y aurait pas en un fauve ni un cubiste dans les collections nationales en 1939.

L'énumération pourrait être infi-nie, rappel douloureux des occasions manquées et des jugements rendus à la hâte. Elle composerait une chronique du conformisme artistique officiel, qui préférait les bronzes de Landowski à ceux de Picasso et demandait des tableaux à Waroquier plutôt qu'à Braque ou

sent d'alimenter une mauvaise cooscience très tenace et une angoisse que les conservateurs d'aujourd'hui svouent quelquefois : plotôt que de commettre les mêmes erreurs que leurs prédéces-seurs, ils préférent abdiquer toute préférence. « Il existe un traumatisme entre la création et l'État, qui o successivement role tous ses rendez-vous avec ses ovont-gordes, constate François Barré, délégué aux arts plastiques au ministère de la cultore. L'Etat assignant une sai-list à l'art. Les artistes étoiens considérés comme des gens au ser-vice d'un certain nombre de

Plus d'asservis, plus de refusés, plus d'exclus! il faut dune que l'Etat et ses institutions aiment l'art cootemporain pour se faire pardonner de l'avoir méconou, bafoué, pendant plus d'un siècle Les musées avaient mal acheré? Désormais, ils achèteraient généreusement. Les commandes étaient rares et mai choisies? Elles seraient combreuses et comméniques. Les artistes étaient dédaignés? Ils sergient honorés, enfin. «La commande publique était foible avant 1980, explique François Barré. Il n'existait guère que neuf musées qui s'ouvraient à l'ort contemporais touraient à l'ort contemporais l'orie autit contemporais. rain, trois petits centres d'art et 3 millions de francs de commandes publiques par an en dépit des quel-ques « coups » de Malraux. Aujour-d'hui, nous sommes passes à 25 millions de francs.»

L'Etat a été relayé, dans ce domaine, par nombre de collectivi-tés locales. Marseille par exemple, dont le budget d'acquisitions est passé de 150 000 francs à 6 millions de fraocs. Bordeaux, Nice, Nimes, Villeneuve-d'Ascq, Villeurbance, oot lenr musée d'art contemporaio. Lyon, Toolouse, Strasbourg, projettent le leur. Gre-noble a son « Magasin », Dijon son Consortium, Rochechouart, eo Haute-Vienoe (3 200 habitants), son château-centre d'art, Lyon sa hiennale. Même les musées des beaux-Arts les plus véoérables consacrent désormais une aile à l'art vivant. « Pour les municipali-tés, il était de bon ton, dans les

années 80, de présenter son expasi-

Yves Lecuintre, directeur du FRAC Picardie. Les FRAC ont alors joué leur rôle de prestataire de service auprès d'elles. Mais tout cela est resté superficiel. »

Pour François Barté, « le change-ment o été quantitatif, il a permis de repositionner Paris par rapport ou marché de l'art international (l'Etat injecte de l'orgent sur le marché) et d'avoit une politique d'aménagement culture! du terri-toire, parfois très loin des circuits abraces »: l'assiviere et Meymac dans le Limousin, Rerguenennec en Bretagne. Enfin, lo creation des fonds régionaux d'art contemporaix o permis à chaque tégion d'acquerir des œurres et de les diffuser larecment w.

Nul ne saurait douter de l'excel-lence de ces intentions. Ont-elles cependant produit les résultats

Pan à Brest, ou le rideau de scène de Garouste pour le Théâtre du Châtelet. dans la capitale. «La commande publique est en train de couper le cordon ombilical d'ovec l'Etat: 90 % des commandes sont désormais le fait des municipali-tés», affirme François Barré. La Ville de Paris consacre entre 4 et s millions de francs à le commande artistique : Buraglio, Pagès, Arman, Morellet, Garouste, out ainsi travaille pour la capitale.

Micox vant une dose massive et désordonnée d'art contemporain que le désert des années 50 à 80, soutiendra l'amateur d'art contem-porain. Mais le danger est évident : celui de la banalisation ou de l'uniformité. Qui s'arrête devant la fon-taine de Charles Daudelin du car-refour Saiot-Germain-des-Prés à Paris? Quel usager du métro

remarque encore les panneaux décoratifs de Jean-Charles Blais

installés à la station de métro Assemblée-Nationale? Coînei-

dence, les avant-gardes organisées qui avaient pour ambition de faire table rase du passé, de refuser le

confort du musée et d'aller tou-

jours plus loin dans la destruction des idées reçues s'essouffleut, voire

les œuvres qui entreot au musée ont été conçues pour lui à la dimension de ses salles et non plus pour l'espace privé de collectionoeur. Aujuurd'hui, en France, les achats des collectivités publiques représenteraient près de 60 % du volume total des ventes de l'art contemporain. Si le chiffre est difficile à vérifier, il alimente les accusations portées par certains, de Marc Fumarolli à Michel Schneider en passant par Jean-Philippe Domeco ou Jean-Francis Held our stigmatisent l'«académisation» et l'émergence d'un nouvel «art offi-

Fandrait-il pour éviter cette dérive que l'Etat se désengage à nouveau, renonce à sa politique en matière d'art contemporain et en revienne à l'indifférence qu'on lui e tant reproché naguère? Cela semble difficile. Poor donner plus de coherence à soo action, pour qo'elle impregne mieux le tissu, local, le mioistère de la culture a dooc appelé de ses vœux la créatioo de « réseaux » qui regrouperaient l'ensemble des lieux de l'art cootemporain : écoles, musées, centres d'art, universités, galeries, FRAC, etcliers, etc. Car c'est là que l'Etat et ses relais locaux nenvent mener une action en profondeur. Trois missions sont déterminantes : enseigner, loger, acheter. Elles suscitent plusieurs questions : à quoi servent les écoles des beauxarts? Comment trouver un atelier, par exemple à Paris? Quel est le bilan des vingt-quatre FRAC, dix ans après leur création? La situatico de l'art contemporain ec France dépend largement du résultat de cette triple action publique.

PHILIPPE DAGEN MICHEL GUERRIN et EMMANUEL DE ROUX

Prochain article:



espérés? « Sur le plan qualitatif, le paysage est plus difficile à brosser, reconnuit François Barré. On a d'abord tenté de relancer la sta-tuaire traditionnelle (Blum, Sartre, Bernanos, Maurioc... Bref, « aux grands hommes lo patrie reconnaissante»), qui a tourné court en dépit du maintien de quelques com-mandes, surtout dans le domaine de mandes, surtout dans le domaine de la peinture ou de la photo (Fellini par Balthus, Lanzman par Larry Rivers ou Resnais par Tom Philips). On est passé ensuite aux «hommages à»: Champollion par Kossuth à Figeac, Max Jacob par Garouste et Bonetti à Quimper. On a également demandé à des artistes d'intervenir sur des éléments du patrimoine, ancien (cinsti les la partimoines ancien (cinstitutiones ancien (cinsti les la partimoines ancien (cinsti les patrimoine ancien (oinsi, les vitroux des cothèdrales). Puis lo palette s'est encore élargie. »

C'est ainsi que les Parisiens – et avec eux beaucoup de provinciaux – ont découvert un «art nouveau» et l'implication de l'Etat lors de la mise en place des colonnes de Buren, en 1986, dans le cuor d'honneur du Palais-Royal.

Banalisation on uniformité

Pour la première fois, le public s'est massivement déplacé pour juger, commenter, défendre ou condamner. Anjourd'hui, ces com-mandes se sont multipliées, avec le concours de plus en plus fréquent des collectivités territoriales, désor-mais conseillées par des gens issus des «métiers d'art». Ainsi le par-king de Rennes aménagé par Gott-fried Honneger on la place Saint-Pierre de Lyon revue par Morellet et Buren, Clars-Clarz, la sculpture monumentale de Richard Serra, dans le treizième arrondissement de Paris. l'arc de Bernar Venet à Nice, le Bicyclette enserelle de Claes Oldenburg et Coosje Van Bruggeo eo parc de La Villette à Paris, la funtaine de Martial Raysse à Nimes et celles de Marta



SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

Société civile à capital variable Siège social : 11 bis, rue Ballu 75442 PARIS CEDEX 09 R.C.S. PARIS D 784 406 936

Le présideot de la S.A.C.D. rappelle aux membres de la Société que l'Assemblée Générale Ordioaire annuelle se tiendra le : MERCREDI 26 MAI 1993, à 14 heures précises, SALLE GAVEAU, 45, rue La Boétie 75008 PARIS.

L'ordre du jour sera le suivant :

Rapport général.
 Rapport financier.

Rapport du commissaire aux comptes (articles L 321-4, L 321-5 et L 321-9 du C.P.L).

Rapport de la commission de contrôle du budget. Élection de 6 membres de la commission :

Deux auteurs dramatiques, Un compositeur dramatique

Un auteur d'œuvres télévisuelles, Un auteur d'œuvres radiophoniques, e) Uo auteur d'œuvres cioématographiques.

La durée du mandat de ces commissaires est statutairement de trois ans.

6) Élection de trois membres de la Commission de Contrôle du Budget pour trois ans :

Deux auteurs d'œuvres dramatiques ou d'œuvres

chorégraphiques ou compositeurs dramatiques. - Un auteur d'œuvres audiovisuelles. Les commissaires sortants ne sont pas rééligibles par cette

Le président Claude Brulé vous remercie d'assister combreux à cette Assemblée et de prendre ainsi part active à la vie même de la Société.

(FNAC), depuis 1981, indique bien l'effort fourni par l'État depuis le début de la dernière décernie.

3

N.

En 1981, le budget de cette vieille institution, créée dans les premières années de la lit Répu-blique, evec pour objet d'enrichir les collections de l'East d'œuvres contemporaines, est de 2,8 millions de francs.

L'année suivante, il décuple, avec 13,1 millions de francs pour retomber à 9,6 millions de francs en 1985 et 5,5 millions de francs en 1986. Il redémarre en 1987 .(13,4 millions de francs) - un budget a cohabitationniste s. — grimpe régulièrement jusqu'en 1990 (18,8 millions de francs), s'envole en 1991 (23,5 millions de francs), pour rechuter en 1992 (18,5 millions de francs).

En revenche, le nombre des ceuvres acquises par le FNAC, pendant cette même période, n'e pas suivi le même courbe : 530 pièces achetées en 1981, 856 en 1982, 717 en 1985, 225 en 1986, 449 en 1990, 574 en 1991 et 483 en 1992. La constance de ces chiffres s'expli-que de deux manières. La politi-

Groupe IPESUP

Enseignament superient

(1) 42 78 95 45

L'évolution du budget du Fonds que d'acquisition du FNAC, qui national d'art contemporain dans les décennes 60 et 70 faisait un certain nombre d'achats dits de «compassion»; de qualité plus que moyenne, s besucoup évolué. Le FNAC achère désormais des pièces importantes, signées de noms souvent illustres - donc plus chères. Enfin, la merché de l'ert connaît, dans les années 80, une croissance impor-

> Plus de 8 000 œuvres

Le budget du Fonds de la commende publique, qui contribue à l'enrichissement des collections de l'État par des commandes à des artistes vivents, sur un thème ces arustes viveirs, sur un trente précia et sur un fleu déterminé (vitraux de Soulages, à l'abbaye de Conques, vitraux de Viallat, Albérola, Rouan et Lüpertz dans la Aderoia, Notari et Dentz data la cathédrala de Nevers, bronze de Penone dans les jardins de l'ancienne Ecole polytechnique, céramiques de Bazzine à la station de métro Cluny à Paris), était de 4,8 millions de francs en 1983.

Il est passé à 30 millions de francs en 1988. Après un léger infléchissement, il était de

33,5 millions de francs en 1990 pour retomber à 29,2 millions de francs en 1991 et à 26,2 millions de francs en 1992. Les vingt-trois FRAC (fonde

régioneux d'ert contempurain)

métropolitains ont acquis, depuis leur créetion en 1982, plus de 8 000 œuvres. Soutien à la créetion et à la diffusion de l'art contemporein en région, le budget des FRAC s'élevait à 32,4 millions de france en 1983 (Exet: 16,5 millione de france; régions, 15,8 millione de franca). La courbe devait croître lentement

jusqu'en 1989 (38 millions de francs), faire un bond en 1990 (43,7 millione de francs) pour atteindre 50,2 millions de francs en 1992. A noter que l'investissement des régions est de pars en plus fourd : en 1990, l'État déboursait 19,3 millions de francs et les régions 24,4 millians de francs; en 1992, l'État dépensait 22 millione de francs et les régions 28,2 millions de francs.

Sources: Direction études et prospec-tives de la délégation oux aris plasti-

Europe. 4 3615 SNCF.

k Vitesse i.



Terminales et Bac+1: un M.B.A. a Wharton, MIT, Northwestern, Cornell, etc. après 4 ans de gestion bilingue au sein du département

international d'IPESUP

Avec Line Data Coref, Toutes les données sur votre commune

36 29 00 51

Banque de Données Locales accès direct par minitel

GEODATEL®

D'après les Maîtres Cas 4 concerts, organisés en ligison avec

l'exposition Copier Creer, traitent de la variation et de la transcription sons toutes leurs formes

26 mai à 20 h 30 : M. Bérruf, piana J.S. Bach/Brahms, Schubert/Brahms... 2 juin a 20 h 30 . V. Afanassiev.

Delius/Grainger, Schubert/Liszt... 9 juin a 20 h 30 : G. Pludermacher.

Wagner Debussy. Schumann/Debussy ... 16 juin a 20 h 30 : P. Nagy, F. Chin ; pianos Mozart Busani, Schoenberg/Webern ...

> Tarifs : de 65 f a 150 F Abonnements - 390 F. 260 F (carte Fidélité) A l'Auditorium du Louvre, acces par la pyramide Informations : 35 15 Louvre

CONCERTS

AUDITORIUM BAINT-GERMAIN (46-33-87-03). Ensemble Court-circuit : 20 h 30 jeu. Pierre-André Valede (direc tion). Leroux, Berio, Grisey, Courtor, Ravel. CHAPELLE DE JÉSUS ENFANT. Ensemble vocal English Renaissance : 20 h 30 ven. Byrd, Tallis, Persons,

OPÉRA-BABTILLE(44-73-13-00). Chamble Court-cruit: 20 h 30 jeu. Opéra de Tchalkovald. Vitalij Tarachenko (Harmann), Nina Reutio (Lisa), Irina Bogatcheva (la comtesse), Hélène Perraguin (Pauline), Thomas Allen (le comta Tornsky), Cheur et Orchestre de l'Opéra de Parie, Veut Simpnet (direction) da Paris, Youri Simonoff (direction), Andrei Konchalovski (mise en scène). CENTRE CULTURE. SUÉDOIS(44-78-80-20). Edda Erlendoutr : 20 h 30 mer. Piano. Berg, Eliasson, Hallgrimsson, Lindberg, Liszt, Maros. Entrée libre. EGLISE OE LA MADELEINE. Orchestre symphonique Ame-Deus: 20 h 30 jeu. symphoraque Ama-Deus : 20 h 30 jeu. Ensemble symphoniqua de Verssilles, Richard Bouderham (direction). Requiem de Mozart. Wastminster Philhamonic Chamber Orehestre : 16 h dim. The Aeollan Singers, lan Butler (direction). Mozart, Gabriell, Fauré, Montaverdi, Tip-mett Enries Biras

petr. Entrée libre. EGLISE OES BILLETTES (42-46-06-37). J.-C. Revel : 10 h dim. EGLISE ÉVANGÉLIQUE ALLEMANDE.

Ensemble vocal et instrumental de Obe-relaesheim : 12 h dim. Wolfgang Resthing (orgue), Entrée libre.
EGLISE NOTRE-DAME-DU-TRAVAIL-DE-PLAISANCE. Chosur de Redio-France: 20 h 30 mer. Guy Reibel (direc-tion). Schoenberg, Nunes, Poulenc, Fio-

EGLISE RÉFORMÉE OE PORT-ROYAL Ensemble vocal de Mayence: 18 h sem. Wolfgang Sleber (direction). Mendelssohn, Becker, Rinck, Homilius, Demarrius, Hoffmann, Pepping, Wolf. EGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT.

La Cappella Bortniensky de Moscou : 21 h jeu, G. Omitryek (direction). EGLISE SAINT-EUSTACHE (45-22-28-74), Groupe vocal de France: 20 h 30 jau. Yanka Hekimova (orgue), John Poole (direction), Mendelssohn, Tcharkovski, Franck, Verdi, Escalch. EGLISE SAINT-GERMAIN-OE-CHA-RONNE (43-66-39-75). Groupe instru-mental de Paris : 20 h 30 ven. Beetho-

EGLISE SAINT-GERMAIN-OES-PRÉS. Ensamble instrumentel de l'Be-de-France: 21 h mar. Chorale M.-A. Charpentier, Bruno de Saint-Meurica (direction). Mozart. EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.
Pierre Lanieu: 21 h mer. Guineu. Bech,
Vite-Lobos, Sor, Terrege. Duo Horreux
& Tréhard: 21 h jeu. Guinare. Ohans,
Albeniz, Granados, Setie. Les Trompettes de Varseilles: jusqu'au 31 mai
1983. 21 h sam.; 16 h lun. Haendel,
Vivaldi, Telemann.
EGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVALOES. Royal Lesmiogrop. Spe. Rach

LIOES. Royal Learnington Spa Bach Choir: 20 h 45 mar. Charles Matthews (orgue), Malcohn Goldring (direction). Mendelssohn, Fauré, Vierne, Mozert, Saim-Saène, Stanford. Emrée fibre. EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. LA Cappella Bortnianaky de Moscou : 20 h 45 sam. ; 17 h 30 dim., km. G. Dmitryak (direction). Rachmaninov, Tcharkovski Le Collèga de musique sacrée : 20 h 30 mar. Hervé Lamy (ténori, Jacques Bora (basse), Les Perits Chanteurs de Saint-Croix de Neuilly, François Polgar (direction), Bach. EGLISE SAINT-MERRI(42-71-93-93)

EGLISE SAINT-MERRI (42-71-83-83). to Takayuld: 21 h sam. Pisno. Rameeu, Balakirev, Scriabine, Chopin, Debussy. Entrée libre Royal Learnington Spa Bach Choir: 16 h dim. Cherles Matthews (orgue), Maicolm Goldring (direction). Mendelssohn, Fauré, Vierne, Mozart, Seint-Sains, Stanford. Entrés libre. EGLISE SAINT-ROCH. Ensemble instrumental Perenthèse: 20 h 45 jeu. Francis Bardot (tánor), Jean-Louis Jardon (baryton), Matrise des Hauts-de-Seine, Laurent Brack (direction). Bach. EGLISE SAINT-VINCENT-DE-PAUL

Chosurs at orchestre du Conservatoire du X: 14 h jeu. Trio Bartholdy, Yves Parmentier, André Guilbert (direction). LE MADIGAN (42-27-31-51). Brighte Ralliat, Petrick Oussard, Florent Bremont: 22 h 30 mar. Thomas Marchel lot (alto), Haruko Ueda (plano), Bocche-rini, Bloch, Bach, Oeniel Patrella : 22 h 30 jeu. Plano, Scarletti, Mandela-sohn, Rachmaninov, Liszt. Vincent Pavesi, Erika Gulomar : 22 h 30 ven., sam. Bassa, plano. Loswe, Besthoven, Mendelsschn, Schubert, Brahme, Jeen-Merie Cottet: 22 h 30 mar. Plano. Mes-

MAISON OF L'EUROPE (42-72-94-06), Robert Tellan : 20 h 30 Jeu. Plano. Chopin, Liszz, Schumann, Beethoven. MAISON DE RACIO-FRANCE

(42-30-15-16), Orchestre philhermonique de Redio-France : 20 h 30 mer. Catherine Coumot (plano), Jean-Baptieze

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jendi).

Brunier (alto), Marak Janowski (direction), Haydn, Hindemith. Les Selsons: 20 h 30 jau. Ceatorio de Haydn, Mariette Kemmer (soprano), Justin Lavender (ténor), Peter Lika (basse), Chaur et (tenor), Peter Like (basse), Chapte et orchestre philhermonique de Rédio-France, Leopoid Heger (direction). Eric Lebrun : 20 h 30 van. Orgue. Guilment, Vierne, Franck, Liteize.

Vierne, Franck, Itiziza.

MUSÉE O'ORSAY (40-48-48-27).
Nederland Kamerkoor: 18 h 45 jeu.
Uwe Gronostay (direction). Seint-Seens,
Debussy, Dispenbrock, Langa.

MUSÉE GUIMET. Jordi Camell:
20 h 30 mar. Plano. Gerhard, Montsalvatge, Falla, Mompou, Granedos.

MUSÉE NATIONAL DU MOYEN AGE-CLUNY (43-25-62-00). Ensemble Ois-cantus: 18 h dim. Les Chemins de Saint-Jacques. Dars le cadre du Fastival de musique médiévale de Paris.

de musique médiévale de Paris.
OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00).
Orchestre de l'Opére de Paris : 20 h
mer. Myung-Whun Chung (direction).
Ravel, Prokofiev. Merlyn Homa : 20 h
mer. Mazzo-soprano, Misrim Katz
tplanoj. Purcell, Ame, Wagner, Debussy,
Poulenc, Montselvatge. OPÉRA-COMIQUE SALLE FAVART (42-86-88-83). Orchestre de la radio-té-lévision d'Ukraine : 20 h 30 mer. Volc-

dymyr Sirenko (direction). Mozert, Bizet, Beethoven, Rossini, Tchelkovski. Beethoven, Rossini, Tchetkovski. SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble d'archets européens ; jusqu'au 2 juin 1993, 21 h mar., jeu, ven., sam., dim., km., mar. Christophe Boulier (violon), Carl Brainich (direction). Vivaldi,

Dvorak, Tchalkovski.
SALLE CORTOT (47-83-80-16).
Ensemble Erwartung, Trio Pelissero:
20 h 30 mer. Corbina Leporte (soprand),
Clauda Heiffer (gleno), Bernerd Desgraupee (direction). Meriet, Cras,
Popertz, Graud, Jarrell Chesur Musiei
Europee: 20 h 30 jeu. Céline Ziagler
(clerinetta), Minh Cuyen Phem (violoncelle), Vincent Rouques (plano), Pierre
Ogsy (direction). Schuberz, Brahms,
Fauré. Arisne Seroufim, Odile Descola,
Marc Perrotin; 20 h 30 ven, Soprano,
mezzo-soprano, ténor, Jean-Paul Imbach
(baryton), Vincent Minazzool (pieno). BelIhii, Rossini, Verdi, Bizet.
SALLE GAVEAU (49-53-05-07).

SALLE GAVEAU (49-53-05-07).
Meryse Ancelin, Edouard Exerjean:
20 h 30 jau. Flûte, pisno. Mozert, Beethoven, Mertinu, Ancelin, Poulenc.
SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Andres

SALLE PLEYEL (45-63-98-73). Andres Schiff: 20 h 30 mer. Piano, Schabert. Chœura et orcheatre des grandes écoles: Jusqu'au S juin 1993. 20 h 30 jeu. Certiarine Meyer (soprano), Delphine Haiden (mazo-exprano), François Nosny (tánor), Olivier Peyrabruha (basse), Milchel Podolek (direction). Boradine, Dvorak, Ensemble orchestrel de Paris: 20 h 30 mar. Elisabeth Leonakaja (blano), Armin Jordan (direction). Haydn,

THEATRE OES CHAMPS-ELYSÉES (49-52-50-50). Orchestre philhermonique de Saint-Pétersbourg : 20 h 30 mer. que de Seint-Pétersbourg : 20 h 30 mer, Maxim Vengerov (violon), Youri Territonov (direction), Tchellovald, Orchestre philhermonique de Seint-Pétersbourg : 20 h 30 jeu. Youri Termillumov (direction). Tchellovald, Orchestre philhermonique de Seint-Pétersbourg : 20 h 30 ven. Netalia Gutman (violoncelle), Youri Termillumov (direction). Tchellovald. Quetuor Hegen : 11 h dim. Schubert, Chostalcovitch Orchestre Chelon-Bourgogne : 20 h 30 mer. Patrice Fontanerosa, Marie Schaublé (violon), Philippe Cambreling (direction). Mozart. THÉATRE OES OÈCHARGEURS

THÉATRE OES OÉCHARGEURS (42-36-00-02). Duo Deha : 20 h 30 sem. Pieno, clarinetta. Poulenc, Lutos-lewald, Brahme. THÉATRE DU JARDIN (40-87-97-86). Nagano Hideid: 20 h 30 jeu. Pieno. Schubert, Felle, Revel.

Périphérie

GENNEVILLIERS. SALLE POLYVA-LENTE. Chosur et orchestre Edger-Va-rèse: 20 h 30 Jeu. Ecole nationale de musique de Geonevilliers, Olivier Dejours (direction). Verdi.

(direction). Verdi.
NANTERRE SALLE DES CONGRÉS
(47-29-51-44). Chanurs de l'Opére de
Paris : 20 h 30 jau. Verdi. Wegner, Gounod, Bizet, Messieen, Moussorgaki,
Tchatkovski, Berlioz, Offenbach. MOISIEL LA FERME OU SUISSON (64-62-77-77). Orchestra national d'Ile-de-Franca : 21 h ven. Quaturor Artis, Jacques Marcier (direction). Manoury, Schoenberg, Brehms.

NOISY-LE GRAND. ESPACE MICHEL-SIMON (49-31-02-02). Bruns Rigutto: 21 b mer. Pismo, Ersemble orchestral de Normandle, Jean-Pietre Berlingen (direc-tion). Mozert.

tion), Nozert.
RUEIL-MALMAISON. CHATEAU
47-32-35-75). Catherine Michel, Leure
Colledent: 21 h mar. Herpe, plenoforte,
Giles Bloomenfeld (rectam). Delvimere,
Boches, Méhal, Nedermenn, Krumpholtz,

Boleidieu.
VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU. Ensemble les Telents lyriques: 17 h 30 sem. Sendrine Pieu, Caroline Pelon (sopranos), Jean-Paul Fouchscourt (ténor), Christophe Rousset (direction), Couperin.

OPÉRAS

OPERA-BASTILLE (44-73-13-00), La Ceme de pique: 18 h 30 ven. Opére de Tchestovaki. Vitelli Terachenko (Hermann), Nins Rautio (Lies), Irine Bogarchava (la comtesse), Hélène Perraguin (Pauline), Thomas Allen (le princa Jeletaki). Tom krause (le comte Tomsky). Chosur et Orchestra de l'Opére de Paris, Youri Simonoff (direction), Andret Konchalovski (mise en echte) Las Noces de Figaro: 18 h 30 sam. Opéra de Mozart. Wittem Stainel (comte Almaviva), Christine Berbaux (comtesse Almaviva), Ruth Ziesek (Suzanne), Michele Perrusi (Figaro), Romueld Teserowicz (Bartholo), Martine Méhé (Chérubin), Jana Berbié (Marceline), Wilfried

Gehmlich (Besie). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Theodor Guschibauer

(direction).
OPERA-COMIQUE. SALLE
FAVART(42-88-88-83). Ariana PAVART(42-88-88-33). Ariana a Namos: 19 h 30 jau., sam. Opéra de R. Strauss. Karen Huffstodt (Ariana, prima donna), Maria-Françoise Lefort, Elizabeth Vidal (Zarbinette), Peter Svensson (Bao-chus, ténor), Rémy Corazza (la matra de chus, tenori, Remy Corazza le matre de dense), Jürgen Secher (Scaramouche), Monica Groop (e compositeur), Franz-Ferdinend Neutwig (le mattre de musi-que), David Maza (Arlequin), Gérard Halte (Truffeldin), Ensemble orchestral de Paris, Armin Jordan (direction), Jean-Louis Martinosy Imise en scène).

Louis Martinory Intise en schre).
THÉATRE DU LIERRE (45-86-55-83).
Encore une heure si dourte : 20 h 30
jeu., ven., sam. D'Aperghie. Avec
Cisude Sokhobze, Yves Marc, Lucas
Thiéry, Cisire Heggen (mise en schre).
NANTERRE, THÉATRE OES AMANOIERB (46-14-70-00). Sextuer : OIERB (46-14-70-00). Sextuor: 20 h 30 mer., jau., ven., sam. De Gaorgsa Aparghie. Françoise Degeorges, Donatienne Michel-Densac, Emmanuela Zoll (sopranos), Veléria Joly (mezzo-soprano), Frédérique Wolf-Micheur (somatio), Elena Andrayev (violoncelle), Georges Aparghis (misa en soène).

FLDORADO (42-49-60-27), Les Mile et una nuits : 14 h mer, Opérette de Fran-cia Lopez. Avec Toni Gama et Annie Gallois.

JAZZ, POP, ROCK

AU OUC DES LOMBAROS (42-33-22-88). Hal Singer: 22 h 30 msr., jeu.; Steve Potte Quertet: 22 h 30 ven., sam., dim.; Beimondo Big Bend: 22 h 30 km.
AU GRANO REX (45-08-93-89). HXS: 20 h 30 jau. AUDITORIUM OES HALLES

AUDITÒRIUM OES HALLES (40-28-28-40). Tuio Mourao Trie: 21 h mer.; Congreso: 21 h jeu: BAISER SALE (42-33-37-71). Donn'lui Tomon: 22 h 30 jeu., ven., sam.; Régis T & the Big Posses: jusqu'eu 30 mei 1983. 22 h 30 dtm.
LE BILBOQUET (45-48-81-84). Carl Schlosser Cuartet: 22 h 45 mer., jeu., ven., sem.; Turk Mauro Quertet: lusqu'eu S jan 1983. 22 h 45 dtm.; Carole Kase: 22 h 45 km., mer.
LE BISTROT O'EUSTACHE

LE BISTROT O'EUSTACHE (40-26-23-20). Alein Bouchet Trio : 22 h 30 ven., sem. BOUFFONS THEATRE (42-38-35-63).

Ean : 16 h sam, CAFÉ RIVE-OROITE (42-33-81-82). Joel Dayde: 22 h 30 mer., jex.; Alef: jusqu'au 30 mai 1993. 22 h ven., sam., jex.; Alef: jusqu'au 30 mai 1993. 22 h ven., sam., dim.; Marc Tobaly; 22 h 30 km., mer. CAVEAU OE LA HUCHETTE (43-28-85-05). Ticinum Daydeland Jazz., Bend: 21 h 30 mer., jex.; Wild Bill Dayle Tric; 21 h 30 ven., dem., lutt., mer. - dem. Burd. Amoutents: Shooting mer.; Jean-Paul Amouroux Boogle Machine: 21 h 30 sem. CENTRE WALLONIE SRUXELLES

(42-71-28-16). Adama Drame, Marc Vela: 20 h 30 mer. Plano, percussions. CITY ROCK (47-23-07-72). Reinbow Warrior: Oh mer.; Boogeloo Band: Oh Jeut., ven.; Oixie Stompers: Oh sam.; Captein Frakase: Oh dim.; Scratch'n Sriff: Oh lun.

Smir: 0 h am.

DUNOIS (45-84-72-00). Sophis Agnel
Trio, Cordecor': 20 h 30 jeu.; Duo
Bonsatre-David Chayeller, Cordecor':
20 h 30 ven.; The Jim Rose Circue Side
Show: 20 h 30 mer.
ELYSEE-MONTMARTRE (42-52-25-15). Loudblest, Entombed: 19 h 30 mer.; Jethro Tuli: 19 h 30 ssm.; Accept: 18 h 30 dlm.; Defunkt: 19 h 30 mer.

19 h 30 mer.
FRONT PAGE (42-36-96-89). Ze
Boom: 22 h 30 mer.; Swamp Deviis:
22 h 30 jeu.; Tonky Sluea Band:
22 h 30 sam.; House Band: 22 h 30
dm.; Acid Hawel: 22 h 30 mer.
GEN ER AL LA FAYETTE
(47-70-58-08). Paris Swing Trio: 22 h
lau.

GRANGE HALLE OF LA VILLETTE. Burning Speer: 20 h 30 ven. HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio New Orleans: 21 h sem.; Trio Jazz Middle: jusqu'ev 25 juin 1993. 21 h

New Origens: 21 h sam.; Trio Jazz
Middle: jusqu'ev 25 juin 1993. 21 h
ven.

JAZZ CLUS LIONEL-HAMPTON
(40-68-30-42). 8fff Wristron: 22 h 30
mer., jeu., ven., sam.; Soro et Novos
Tampos: 22 h 30 dm.; Tony Warren:
jusqu'eu 12 juin 1983. 22 h 30 lun.,
mer.

LATITUOES SAINT-GERMAIN
(42-81-53-53). The Bunch: 22 h 30 jeu.;
Arvella Quartet: 22 h 30 ven., sam.;
Cool Jazz Quartet: 22 h 30 yeu.;
Arvella Quartet: 22 h 30 ven., sam.;
Cool Jazz Quartet: 22 h 30 mer.
LA IOUISIANE (42-36-58-88). Boozoo's Jazz Combo: 21 h mer.; JeanPierra Gétineau Trio: 21 h jeu.; Michel
Mardignen Carinetta Connection: 21 h
ven.; Philippe de Preissec Group: 21 h
sam., mer.; Fabrice Sury: 21 h km.

MAIBON OE RADIO-FRANCE
(42-30-15-18). Patrick Maßer Trio, Correspondences: 20 h 30 jeu.
LE MONTANA (45-48-83-08). Carinet
Cornection: 22 h 30 mer., jeu.; Alcootext Stues Band: 22 h 30 ven., sam.;
Chris Henderson Band: 22 h 30 dm.;
René Ururger Trio: 22 h 30 mer.
MONTGOLFIER (40-60-30-30). Caude
Breu: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.;
Pierra Calignes: 22 h 30 mer.
NEW MOON (445-83-63-33). Forbidden
Toys: 20 h 30 mer.; Les Caferds, Captain Zork, Sadi Corrix: 20 h 30 jeu.;
Atomic Kids: 23 h ven.; Exode:
20 h 30 mer.; king Seez: 23 h sam.
NEW MORNING (45-23-51-41). Morno
Warndel Sourmain: 21 h jeu.; Verd Merhisseis, Kgwennyape Band: 21 h ven.;
Ziskakan, Grammoun Leie: 21 h sam.;
The Laste Poets: 21 h mer.
LE NOUYEAU CAFÉ (43-21-65-29).
Patrick Tillemen, Jammy Drouffierd: 22 h
mer., jeu.; Járôms Duvívier Guertet:

Patrick Tillemen, Jimmy Droullard : 21 h mer., jeu. ; Jérôme Duvivier Quartet :

21 h mer. ; Med'moiselle Swing Vocal : PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-BERCY (40-02-60-02). Elten John :

20 h mer., jeu. PASSAGE DU NORO-OUEST PASSAGE DU NORO-OUEST (47-70-81-47). Jean-Louis Mahjun Grand Blues Band: 22 h van.; Ali Farka Touré: 22 h san.; Yabby You, Dennis Alcapona, Mad Professor: 19 h dkm.; World Party: 21 h mer.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Jazzter X: 21 h 30 mer.; Chance Orchestra: 21 h 30 jeu.; Chantega: 21 h 30 sem.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-55). Saxomanis: 21 h 30 mer.; Las Mécenos de la générale: 21 h 30 jeu.; High Society Jazz Band: 21 h 30 ven.; Triocéphale: 21 h 30 sem.

tem.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Barney Wilen, Jacky Terrasson: 22 h 45 mer., jeu. Saxophone, pieno, Gilles Neturel (comrebesse), Peter Gritz (betterie); Jimmy Gourley, Dominique Lemente: 22 h 45 ven., sem. Chent, guitare, contrebesse, Philippe Combelle (betterie); Alain Jean-Marie, Eric Barret: 22 h 45 mer.

JE PIED DE CHAMEAU (42-78-35-00).

LE PIED DE CHAMEAU (42-78-35-00). Aldo Romano Trio : 22 h 30 ven., sam. Batteria, Glann Ferris (trombone), Michel Benita (contrabassa). PIGALL'S. Back to Funk 2 : 21 h sam.

PREATL'S, sect to runk 2: 21 h sem.

REX CLUB (45-08-93-89). Omer and
the Howlers: 23 h 30 mer. Soinde
Metallic Jungle; Cop Shoot Cop: 23 h
ven. Soinde Planete Rock; The Mighty
Mighty Bosstones: 23 h 30 km.

SHEHERAZADE (48-74-41-88). Alenvenababa : 20 h jau. SLOW CLUB (42-33-84-30). Wild Bill

Devis Trio : 21 h 30 mer., jeu, ; Jacky Ceroff Dideland Jazz Bend ; 21 h 30 ven., sam.; Jean-Paul Amouroux 21 h 30 dim.; Jacky Millet Jezz Bend 21 h 30 mer. SUNSET(40-28-48-60). Surrey Murrey

Cuernet: 22 h 30 mer.; Xavier Richardeau Cuertet: 22 h 30 ven., sam.; Gueude Geng: Jusqu'eu 30 mai 1893. 22 h 30 dirz. THÉATRE OES OÉCHARGEURS

142-38-00-02). Richard Witczak at ses Tziganes: jusqu'eu 26 juin 1993. 22 h 30 jeu., ven., sam.; Jacques Videl, Eric Daniel, Alain Deblossat: 19 h 30 TONIC HOTEL JAZZ CLUB

(40-19-04-05). Jacques Doudelle Trio ; 22 h mar,, jeu.; Old Timars : 22 h sam.; Flore et Bob : 22 h mar.; Dice Matrix : 22 h ven. TROTTOIRS OF BUENOS AIRES TROTTORIS OE BUENOS AGRES (40-28-28-58), Estela Klainer ; jusqu'au 1" juin 1983. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., ; Ricardo Moyano, Giberio Gan-cedo : jusqu'eu 29 mai 1993, 0 h 30 ven., sam. Duo de guitares. UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66).

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-78-86).
Weifpeck: 22 h mar.; Desemberados:
22 h jsu.; Indigo: 22 h ven.; Blueameinicos: 22 h serr.; Ducky Smokton:
22 h mar.; Pulippe Portior: Y h sem.
LA VILLA (43-28-60-00), Niels Lan
Doky: 22 h 30 mer., Jeu., ven., sam.
Pieno, Niels Henning Orsted Pedersen
(besse), Alex Riel (barterie); Gilles Clément Quertet: 22 h 30 km, mar.

Périphérie BORIGNY, SALLE PABLO-NERUOA (43-85-66-00), Rambab, BAE TERUOA

(43-85-68-00). Baobab, RAF, Torpado, Princesa Erika : 20 h ven. Princess Erica: 20 h ven.

CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB
(60-45-75-16). Oaborsh Grown
Quartet: 21 h mer.; Steve Groseman
Quartet: 21 h jeu., ven., sem., dim.;
Stella & Al Levitt Quartet: 21 h mer.
MONTREUIL. INSTANTS CHAVIRÉS
(42-87-25-91). Claude Barthélemy
Octet: 21 h 30 mer.; Andy Emer Méga
Octet: 21 h 30 mer.; Antoine Hervé
Quartet: 21 h 30 sam.; Antoine Hervé
Quartet: 21 h 30 mer.
VERSAILLES. TRIANON PALACE VERSAILLES. TRIANON PALACE (30-84-38-45). Alligator Jazz Band : 22 h leu.

CHANSON

BAISER SALÉ(42-33-37-71). Bernard Granger: jusqu'au 28 mai 1993, 16 h 30 mar., jeu., ven., lun., mar. BATEAU-THEATRE(40-51-84-53). Mer. CAFÉ DE LA DANSE. leaballe Moralii :

20 h 30 mer., jeu., ven., sam.

Peris accords et à cris : 21 h mer., jeu., ven., sem. ; 17 h dim. ; Lacouture : 20 h 30 km. ; Sylvette Bouller : 20 h 30

CASINO DE PARIS(49-85-99-99). Jac ques Outrono : jusqu'su 5 juin 1993. 20 h 30 mar., jeu., ven., sam., mar. CAVEAU OES OUBLIETTES(43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., kun., mar. Chensons à le carte tous les solrs.

FOLIES- BERGERE(40-25-60-58). Amina : 20 h 30 mer.

ROSEAU-THÉATRE(42-71-30-20). Sufvez c'qu'on feit : 14 h 30 mer., jeu., ven., sem. O'eprès des chensons de Mirelle et Jesn Nohain. Avec Arlane, Steeve de Psz, Sylvie Heymans, Marie-Line, Lou Volt, Bonbon (mise en scane). SENTIER DES HALLES(42-36-37-27). Les Normes Troppo : jusqu'eu 5 juin 1993. 22 h mer., jeu., ven., sem., mer. THÉATRE CLAVEL(42-49-68-70). Heim Issac : 20 h 30 mer., jeu., ven., sem., km. ; 15 h 30 dim.

THÉATRE OF LA MAINATE(42-08-83-33). Cella Cerre : 19 h jau., ven., sam. : 15 h dkm.; Phono Folie : jus-qu'au 28 juin 1893, 20 h 30 jau., ven., sam., km. ; 18 h 30 dim. Speciacle de chensons de la Belle Epoque.

THÉATRE OES DÉCHARGEURS(42-36-00-02). Les Oumènes de Sonnada : Jusqu'au 27 Juin 1983, 21 h dim. TOURTOUR(48-87-82-48). Véroniqu

Gain : Jusqu'au 12 Juin 1993. 22 h 15 mer., jeu., ven., sam., mer. ZÉNITH (42-08-60-00), Kassav' : jusgu'au 30 mei 1993, 20 h ven., sam. ;

99.7°

120

3

200

-

.

2022

3.

...

2.00

19.00

....

= -

4

1.0

5....

Comme

Þίπ

40.

A-

 $R_{\mathcal{L}^{-1}}$

7.

327

l≿_{ski} .

F-100

- -

1

⁴³3 · .

25.

15 h dan, MAISONS-ALFORT. THÉATRE CLAUGE OEBUSSY(43-75-72-58). Francis Leienne : 20 h 45 jeu.

VITRY. THÉATRE JEAN-VILARI46-82-84-90). Mouloud[; 21 h ven.

BALLETS

CAFÉ OE MADRIO (48-24-97-22). La Cuadro de Carmen Giraldez : 21 h 22 h 30 mer., van., sam. Flamenco. Dans le cadre du Mois de l'Andelousie. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Anii Kumer Lonks : 20 h 30 ven. Danse de l'Inde, adissi.

LAVOIR MODERNE PARISIEN-PRO-CREART (42-52-44-94). Charlie Juffries, Tetsuro Fuluhare ; 20 h 30 mer. Yvonna Tenenbeum: Danse buto Tet-suro Pukuhera, Leona Cats, Pierre Philippe : 20 h 30 jeu., van. Sabine Seume.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER(47-42-53-71). Glaste : jusqu'au 17 juin 1993, 19 h 30 mar. Ballet d'Adam: Ballet de l'Opére de Paris, Orchestre de l'Opéra de Monte Carlo, Richard Bonynge (direction), Mate Ek (chorégraphie).

THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Sankal Juku ; Juaqu'au 28 mai 1993. 20 h 30 mer., ven. Création mondiale, Ushio Amagatsu (chor.) Sankal Juku : Amagatsu (chor.)f9Périphérief0.

Périphérie

CHILLY-MAZARIN. AUGITORIUM CLAUGE-OEBUSSY(69-09-01-67). Guys and Dolls Gance Company : 20 h 30 von. Dance America, Patrick Honoré (chor.). Danse et claquettes.

MUSIQUES DU MONDE

CARTOUCHERIE THÉATRE OU SOLETL (43-74-24-08). L'inde de père en fils et de mère en file ; juequ'au 6 juin 1993. 15 h 19 h 30 mer., sem. ; 1993. 15 h 19 h 30 mer., sem.;
19 h 30 jeu., ven., jun.; 15 h dim. Tee-jan Bai (conteuse), fee Manganyaara (musiclene, chanteurs), Chan Baba (magicleni, Heera Bei (scrobata), Gidhari Lai (muttre de danse kathak), Guru Shri Maguni Dea (maître de danse odisal), Haripada et Mirmaia Goswami (maître de théatre kathakali).

CENTRE MANOAPA (45-89-01-80). Sharmilla Roy, Mélanie Jeckson, Vidya : 20 h 30 mer. Chant, réchtante, danseuse, Bruno Callet (percussione) Dúo Mag Mell : 20 h 30 jeu. Musique et

PARIS EN VISITES

MARDI 25 MAI

«Les passages couverts et galeries marchandes du dix-nouvième siècle. Une promenade hors du tempe » (premier parcours), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Parie autrefois).

«De la viès des Arts à la ché des Fieurs », 10 h 30, à l'angle de la rue Forest et de la rue Caulaincourt (V. de Lanziede).

Forest et de la rue Caulaincourt (V. de Langlede).

a Le traizième errondissement, strour d'une expositions, 14 heures, devant le mairie, place d'Italia (Approche de l'arti.

a Las salons de la bibliothèque de l'Arsensie (Imité à vingt personnes), 14 h 30, errore principele, angle de la rua de Sully et de l'asplanade (Monuments historiques).

a La cartisérale russe : histoire de la religion orthodoxe et de mille ans de christianisme en Russie. L'art des lonnes », 14 h 30, 12, rue Daru (P.-Y. Jesler).

a L'Opére Garnier », 14 h 30, en

al. Opéra Gamier», 14 h 30, en haut des marches extérieures, à gauche (Tourisme culture).

cNote-Dame de Parie et ses spien-deurs. La tethédraie, du Moyen Age à nos jourse, 14 h 30, façade, portait central (E. Romann). • Villas et ruelles du village de Cha-tonnes, 14 h 30, métro Porta-de-Ba-gnolet; sortie boulevard Mortler (M= Cazes). e Histoire et formitionne-

ment de l'hôtel des ventes au nou-veeu Drouot», 14 h 30 et 16 h 30, sortis métro Ficheliau-Drouot, sous le grande horloge, en foce du Crédit du Nord (Connsissance d'ci et d'ailleurs), « Guimard à Auteuil, de l'hôtel Mez-zara, spécialement ouvert, au castel Béranger », 14 h 30, 60, rue La Fon-taine (C. Merle).

a Les passages couverts du Sentier, où se résise le mode féminine. Exo-tisme et dépaysement assurés a (deuxième parcours), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autrefois). a Hötels et jerdins du sud du Merale. Placa des Vosges », 15 heurs, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du possé).

e Exposition : spiendeurs de flus-sie », 15 heures, entrée du Petit-Palsis, svenus Winston-Churchill Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Salte Albert-le-Grand, 228, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 19 heure: : a Sciance et création, Que disent la science moderne, la mésaphysique et la révélation eur l'existence de l'homme et de l'Univers 73, per C. Paulot (Centrale catholique des comérances, tél. : 42-80-88-32).

GREILSAMER le procès contaminé DOCUMENTS LE LIVRE **QUI VOUS FAIT JUGE** Pour la première fois, voici les documents-clés d'un

Le Monde EDITIONS

LAURENT

scondale médical, politique et moral.

- Le réquisitoire du procureur de la République.
- Les comptes rendus d'audience du Monde.
- Le jugement du tribunal correctionnel.
- Lo chronologie des événements.

En vente en librairie

ECONOMIE

BILLET

AS VO DE PARISIAS 99 89 & Jusqu'au E Juin 1991 DES OUBLIETTES(43-54

FILIES BERGERE(40-28-60-58) 10 h 30 mer.

25EAU THEATRE 42-71-30-20 5

1 14 h 30 mer. ja.
2 oprès des charens de
2 i joan Noham. Avec Arms.
3 12 Sylvia Heymans, Man.
4 Bonhon (minn en alle)

72 . St. Vol. Bonbon (mise at schol

SENTIER DES HALLESIAZ-36-37-27

mer . jeu., ven., sam, sar.

THE ATRE CLAVEL(42-48-88-70) HE

25 h 30 mer , jeu., ven., sen.,

"HEATRE DE LA MAINATENZO"

Colo Corre : 19 h jeu. Ma

sen 1993, 20 h 30 jac, lan

The series of the Bodin Epoqua.

-- ATRE DES DÉCHARGEURSIO

Les Quenenes de Bonnate

.... 1993 21 h dim. CUR:4E-87-82-48). Váronga

211174 41 05 50-00). Kassay : ps

393, 20 h ven , can :

MAISONS ALFORT. THEATRE

1.400€ DEBUSSY(42-76-72-58)

WITH THEATHE JEAN-VILLARIA

1441 DE MADRID (46-24-97-22) L

TOTA WILLIAMS TO MAIS DO L'Andelesia.

164791 MANDAPA (45-89-0160

LAVOIR MODERNE PARISIEN-PRO

TS (ARY 42-52-44-94). Charle &

. Leone Cats. Piere Par

1445.19.41 42.53.71 Giselle #

tage de e de l'Opére de la

- marie de l'Opera de Montelà

: 175 "A", JAPA 45-89-01-56

13 1 1 1 2

TOTA DE PARIS

No. 10 10 12 22

. \$ * * A e 20 * 20 mu . von Sabine Seine

STATE OF THE PARTY.

BALLETS

20 n 45 Res.

77 14 97 Mo-budu 21 hven

en en sem mar.

`* :g-

April 1994 1 Walter Die San

法私民生产 石灰

स्थानी के अहेक १९८७ - अपीर्ट

or P

* . . .

Sec. 14

442.54

g in last min

小人生 计多点条

Tree has

CONTRACTOR OF

8 h 30 dim. Spectacle de

5 7 30 cm

Any DES CUBLICITES(43-54 - aboror de la chineson - so - 1 h mor., jeu., ven., sie., - charsons a la carte tou la

du président Clinton

L'été sera rude pour l'administration Clinton tant elle devra batailler ferme pour sauver au Congrès son projet de taxation « élargie » sur l'énergie L'idée de départ était simple. A la recherche de recettes fiscales pour réduire un déficit budgétaire ebyssal, le président préconisait en février dernier d'instaurer, à compter du 1" juillet 1994, une taxe progressive sur l'énergie. Exception faite des énergies «nouvelles», elle devait e'appliquer à toutes les autres sane exception, du pétrole au gaz naturel, du charbon à l'électricité et rapporter, seion les calculs de l'administration; quelque 80 milliards de dollars entre 1994 et 1997. C'est peu dire que le projet est mal parti. Dès son ennonce, de multiples groupes de pression se sont mobilisés avec l'intention avouée de le « tuer». Le plus puissant de cee lobbys L'Alliance pour une énergie

ebordable - affirme regrouper pas moins de 906 organisations et sociétée. «Il s'agit d'une remarquable coalition qui regroupe l'ensemble des secteurs de l'économie », e affirmé l'un de ses membres les plus influents, Jerry Jasinowski, la président de l'Association nationale des producteurs. Aux yeux des adversaires du projet Clinton, la taxe élargie aurait des effets « sévères » sur la production industrielle des sur les coûts de production, e elle condamnerait beaucoup de nos entreprises à un statut

d'exportateur de second-rang-

Surare Borrens (direction), Mc dans le monde », e résumé. M. Jasinowski. Dana un pays où ~4 ATRE DE LA VILLE (42-74723 la crainte du chômage reste .370 b . . 25 . 25 ca 28 ma 🕏 vivace, le projet de er en Création music A majatas abor I Sante Ha l'edministration Clinton est désigné comme étant un «job Ending: Near (Granchéreff). killer - un tueur d'emplois. Face à cette offensive, le Périphérie pouvoir est sur la défensive. Ce week-end, le président Clinton THE MAZARIN. AUDITORIE 4 10 CEBUSSY 69-09-01-74 s'en est pris au « grand lobby pétroller», qu'il a accusé de Tarre t - Calle Denie Company vouloir se décharger sur les

Sarte America Parci Marine Committee of Chapters personnes âgées et les salariés MUSIQUES DU MONDE à bas revenue de leur contribution à la réduction du APTOUCHERIZ-THEATRE M déficit budgétaire. Le président \$0-21 41-74-14-081 1 hite to pe (démocrate) de la commission at the more on the usquiseber des finances du Sénat, Damei . - - 9 - 30 mei . 50 Movnihan, est kil eussi monté au créneau. e Nous ne changerons - in se les Manganti ariculai Chan Box pas la taxe sur l'énergie, a-t-il réaffirmé. Elle est assez 121 en 153 (2005), Ges 2 27-0 19 Sanso kethaki Gan Sa modérée et nous devons avoir the state of the state of une taxe sur l'énergie. (...) Il Useware training s'agit du premier plan de Anna de tram On akrishnan (make a

réduction du déficit jamais concu, et si nous ne l'appliquons pae, nous perdrons beaucoup >, a-t-il conclu. Pour les evocats du projet, la partie est loin d'être gagnée car les démocrates ne disposent que d'une majorité relative eu Sénat. Plus inquiétant pour eux.

à la très importante commission des finance ils ne disposent que de 11 sièges sur 20. Et deux sénateurs viennent de la Louisiane et de l'Oklahoma, des états producteurs da pétrole.

JEAN-PIERRE TUQUOI

or GATT: les négociations repres-dront après le G7, selon M. Dan-kel. — Les négociations sur le GATT (Accord général sur les tarifa douaniers et le commerce) reprendront après le sommet du groupe des sept grands pays industrialisés (G7) en juillet à Tokyo, a déclaré le directeur général du GATT, Arthur Dunkel, eité dimanche 23 mai par la presse sudcoréenne. M. Dunkel, à Séoul pour la réunion la semaine prochaine du Conscil économique du bassin Pacifique (PBEC), a indique au ministre coréen des affaires étrangères, Han Sung-Joo, que les pou-voirs spéciaux concernant le GATT (a fast-track ») que le président américain Bill Clinton a demandés an Congrès permettraient une accélération des négociations, rapporte

La réunion informelle des ministres des finances au Danemark

Les Douze cherchent à dédramatiser les dévaluations

Le système monétaire européen (SME) doit s'edapter aux difficultés économiques actuelles, sans sortir du chemin conduisant à la monnale unlque : les ministres des finances de la CEE réunis samedi 22 et dimenche 23 mai à Kolding (Danemark) ont débattu des moyens de remplir ces objectifs contradictoires. Au cours de leur réunion informelle, ils ont epprouvé deux rapports, le premiar du comité monétaire (les directeurs du Trésor et les numéros deux des banquas respecter les objectifs de stabilité centrales), le deuxièma du comité des gouverneurs des banques centralae de la CEE. Tous deux enalysent les origines de la crisa monétaire récante et réaffirmant la rôla central que doit jouer le SME sur le chemin vers la monnale

de notre envoyée spéciale

Surmonter les divergences éco-

devenu plus complexe». La période

de cinq ans au cours de laquelle le SME a vécu pratiquement sans réalignement des monnaies (entre 1987 et 1992) est bel et bien terminée. Plus question de considérer le mécanisme de change comme une « quasi-union » - selon l'ex-pression du comité monétaire. prélude immédiat de Maastricht. L'idée est plutôt de s'y référer comme à un a bien commun ». qu'il faut préserver par nne coopération renforcée et si nécessaire au moyen de réamenagements de parités plus frequents. Et même les pays n'eppartenant plus au mécanisme de change sla Grande-Bretagne et l'Italie) sont invités à

des prix. Il est également très importent de dédrematiser les

Car avec la libre circulation des capitaux et le développement d'instruments financiers très sophistiqués, les anticipatinns de réaménagements de parités peuvent déclencher des tornades sur les places financières. L'une des causes de la fragilité du SME est sa transparence vis-à-vis des mar-chés. Comme le cours de chaque monnaie doit rester contenn dans une marge de fluctuation stricte-ment définie (plus nu mnins 2,25 % de part et d'antre d'un taux central), il est possible pour les opérateurs de surveiller les cours afin de détecter l'imminence d'une crise.

« procedure confidentielle » L'idée du rapport du comité monétaire est de concevnir des indicateurs confidentiels, basés sur l'analyse de la compétitivité exté-neure, afin de repérer le plus tot possible les mauvais positionne ments des toux de change et d'nr-ganiser, si nécessaire, des réamenagements de parités le Monde date 23-24 mai). La marge de maoœuvre des spéculateurs serait ainsi limitée.

.Nouvelle

L'un des atouts de la nouvelle

« procedure confidentielle » est de permettre à tous les Etats de sug-gèrer dans l'anonymat des réaménagements ennormant une nu plusieurs devises du système. Entre 1987 et 1992, le mot dévaluation était devenu totalement tabou. Au point d'nuvrir, en septembre der-nier, une période de graves tensinns entre les responsables alle mands et britanniques, qui n'osaient s'affronter au sujet de la necessaire dévaluation de la livre. Le 13 mai, la dévaluation « n froid « de la pesetn semble avoir été la première application de cette » doctrine de Kolding ». Reste à savoir si les Etats accepteront de se prèter au jeu de la franchise. Si l'avenir du SME fait l'objet de longues discussions, plusieurs autres dossiers ont été rapidement refermés à Kolding.

Sur le thème de la fiscalité de l'épargne, la discussion a tourné court. L'Allemagne demande une harmanisation du taux d'impositinn des revenus des obligations, afin d'éviter les transferts de capitaux entre Etats. A Kolding, le

commissaire européen chargé des affaires fiscales, Christiane Scrive-ner, a proposé sans succès une taxe uniforme de 10 %, Mais la Grande-Bretagne et surtout le Luxembourg s'opposent ferme-ment à ce projet qui risquerait de nuire à l'activité de leurs places financières.

Quant aux fameux «critères de convergence» qui doivent assurer un rapprochement des performances économiques des Douze à l'horizon de la deuxième étape de l'UEM (en 1997 au plus tôt), pas question non plus de les réexaminer. Même si la crise économique actuelle rend leur application pratiquement impossible, leur révision est politiquement impossible, leur révision est politiquement impossible. sion est politiquement impensable Les critères « restent ce qu'ils sont », a déclare Jacques Deinrs, président de la Commission euro-

FRANÇOISE LAZARE

«L'Europe serait sage d'avancer lentement» selon le chancelier de l'Échiquier, M. Lamont

KOLDING

de notre envoyée spéciale

L'exercice de Kolding éteit d'autant plus délicat que les tensions entre les Douze, exacerbées à l'eutomne, sont encore visibles. Après la sortie de la livre du SME, le 16 septembre, Norman Lamont avait exigé une réforme fondamentale du SME. Mais à Kolding, il a dû se résoudre à epprouver la consolidation du système. Le chencelier de l'Echiquier britannique n'eet pourtant pes à court d'argu-ments. Il effirmait, dimanche, que la Grande-Bretagne n'est pas iso-lée, mais que l'Irlande, le Portu-gal, l'Espagne et l'Italie s'inquiè-tent également de la politique monétaire stricte qui préveut

blèmes économiques à tous les participants ou SME. « Est-il approprié pour un pays comme la France, qui e trois millions de chômeurs, de devoir maintenir une politique monétaire très stricte, alors qu'il n'existe pas de risque inflationniste ? », s'interroge M. Lamont, Si certains Etats doivent procéder à des ajuetements douloureux de leur politique monétaire afin de protéger leur monneie eu sein du SME, l'Allemagne, elle, devrait

teire important, estime-il. Edmond Alphandéry, ministre français de l'économie, a rappelé que « le dosage de la politique allemende est plus favorable aujourd'hul qu'hier». Ce qui n'e pas empêché les responsables français de s'inquieter à Kolding

procéder à un ejustement budgé-

magne, conséquence de la déténoration des finances publiques

Alors que le rapport du cominé monétaire envisege presque explicitement le retour de la livre dans le SME, le chanceller déclare pour sa part que « cela pourra prendre deux ans, trois ens, ou plus », qu'il n'est pas question d'y songer avant et que, de toute façon, sil est douteux que l'union monétaire entre en viqueur en 1997». «L'Europe serait sege d'evencer lentement », sjoute-il en rappelant que le traité de Maastricht a été ratifié à une faible majorité en France, et qu'il e failu deux référendums eu Danemark pour que le projet d'union politique, économique et monéteire, solt

- AYIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PAIEMENT DU DIVIDENDE **EN NUMÉRAIRE OU EN ACTIONS**

L'Assemblée Générale des Actionnaires de BSN, réunie le 18 mai 1993 a décidé que chaque actiannaire paurra chaisir le paiement du dividende (15,00 francs hors avoir fiscal) en espèces ou en actions.

Le prix d'émission des actions remises en paiement du dividende, fixé à 90% de la moyenne des premiers cours catés lars des 20 séances de bourse ayant précédé le jaur de l'Assemblée, diminué du dividende, ressort à 809 francs. Ces actions nouvelles seront dispanibles à partir du 30 juillet 1993.

Le 18 mai 1993, jaur de l'Assemblée Générale, l'action BSN catait 874 francs à l'auverture.

Quelle que soit l'aptian choisie, les actiannaires ayant droit à l'avair fiscal attaché au dividende en conservent le bénéfice.

OPTION À EXERCER DU 1^{er} AU 18 JUIN

Les actionnaires pourront exercer leur option du 1^{er} au 18 juin 1993 inclus.

PAIEMENT EN ESPÈCES À PARTIR DU 29 JUIN 1993

Pour les actionnaires qui n'auront pas apté paur le paiement du dividende en actions, le dividende sera payé en espèces à partir du 29 juin 1993.

Pour plus d'informations, composez sur votre minitel: 36.16-CLIFF.











PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

La taxe sur l'énergie menacée

KOLDING

nomiques. Vaincre la pression des marchés. Ce sont les objectifs très ambitieux assignés eu SME dans sa version 1993; quelques mois après les tourmentes monétaires de l'automne. Au cours d'un weekend informel organisé à Kolding, à Pouest du Danemark, les ministres des finances de la CEE ont eu tout loisir d'examiner les moyens de donner une nouvelle crédibilité au

Le rapport du comité des gouventeurs de banque centrale, pré-senté à Kolding, reconnaît que, « pendant plusieurs années, l'évolu-tion des prix et des coûts a économique dans la CEE est

actuellement an Europe. magne fait supporter ses pro- d'intérêt à long terme de l'Alle-

Une comparaison internationale pour les cinq ans à venir Perspectives de croissance défavorables

pour les entreprises européennes

moios bonne posture que leurs homologues américaines et japonaises, souligne une étude publiée récemment par six grands instituts du Vieux Continent regroupés an ecin de l'European Economie Research and Advisory Consortium (ERECO).

D'abord, parce que les perspectives de croissance leurs sont moins favorables. Selon l'ERECO (1), la croissance du PIB des douze pays membres de la CEE devrait atteindre 2 % en moyenne su cours de la période 1991-1997, contre 2,4 % aux États-Unis, 3,2 % su Japon et 2,5 % en moyenne pour l'OCDE, la France se hissant elle à 2,1 %. Ensuite, parce que ces entre-prises qui ont misé sur la mondia-lisation de l'économie, en multipliant an cours d'une période récente les investissements étrangers, sont à la merci d'un repli protectionniste, si la CEE ne par-vient à s'organiser pour affronter les deux bloes régionaux concurrents que constituent le Japon et les Etats-Unis. Enfin, parce que les

Les entreprises européennes firmes européennes, dont certaines abordent les cinq années à venir en d'entre elles ont adopté un positionnement hant de gamme, censé les mettre à l'abri de la compétition par les prix, n'ont pas forcément choisi une stratégie adaptée à une demande en faible croissance.

Pour faire face à ces difficultés, « les entreprises devront répondre par une politique de prix maîtrisés, aux exigences d'une demande peutêtre moins sensible nux prouesses technologiques », expliquent les anteurs de l'étude, qui citent en exemple la montre Swatch et le Renault Twingo. Cet effort ne sera toutefois pas suffisant, selon les experts de l'ERECO. Estimant que, contrairement au début des années 80, les entreprises européennes ne pourront trouver leur salut toutes seules, ils plaident pour la mise en œuvre de politiques industrielles au niveau communautaire.

(i) Les six instituts qui forment l'ERECO sont le BIPE (France), l'IFO (Allemagne), Prometeia (Italie), le NEI (Pays-Bas), Cambridge Econometrics (Royaume-Uni) et WIFO (Autriche).

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Mises en chantier : + 6,7 % en avril. - Les mises en entier de logements ont augmenté de 6,7 % en avril aux États-Unis, après deux chutes en janvier et mars et une faible eugmentanon en février. Il s'agit de la plus forte hausse depuis août 1992, qui s'explique en partie par le ralentissement des mises en chantier en mars sur la côte est en raison des mauvaises conditions climatiques.

JAPON

e Commerce extérieur : nouvelle augmentation de l'excédant en avril. - L'excédent commercial japonais a de nouveau augmenté en avril, e annoncé le ministère des finances le semaine dernière. L'excédent e atteint 10,25 milliards de dollers (56 milliards de francs), contre 13,8 milliards en mars, et 7,1 milliards en avni 1892. De l'avis des spécialistes, ce gonflement sur un an s'explique en partie par l'appréciation du yen, qui renchérit l'excédent exprimé en dollars. Pour l'instant, la hausse de la monnaie nippone ne s'est pas encore tradulte par une réduction des ventes à l'étranger. En avril, les exportations de l'archipel ont progressé de 12 % par rapport à la même période de l'année précédente. s'établissant à 30,7 milliards de dollars, alors que les importations ont augmenté de 1,7 % seulement, à 20,4 milliards.

to the Jackson Vol. 3 at recussion to

TES

MARTIN 25 MAI

SUPPLIES OF SUPPLI

La discussion du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Balladur va accentuer les mesures de relance de son «programme de redressement»

La eituation économique étant mauvaise et continuent mêma, camble-t-il, da sa dégreder, avac tnutes les conséquences d'une pereille évolutinn eur l'emploi, Edouard Balladur annancera diverses meeuree et modificatione de son programma économiqua dont le lancamant probabla d'un emprunt – lors da la discussion du collectif budgétaire qui s'ouvre mardi 25 mai à l'Assemblée nationale.

Parmi les mesures annoncées par le premier ministre figurent une demi-douzaine d'amendements aux dispositione présentées le 10 mai par M. Balladur dans son « programme de redressement économique et social», amendements dont la plupart concernent la fiscalité. Il l'échn in Tribune Desfossés du 24 mai, le lancement d'un emprunt auprès du public, qui servirait à financer des travaux publics, mais eussi des mesures sociales (eugmentation du nombre des contrats emploi-solidarité et remplacement des mesures «exo-jeunes» qui dis-

Il semble en fait que l'idée d'un emprunt destiné à mabiliser une épargne des ménages qui, sans être très abondante en France, n'en existe pas moins et puurrait être utilisée de façon plus productive qu'en placements dormants, type sicav monétaires, svait été plus ou moins retenue début mai. Mais M. Balladur n'en svait soufflé mot lors de la présentation de son plan le 10 mai, attendant que la baisse des taux d'intérêt soit amorcée. Cela est fait maintenant.

Une autre donnée essentielle à la réussite d'un emprunt de ce genre, pas trop ruineux pour le Trésor public, est la croyance à la stabilité des prix. Conditinn satisfaite elle aussi. L'Etat, s'il lance cet emprunt et ne l'indexe pas, pourrait propo-ser un taux d'environ 7 %.

La réalité de la crise

Mais le fait important, déterminant, est la réalité de la crise économique, l'une des plus dures que l'économie frauçaise ait connue depuis très longtemps, comparable à celle qu'avait déclenchée le premier choc pétrolier de 1973-1974. Devant la quasi-certitude d'una aggravation du chômage, une criti-que de fond svait été faite su plan Balladur du 10 mai, qui privilégiait l'aspect assainissement des comptes publica (budget et système de protection sociale) au détriment de la relance. Il semble que le premier ministre, fortement encourage en cela par le patronat, ait voulu corriger cet aspect de son plan.

Une nutre preuve de l'urgence qu'il y e de soutenir l'activité est la bunns volunté du gouvernement, qui s'apprête à accepter un certain nombre d'amendements - fiscaux notamment - au projet de collectif budgétaire. C'est ainsi que les dispositions concernant la déduction des revenus fonciers pourrait être plus généreuse (12 % au lieu de 10 % enmme prévu). D'autres amendements seraient acceptés concernant l'exonération dans certaines conditions des droits de succession (la mesure jnuerait dès la mi-mai alors qu'elle avait été prévue pour juillet), les intérêts d'emprunts (pour les personnes accédant pour la première fnis à la propriété), pour les plus-values foncières à long-terme mais sussi pour le calcul du plafinnement de la

serait facilitée par le relèvement des piafonds y donnant droit. Le coût de ces amendements serait faible en 1993 : 800 millions environ, l'essentiel concernant la modification de calcul de la taxe professinnnella. Pour 1994, le cost pourrait atteindre 1,5 milliard de

taxe professinnnelle. Les mesures

de défiscalisation dans les DOM-

TOM seraient à nouveau élargies

sprès svoir étè réduites l'année

deroière. Enfiu l'utilisation des

prêts pour l'accession à la propriété

ALAIN VERNHOLES

Le Crédit agricole et Sofinco étudient un accord de coopération

Après avoir essuyé à la fin des années 80 un échec cuisant avec sa filiale Unibanque, le Crédit agricole n'a pas renoncé pour autant à pren-dre pied sur le marché des cartes de crédit privatives. Mais sa stratégie sera cette fois très différente. Le Crédit agricole devrait annoncer dans les prochains mois une alliance avec un spécialiste du crédit à la consomma-tion. Il devrait s'agir de Sofinco (du groupe Suez). L'accord commercial pourrait se doubler d'une entrée de la filiate de Suez.

 Opération « com de poing » des pêcheurs dans un entrepôt frigorifique à Lorient.
 Un groupe de quatrevingts pêcheurs de Lorient et de Guilvinec ont forcé lundi matin 24 mai la porte d'un entrepôt frigorisique sur le port de Lorient et renversé plusieurs caisses d'encornets américains. Ils entendaient rappeler leurs revendications avant la réunion du conseil des ministres de la pêche le 8 juin à Bruxelles : préférence communantaire pour les produits frais et limitation des importations des pays tiers pour certaines espèces, alors que les cours sous criée restent F. G. très bas.

REPRODUCTION INTERDITE

locations

non meublées

offres

(Région parisienne)

NEUILLY/ST-JAMES

5 P. stdg. Lex. décoré. S/jerd. Verdure. Soleil. Balcon + park. Tél. dom.: 47-22-03-34 Tél. bur.: 48-62-97-38

locations

non meublées

demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

43, av. Marcoou - 75116 Park nach. APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE

VIDES OU MEUBLÉS GESTION POSSIBLE

(1) 47-20-30-05

locations

meublées

ÉTRANGER

Après les très mauvais résultats des entreprises en 1992

Le nouveau président de Nomura Securities croit à une reprise de l'activité au Japon

En marge de la troisièma conférence Aspen Japon-Europe, qui s'est déroulée à Kyoto du 19 au 22 mai, Yukio Alda, nouveau président de la principale mei-son de titres japonaise, Nomura Securities, commante, pour le Monde, les résultats de son groupe et fait part de son appréciation quant à la reprise attendus de l'économie japonaise.

KYOTO

de notre envoyé spécial

« Man nom est Aida, comme l'opéra » L'homme qui se présente ainsi, le sourire aux lèvres, est le président de Nomura Securities, la première maison de titres japonaise, en fait l'une des institutions financières les plus puissantes du monde, gérant plus de 90 milliards de dollars (500 milliards de francs). Propulsé à la tête de Nomura l'an dernier, à la suite des multiples scandales qui unt concerné la direction précédente, Yukio Aida, soixante-neuf ans, n'est certes pas m «bleu» dans la société. Il y est entré en 1947 comme simple vendenr d'actions.

Aujnurd'bui, e'est lui qui accueille les hôtes de la companie dans la superbe villa de la famille dans la superbe villa de la famille Nomura, à Kyoto, détenue maintenant par la société. Vendredi 21 mai, il y recevait avec faste les participants de la troisième conférence Aspen Japon-Europe (1), des hauts responsables économiques et politiques nippons et européens. Il commentait essuite pour le Monde commentait ensuite pour le Monde l'actualité économique japonaise et celle de son gronpe.

Derrière ses grandes lunsttes d'écaille, Yukio Aida n'a ni la suf-fisance de certains grands finan-ciers parisiens ni l'assurance de leurs confrères américains, encore moins l'arrogance de son prédéces-seur immédiat à la tête de Nomura, le flamboyant Yoshibisa Tabuchi. Modeste et confiant, ainsi apparaît le nonveau patron de Nomura, « Nos résultats de l'année fiscale 1992 soni médiocres »,

avoue-t-il. Pour la première fois depuis 1960, Nomura a perdu son rang de numéro un en termes de profits parmi les maisons de titres japonaises, coiffée sur le potean par Nikko.

M. Aida escompte de meilleura performances pour 1993. «La poli-tique de réduction des coûts sera poursuivie », explique-t-il. Très dense, le réseau de distribution va être allégé. «Trois agences et six bureoux de représentation ont déjà été fermés», indique M. Aida Les effectifs seront encore rednits. «Pas de licenciements, ce n'est pas possible chez nous», rappello-t-il, ajoutant : « Mais nous ne remplacons pas les partants et nous avons mis en place un programme d'inci-tation au départ pour nos salariés âgés de plus de cinquante ans.»

Surtout très affecté par les différents scandales qui ont été révélés à la fin des annècs 80, après l'ex-plosion de « la bulle financière », Nomura doit retrouver la confiance de ses clientèles. Elle a dû abandnnner les garanties de gaius qu'elle assurait à ses gros clients institutionnels et réformer son sysdeurs. « Il nous faut regagner la crédibilité perdue, notamment auprès des petits épargnants, c'est la condition de notre survie», expli-que Yukin Aida.

La Bourse anticipe

Liées à la libéralisation financière en cours à Tokyo, les sociétés comme Nomura vont aussi avoir à faire face à une nonvelle concurrence : les banques commerciales vant être autorisées à créer des filiales intervenant dans les mêmes activités que les actuelles maisons de titres. Une concurrence nouvelle qui inquiète M. Aida,

Pour faire revenir à la Bourse les petits porteurs, Nomuna vient ainsi de lancer un nouveau produit, une sorte de compte d'éparane en actions, grâce auquel l'investisseur peut ecquérir des actions en très petite quantité (le versement men10 000 yens, environ 500 francs). La confirmation, enfin, de la reprise de la Bourse devrait facili-ter les choses. Yukin Aida est assez confiant à cet égard. Depuis le le jenvier, la Bourse de Tukyo a déjà gamé plus de 20 %. Le mar-ché est en outre plus actif et les commissions, alimentation de Nomura, plus nombreuses. «La Bourse anticipe une reprise de l'éco-nomie», commente M. Aida, qui approuve cette anticipation. Pour lui, les résultats des entreprises industrielles, très mauvais en 1992, devraient commencer à s'améliorer dans les mois à venir, ceux des banques continuant encore à souffrir des conséquences de la crise pendant un ou deux ans au moins.

L'appréciation actuelle du yen (par rapport au dollar il a gagné plus de 10 % depuis le début de l'année) ne risque-t-clie pas de remettre en cause ce bel optimisme? C'est la crainte des officiels jeponais. «La réevaluation brutale du yen mine le moral de nos exportateurs», expliquent-ils à l'envi. M. Aida est d'un avis coutraire : a Globalement, elle est positive pour notre économie, car elle alliège le coût de nos importa-tions et oblige nos industriels à de nouveaux efforts de productivité.»

Un you fort permettra-t-il une réduction du gigantesque excédent commercial japonais? M. Aida ne se prononce pas. Il retourne à sa tâche : prendre ses hôtes en photo les uns après les autres. Il arrive au bout du rouleau. Il est très ennuyé, La boutique la plus proche ne vend que des pellicules da l'américain Kodak, Il préfère la qualité de celles... dn japonais Fuji. Le surplus commercial nippon a encore de beaux jours.

ERIK IZRAELEWICZ

.

WEEK!

(1) Organisateur de la conférence, l'institut Aspen France (du moin de la ville d'Aspen dans le Colorado, aux Eints-Unis), lié-à sa maison mère américaine, est un elub de-réflexion qui regroupe, à l'occasion de grands débats internationaux, des responsables écono-miques et politiques de haut niveau.

Les professionnels des travaux publics demandent le lancement d'un emprunt

de conjoncture et les « 100 projets d'infrastructure » recensés dans toutes les régions - qui pourraient faire l'objet d'une ouverture rapide de chantiers, – Philippe Levaux, président de la Fédération-nationale des travaux publics (FNTP) avait mis en avant une revendication majeure de cette profession: le lancement d'un grand emprunt de 12 milliards de francs sur deux ans pour relancer un secteur qui à perdu 10 000 emplois l'an demier et qui s'attend en 1993 à une baisse d'activité de 6 %.

Plus récemment, le 12 mai, quel-ques jours après la publication du collectif budgétaire, Philippe Levaux avait, à l'occasinn de l'Assemblée générale de la FNTP, réitéré sa pro-position devant le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, Les chefs d'entreprise du secteur avaient été vivement décus par les mesures du collectif les concernant, estimant que la «mini-relance du gouvernement ne représentait que 2 % environ de leur chiffre d'affaires».

Une nouvelle fois Philippe Levanz, exhortant le ministre « à davantage

En présentant le 15 avril son point le conjoncture et les «100 projets s'infrastructure» recensés dans toutes es régions — qui pourraient faire conditinns toutefois beancoup plus modestes. « Nous proposons la mise en place des cet été d'un emprunt à long terme de 6 milliards de francs assorti d'avantages fiscaux d'un coût budgétaire nui. En effet, les crédits d'umpôts qui inciteraient nos concitette profession : le lancement d'un proposon le 12 milliards de compensés par des recettes de TVA compensés par des recettes de TVA sur les travaux réalisés et une réduc-tion des indemnités de chômage due nux emplois créés ou maintenus», svait-il déclaré. Le président de la FNTP avait assuré en outre – ce qui n'est pas sans importance — que, pour amorcer la pompe, les caisses professionnelles du secteur da bâtiment et des travaux publics étaient prêtes à souscrire 1 milliard

de francs sur les 6 réclamés. Selon les professionnels du secteur, un tel emprunt pourrait être levé région par région et être gagé sur les regun par region et être gagé sur les recettes futures payées par les usagers pour l'adduction et l'assainissement de l'eau, les autoroutes, certains ouvrages comme des ponts ou des tunnels.

bureaux

Lourdes pertes pour les maisons de titres nippones espendant qu'elle davrait se suivre la directeur d'une société

de notre correspondant

Les maisone de titres isponaises ont enregistré à le fin de l'année fiscale 1992 (qui e'est achevée le 31 mars) des pertes cumulées evant impôt e'élevant à 482,7 milliarde de yens (1), soit 180 millisrds de plus qua l'année précédents. Seuls parmi les quatre « grands ». Namura (+2,4 milliards de yens) et Nikko (+2.5 milliards) ont réalisé das bénéfices alors que Daiwa enregistre dee pertes de 7,3 milliards et Yamaichi de 37,4 milliards.

Le marasms boursist (antre 1989 et août 1992. l'indice Nikkei da la Bourse da Tokyn a perdu la moitié de sa valeur), qui s'set traduit par une chute des commissione, et la poids des investissements en matériels informatiques au cours de la période de « bulle financière » sont à l'origine d'une situation dant les snalystas satimant L'augmentation du volume des

transactinna depuis le début de mars, conjuguée aux efforts concentis par les maisons de titres pour réduire de manière drastique les coûts (en deux ens le nombre des smployée à été diminué de 18 % et celul des représentations de 9 %), devreit permettre à celles-ci de retrouver des bénéfices au cours de l'exercice 1993. Un redressement qui ne signifis espendant pes qua toutes les malsons de titres agisnt surtiss de peine : lee petites, qui ont été maintenues la tête hors de l'eau an raison da l'eversinn traditionnalls du monde financier nippon pour les faillites, restent dans une situatinn précalre, avec d'infimss parts du marché.

Bisn que la commission ds serveitance de la Bourse mise en place en juillet eit décidé à la fin de la semaine dernière de pour-

financière accusé de manipulation des cours, un certain scepticisme demeure quant à l'efficacité d'un organisme relevant du ministère des finances et difficilement comparable à son homologue américaln indépendant at puissent.

Quelques jours auparavant, le tribunsi da Tnkyo avait condamné l'un des plus notoires spéculateurs « sauvages » de le fin des snnéss 80, Mitsuhim Kotani, symbole des excès de la période de « bulle financièrs ». Reconnu coupable de manipulation des cours, M. Kotani a été condamné à dix-huit mois de prisnn avec sursis. Peins exemplaire pour certains, légère pour d'autres. Il est en outre poursuivi pour extorsion de fonds (30 milliards de yens).

(1) 100 yeas - 4,92 francs

PHILIPPE PONS

Après trois semaines de grève

Vers un compromis salarial dans la sidérurgie de l'ex-RDA

Le constit dans la sidérurgie en Allemagne de l'Est tnuebe peutêtre à son terme, après l'accord conclu dans la nuit du samedi 22 an dimanche 23 mai entre le syndicat IC Metall et le patronat. Le compromis satisfait la principale exigence du syndicat - nne hausse immédiate des salaires mais le patronat a réussi à arracher une clause dérogatnire pour les entreprises les plus faibles. Après trois semaines de grève, les sidérurgistes ont obtenu de rattraper les salaires de l'Ouest, plus rapidement que leurs enllègues de la métallurgie, parvenus, il y a une semaine, à un compromis. Dès le 1" juin 1993, les sidé-

rurgistes tnucheront 80 % des appointements perçus à l'Ouest, 90 % au 1er octubre 1994 et 100 % au 1" avril 1996, trois mnis avant la métallurgie. La commission tarifaire d'IG Metall, le plus fort syndicat de branche d'Enrape avec 3,4 millians d'adhérents, a approuvé le compromis à nne large majnrité, dimanchs matin. L'accord dnit encore être entériné par au minimum 25 % des adhérents d'IG Metail dans les régions concernées, celle de Berlin-Brandebourg notamment, nà sout situés la piupart des douze complexes sidérurgiques d'ex-RDA.

□ NIGER : annouce d'un plan de sauvetage économique. - Le pre-mier ministre mégérien, Mahamadon Issoufou, a annoncé samedi 22 mai à Niamey, sa volonté de mettre en œuvre au plus tôt un plan de redressement économique visant à « sauver » le pays « de la mendicité et du naufrage ». Dans une déclaration de politique géné-rale faite devant l'Assemblée natiorate mité dévant l'Assemblée natio-nale, le chef du gouvernement, en fonction depuis le 23 avril, a pré-cisé que ce plan, qui entrera «des les prochains jours» dans sa phase d'élaboration, comprendra des « mesures contraignantes », notam-ment pour réduire le déficit budgé-taire, et supropera des « sacrifices » taire, et supposera des a sacrifices ». Sans faire d'allusinn directe an «programme d'ajustement structu-rel» (PAS) recommandé depnis près de deux ans par les institu-tions financières internationales et les bailleurs de fonds occidentaux, M. Issoufou a annoncé que des e discussions responsables a seraient engagees « incessamment » avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements

ventes 8. arrdt MARIGNY 170 m² 1~ 4L + 2 chb., serv. + box. 8 500 000 F. 42-60-30-15 11 · arrdt RUE SAINT-MAUR nmeuble récent. Standing 2 P. 47 m², refait neuf. Grande terrasse. Parking. 1 060 000 F. Immo Marcadet 42-51-51-51

appartements

17. arrdt GUY-MOQUET 18• arrdt MAIRIE 18-, 2 P. Tout confort. 3- étage ec éscenseur. 550 000 F. no Marcadet 42-51-51-51

20- arrdt MENILMINTANT Récent, 3 P. 70 m², Balcon, Parking, 1 050 000 F. Immo Marcadet, 42-51-51-51

94 Val-de-Marne **NOGENT/BOIS** Next. 3 P. + balc. Ceime, sur jerd. 1 298 000 F + parking. J. N. 40-89-00-00

achats Locations Rech. LRGENT 100 à 120 m² Parls. Préfère 5·, 6·, 7·, 14·, 15·, 15·, 4·, 9·, Pale compt. chez notaira, 48-73-48-07 VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS immobilier et 100s services, 43-55-17-50 information YDUS YENDEZ de commerce un appertament avec ou ane confort, adressez-vous un professionnel FNAIM Ventes IMMO MARCADET VIS GRAND SALDN DE COFFURE MONTE Agencement récent. (1) 4251-51-51. In 42-55-55-55 Dens le 91. Tél. 69-24-79-74, ap. 20 h. particuliers pavillons ST-TROPEZ/RABATUELLE
Très bel hôtel, à 1 800 m de
le ploce des Lloes, dans pinde
à fienc de colline. Supert.
21 500 m². 12 chambres.
2 villes, 1 appart. 6 tenirs +
club house, très gde pische.
Permis de const. 25 MF.
TEL (1) 47-90-37-18 25 ion Cap d' Agde-Peuthen (34)

Pav. plain-pled, neuf 133 m². Terr, 800 m². Pacc., séj. 45 m². cuis. 18 m². 3 chbres KZ, Bns. w.-c. 850 000 F. Dom.: 47-90-59-03 Sur. : 47-80-72-02, posta 596. Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS

Renseignements Tél. 1 46-62-75-13

offres **Paris** APPTS 30/300 M²

approciation actuelle du ju 10 C depuis le début à 27: 27: ne risque-t-elle pas de metter en sause ce bei opi = 1707 : C'est la crainte des offiaponais, e La régrahana ra der du ven mine le mord è The commence of expliquents. 71. Aida est d'un ang Giobalement, elle m e must notre économie, es

2. 100 e cout de nos importe h 2e nas industriels à 🛊 ert erfem du gigantesque eccide recommercial papenais? M. Aida e er nichaner pas. Il retoume ag

rame promote ses hôtes en phot 📻 🚐 aproviles autres. Il anive a and the regulation. If est très enneel La resur que la plus proche re voi der politicules de l'américa de l'orefère la qualité à du juponais Fuji. Less 11.00

5 - 5 - 5 - 1

3 Aug. 5 71

e a color and a marson meters . Se a Nessen de grant da

titres nippones

autore e l'insteur d'une soule ream com accuso de mempular The feet that is un cortain scope tyropure quant à l'efforors frances at diffic and a series and the series are the series and the series and the series are the

on das plus notoirs s in dear and it is markfull mass de pr

La modernisation de l'Europe orientale

de notre envoyé spécial Evoquer devant des Slovènes le Evoquer devant des Slovènes le conflit qui ravage la Croatie suscite une réactioo légèrement agacée. Devenue république indépendante en juin 1991, au terme d'une guerre éclair, ce petit êtaf de deux millions d'habitants blotti contre les Alpes, entre la Croatie, l'Italie et l'Autriche, déploie des efforts obstinés pour faire oublier au reste de l'Europe que la Yougoslavie a existé. Yougoslavie a existé.

Sur tous les dépliants touristiques, l'indication Jugaslavija a été soigneu-sement recouverte par une étiquette adhésive portant fièrement l'inscription Slovenija. Ici, un enachronisme est pire qu'un manque de tact. C'est une injure. «Le gulde Relais et Châteaux nous a encore situé en «Yougoslavie». Quand comprendrontils que tout cela n'existe plus?», s'indigne leure Esifer research de des la comprendica de leure Esifer research de de leure de le digne Jenez Fajfar, responsable de l'Hôtel Vila Bled, une ancienne rési-dence de Tito transformée en établissement huppé. Maigré le calme qui règne dans le pays, la jolie station de mootagne de Bled doit faire face depuis deux saisons à une forte désaf-fection des touristes étrangers, italiens et autrichiens pour la plupart. «Les gens assimilent encore Slovénie et ex-Yougoslavie», soupire M. Fajfar qui, Tougosianes, souprie of Papiar qui, toutefois, tient à préciser qu'il « ne regrette pas les flois de touristes bas de gamme que déversaient les cars de Yugo-Tours» ...

Il n'est guère qu'une seule et unique référence au passé qui trouve grâce aux yeux des responsables écogrâce aux yeux des responsables éco-nomiques et politiques : le niveau de vie et d'industrialisation de la Slové-nie, largement plus élevé que celui des autres Républiques de l'ancienne fédération. Avec 8 % de la popula-tion, elle totalisait 15 % du revenu national, fournissant le reste du pays en produits manufacturés transformés par ses soins. Plus riche et o'ayant jamais vu s'installer de minorités nationales sur son territoire, Ljubljana

du pouvoir d'achat par habitant le plus éteré de l'ancien bloc de l'Est », rap-pelle non sans fierté Davorin Kracun, le jenne ministre du développement fermonique. De la développement momique. Dotée d'infrastructures de bonnes qualité et disposant d'un excédent commercial de 3 milliards de finacs en 1992, la Slovétile regarde de très haut ses voisins de l'Est et commence à rêver d'un autre modèle. «Si nous devions choisir une référence, ce serait la Suisse», avone M. Kracun state l'ombre d'une hécitation. sans l'ombre d'une hésitation.

Avec l'usine Renault de Novo-Mesto, située près de la frontière croate, le pays dispose d'un exemple d'implantation industrielle réussie. Cet établissement de 3 500 salariés et d'une capacité de production de d'une capacité de production de 100 000 véhicules par an est le fruit d'une coopération entre le constructeur français et le société slovène IMV an sein de Revoz, leur filiale commune, où Renanit est, depuis l'an passé, majoritaire à hauteur de 54 %. Au total, près de 1 milliard de francs ont été investis dans cette usine qui, demis avril assure la fabrication de depuis avril, assure la fabrication de la Clio, arosi que celle de la Super-cinq, depuis 1990, mais qui vient d'abandonner celle de la Renault 4.

Les performances de Novo-Mesto satisfont pleinement Renault. Le niveau de qualité des véhicules est largement équivalent à celui des ins-tallations françaises. Beaucoup plus jeunes, les salanés slovènes de la marque au losange (doot la moyenne d'âge ne dépasse pas vingt-six ans contre quarante-deux ans en France) sont payés en moyenne 2 000 francs par mois, quatre fois moins que dans l'Hexagone, et, assure un responsable de Remault, « leur niveau de culture générale plus élevé les rend plus sensibles aux impératifs de qualité». Toutefois, l'arrêt de la production de la Renault 4 – dont 54 % de la valeur ajontée est d'origine slovène – et le lancement de la Clio (15 % seulement) oot entraîné no plan de 180 suppressions d'emploi, auxquelles s'ajonteront 200 antres l'an prochain. Les embauches sont bloquées depuis sont payés en moyenne 2 000 francs deux aus et les quelque 300 citoyens croates employés dans l'usine risquent

Bien que située à 200 kilomètres

des zones de combat, Novo-Messo paraît bien loin du drame yongosiave. Est-ce si sûr? La guerre o'a pas seulement fait disparaître des sous-trai-tants. Elle a également limité les débonchés, même si les 21 000 Clio prévues pour 1993 sont d'abord destinées à l'exportation (République tchè-que et Slovaquie, Allemagne orien-tale, Pologne, Hongrie, Antriche, mais anssi le sud de la France). Jusqu'en 1991, l'usine alimentait l'ensemble de la Yougoslavie. Renault avait conquis 7.5 % d'un marché prometteur (292 000 immatriculations en 1990). Or, depuis deux ans, ce marché local s'est brusquement limité à la seule Slovénie qui o'a ebsorbé que 12000 voitures en 1991 et 10200 en 1992, année au cours de laquelle la production industrielle du pays a enregistre un recul de 13 %.

> L'avantage de Fiat

Le rétrécissement des perspectives commerciales n'est pas le seul motif d'inquiétude des responsables fran-cais. Ils s'alarment également de voir de nombreux véhicules neufs importés d'Italie franchir les frontières avec une étonnante facilité alors que les Renault sont soumises à des droits de douane à l'exportation. En outre, l'ébauche d'un espace de libre-échange entre les Républiques tchèque et slovaque, la Hongrie ainsi que la Pologne auquel la Slovènie souheits descrite des la result de la libre l'officie haite s'associer risque de faire l'affaire de Fiat, installée en Pologne, oo de Skoda, Ces marques, dont le « taux d'intégration», c'est-à-dire le pourcen-tage de la valeur ajoutée réalisé dans lage de la Valeur ajoutée resuse dans le pays d'origine, est plus important que celui de leur concurrente fran-çaise, bénéficieront de droits de dovane préférentiels. « Alors que Renault est, par l'importance, le second industriel implanté dans ce pays, nous n'avons bénéficié d'aucun prét bonifié ni d'une fiscalité particulièrement incitative. Le temps est venu de sauter le pas et d'aider davantage

Revoz. Les autorités slovenes, pour leur part, réclament de la patience. * Après deux ans d'existence autonome, nous sommes parvenus à réduire la hausse des prix (1) et, en douze mois, nos réserves en devises sont passées de 500 millions à 1,2 milliard de dollars », rappelle M. Kracun. gouvernement e élaboré une série de

privatisations à partir do mois Outre que la formule yougoslave de la « propriété sociale des moyens de production » rend l'opération très complexe (en principe, ce sont les salariés et non l'Etat qui possèdent les entreprises...), ce programme est accueilli evec réserve par les investis-seurs européens. En l'espace d'un an, il ambitionne de céder ou secteur

prive, y compris aux acheteurs étrangers, des sociétés dont le total des actifs dépasse théoriquement celui du produit national brut. En outre, ces «privatisables» (les secteurs des banques et de l'énergie, comme les services publics, sont exclus) devront inévitablement subir des restructurations alors que le chômage touche déjà 13 % de la population active,

Pourtant, la petite Slovéoie ne désespère pas de devenir, un jour, la Suisse des Balkans. Si elle fait tout pour oublier que la guerre est à ses portes, elle pense sans trop l'avouer à l'après-guerre qui lui restituera ses anciens marchés yougoslaves. Pour l'heure, les habitants de la capitale se pressent dans les allées du modeste Salon de l'automobile de Ljubljana, A en juger par les efforts de promotion déployés par les exposants - la quasitotalité des constructeurs européens et japonais, - les modèles exposés oe sont pas destinés à faire rever des consommateurs sans le sou.

JEAN-MICHEL NORMAND

(i) L'inflation à atteint 7,9 % nu cours des quatre premiers mois de 1993 contre 36,6 % pendant la même période de

Cinq cents entreprises slovaques mises en vente via l'informatique

PRAGUE

de notre correspondant

Les investisseurs et actionnairee slovaquee peuvent, depuis lundi 3 mai, echeter et vendre par le biais du RM-Système Slovakia, un marché extra-boursier informatisé, les actions de près de 500 entreprises siovacues privatisées en 1992 per ls méthode des coupons. Le RM-Système tchèque (le Monde du 8 avril), conçu par les auteurs de la privatisation par coupons, est quant à lui bloqué par la décision du gouverne-ment tchèque de geler la remise des actions d'entreprises tchè-ques à leurs propriétaires.

Ainsi les quelque 2,6 millions de Slovaques qui ont ecquis des ections de ces ecciétés et les investisseurs individuels ou institutionnels, slovaques ou étran-gers, déeireux d'ecquérir dee titres pourront passer, jusqu'au 11 juin, des ordres de ventes ou d'echats pour la première enchère. Après cette dete, les ordres qui auront été remis dans l'un des 197 bureaux RM-S ouverts à travers le pays, seront traités et l'ennonce des résultats des tranesctions et des cotations devrait tomber à la fin du mois de juin.

Afin d'orienter le merché de manière à favoriser le maximum d'échanges, les auteurs du RM-Système ont défini une fourchette de prix bas et forts

eutour d'un cours pivot pour chaque titre négociable. O'autre part, les cours pivots des actions à le valeur nominale de 1 000 couronnes (200 francs) ont été corrigés en fonction de la demende lors de l'échange

> Attirer les investisseurs

Ainsi, las cours varient de 70 couronnes pour le titre d'une antreprise de bâtiment à 3500 couronnes pour celui de l'ex-compegnie d'ssaurences d'Etat Union Poistovacia. Le prix moyen des actions e beiseé pour dissueder les vendeurs et attirer les investisseurs. Il ee situe autour de 400 couronnes,

Six titres d'entreprises privatisées par coupons ne sont tou-tefois pae échangesbles par le biais du RM-S, sur «recommandetion » du minietère des finances, car ils sont déjà cotés à la Bourse des valeurs de Bratislave, ouverte début evril. Le gouvernement slovaque a ainsi tranché la question de la coexistence ou de le concurrence des deux marchés, à la différence de Pregue qui permettre à le Bourse et au RM-S de coter les mêmes titres, les investisseurs étant appelés à terme à décider de la survie d'un seul système, le plus efficace et le moins

MARTIN PLICHTA

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements:

46-62-72-67

Chaque jour, Siemens innove pour préserver le fragile équilibre entre l'homme et la nature.

Des responsabilités de leader technologique mondial, des activités dans tous les domaines de l'électronique, un rôle significatif dans l'économie français Plus que tout autre, Siemens se devait problèmes de l'environnement :

En prenant le problème en amont et en travaillant sur la production d'énergies plus propres : par exemple, avec l'installation de centrale à cycle combiné gaz-vapeur à émissions réduites en gaz polluants et économes en ressources naturelles

qui permettent de respecter l'environn



moins polluantes, concus et fabriqués par le centre de production de Toulouse

Enfin, en investissant largément pour rendre ses usines encore plus propre wec, par exemple, la mise su point d'un substitut aux CFC, à base d'agrume pour le nettoyage industriel des circuits imprimé

Pour Siemens, seule une réelle volonté d'entreprise permet d'ailer plus lorn dans la protection de l'environnement.

Siemens France Direction de la Communication 39-45, boulevard Omano. 93527 Saint-Denis Cedex 2

La volonté d'aller plus loin.

VIE DES ENTREPRISES

Après avoir perdu 1,26 milliard de francs l'an dernier

Le Groupement foncier français présente à ses actionnaires un plan de restructuration

Le Groupement foncier français (GFF) a perdu 1,26 millierd de francs en 1992, a-t-on appris à la francs en 1992, a-t-on appris a la lecture de l'avis convenquent les actionnaires à une assemblée générale extranrdinaire chargée d'entériner le plan de restructuration du promoteur. Cet avis est publié au Bulletin des onnonces légules obligatoires (BALO) daté de luodi 24 mai.

Après avoir été déficitaire de 243 millions de francs en 1991, le groupe - souvent présenté comme le «bras armé» des compagoies l'assurances dans l'immobilier -rvait perdu 663 millions sur le seul premier semestre 1992. Le résultat final du groupe est moins mauvais que certaines estimations le laisque certaindes estimations le lais-saient craindre puisqu'on avait pu-faire état de pertes estimées pou-vant aller jusqu'à 1,6 milliard de franes pour le promoteur, qui, comme oombre d'autres entreprises de l'immobilier, a sombré, victime du grave marasme dans ce secteur.

Il y a deux semaines, le groupe avait indiqué qu'il avait bouclé un a plao de refinancement » de 750 millions, mais sans en donner les détails. Il ovait simplemeol alors indiqué que, sur ce total, 550 millions seraieot réinjectés dans l'entreprise soos forme de capital social.

L'avis au BALO doone les détails de l'opération : après evoir couvert une partie de la perte en prélevant sur ses réserves, le groupe se retrouve avec uo report à nouveau négatif de 693 millions. Le capital social (285 millions) va être cotièrement consommé pour apurer en partie cette dette, ainsi ramenée à 408 millions de francs. Les 5 713 115 actions de 50 francs de valeur nomicale composant le capital social du GFF soot alosi purement et simplement annulées. Les actionoaires du GFF vool ensuite souscrire à une augmenta-tion de capital de 562 millions, réservée eo priorité aux anciens actionoaires. Les actions, de 50 francs de valeur nominale, seront émises au pair.

Pour violation du secret de l'entreprise

General Motors intente un procès à sept de ses cadres passés chez Volkswagen

Le constructeur automobile américain Geoeral Motors (GM) a intenté un procès à son ancien res-ponsable mondial des achats, Jose Ignacin Lopez de Arriortus, ainsi on'à six de ses proches collaborateurs passés eo mars chez le constructeur allemand Volkswagen (le Monde du 26 mars). Débauchés à prix d'or, M. Lopez de Arriortua et les six cadres sont accusés d'espionnage industriel au profit de leur nouvel employeur.

La filiale allemande de GM. Adam Opel AG, reproche à M. Lopez de Arriortua d'avoir ras-semblé systématiquement des documents coofideotiels avant sa démissioo, le 16 mars, pour eo faire bénéficier Volkswagen, a indiqué, samedi 22 mai, un porte-parole d'Opel à Rüsselheim, coofirmant des informations données par l'hebdomadaire Spiegel, qui chifrait à plusieurs millions de dollars le métudies qui le progres américales par l'hebdomadaire spiegel. le préjudice subi. Le groupe améri-caio et sa filiale ont porté plainte pour violation du secret de l'entre-

prise auprès du parquet de Darms-tadt, dans le centre de l'Allemagne.

Selon le magazine allemand, Adam Opel AG est coovaineu que le passage de M. Lopez de Arrinr-tua chez Volkswageo avait été conclu des le début de l'année avec le PDG du groupe allemand, Ferdi-nand Puech, et que le directeur des achats a été présenté ao conseil de surveillance de VW en février,

GM et sa filiale estiment que M. Lopez de Arriortua et ses collaborateurs avaient commence, des novembre 1992, à faire des photocopies de documents secrets et à stocker des dunnées sur dis-quettes informatiques, remplissant au total 10 000 feuilles de format standard. Els auraient ainsi collecté des documents sur différents prodes documents sur différents pro-jets secrets, des descriptifs de moteurs, la liste des achats pour 60 000 pièces ntilisées dans la gamme Opel, les prix pratiqués par les équipementiers aiosi que la politique de développement des modèles jusqu'en 2003.

Volkswagen a rejeté ces accusa-tions, déclarant que M. Lopez de Arriortus a n'avait apporté aucune documentation secrète sous une furme quelconque». L'ancien responsable moodial des achats de General Motors et ses collaborateurs ont porté plainte pour diffa-metino devant le tribunal de Brannschweig, dont dépend le siège de Volkswagen, sinté à Wolfsburg, a ajouté le porte-parole de VW, en précisant que les cadres « s'esti-maient atteints dans leur réputa-

Ce o'est pas la première fois que des procès opposent GM à Volks-wagen. Le 2 avril, déjà, Adam Opel AG avait, dans une démarche inédite, fait condamner le groupe alle-mand pour l'empêcher de cooti-ouer à débaucher ses cadres et ceux de sa maison-mère améri-caine. Volkswegen et M. Lopez de Arriortus risquent une astreinte allant jusqu'à 500 000 deutsche-marks en cas de nouvelle tentative de « débauchage ».

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

CHALLENGES

économiques

CADRES:

QUELS SALAIRES SONT

MENACES?

Les cadres seront-ils les grands perdants après le "sacrifice" callectif imposé

par le gouvernement?

Comment va évoluer leur pouvoir d'achat?

Secteur por secteur CHALLENGES vous informe.

Trois cents chefs d'entreprise

répondent à un sondage exclusif

sur leur politique des salaires.

Dans CHALLENGES, ce mois-ci,

un dossier à lire absolument.

Au sommaire de ce numéro également

EUROPE :

un étonnant voyage dans l'industrie du sexe. Comment une ancienne pilote de la Luftwaffe surprend tous les experts du cash-flow

et s'attaque aux marchés de l'Est.

GRANDS CRUS:

c'est la baisse, voire la chute!

Comment en profiter et se constituer une cave.

DÉS MAINTENANT

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 18 F

Le Monde

Gobain) reprenoent Koninklijke Veromeo aux Pays-Bas. - Les Giaceries de Saint-Roch, filiale belge de Saint-Gobain, reprendront, d'ici au 26 juin, 100 % du capital de Koninklijke Veromco, la plus importante société de transformation et de distribution de vitrage, des Pays-Bas, Grace à cette opération, la firme belge va doubler le chiffre d'affaires qu'elle réalise anx Pays-Bas. La société néerlandaise a enregistré un chiffre d'affaires de 400 millions de francs en 1992 et occupe 400 personnes dans quatorze sites. Le chiffre d'affaires consolidé de Saiot-Roch s'est élevé en 1992 à 3,3 milliards de francs avec un effectif de 5 000 per-

D Les Glaceries Saint-Roch (Saint-

sonnes (2 400 au Benelux et 2 600 en Grande-Bretagne).

a Le chimiste EMC réclamerait le soutien de l'Etat. - Le groupe public Entreprise minière et chimique (EMC) devrait afficher une perte de 438 millions de francs en 1992 contre une perte de 249 millions en 1991 et s'apprêterait à demander l'aide de l'Etat, seion le quotien les soutients de distriction et le grandie les souties et au de la contre les souties et les districts et les contre les souties et les contre les souties et les districts et les souties Echos. La direction et les syndicats de ce groupe, qui exploite notam-ment les Mines de potasse d'Alsace (MDPA), réclameraient l'intervention rapide de l'Etat-actionnaire. Le prési-dent d'EMC, Rodolphe Greif, aurait dent d'EMC, Rodotphe Greit, aurait rencontré récomment le mimistre de l'industrie, Gérard Longuet, et demandé que l'Etat prenne à sa charge le coût des retraites des mineurs, comme cela s'est fait dans d'autres bassins. Les syndicats CFDT et CGT demandent, de leur côte, une dotation en capital de 250 à 300 millions de france our an pendant au

millions de francs par an pendant au moins cinq ans. Le groupe est durement affecté par la crise du marché de la possese, qui représente un quart de son chiffre d'affaires.

SUPPRESSION D'EMPLOIS

Tissos Boussac: soppression de 73 lemplois à la filature de Nomexy (Vosges). — La dernière unité de l'emplue Boussac dans les Vosges, la filature de Nomexy, va supprimer 73 de ses 214 emplois. Cette mesare a été décidée par la direction après que les salaries ont refusé d'accepter une modulation de leur temps de travail accompagnée d'une diminution de salaire. La direction a, en effet, décidé d'abaisser de 4 à 3 millions de mètres par an la production annuelle de la filature, qui, evec l'unité d'ennoblissement de Wesserling (Bas-Rhin), fait partie du groupe Tissus Boussac, dirigé par Richard Delorme. En 1985, la filature de Nomexy employait encore plus de 700 salariés. O Tissos Boussac : soppression de 73

NOMINATION

NOMINATION

D. Laura Ashley Holdings (confection): Sir Bernard Ashley quitte in présidence. — Le président du groupe britannique de confection et de décoration iotérieure Laura Ashley Holdings, Sir Bernard Ashley, a quitté ses fonctions, vendredi 21 mai. Veuf de Laura Ashley, qui a donné son nom an groupe, Sir Bernard est l'actionnaire le plus important de la société avec près de 24 % du capital. Il sera remplacé par l'actuel vice-président, Hugh Blakeway Webb, mais restera membre du conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à conseil d'administration à titre indépendant. Sir Bertales de la conseil d'administration à titre indépendant. tration à titre indépendant. Sir Bernard, âgé de soixante-six ans, avait abandonné la direction au jour le jour de la firme en 1991; lors de la comination de Jim Maxmin à la direction officie la comination de Jim Maxmin à la direction officie la conférie à trédirection générale. La société a été introduite en Bourse en 1985, peu après la mort de Laura Ashley.

RESULTATS

II Jenx vidén: légère hansse des résultats de Nintendo, forte progression de Sega. – Le fabricant japonais de jeux vidéo Nintendo a annoncé, le 21 mai, une légère hansse (+2,8 %) de son bénéfice imposable pour l'année fiscale 1992, à 166,2 milliards de vens (8 milliards de francs). Son chiffre d'affaires e progressé de 13 % à 634,7 milliards de yens. Pour l'année en cours. le numéro un mondial du en cours, le numéro un mondial du jeu vidéo table sur 173 milliards de yens de profits et 670 milliards de chiffre d'affaires. Son concurrent Sega a vu son bénéfice progresser de 59 % à 57.4 milliards de yens (2.7 miliards de francs) pendant que ses ventes ont progressé de 68 % à 416.2 milliards de yens. Pour l'exercice en

cours, le ouméro deux nippon des jeux électroniques prévoit un béné-fice imposable de 65,5 milliards de yens et 480 milliards de chiffre d'affaires.

a Wella (cosmétiques) : hausse d bénéfice net de 11 % en 1992. - Le groupe allemand Wella de produits capillaires et cosmétiques a enregistré en 1992 un bénéfice net en hausse de 11 %, à 91 millions de deutschemarks (300 millions de francs). Le chiffre d'affaires (2,75 milliards de deuschemaries) a progressé de 1,5 % à taux de change réel et de 7 % à taux de change constant (cootre 5,6 % en 191). Pour 1993, la firme prévoit une croissance de ses ventes de 4 % à 4,5 % grâce au développe ment des activités de Wella aux Ents-Unis et en Asic.

o British Midland reste bénéficiaire en 1992. - British Midland Airways, deuxième compagnie aérienne bittan-nique derrière British Airways, a vu fondre ses bénéfices de 67 % eo 1992, mais conserve un résultat positif de 6,9 milions de francs contre 17.5 millions de francs en 1991. Ce résultat a été réalisé avec un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs en bausse de 17 % par rapport à 1991 (2.2 milliards de francs). La compagnie a transporté 3,8 millions de passagers en 1992, soit une sug-mentation de 12 %. Sir Michael Bis-hop, PDG et propriétaire à 51 % de la compagnie, est confiant pour l'avenir. Il prévoit une augmentation de ses bénéfices en 1993, car le nombre de passagers sur ses liaisons interna-tionales a doublé au premier trimestre 1993 par rapport au premier tri-

 Jefferson Smarfit Group : baisse de 39 % du bénéfice annuel. — Jefferson Smurfit Group, la multinationale irlandaise du papier et de l'embaltage, a enregistré, lors de son exercice clos au 31 janvier 1993, une chute de 39 % de son bénéfice imposable, tombé à 95,5 millions de livres iran-daises (783 millions de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 3 % à 1,26 milliard de livres. Les investissements out été réduits à 73 millions de livres irlandaises pendant l'exercice contre 121 millions un an plus tot et la fifiale espagnole EPPIC a été fermée. Jefferson Smurfit, qui justifie ces reculs par la mauvaise conjone-ture, estime que «l'amélioration des économies américaine et britannique produira de meilleurs résultats le moment venus, bien que les perspectives sur le continent européen soient «loin d'être brillantes». L'Amérique latine continue à donner de bons résultats, « justifiant des investisse-ments supplémentaires dans lo

O Condamy (fours à céramique) dépose son bilan. - L'entreprise Condamy de Limoges, leader français de la construction de fours à céramique, vient de déposer son bilan. En situation difficile depuis denx ans du fait de la récession française et européenne et de la chute de son camet de commandes, elle a, en outre, été handicapée par le retard apporté à la signature d'un contrat avec la Chine portant sur deux tranches de 12 millions de francs et actuellement bloqué pour des raisons diplomatiques. La société, qui comprait, voici deux ans, 120 salariés, a procédé à pluemploie actuellement 58. L'activité industrielle se poursuit dans l'attente de plusieurs solutions de reprise.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 mai 1

Progression dans le calme

la séence de lundi, la première du terme boursier de juin, a débuté dens un marché amorphe qui cherche se voile an attendant la présentation mardi, au Parlement, de nouvelles mesures contenues dans le collectif budgéteire 1983.

En hausse de 0,24 % à l'ouverture, i'métes CAC 40 s fait par la suite de brives incursinna dens le rouge, avant d'afficher en début d'aprèamidi un gain de 0,73 %, à 1851,20 points. Le loyer de l'argent s'ast encire légèrement détandu lund, à 8 %.

lundi, à 8 %.

En raison de problèmes techniques, l'ouverure des cotations du groupe B en continu (120 valeurs du marché au comptant et du second marché e été reportée. Prévue à 10 heures, elle deveit avoir lieu a en début d'aprèsmidis, à une heure non encore précisée, indiqueit la Société des Bourses françaises. En raison de problèmes techniques également; sur le marché des obligations, l'ouverture des transections des 300 valeurs ordées en continu n'avait pes ancore au lieu en début d'eprès-midit, et pluur les 3000 valeurs qui font l'objet de deux fixinga quotidiens un seul fixing devait être arraits ce lundi.

ètre arrêté ce lundi.

La groupa diversifié Dynaction a annoncé un chargement racical de es stratégie, en lançant des offres publiques d'échanges (DPE) simplifiées au ses deux principales filiales cotées, Mecadyne (construction mécanique) et Dynelec (construction mécanique). Ce holding, qui est coté sur la marché à règlement mensuel (RM), va eugmenter son capital dans des proportions non précisées pour rénumérer les actionnaires de ses filiales; il leur proposers 5 de ses propres actions pour 4 actions Dynelec et 1 de ses actions pour 1 action Mecadyns.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

	14-5-93	21-64
deurá franç. è rev. Verleble	105,1	104
deurs industricies	100,8 122	122
igrales-Energie	108,5 91,7	103 91
igrales Energie stallargia, mécanique ecuricité, électronique ecuricité, electronique	103	102
ectricità, Gettrorique	97,8 104,8	97 104
d de comecar non alle	104,5 97,5	103
groeimentake stribution	111	110
ansporte, loigirs, services	112.3 119.6	100 120
solt banque	109	124
eneral	117,1	118

Bees 100 en 1949 à rev. veriatie 4 157,94 122, Base 100 en 1972

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

14-5-93 21-5-93

429 515,8

Un projet de loi est à l'étude en Allemagne contre les délits d'initiés

Un projet de loi visant à senctionner le délit d'Initié, éleboré actuellement su ministère ellemand des Finances, prévoit jusqu'à trois ans de prison en eas de manipulation des sours, e indiqué le ministre des finances Theo Weigel. Le projet e été annoncé à la suite des vives résetions suscitées per un fructueux coup boursier qui aurait repporté environ 6 4 000, de utschemerks (217 000 francs) au président d'IG Metall, Franz Steinkuehler.

Le chef du plus puissant avadient

Le chef du plus puissant syndicat d'Europe (3.4 millons d'adhérents) a reconnu le semaine passée avoir gegné cette somme en achetant puis revendant en deux semeines des ections Mercedes Holding. Mels M. Steinkweiser, but est membre du conseil de surveillente de Calmier-Benz, na svoir bénéficié d'infarma-

tions privilégiées, M. Waigel souhaite l'élaboration de plusieurs propositions d'el à l'été afin que la nouvelle législation, qui devrait pour la première fois en Allemagne sanctionner les apérations d'inités, puisse être soumise au vote perfementaire à la ren-trée et mise en œuvre au premier semestre 1994.

Contrairement à ce qui se passe eux Etate-Unis, an France ou en ne sont pes du ressort des tribunaux en Allemegne mais des autorités boursières. Le commission spécialisée sur les opérations d'inité peut obliger les sociétés confrontées à ces ectes à prantir des sérctions contre leurs auteurs, mels elle ne le fait pas systé-

1. ...

2

TOKYO, 24 mai & Attentisme

La Bourse de Tokyo hésite toujours repertir de l'evant, et l'indice Mikkei 24 mai. La Mikkel e terminé le séence à 20 476, 18 points, en beisse de 81,31 points (0,4 %). Le volume d'af-feires e atteint quelque 400 millons de tires échengés contre 435,33 mil-fions vendredi. Les pressions à le vente sont res-rése importantes e conseguent de le

tésa importantes, notamment de la part des investisseurs étrangers, alors que les investisseurs institutionnels se sont montrés prudents. Des aclusts ant été opérés, maintenam que le plupert des sociétés ont publié leurs résultets, mais ils n'ont pas pu

contrebelancer les opérations d'arbi-trage déclenchées per la baisse des cours sur le terme, « Les acheteurs vement les demières annonces de résultats des sociétés», a noté un

VALEUMS	Cours de 21 mei	Cours de 24 mai
Alfinomoto	1 360	1 340
Bidgeston	1 380	1 410
DESCRIPTION OF THE PARTY OF THE	7 060	1 430 2 060
Handa Motors	1 390	1 400
Materialità Electric	1 310	1 330
Mesticide Heavy	734	735
Toursta Motors	1710	1 710

CHANGES

Dollar: 5,5250 1

e dollar s'envolait lundi matin Le dollar s'envolait lundi matin 24 mai après un long weck-end de quatre tours, cotant dans les premiers échanges eotre banques 5,5250 F. coutre 5,4875 F vendredi à Londres et 5,4720 F mercredi à Paris, selon le cours de la Banque de France. Face su franc, le deutschemark est en léger recul à 3,3657 F, contre 3,3654 F vendredi soir à Londres et 3,3722 F mercredi à Paris.

FRANCFORT 19 mai Dollar (m DM)___ 1,6235 1,5408 TOKYO

19 mai 24 mai Dollar (en yeas)__ It1,56 I18,58 MARCHÉ MONÉTAIRE

New-York (23 ma)__

BOURSES

15 mai 19 mai ISSF. base 100 : 31-12-81) Indice general CAC 505,50 506,59 (SBF. base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1 846,49 I 836,78

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 20 mai 21 mai _ 3 523,28 3 492,83 LONDRES (Indice e Financial Times »)

20 mail 21 mai 2816,80 2812,20 2186,90 2187,50 178,30 185,30 94,89 94,94 FRANCPORT _ 1 617,41 1 610,59 TOKYO

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Ĺ	COURS CO	MPTANT	COURS TERME TROIS MOIS			
	Demandé	Offert	Demandé	Offert		
S E-U Yen (100) Een Deutschemark Franc suisse	5,5110 4,9783 6,5970 3,3665 3,7281	5,5130 4,9824 6,5990 3,3670 3,7308	5,5685 5,0297 6,3940 3,3656 3,7482	5,5735 5,0376 6,6008 3,3684 3,7538		
Live stadienne (1000) Livre sterfing Peseta (100)	8,4497 4,4117	3,7110 8,4556 4,4152	3,6768 8,4805	3,6850 8,4922		

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN		TROIS	MOIS	SIX MOIS			
	Demandé Offers		Demandé	Offert	Demandé	Offert		
\$ E-U Yes (100) Est Deutschenank Franc suisse Live stalema (1000) Livre sterling Paseta (100) Franc français	3 1/8 7 7/8 7 5/8 7 5/8 5 1/16 10 3/8 5 7/8 11 1/2 7 3/4	3 3/16 3 1/4 8 7 3/4 5 3/16 10 3/8 6 12 1/2 7 7/8	3 1/8 3 1/8 7 7/16 7 5/16 5 1/16 5 1/4 5 7/8 11 3/16	3 1/4 3 1/4 7 9/16 7 7/16 5 3/16 10 1/2 6	3 5/16 3 3/16 7 1/4 7 4 7/8 10 3/16 5 7/8 10 1//16	3 7/16 3 5/16 7 3/8 7 1/8 5 10 7/16 6		

LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ه حدد امن ريامل

MARCHÉS FINANCIERS

•• Le Monde • Mardi 25 mai 1993 23

	BOURSE	DE	PAR	IS DU	24 M	Al	[- -	-	-				Cours rela	vés à 13 h 31
·	Companisation VALEURS Cours priced Premis	Demier %				Rè	gleme	nt	me	nsu	el					Compan- setion	VALEURS	Cours Pred précéd. rou	
	5570 CME 376	2432 +0 50 -9 22 50 50 -9 22 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	100	Color Colo	1915	4200 2000 3585 37 515 70 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52	Lapayre Labor Lagrand DP Lagrand Demark Machine Laborate Managaran Managaran Managaran Managaran Managaran Managaran Managaran Paramo Reserva Paramo Paramo Reserva Paramo Paramo Reserva Paramo Paramo Reserva Paramo Reserva Paramo Paramo Reserva Paramo Paramo Reserva	191 10 200 22 250 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25	96 7 10 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	195 + 24 +17 +17 +17 +17 +17 +17 +17 +17	564 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	VALEURS S. T.A. S. ROSSIPPI S. SON SERVE SON SON SERV	477 898 50 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52 52	622 622 622 622 622 622 622 622 622 622	1002 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003 1003	90 14 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	Ford Mictar Freegold Genter Herson P.C. Prepare Toma Prepare To	14 20 1-4 498 511 298 948 33 60 34 41 10 18 25 40 42 459 55 45 40 77 102 27 400 45 203 27 400 45 205 62 95 62 95 62 95 367 365 367 365 367 365 37 40 140 157 10 20 10 275 78 276 10 20 276 486 277 48 40 276 486 277 49 40 277 40 40 277 365 377 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 378 3	148
1	326 IDPR Parks Rés.) 328 50 325	1 331 1+076		ptant	(sélection)	524 1		550 15	20, 1 5	22 1-15		CAV		361 60 3	60 20 + 2 33 0)				19/5
ł	VALEURS % do % du compon	VALEURS	Cours E	Percelar VALEURS	Cocket Deri	niar niar	VALEURS	Cours préc.	Demie		ALEURS	Emission Fraising.	Rachat net	VALEU	RS Emb		chat V	ALEURS	imlasion flachet Fals inc. net
	Emp. Est 9,837 78	Finelens FIPP FIRAC Facility (Cit) Facility (Cit) Facos SA Lo) Facos SA Bacos Facos SA Bacos Instruction Instructi		A.F.G. Akzo Nw Sico Akzo Nw Sico Alaza Alaminiana American Banada Arbert. Banco Popular B.Ruglemants Int. Can Pacifique Chrysler Corp C1 R. Commerchenk Dote Chemical Fist Green Glam Robbings Lad Goodyna Tire Grave and Co (WR) Robbing	170	10	Boun Hydro Energin. Colicipios. C G H Cogenhor. Coporer. Europ. Accests. Europ. Accests. Europ Southers Ind. Gely Degrante. Lactures do Monde. Nicolas. Paralicip. Partier. Rorento N.V. Si-Gobain-Embellinge Schlamberger Ind. SEP.R. S.P.R. acc. B. Westscreen.	Course prés. 170 740 247 50 87 170 127 41 45 129 570 468 50 350 448 50 350 158 50		Amely	on information on inf	7489 97 7489 97 7489 97 7759290 77 7946 86 32344 18 1139 34 155 76 1557 18 1825 94 156 10 1578 71 128 87 123 11 154 88 122 51 123 11 154 88 122 51 100 77 101 25 100 77 101 25 100 77 101 25 100 77 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 101 25 100 10	0105 18 5907	France Cloring Francis Furnit Francis Furnit Francis Charle Francis F	Color Colo	71 80 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	58 2.1 Parities	P. C. Carriero C.	1742 79
[Marché de cours indicatirs cours	COURS CO	URS DES BILLET		COURS CO		LA BOURS				Marci	né à te	me	inten	n ation on du 19	al de	France	e M	ATIF
	Esats Unis (1 usd)			Or fin (kilo en berre) Or fin (en lingot) Napoléon (201) Pièce Fr (10 fi Pièce Sulexe (20 fi	88750 877 87000 679 388 389 382	700 800 390 390 389	TAPEZ	·	ONDE	t		TION! de contrats Juin 93		10 % :: 140 14	18	<u>-</u> _	AC 40	24 431	· ·
	Gdie-Brassgrie (11) 8 399 Gribos (100 draichmes) 2 493 Suisse (100 f) 371 110 Subde (100 lors) 74 250 Norwige (100 k) 79 690 Aumiche (100 sei) 47 833 Espagna (100 ses) 4 419 Portugia (100 ses) 3 545 Cunada (15 sen) 4 322 Japon (100 yers) 4 923			Pièce 20 dollars Pièce 20 dollars Pièce 10 dollars Pièce 50 posos Pièce 10 florins	486 2380 22 1320 13 660 2500 23	682 330 352 50 590	FIN. Rensei	BLICIT ANCIÈI gneme 2-72-	RE nts:	Der	nier cédent	117,26 117,52	116,9 117,2	6 11	6,66 P	ernier récèdent demandé -	1 846	1 81: 1 83: Édent - n : n	1 1

14. juli 14. j

ÉS FINANCE

DE LA BOURSE DE PARS
ET DES ÉTUDES ÉCONOMICIES

| 100 m 1849 | 100

Base 100 on 1972

Base 100 on 1972

STUT TE

STU

es: a 'étude en Allemagne

A compagne sanctioners of the compagne sanctioners are compagned to the co

a construction mails dos acta con a commencia d'antiè perse con a commencia d'antiè perse a con a commencia d'antiè a con a commencia de la comprimeria de la commencia della comcia di promissione della comcia di promissione della com-

KYG 14-2 Attentisme

A CONTROL OF THE CONT

The part of the second of the

IGES BOURSES

THE PART OF STATE OF

NTERET DES EUROMONNAIES

COMMUNICATION

De la baisse de fréquentation des salles aux rediffusions massives

La crise du cinéma atteint la télévision

La télévision finance le cinéme sans rechigner. Mais le cinema est en crise - la baisse de fréquentation des selles en témoigne, - et les cheînes en subissent le contre-coup. Las films sont devenus pour elles des programmes é nisque, un risque qu'elles tentent de compenser en recourant de plus en plus souvent à des radiffusions.

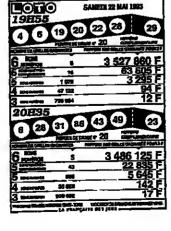
Ils l'adorent. Patrick Lot, directeur général adjoint de la filiale cinéma de France 3, est inenntestablement le chouchou des jeunes producteurs de films français. «!! parle cinéma et pas audience télé», dit Philippe Martin (Films Pelléas). Nous avons, avec France 3, un reel partenariots, affirme Alain Rocca (Lazennec), producteur de la Dis-crète. « Même ses refus sont intéres-sants », reconnaît Psscal Verroust (Frouma Films), qui présente cette aunée l'Homme sur les quais en Sélection officielle au Festival de Cannes, un film coproduit avec Blue Films, Canal Plus et la chaîne publique allemande ZDF.

Patrick Lot serait-il une exception au sein d'un monde télévisuel généralement perçu comme le grand méchant loup qui a dévoré le cinéma? Nullement. L'obligation légale feite aux cheînes de télévision françaises d'investir 3 % de leur chiffre d'affaires sous forme de production et de pré-achats de droits de diffusion de films est la clé de voûte d'un système nriginal destiné à assurer la survie de l'industrie du cinéma en France. Sans les chaînes de télévision en général (1,3 milliard de francs enviroo en 1992) et sans Canal Plus en parti-eulier (700 millions de francs en - les producteurs le savent hien, — il n'y aurait plus d'Industrie cinématographique en France. « Le système de financement du cinéma avait une origine volontariste, mais c'est devenu un partenariat », résume Alain Doces. résume Alain Rocca.

Le mot partenariat implique-t-il une coopération jusqu'à la fin du tournage? Certainement pas. Tout d'abord parce que les moyens humains manquent. Les filiales cinéma des chaînes sont à faible effectif et doivent le demeurer. Ensulte, parce que toule la culture du cinema s'y oppose. Sur un tournage, le réalisateur est roi et perçoit tout producteur (à plus forte raisoo un coproducteur de télévision) comme uo iotrus. «Les pots de l'amitie face au producteur sur tournage ou tout le monde s'étripe » font partie de la tradition, explique Daniel Toscan du Plantier.

Le partenariat se limite donc au plan de financement. Guillaume de Verges, qui, eo six ans, pour le compte de TF 1, a coproduit quatre-vingt-cinq films et investl 650 millions de francs, définit clairement son rôle. « Je ne me mêle jamois de la partie artistique. Un producteur est libre de se battre pour un scénario, un réalisateur, un cas-ting et un plan de financement. Moi, je demonde qu'on me loisse libre de juger si le projet convient au style de programmation de TF 1.»

E Le nouveau Picoti publié par les éditions Milan paraîtra en juillet. - Picoti, un mensuel destiné aux enfants de neuf mois à deux ans, dont un arrêt de la cour d'appel de Paris avait interdit « l'exploitation sous sa forme actuelle » pour avoir fait acte de « concurrence déloyale » envers Bayard-Presse et son mensuel Popi (le Monde du 8 mai), paraîtra selon une nouvelle formule au mnis de juillet. Les éditions Milan (Toulouse), qui publient Picoti, sanoncent qu'il sera « encore plus beau, pédazogique, agréable (...), toujours fidèle aux idées de laicité qui nous oniment depuis treize ans ». «La situation monopolistique de Boyard-Presse sur la presse éducative pour jeunes a cessé avec notre arrivée», soulignent-elles. « Cette nouvelle configuration, ils ne l'ont jamais acceptée». ajoutent les éditions Milan, qui envisagent de se pourvoir en



Car, si les chaînes subventionnent le cinéma, elles n'ont ni intérêt ni à saupnudrer l'argent de manière aveugle ni à le réserver aux enpains simplement parce qu'ils sont des copains. Car, chaque fois qu'une chaîne fait un chèque, elle paye deux choses: une part de coproduction (la partie la plus faible) et un pré-achat en droits de diffusion. Son intérêt est donc double: financer des films qui, en cas de succès, peuvent rémunérer l'apport à la production mais aussi et surtout prendre une ortion sur la première. chaîne fait un cheque, elle paye prendre une option sur la première diffusion à la télévision. Chaque mauvais chnix pénalise l'audience et les recettes publicitaires qui l'accompagnent. Ces rôles une fois définis, Guillanme de Verges avoue néanmoins sa fidélité à certains producteurs comme Jean-Louis Livi : « Ses scénarias sont tirés au cordeau et le produit final corres-pond au projet d'origine,»

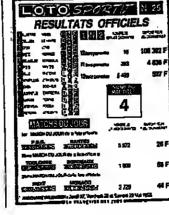
Patrick Lot, à France 3, a une démarche strictement inverse. demarcoe strictement de Alduy, directeur général, nous avons décidé de déconnecter notre filiale cinéma des problèmes de grille. » Autrement dit, France 3 cinéma n'a pas voulu savoir si la Discrète, Tous les matins du monde ou les Visiteurs mains au monae ou les sineus correspondaient au public de 20 h 45 ou de 23 h 15, à ceiui du vendredi ou du lundi. « Notre seul souci : faire de bons films qui marcheront en salles », explique Patrice. Lot. Une thèse qui a un corollaire si les films marchent sur grand écran, ils feront un tabac sur le petit. Ce n'est donc pas la grille de programmetion qui importe à Patrick Lot mais la compétence du producteur et la conviction du réalisateur. « Celo dit, il faut se méfier, certains sont de vrais charmeurs, et le film n'est pas toujours à lo hau-teur de ce qui a été promis», expli-que Patrick Lot.

Un programme à risque

C'est la rigueur avec laquelle France 3 a mené cette politique qui a poussé les producteurs de cinéma a pousse les producteurs de cinema a réagir vivement quand Hervé Bourges a voulu, en 1992, fusionner les filales cinéma des deux chaînes publiques. Pour le PDG de France Télévision, une centrale d'achats commune aux deux antennes aurait mieux oégocié les droits de diffu-sion des films. Mais les producteurs ont surtout compris que là où il y avait deux guichets, leurs projets n'en trouveraient désormais plus qu'un. Il fallut l'intervention comminatoire de Jack Lang, alors ministre de l'éducation nationale et de la culture, pour venir à bout de la détermination du PDG de France Télévision.

Jouer les financiers du cinéma n'a cependant rien d'uoe sinécure. Car la raison des chiffres bute immanquablement sur la violence inbérente à tout projet créalif. Qu'nn se le dise, les producteurs doux et polis n'existent pas. Et les réalisateurs policés non plus. Quand Marc Bonduel, directenr général de France 2 cinema, explique que, sur dix-sept films par an, il fait ses dix-sept nims par an, il tall ses choix entre des premiers films et de grosses productions - «les budgets moyens peuvent se débrouiller sans nous», - c'est Alain Rocca, producteur, qui s'emporte : « On ne se lève pas le matin en se disant je vais faire un film moyen. On porte un projet parce qu'on y croit.»

Ou'une chaîne dise non à un projet, et elle se verra opposer deux critiques immédiates. La première est facile : « Vous n'avez pas étudic le scenario. » La seconde est plus le scènario. » La seconde est plus perverse: « Vous ne financez que le prime time. » Une « ânerie » contre laquelle s'insurge René Bonnell: « Si Canal Plus ne finançait que des films au format télévision, mus n'aurions plus qu'à mettre la clé sous la porte. » Tous les patrons des filiales cinéma de la télévision l'afferment hout et clair : le sousi de la firment haut et clair : le souci de la réussite en salle est leur préoccupa-tion première. De Thierry de Nava-celle, directeur de M 6 films, à Guillaume de Verges, de TF 1, en passant psr Marc Bonduel, de France 2, l'antienne est la même: seule la salle donne à un film l'aura du cinéma, et seul le succès en



salles fabrique l'audience à la télévision. «Si on m'apportait tous les matins les Visiteurs, je serais moins dépendant du cinéma américain », plaide René Bonnell.

Les analyses manquent encore, mais il est clair que la chute régu-lière, ces dernières années, des entrées en salles sur les films fran-çais a commencé de faire sentir ses effets à la télévision. Depuis ce jour fameux (le 6 octobre 1992) ou l'audience d'un succès mondial américain (l'Arme fatale 2 sur TF1), a littéralement tué l'audience d'un succès mondial français (Cyrano de Bergerac sur France 2), les observateurs ont compris que le film deve-nait un programme à risque. Certes, les chiffres qui permettraient d'apprécier la situation manquent. Canal Plus, seul propriétaire des résultats d'audience comparés des films français et américains diffusés en crypté, se garde bien de les com-muniquer. Ces données, qui n'inté-ressaient personne voici quelques mois, commencent en tout cas à passinaner les patrons de chaînes généralistes, publiques et privées. Pour une raison simple : si les abonnés de Canal Plus se mettent à bouder les films français, simplement parce qu'ils sont français, la tendance se fera sentir inexorablement sur les eutres chaînes.

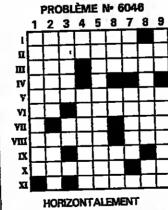
Autre symptôme d'un malaise inavoué entre la télévision et le cinéma : le rapport Cluzel (la Monde du 17 décembre 1992). Cette étude commandée par Jsck Lang sur la crise du einéma français svait provoqué un tollé chez les producteurs, accusés de gonfler les devis et de se désintéresser du destin de leurs films en salles à partir du moment où ils étaient prélimancés. Au sein de chaînes, eu contraire, ce rapport officiel est devenu une référence. Quelqu'un enfin a osé dire ce qu'eux-mêmes peosaient tout bas depuis longtemps.

Dernier symptôme du malaise enfio: les rediffusions massives. Une étude récente menée conjoin-tement par le Conseil supérieur de l'eudiovisuel et le Centre national du cioema montre que les chaînes préférent diffuser des films qui ont fait au moins une fois la preuve de leur capacité d'audience, plutôt que de preodre des risques avec des films plus récents.

Thierry de Navacelle, tempère néanmoins les choses. «Les jeunes producteurs sont moins assis que certeins de leurs aînés. Ils semblent davantage prêts à prendre des risques. » Ce o'est d'ailleurs pas un basard si la plupart des chaînes financent aujourd'hui plus qu'hier les premiers films. Des succès succès premiers films. Des succès l'aille premiers films. Des premiers films des premiers fil comme la Discrète on les Nuits fauves montrent que le jackpot surgit plus sûrement du film d'un réa-lisateur inconnu à 5 ou 6 millions de franes que d'un film à budget moyen (15 à 20 millions de francs).

Un seul problème demeure : les nombreux méenmples tant il est vrai qu'on n'industrialise pas l'

7, rue des Bergeries, 78910 Orvilliers. YVES MAMOU



1. En chantant, elle est appelée chérie. — II. Rendue comme de le chicorée. III. Un petit fleuve. Pour un mari, ce que n'est évidemment pae sa moitié. - IV. Peut devenir ingrat après avoir été tandre. -V. Somma d'une certainn impor-tance. - VI. Elément d'une jupe. Deux cantons dens l'esu. VII. Una bonne pomme. Peuvent devenir une lourde charga. – VIII. Bien gras. Fétida, à la phermacie. - IX. Participe. Tas de rumes. - X. Qui e été bien frappé. Symbole. - XI. Au bout, it pout y avoir

un briquet. VERTICALEMENT

1. Une demoiselle qui se fit joliment cravater. - 2. Où il y e des métaphorea. Des nez vulgaires. -3. Les basques la préfèrent au

melon. Fleuve. - 4. Dieu, pour les Hébreux. Un endroit où l'on n'entre pas sans mal. - 5. Fera des cérémonies. - 6. Pronom. Note. Circulent à l'étranger. - 7. Période. Le souci de caux qui font la quête. -8. Imitions des vagabonde. Il en faut quatre pour faire un cent. -9. Instruments du hasard. Qui n'e pas bon dos. Solution du problème nº 6045

Horizontalement I. Désinvolture. Ve I - II. Emilion.

Energie. III. Si. Lacis. Agis I -IV. Sève. A.R. On. Obit. - V. Ut. Goliath. Tête. - VI. Strabieme. Mitas. - VII. Deal (New-Deal). Smerdis. Ut. - VIII. Ers. Réer. Armaa : - IX. Osar. If. Eres. -X. Imita. Scalp. Osa. - XI. Récréa-tione. - XII. Atavieme. Ici. -XIII. Harki. En. Espoir. - XIV. U.S.A. Ogres. Ion. - XV. Saignée. Anet. Os.

Verticalement

1. Dessus-de-lit. Hus. - 2. Emlettsr. Rase. - 3. Si. Reaoir. Rai. -4. Illégal. Steak. - 5. Nie. Ob. Réaction. - 8. Vocaliser. Ra. Ge. -7. Onirisme. Sévère. - 8. Américaine. - 9. Te. Oter. Fats. S.A. -10. Un. NH. Da Lime. - 11. Réa. M.I.R. Poésie. - 12. Ergotiame. Pot. - 13. Glbet. Erosion. -14. Visiteuses. Ci. - 15. AE. Test.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Etienne Bois,
Ariane et François Heilbronn
et leurs enfants, Jean et Anrélien,
Les familles Gabai, Bols, Heilbronn,
Cook, Kelber, Aeschimann,
ont la douleur de faire part du décès de

Elle sera inhumée dans l'intimité

Jean-Philippe,

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Mª France Dupont, M. Olivler Dupont et Mª Tiphaine

M. et Ma Bernard Peyrat-des-

ses-frères, sœur, beaux-frères et belles-

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 22 mai 1993, de

M= Bernard DUPONT, née Michèle Tabary,

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 26 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou,

L'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, an cimetière de La Bruère sur Loir (Sarthe).

Maxence FAIVRE CARCIER,

inspecteur general des finances

Son épouse, Marie-Antoinette,

Ses trente et un petits-enfants,

Et les familles Faivre d'Arcier, Lanversin, Destreman, Harreau, Fine, Bou-garan, Benet, Laine, Berthellier, vous demandent de partager leur peine

Les obsèques unt été célébrées dans l'intimité à Bief-du-Fourg (Jura).

Une messe sera célébrée à son inten-

6, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7.

est décédé le 17 mai 1993.

et leur espérance.

92, rue Saint-Dominique, Paris-7.

Dienleveult, M. Jean-Christophe Dupont,

ses enfants,
M. et M. Jean-Claude Tabary,
M. Marie-Ghislaine Tabary,

M. Guillaume Dupont,

M. Jean-Pierre Tabary, M. et M= Henri Dupont

Gachons, M. et M- Michel de Coligny,

M™ Jacqueline Prud'hon,

Et toute la famille,

76, rue de Sèvres,

75007 Paris. 8, impasse Mathieu, 75015 Paris.

familiale, aux côtés de son fils,

Pascale GIET Fabrice COUTUREAU

Maxime

Fatima BELHADI, Found HAKIKI, Amina, Diaké, Bahla et Hanaa ont l'immense joie d'annoncer l'arrivée de

mercredi 19 mai 1993, à 12 h 45.

Luc JACOB-DUVERNET

27, avenue da Maine,

 M. Léon Bensimon,
 Et Mⁿ Suzanne Bensimon, ont la douleur de faire part du décès de leur très regrettée sœur.

Camille BENSIMON, professeur d'anglais.

Participent à cette douleur Lenrs nevenx et nièces, M. et M= Jacques Bensimon, M. et M= Hervé Hague, Ainsi que les familles Aboah, Bitoun, M. Paul Be

- Nous apprenons le décès de

grand reporter an Figure,

survenu le vendredi 21 mai. - Mes Gilbert Coutière,

Ses enfants, Ses petits-er Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert COUTTERE,

survenu le lundi 3 mai 1993, dans sa quatre-vingt-quatriàme année, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe à sa mémnire sera célé-brée le dimanche 6 juin, à 11 heures, eu l'église d'Orvilliers (Yvelines).

. M= Cécile Gabai,

M= Odette Bois, Exience Bois,

Naissances

nx d'annoncer la nais-

le 21 mai 1993. 161, rue de Rennes,

Mayssan Sîrîn,

9, rue de Mulhouse, 75002 Paris.

Mariages

Edith MALEZIEUX-DEHON

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans l'inti-mité le 7 mai 1993, à Rome.

Décès

Les absèques seront célébrées au cimetière israélite, que André-Simon, à Nimes, le mardi 25 mai 1993, à

Cet avis tient lieu de faire-part.

Serge CHAUVEL-LEROUX,

chevalier de la Légion d'house ingénieur agronome INA,

La cérémonie religieuse a en lieu le

tion le mardi le juin, à 19 heures, en la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Conseil,

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Anna Shapiro, Alexandra et Patrick Subremon,

et leurs filles, ses enfants et petites-filles, Renia et Mietek Lidert et leurs enfants. Bela et Isidor Leib

et leurs enfants, Adèie Ramkin, Frances et Ted Dostal, ont la douleur de faire part du décès de

M= Maria KROBICKA, née Pessah Lillensztein,

renn à Paris, le 17 mai 1993, dans Chaque jour elle nous donnait géné-

Cet avis tient lieu de faire-part. 134, quai Louis-Blériot, 75016 Paris.

 Ou nous prie d'annoncer le décès survenu à Paris, le 20 mai 1993, de Nathalie de MAZIÈRES,

à l'âse de trente-trois ans

Jérôme Debains, Marina Cheremetell, Patrice de Muzières et Pauline heremetess-de Mazières, Jean-Marie Lombard et Catherine Lombard de Mazières, Les familles

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 25 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Serge, 93, rue de Crimée.

Inhumation au cimetière du Montparansse, houlevard Edgar-Quinet, Paris-14. Des dons peuvent être adressés pour

la recherche contre le cancer et le sida.

 L'Association des journalistes par-lementaires a la tristesse de faire part du décès, survenn le samedi 22 mai 1993, de

Jean-Louis LESCÈNE, membre de l'Association, spondant de France 2 à Ro

- Claude et Georgette Salles, ses parents Nathalie,

le 14 mai 1993, en reportage, dans un accident aérien en Sibérie extrêmeson frère, M= Raymonde Juffet sa grand-mère, Mireille Salies La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 mai, à 10 heures, en l'église réfnratée de Pentemont, 106, rue de Grenelle, Paris-7. Daniele Juffet

Claude Juffet, Sylvain, Alexandre, Seba Laurence, Olivier, Jean-François, ses cousins, cousines et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Thomas SALLES,

parti le 23 janvinr 1986, à l'âge de vingt ans. survenu le I l mai 1993, à Agu-Nyogbo (Togo), à l'âge de vingt-quatre ans. La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 25 mai, à 10 h 30, en l'église

Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémo tier, Paris-17. L'inhumation aura lieu à la suite, au cimetière parisien de Montmartre. Rendez-vous à l'entrée principale du cimetière, avenue Rachel, Paris-18, à

Condoléances uniquement sur regis-tre à l'église et au cimetière.

 M= Jeanine Taieb,
 M. Jean-Matthieu Taieb, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul TAIEB. officier de la Légion d'honneur, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale,

survenu à Clichy (Hants-de-Seine), le 20 mai 1993, dans sa soixante-cin-

On se réunira à la porte du cimetière de Montmartre, avenue Rachel, Paris-18, le mardi 25 mai, à 14 h 30.

15, rue Faidherbe, 75011 Paris.

Avis da messes - Pour le repos de l'âme du

docteur Maurice VEILLET, des Amis de Napoléon III,

décédé le 4 mai 1983, 45- 244

une messe de requiem sera célébrée le vendredi 28 mal, à 18 h 30, en l'église Saint-Eugène-Sainte-Cécile, 4 bis, rue Sainte-Cécile, Paris-9.

Messes anniversaires - Tous ceux qui ont connu et aime

Cino del DUCA,

sont priés d'assister ou de s'unir d'intentinn à la messe qui sera célébrée pour le vingt-sixième anniversaire de son décès, le vendredi 28 mai 1993, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8.

De la part de Me Simone Cino del Duca.

- Pour le cinquième anniversaire du

Camille F. JUGLAR, une messe sera célébrée le jeudi 27 mai 1993, à 19 heures, en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, 68 bis, rue de Turenne, Paris-3.

Manifestations du souvenir

Cinquatième anniversaire constitution da Conseil national de la Résistance.

Le président C. Verny et les memhres du hurean du Comité d'actinn de la Résistance (CAR) vous prient d'assister à cette manifestation du souve-nir, le jeudi 27 mai 1993, à 12 heures, au Panthéon. Dépôt d'une gerbe sur la tombe de Jean Moulin.

Nos abonnés et nas actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de « bien vouloir naus com-munique leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

40-85-29-94 ou 40-65-29-96 Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

s'ils nous perviennent avent 9 h au siège du journal, 15, rue Falgulère, 75016 Paris Telex : 208 806 F Télécopleur : 45-66-77-13 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F _ 90 F Communications diverses ... 105 F . 60 F Thèsas étudiants

Les lignes un capitales grasses sont facturées sur le bese de daux lignes.

K 13 .. ~

22.

:215

MÉTÉOROLOGIE

Monde

Céren survenu le samedi 22 le

Juan-Louis LESCENE, membre de l'Association, compandant de France 2 à Roy

hade et Georgette Salles

ann. Alexandre, Schesties Age

Thomas SALLES

11 mai 1993, à Agalique

mai, a 10 h 30, es fige

rie porizien de Mostran Partie de l'entrée principée ic. Leenue Rachel, Partie

" rom thom aura lieu à la me,

** * 173024 uniquement amig

enwigt au einetiere,

the faire part do dent

versital de l'administra

dan uz sonzaleg

Miner er intro, aveque Aufri

of several Maurice VEHID

and advertised test

Avis de mess

, in the growing

in the contract garden

N. A.M. S. & Ca., 1993.

en a 18 h Ales

Service of the Particle

Messes anniverse

Cim del DUCA

and a transfer dut sein =

n dredt 28 mar 1 dredt 28 mar

del Dest

Section 1

the termination servers

Carrille F. JLGLAR.

is peaking is peaking.

Service Contract Particles

Manifestations du sons

c la recultinea de Cossil de Cossil

CARNET DU MONDE

50 - 19-54 14 43 - 19-34 6

The second second second second

a serve serve Bt

an entering the large tight

A Section Control

g Si Si Si

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

15 1

LOUR WE'ME

 $\mathcal{L} = a^{2}\mathbf{1}^{-1}, \quad \mathcal{N} =$

\$ 5 m . 1 5 .

10 Ken 1 (A)

and the second

\$ 120 YES

医下腺医肾炎

8-4" - ""F 2 - 4-4""

and the second section

1. 41-44 (10.1) [3

Allega Commencer

ground and the control of the contro

April 1975 The Colombia State of the Colombi

magny bil to govern the fi-an higher

 $\operatorname{Eight }^{-1}(\mathbb{R}^n) \cong \mathbb{R}^{(n)}$

250

建工业等

M. Paul TAIER

to the discountry patients,

Min Johanna Tareb,

12 of an Clatthieu Taich,

i - Raymonde Juffet

applied.

r - - - -

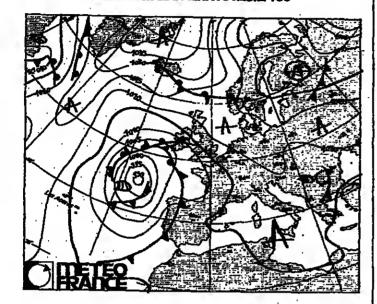
Standamere,

in lane,

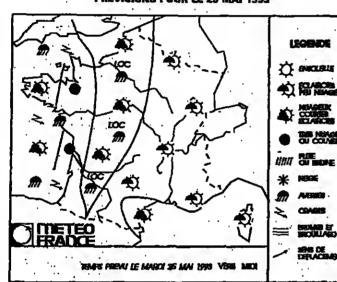
lar icle Juffet,

-

SITUATION LE 24 MAI A 6 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 25 MAI 1993



Mardi ; temps lourd souvent vollé, orageux sur l'ouest. - Sur une bonna monié ouest du pays, les passages de ranges élevés seront nombreux, et une tendance orageuse se développers au fit des heures. De la Bretaigne et du Cotentin à l'équitaine jains, que sur les Pyrénéss, la ciel sers plus managent dès la matinée, avec des risques d'orages. Ces orages: pourront a étendre en firi de journée jusqu'à la besse Normandie, l'otest du Masail centrel et le Midi pyrénéen.

Du Nord Ploardie à l'ile de France et au Centre le temps sers assez lourd avec des ondées per moments.

C'est la façade est du pays qui verre le plus de solell et de chaisur. Toute-fois sur le Languedoc-Roussillon le vent marin reminera des rueges. En fin de journée, des ondées pourront gagner la Champagne, la Bourgogne et la vallée du Rhône.

LEGENCE

O BNOUBUE

蚁阳隐

小型器

OU COUVER

COAGES

* NEIGH

entre, 12/ret, 16/demés, sur le pays; l'eprès-mid, les-températures avont encore supérieures aux valeurs de selson: 20 à 24 degrés des régions de l'Ouest à la Manche, 23 à 26 degrés du Nord au Centre et au Languedoc, 27 à

PRÉVISIONS POUR LE 26 MAI 1993 A 0 HEURE TUC



· V-l-	mentima – minima ur rdevice UC et la 24-6-1993 à 6 hours. Ti	la 24-5-93
FRANCE AJACCIO 22 11 M. BIARRITZ 26 12 M. BORDRAIM 25 15 M. BORDRAIM 25 15 M. BORDRAIM 27 12 C. CARY 24 14 C. CHERROURD 21 16 C. CHERROURD 21 18 M. CHAR 21 18 M. BARSHIR 22 15 M. BARSHIR 22 15 M. HANGT 21 18 M. FARISHIRM 21 18 C. PARISHIRM 25 M. REPARE 25 M. REPAR	ETRANGER ALGER 28 14 D AMSTERDAM 21 11 D ATERIES 25 16 D RANGION 36 26 C RANGION 36 26 C RANGION 11 15 D RECEAURE 21 15 C RECEAURE 21 15 B RECEAURE 22 1 D RECEAURE 22 9 D RANGION 22 9 D RANGION 22 9 D RANGION 24 10 N RETANGION 24 11 N	MADRID 22 13 0 MARRADECT 25 13 3 MELLOD 22 12 P MELAN 24 5 D MOSCOU 14 6 0 MARRODE 25 16 6 MARRODE 25
A B C ciel constant	D N O	P T *

TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Méniorologie nazionale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANIN

Pour trois mots de Liz

ANS «Télés Dimanche», sur Canal Plus, Henri Chapier raconsist sa bataille de la semaine : l'extorsion de trois mots personnels et intelligibles, quoique anglophones, à Liz Taylor lors de sa venue à Cannes. Na reculent devant eucun denger, la caméra de «Télés Dimanche» avait même suivi le critique cinématographique de France 3 tout au long de l'élaboration, et de la réalisation de cat exploit. Des aemaines de tractations préalables, et; au matin du grand jour, qualques hésitations de demière minute : tout de même, à mon âge, aller «planquer» Liz comme un paparazzi débutant, est-ce blen digne? Mais l'arrivée

COSTUME AUX PANETIONS

DAVID SHIFF

20.45 Magazine : Térnoin nº 1.

22.45 Magazine : A la Une.
Philippe Morillon, portrait du «général courage» ; Les Soldats du «tott du monde»; Le
Tribu Banetton; Netroyage de printemps à
Milan; La Camergue de Christian Lecrobt.

Joyeux enniversalre, M. Trenet I Homnage au chansur pour ses quetre-viogn ans:

0.00 Sport : F1 Magazine. Special Grand Prix de Monaco.

FRANCE 2

22.35 Megazine : Savoir plus.

0.05 Journal et Météo.

FRANCE 3

Sécurité : le marché de la peur.

0.25 Magazine : Le Cercie de minuit.

Clôture du Festival de Cennes

11.00 Sport : Tennis. (et à 12.05, et de 13.00 à 18.00) Interna-

20.50 Variétés:

à partir de 1 990 F

étaient emportées, et Chapier, de même, ses trois mots origifébrile comme à sa première interview, se retrouvait parlementant avec des strachées de presse, des vigiles de palaces, pour gagner le droit d'installer se caméra sur le parcours que devait emprunter la ster sur le chemin de la conférence de presse où l'attendaient devan-tage de journalistes que pour la guerre du Golfe. Un mouvement de foule au bout du couloir, la voità, Chapier se précipite : «Mirne Taylor, avez-vous rencontré le pré-sident Cinton?» Qui, oui, yes, elle ve le rencontrer, l'appeler, dès que... mais c'est déjà fini, elle a pessé son chemin, happée par la suite du programme. Bonheur de de Liz approchant, ces réticences Chapier : il les a décrochés, tout

Dans le feu de l'action de la sortie d'un nouveau film, décrocher trois minutes d'interview de la star nécessite un entraînement de commando. Ces grandes meconaries nous furent montrées. à Hollywood. « Télés Dimanche» nous dévoite même un personnage habilement dissimulé, dont à vrai dire on soupconne souvent l'existence sans jamais en avoir de preuve : l'attaché de presse des stars de Hollywood, avouant cyni-quement comment il s'y prend pour manipuler la presse. Com-ment éviter que les questions ne s'éloignent par trop de l'objet à promouvoir (evre, disque, film) .

En France, nous jura-t-on, le système serait inimaginable. A la différence des films américains, qui sont des « produits », nos films, eux, sont de vraies couvres». Mercredi après mercredi, pourtant, on ne le jurerait pes. La promotion gangrène toutes les émissions de la télévision, même celles où l'on ne l'attend pas du tout. Questions pour un chempion, par exemple, où s'affrontaient dimanche soir quelques vedettes: un danseur, uns comédisnne, un cuisinier. Étalent-its là par hasard? Pas du tout. Untel jouait dans une pièce, tel autre nous informait d'une prochaîne soirée : quelques attachés de presse, on le soupçonnait, étaient passés par là.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimenche-hundi. Signification des symboles
> signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à évitar ; u On peut voir ; u u Ne pas manquer ; sou Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 24 mai

tionaux de France, en direct de Roland-Gar-

20.45 Cinéma : Subway. s Film frençais de Luc Besson (1985). 22.30 Journal et Météo. 22.50 Magazine : A la une sur la 3, 23.15 Magazine : Tout le cinéma, En direct du Festivel de Cennes

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Confessions d'un barjo. Film français de Jérôme Bolvin (1892). 21.50 Flash d'informations. 22.00 La Journal du cinéma.

22.05 Cinéma : Le Silence, MBR Film suédois d'Ingmar Bergman (1962) (v.o.).

23.35 Cinéma: L'Exorciste, la suite, a Film américain de William Poter Blatty (1989).

Les Enquêtes de Remington Steele.

ARTE

20.40 Cînéma : Atlantic City. EBB 22.20 Magazine : Ich liebe dich.

Romy Schneider.

22.25 Cinéma: Le Passager. BB
Film ellemend de Thom
(1988) (v.o.). 0.05 Cinéma d'animation : Snark.

0.20 Magazine: Rencontre (rediff.).

20.45 > Cinéma : Les Cavallers. BB Film américain de John Ford (1959). 22.50 Téléfilm : Trafics à Miami. De Nick Barwood.

0.15 Informations: Six minutes première heure.

0.25 Magazine : Culture pub.

FRANCE-CULTURE

20,30 Le Grand Débat. A quoi sert l'CNU? (2).
Avec Javier Perez de Cueller, Jean-François
Deniau, Michel Jobert, André Glucksmann,
Mario Bettati, Thierry de Montbrial. 21.30 La Radio sur un plateau. Des fekirs, des

mornies et maman, pièce égyptienne de Louis-Charles Sirjacq.

22.40 La Radio dans les yeux. Au Festival de Cannes.

0.05 Du jour eu lendemein. Au Festival de Cannes (suite). 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concart (donné le 27 février salle Goncert (donné le 27 fevrier salle Gaveaut : Septuer pour trompette, cordes et piano en mi bémol majeur op. 85, de Suint-Saëns ; Chansons madécasses pour voix, filtre, violoncolle et piano, de Ravej La Créstion du monde, etrangement pour pieno et quatuor à cordes, de Milhaud ; La Bestiaire pour filtre, deux clerinettes, deux bassone, deux trompettes et trombone, de Strandreix : Congregations nour filtre, heut-Strevinsky; Conversations pour filite, haut-bols et trio à nordes, de Bliss; La Bel mas-qué pour heutbols, clarinette, basson, trom-bone, violon, violoncelle, plano, percusalons et voix, de Poulenc, par le Nash Ensamble et François Le Roux, beryton.

23.09 Ainsi le nuit. Par Anne-Marie Réby .
Sonete pour violon et plano nº 3 en la mineur op. 25, de Enesco, par André Gert-ler, violon, Diane Andersen, plano.

0.33 L'Heure bieue.

Mardi 25 mai

Avec Michael J . Fox, Gene Rowlands, Joan

Jatt.
18.00 Canalile peluche.
Les Nouveaux Voyages de Guilver. 16.40 Chrb Dorothée. 17.50 Sárie : Le Miel et les Abeilles. 18.20 Série : Hélène et les garçons. 18.30 Ca cartoon. 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous! 18.50 Le Top. 19.50 Divertissement: Le Bébête Show (et à 1.00).

20.00 Journal, Tiercé et Météc. 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Cinéma: Le Maître d'école, a Fim français de Claude Bert (1981). Avec Coluche, Josiene Balzsko, Jacques Debary.

22.30 Magazine: Durand la nuit.
Présemé per Guilleume Durand, en direct.

Magazine: Le Club de l'anjeu.
Invités: Jeen-François Gautier, de Salomon; Graham Barnes, du ministère de l'industrie de Hongkong; Didler Lorée, de La Mondiele.

FRANCE 2

13.50 Sport : Tennis, Internationaux de France, en direct de Roland-Gerros. en efract de Roland-Gerros.

20.00 Journal, Côté court.

Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéma : La Pagaille. =
Film français de Pascal Thomas (1990).

22.35 Magazine : Bas les masques.
J'ei mai à mon boulot.

23.55 Journal et Météo. 0.15 Magazine : Côté court.

FRANCE 3

13.00 Sport : Tennis, Internationaux de France, en direct de Roland-Garros. 18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.25 Jeu: Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Dar Baroud, de Louis Gardel. 19.00 Le 19-20 de l'information.

0e 19.09 à 19.31, le journet de la région.

20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40). 20.15 Divertissement : La Classe. 20.45 Série : L'Ami Maupassant. La Petite Roque, de Claude Sentelli.

21.50 Documentaire : Planète chaude, Zapata mort ou vif, de Patrick La Gell et Patrick Gouy. 22.50 Journal et Météo. 23.20 Téléffim:

0.45 Continentales, L'Eurojournal : l'info an v.o.

Les clowns aussi font pieurer. De Reinherd Hauff (demière perce).

CANAL PLUS

16.05 Cinéma : Light of Day. s Film américain de Paul Schreder (1987).

-- En clair jusqu'à 20.35 --

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Le Bücher des vanités.
Film américain de Brian De Palma (1990).
Avec Tom Hanka, Bruce Willia, Melania
Griffith. 22.35 Flash d'informations.

22.35 Flash d'informations.

22.40 Cinéma : Coca-Cola Kid.
Film eustralien de Dusan Makavejev (1985) (v.o.).

0.20 Cinéma : Ratman. D
Film Italien d'Anthony Ascot (1987). Avec Nelson de La Rosa, David Warbeck, Jenet Agran.

ARTE

17.00 Magazine : Macadem.
Peolo Conte (rediff.).
17.55 Cinédanse : Nuit de Chine.
De Claude Mourières (rediff.).

19.00 Magazine : Rencontre.
Ushi Obermaier/Rocko Schmont. 19.30 Documentaire: Beyrouth eujourd'hui. De Philip Aracingi. 19.40 Documentaire:

L'Orient-le Jour, Beyrouth.
De Francis Bouchet et Eric Samer.
Pendent toutes les années de guerre,
l'Orient-le Jour à maintenu sa parution. 20.20 Court métrage : Triple sec. D'Yves Thomas.

20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Solrée thématique : Berlin années 20, balades noctumes. Solrée conque per Martina Schwindenham

20.41 Documentaire : Berlin noctume. 21.10 Court métrage : Etude nº 8.

O'Oskar Fischinger.

21.15 Cinéma : Jeunes gans dans la ville. E
Film est-allemand de Karl-Heinz Lotz
(1985). Avac Maria Probosz, Beate Maj-Do-

bal, Mirko Herringer.
22.35 Court métrage : Etude r 9.
D'Oskar Fischinger.

22.40 Documentaire : Flaneries. De Barbel Scheele. 23.10 Court métrage : Etude nº 7. D'Osker Fischinger.

23.15 Documentaire:
Wilde Buhne, le cabaret sauvage.
D'Ula Stock (50 min).

17.00 Variétés : Multitop. 17.30 Série : L'Etalon noir. 19.00 Série : L'Homme de fer.

19.00 Série : Les Rues de San-Francisco. 19.54 Six minutes d'informations. Météo. 20.00 Séria : Cosby Show.

20.35 Le Mardi, c'est permis. 20.45 Téléfilm : Papy Joe.
De Jeffrey Melman.
Ne voulent pas être séparés, quetre orphe-lins s'inventant un grand-père en la per-sonne d'un elochard...

22.35 Série : Mission impossible

23.35 Magazine : Le Glaive et la Belance.
Présenté per Cherles Villeneuve.
Les faux témolgrages.
Deux cas lituatrant l'importance accordée à la parole des témoine dans le système pénal français.

0.30 Informations: Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine.

21.30 Les Volx du design.
Promenede dene l'exposition, avec
Marisnne Barziay.

22.40 Les Nuits magnétiques.
Les artisers de Babel, ou toutes les langues sont étrangères. 1. Deux langues sous le même toit. 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 mars au Théâtre des Champs-Bysées): Parade, Gymnopédies 1 et 3, de Satle; L'Heure espagnole, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. Michel Plasson; sol.: Marie-Thérèse Keller, mezzo-soprano, Laurence Dele, Michel Sénéchal, ténore, Jean-Philippe Laffont, baryton, François Loup, basse.

22.00 Les Volx de la nuit. Par Henri Gorafeb. Janina Michaeu, apprano; Dinh Gilly, bary-ton. Œuvras de Ravel, Thomas, Offenbach, Charpentier, Gounod, Puccini, Massenst.

23.09 Ainsi la nuit. Marchenbilder op. 113, de Schumann; Haserds pour plano et trio cordes op. 96, de Schmitt.

0.33 L'Heure bleue. Carnets de route, per Phi-

Lors d'une manifestation organisée par l'ANC près de Johannesburg

Treize personnes ont été tuées dans un ghetto noir en Afrique du Sud

Au cours d'affrontementa qui ont oppasé, samedi 22 mai, dans le cité noire de Thokoza, eu eud de Johannesburg, des menifastenta du Congrès nationel africain (ANC) eux partisans du mauvement zoulou inkhata, treize personnes ont été tuées et une soixantaine d'autres blessées.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Pour appuyer ses revendica-tians politiques – fixation d'nac dete pour les prochaines élections et formation d'na conseil exécutif transitoire - et demander la libération de prisonniers, l'ANC avait organisé, samedi, une marche qui, après avoir suivi les principales artères de Thokoza, devait abou-tir devaat le commissariat vaisin d'Alberton, où une pétition devait être déposée.

Les premiers coaps de feu ont claqué larsque les maaifestants sont passés devant l'hostel de Thokoza, qui abrite des travail-leurs celihetaires zoulaus partisans de l'Inkatha. Selon l'ANC, ils nuraient été tirés par des rési-dents du foyer que la palice aurait négligé de tenir à distance.

Les forces de l'ordre accasées

Selan plusieurs témains, dant des journalistes, les forces de l'ar-dre sont alors latervenues, tirant à leur tour sur la foule. La fusillade a duré une vingtaine de miautes, faisant treize marts et plus de soixante blessés, soavent touchés dans le dos,

En se montrant évasif sur l'ari-gine des premiers coups de feu, leademain, au cours d'une coafé-reace de presse, reproché aux

Un entretien avec Mireille Delmas-

DÉBATS

ÉTRANGER

SOMMAIRE

manifestants d'avair tenn des a propos provocateurs et insul-tants » à l'égard de son parti, et de n'evoir pas respecté les procédares qui auraient évité à la manifestation de passer devant l'hostel. Il a aussi accusé certains des muaifestants d'avoir été

Le président de l'ANC, Nelson Mandela, a, de soa côté, accusé les forces de l'ordre d'organiser la vialence afin de faire échauer le processus de négociatians. « Chaque fais que les discussions progressent, la violence éclate », a-t-il

« Ce que le gouvernement a fait exigeralt que nous rampians de naaveaa les négociations, mais nous ne le ferons pas», a averti M. Mandela, dont l'organisation, en juia 1992, s'était mamentanémeat retirée des négociations pour protester contre le massacre de Boipataag, où 45 personnes avaient été tuées par les résidents zaulaus d'an hostel voisin (le Monde du 20 juin 1992).

GEORGES MARION

o GÉORGIE : cessez-le-feu en Abkhazie. – Edward Brusner, représentant persoanel du secréteire général de l'ONU, Boutros Boutros-Gball, arrivé samedi 22 mai à Soukhoami puis à Gou-daouta, a déclaré que des représen-tants de l'ONU « pourraient » parti-ciper au contrôle da cessez-le-fen relatif qui s'est instauré depuis jeudi eatre farces géorgieanes et forces abkhazes, à la suite d'une rençantre eatre MM. Chevardnadze et Eltsine. Après avoir perdu un avion, abattu par les Géorgiens au-dessus de Soukhoami, l'armée russe avait dû admettre sa particiMoscon s'engageant sur le respect d'objectifs monétaires précis

Le FMI est sur le point d'accorder un crédit à la Russie

Un mois après la tenue du som-met international de Tokyo, consa-cré à l'aide à la Russie, Moscou est sur le point d'obtenir un important crédit (allant jusqu'à 3 milliards de dollars, soit plus de 16,25 milliards de franes) du Fands manétaire international (FMI). Les responsa-bles de l'institution internationale sont en effet parvenus à élaborer sont en effet parvenus à élaborer avec le gouvernement et la banque centrale russe un projet de réformes monétaires.

La Russie s'engage à ramener son taux d'inflatian à 10 % par mois, contre 20 % environ depuis le début de l'année. Pour cela, les aatorités monétaires devront limi-ter l'émission manétaire, réduire ter l'émission manétaire, réduire les crédits octroyés aux entreprises et relever les taux d'intérêt. A l'heure actuelle, les taux d'intérêt annuels dépassent rarement 100 %, alors que la hausse des prix a atteint 2 500 % l'an dernier. Le gouvernement s'engage également à augmenter les recettes fiscales, notamment par le relèvement des taxes sur l'énergie Lla terrie comtaxes sur l'énergie. Us texte com-mun de la banque centrale et du gouvernement doit être prochainement adopté.

Les crédits doivent être octroyés dans le cadre d'une nouvelle faci-lité de crédit créée en avril et destiaéc aux Etats en transitina vers l'économie de marché.

Au « Grand Jury RTL-le Monde»

M. Bayrou prendra début juin des décisions sur l'avenir du baccalauréat

Le ministre de l'éducation natio-Le ministre de l'éducation naho-nale, François Bayrou, est revenu, dimanche 23 mai, devant « Le grand jury RTL-le Monde», sur les principaux chantiers qa'il entead ouvrir. Le dossier du baccalauréat, qui prolonge les décisions déjà, adôptées pour la classe de pre-mière, devrait être tranché au début da mois de juin, a-t-il prédébut da mois de juin, 2-t-il pré-cisé. Pour le collège, en revanche, dont « tout le monde sait depuis dix ou quinze ans qu'il ne marche pas mais auquel personne n'ose tau-cher» M. Bayrou se doane le temps de la réflexion et ne lancera des expérimentations que dans un an, pour le rentrée 1994.

Même prudence sur le dossier délicat de la liberté de choix de l'établissement scolaire par les familles, qui «soulève des débats nombreux, y compris parmi les élus de la majorité, dant certains crai-gnent que des établissements ne se trouvent, par là-même, encore plus dėfavarisės ».

Pour tenter de réhabiliter les établissements considérés comme les plus difficiles, le ministre de l'éduplus difficiles, le ministre de l'édu-cation e confirmé sa valanté de nommer « les meilleurs chefs d'éta-blissement dans les établissements les plus difficiles ». C'est la raison pour laquelle il a retardé le mouve-ment des chefs d'établissement et décidé de révaluer la catégorie de cent vingt-neuf lycées ou collèges et les primes de fonction de leur proles primes de fonction de leur proviseur ou principal.

Enfin, François Bayron a vigou-reusement dénoncé cette « lée fausse » selon laquelle « la protec-tion des élères à l'intérieur des étation des éteres à l'intérieur des éta-blissements pourrait les coaper de la vice. « L'école doit être un sanc-tuaire. Les enfants, et singulière-ment les plus faibles, doivent être protégés contre des tentations ou des pressions de toute nature ; je songe au racket et à la drogue. Prétendre que, en protégeant les enfants contre le racket et la droenjants contre le racket et a di-gue, on les coupe du monde, c'est du verbiage idéologique, c'est une vaste blague!», s'est exclamé le ministre.

550 F, offre spéciale: blouson soie

dans ce magasin où, à deux pas de l'Opéra, on trouve aussi un choix magnifique de chemisettes en soie véritable à

mercial Vėlizy 2.

Réunie en synode national au Havre

L'Eglise réformée de France entend relancer son action missionnaire à l'étranger

Le eynode netionel de l'Eglise réformée de France, réuni du jeudi 20 au dimanche 23 mei au Havre, a clos une réflexion de deux ene. menée dans toutes les Eglises protes-tantes, sur le relence jugée nécessaira de l'action missionnaire à l'étranger.

de notre envoyé spécial

A compter dn «réveil» dn dixaenvième siècle, les Eglises pro-testantes d'Europe ont connu une sorte d'âge d'or missiannaire. En Afrique occidentale et australe, dans l'océan Indien, en Océanie, dans uae maindre mesure en Amérique latine et en Asie, elles ont coatribaé, aon sans romantisme, à l'œuvre «émancipatrice» de la colonisatioa. Use bible en main, la Déclaration des droits de l'bamme dans l'autre, elles oat été à la pointe de la lutte contre l'esclavage et, depuis les années 60, associées à presque tous les efforts de développement et de démocratisation de pays nauvellement indépendants (1).

Les temps ont change. Tous les responsables - cathaliques aussi bien que protestants – se plai-gnent désormais da reflux de cet élan missionnaire, enraciné pour-tant dans la plus lointaine tradi-tion du christianisme. Les explications ne manquent pas. A l'argument connu du repli indivi-dualiste ou national s'ajoate un dualiste ou national s'ajoate un scepticisme croissant sur l'effica-cité des aides, en hommes et en mayens, eux pays et aux Eglises pauvres. Et si, autrefois, le « missionnaire » avait un visege, les structures qui animent le dévelop-pement extérieur des Eglises soat devenaes aujaurd'hui plus opa-

Depuis deux ans, les Egises protestantes françaises, reformées et luhériennes, s'interpogents à tous les niveaux (paroisses, synodes régionaux, synodes nationaux) sur cette désaffection. Les enjeux et les priorités de l'actian missionnaire a apparaissent plus clairement. Des régions entières de France, déchristiaaisées, devienaent à leur tour des terres de mission : faut-il alors «évangéliser» la Corrèze on le Zambèze? Les Eglises aatochtoaes des pays laintains ne sont-elles pes lasses d'être assistées?

Ce reflux a des conséquences budgétaires et humaines immé-diates. Pour succéder à la Société des missions évangéliques de Paris, les Eglises réformées et Inthériennes ont créé, en 1971, un service extérieur commun, appelé le Département évangélique fran-çais d'action apostalique

Des royalistes commémorent l'insurrection vendéenne de 1793

Plusieurs milliers de personaes ont participé, samedi 22 mai sur le mont des Alouettes (Vendée), à la célébratias da bicentenaire des guerres de Vendée de 1793, Organisée par une association royaliste créée en 1991, cette « fête symbolique » avait pour but de rappeler le sonvenir de l'insurrection aoyée dans le sang des habitants des Mauges et du Pays de Retz qui protestèrent contre la décision de la Conventiaa de lever trois cent mille d'entre eux pour défendre la République. Après le célébratian d'une messe en latin seloa le rite de saint Pie V, ane stèle à la mémoire de Louis XVI a été inausurée. En l'absence du priace Louis, duc d'Anjou, ainé des Bourbons et représentant de la branche légitimiste (le Monde du 28 avril 1992), les cérémonies ont été placées sous la présidence de la duchesse d'Anjou et de Ségovie, sa grand-mère. Dans son numéro du 20 mai, l'Action française hebdo dénaace ce « rassemblement

> Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

> > Renseignements:

46-62-74-43

(DEFAP), dant la vocatioa est d'organiser la solidarité entre les Eglises d'Europe et du tiersmoade (2), auquel il consacre l'essentiel de son budget. Le DEFAP délégue régulièrement des «envoyés» et des volontaires du service national (VSN) travaillant dans la formation, l'easeignement, la santé ou l'agriculture. Or les paroisses protestantes se montrent aujourd'hui plus réticentes à financer un tel service, comparé à une ONG un peu distante et lointaine.

La concurrence des sectes

Les débats sur l'actiaa extérieure du protestantisme en Afri-que da Sud, en Nouvelle-Calédo-aic. ca Amérique centrale dannaient toujaurs lieu, hier, à des empoignades sur le plus ou moias grand engagement des Eglises dans les luttes de libéra-tian. C'est nn aatre signe des temps : les discussions du synode national de l'ERF an Havre a'ont pas du tont porté sur les risques de dérapage politique des aides des Eglises.

En revanche se soat opposées deux sensibilités sur une concep-tion moderne de la missian. En simplifiant les choses, la première est typiquement «évangélique»: elle veut rampre avec la ligne actuelle du DEFAP, instaurer des circuits plus courts entre les com-munautés chrétiennes en France et dans le tiers-monde, mener des actions directes de « témoignage » pour faire pièce natamment aux sectes foadamentalistes.

«Si nous ne le faisons pas, des officines sont là pour donner des réponses toutes faites, pour livrer du prêt-à-penser religieux», dit Serge Oberkampf, président de l'Alliance biblique. L'autre teadance insiste sur le caractère « global » de la passioù : le rémoignage » du Caretten vicat de sa réponse » que la caractère de la caractère et humanitaires », dit Alain Rey, secrétaire général du

Dans la bonne tradition protestante, les partisans des thèses en présence ont mis an point une résolation qui a tous les avantages du consensus, mais aussi tous les invanvénients du compromis. a Témoignage et service, Evangile et développement, paroles et action sont indissolublement liés, même si chacun ne place pas l'accent du même côté », reconnaît le

document final, qui invite les paroisses protestantes à retrouver leur élan missionnaire d'aatrefais. Un « constat d'échec » est dressé, s'agissant de l'action da DEFAP, accusé de « mal passer dans les Eglises locales ». Mais,

comme l'avait fait l'Eglise Intbérienae de Fraace réunie aussi, une semaine plus tôt, en synode général, l'Eglise réformée maintient globalement sa coafiance eu DEFAP, tout en réorientant cer-taines de ses missians.

Ce résultat devait satisfaire les délégués réformés au Havre, qui, face aux multiples farmes du «repli» coafessionnel et national, entendeat maiatenir intacte la vocatian de le mission comme lieu de coopératios œcuménique et internatianale, car de tels espaces se faat de plus en plus rares aajourd'hui.

HENRI TINCO

ST CE

ي الإنتياج

* **5**5.

33.3

||¥ || = 1

122 T. ...

Mine:

427

Darie Pare

223 (2.3%)

City ...

E 22 . . .

1

77. ·

Jez ...

T.

\$20E \$ 3

च्छाउ:

اجتالاه الم

73.22

E:=:

THE

ا الم والمنظ

27. F

(1) Anteur d'une conférence, au Havre, sur l'histoire de la mission, Jean-François Zonn vient de publier le Grand Siècle d'une mission protestante, la Mission de Paris de 1822 à 1914. Editions Karthala, « Les bergers et les mages », 792 p.

(2) Créée en même temps que le DEFAP, la Communauté évangélique d'action apostolique (CEVAA) regroupe quarante-six Eglises protestantes d'Afrique et de Madagascar, d'Amérique latine et d'Europe (France, Suisse, Italie).

A Rome Des personnalités du Vatican ont été décorées de la Légion d'honneur.

M. René Ala, ambassadeur de France auprès da Saint-Siège, a remis an cours d'une réception, jeudi 20 mai à Rome, les insignes de la Légion d'honneur à des personnalités de la secrétairerie d'Etat du Vatican. Le cardinal Sodana, secrétaire d'Estat et principal colla-borateur du pape, avait de élevé à la dignité de grandi officier le 12 mai 1992 Mar Ghavanni Battista Re, substitut; chef de la première sectiaa de la secrétairerie. d'Etat (dite des affaires générales), et Mgr Jean-Louis Tauran, chef de la deuxième section des relations avec les Etats (« ministre des affaires étrangères, du pape) avaient été promus commandeurs de la Légioa d'hoaneur le 24 février 1993.

Mgr Luigi Cavaliere, collaborateur de Mgr Tauran, a été fait che-valier de l'ordre autional du Mérite. Président du conseil pontifical Justice et Paix, le cardinal Roger Etchegaray, également proma commandeur le 24 février dernier, avait été décoré par M. Ala le lundi 17 mai.



D'UNE VIVE **ACTUALITÉ**

Cette édition, entièrement rénovée dans son fond et dans sa forme, est enrichie de nouvelles annotations de jurisprudence et de bibliographie intégralement réécrites et redistribuées. par Pierre Ortscheidt.

Mise à jour législative au 23 mars 1993.

DALLOZ

Elections espagnoles : les sacie-listes et la droite sont au coude à coude dans les sondages....... 3 Les mesures prévues par les siliés pour la Bosnie.. Bhouten: un enettoyege ethnique » silencieux Polémique eu Venezuela eprès la suspension du président Perez ... 7 POLITIQUE Cinq élections cantonales par-La commissaion des lois du Sénat modifie le projet de réfarme de fa un entretien avec le pasteur Ste-

La visite de Dominique Perben aux Antilles et en Guyane... La mobilisation d'un quartier de La situation dea étrangers et la réforme du code de la nations

Automobilisme : Ayrton Senna le mireculé; Tennis: Jim Courier aux deux visages; Tennis de table: Jean-Philippe Gatien champion du

Le Festival de Carnes : le Maître de marionnettes, de Hou Hisao-heien; Raining Stanes, de Ken Loach; Chute fibre, de Joel Schumacher; Moi Ivan, toi Abraham, de Yolande Zauberman; Les manœu-

Les Douze cherchent à dédramatiser les dévaluations lors de la réunion informelle des ministres des finances au Denemark Etats-Unis : la taxe sur l'énergie du président Clinton menacée...... 19 La discussian du collectif budgéteire à l'Assemblée nationele : M. Balladur ve renforcer las mesuree de relance 20 Le nouveau président de Nomura Securities eroit à une reprise de l'activité économique au Japon 20

La Slovénie rêve de devenir la Vie des entreprises.

L'ÉCONOMIE

· La baiase des taux : enfin l Coups fourrés dans le tabac e
Les transports publics contre-attaquent e Dossier : les hlocarburants · Relancer per les travaux 27 à 36

Services

Abonnements... Annonces classées Loto, Loto sportif...... Marchés financiers.... Météorologie Mots croisés . Radio-Télévision

> La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « le Monde-l'Économie » folioté 27 à 36 Le numéro du « Monde » daté 23-24 mai 1993 a été tiré à 498 315 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Initiatives » Emploi : la famille d'abord Avec le chômage, les salariés essient d'aider leurs enfants pour que ceux-ci obtiennent un emploi. Officiellement ou non, ils réclament ou obtiennent une priorité à l'embeuche dans leurs entre-prises. De leur côté, certaines sociétés pratiquent la cooptation.

« Sciences-Médecine » :

la dépendance derrière les barreaux Le débat eutour da la dépénellestian de l'uaege de drogue conduit à s'interroger sur la santé des toxicomanes incarcérés.

(Publicité)

Pour homme, ce modèle 100 % soie, idéal sur les gra-dins de Roland-GARROS, coloria fantaiaie. Nombreux autres modèles de blousons

partir de 239 F.

LA VOGUE, 38, boulevard des Italiens (9°). Egalement à leur magasin du centre com-

Le Monde

ice entend relancer re à l'étranger

231

ivait fait l'Eglise latté. Julialement sa confiance 10ut en réorientant es

e constat devait satisfaire la réformes au Havre, qui multiples formes d ; : o confessionnel et nation ent maintenir intacte h de la mission comme enternationale, car de tes e reter se font de plus en plus The dujourd'hui.

Poster d'une conférence, se lieu a viere de la muscion, lean-fram-chi de publier le Grand Side de publier le Grand Side d'une publier le Gra dergers et les mages », 702 L

ter en même temps que le la la communante évanguage (CEVAA) que l'EVAA) protestantes d'us l'entre l'entre l'

A Rome

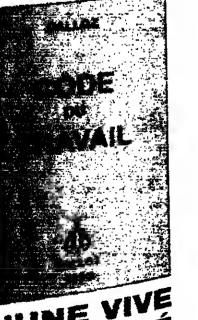
Des personnalités du Vatican ont été décorées de la Légion d'homes

🤫 Rone Ala, ambassador b aupres du Saint-Sign remain d'une récomme The Political & Rome, les inges : a lieguen d'honneur à de pr-. - naides de la secrétaine de to troub Le cardinal Salat, with the d'Elaf et principlat berafeur du pape, avait dibil dignite de grand offit tite Be ubrinut, chef dip ter cotton de la scotta in the des affaires posts - Treme section des resis ... let Etals fe minian b cirangeres» de pa ... etc promus commands erion d'honnes

 $x_{i+1} = x_i \in k_i f^{i+1}$

programmed to

14 Senter (443. Mer Luige Cavaliere, come Ant Fauran, a tie falt of tordre national t Merit: President du conseil por ing in a commandeur le 24 for decert F 14 372 to lands 17 man



PUNE VIVE CTUALITÉ Section 1985 and 1985

The second of th The state of the s Les transports publics contre-attaquent



das métros, bus. trems et trolleys du monde entier se sont réunis du 3 au 7 mai à Sydney. Constet mitigé : l'usege des transports publics régresse, mala les besoins potentiels sont page 29

Dossier: les biocarburants

Le « pétrole vert » Mais las cerburants à base de vágáteux ne peuvent être utilisés seuls et coûtent trop cher à fabriquer pour un usage immédiet. vrsiment à long page 34



Comment faire repartir l'économie sens infletion? Pour François Lagrangs, il feut faire prendre en charge par le privé les projets d'infrestructures en attente que l'Etat, manquant de ressources, ne peut

page 35

MODE D'EMPLOI Consommation : contrôles à géométrie variable. Humeur par Josée Doyère : Quand l'Europe distera... La cote des mots par Jean-Pierre Colignon : Décideur. Livres : La prospective incert Notes de lecture. Agenda. PERSPECTIVES OPINIONS 29 & 33 Les négociations du GATT:

«Hypocrisie française», par Anthon Abrahams, Courrier, CONJONCTURE Les prix : Sans inqu L'Amérique du Sud : Le retour des Français. Le Paraguay : Difficultés financières. L'industr pétrolière : Le crise du raffinage

À-CÔTÉS

Coups fourrés dans le tabac

Pour lutter contre la hausse des taxes, les fabricants étrangers tentent de convaincre. l'Etat que leurs intérêts sont liés...

I raid éclair ni bataille de tran-chées : la drôle de guerre qui se déroule actuellement dans le tabac semble, au premier regard, extrêmement breuses et les alliances nouées multiples.
Quant au contité diest mené sur plusieurs fronts, français et européen, et arbité par une cliente le monte nombreuse, moins fidèle et aux résotions inattendues. confuse. Les forces en présence sont no

reconnaissent la plupart des fabricants de tabacs. Certes, ils avaient prévn l'érosion du marché — il a encore baissé de 4.6 % au premier trimestre de cette année mais non le comportement des fumeurs, qui recherchent désormais le plus bas prix, sans souci de la marque. Ce mouvement, apparu dans tous les secteurs de la consommation depuis la crise du Golfe, n'avait pas encore contaminé la cigarette.

Les premiers signes sont apparus dans les derniers mois de 1992 avec le lancement, par des marques peu connues, de paquets de vingt-cinq cigarettes au prix de vingt. A l'époque, l'engouement provoqué n'était pas considéré comme provoque il était pas constantes de la languer, avec la hansse de 15 % du prix du tabac décidée par les pouvoirs publics dans les derniers jours de décembre.

Dominique Gailois Lire la suite page 32

La baisse des taux : enfin!



Les taux d'intérêt diminuent. Cette détente, tant attendue, aura sans aucun doute pour effet de doper l'économie. Mais comment, avec quelle ampleur et dans quels délais? Les taux d'intérêt mettent en jeu des phénomènes complexes et leurs mouvements n'ont pas le même impact selon les économies. En France, la décrue devrait provoquer un transfert de 15 à 20 milliards de francs des ménages vers les entreprises, mais celles-ci n'en bénéficieront pas toutes également, ni tout de suite.

Lire pages 30 et 31 les articles de Sophie Gherardi, Serge Marti, François Renard et Thibault Romain

CRISE DES INDUSTRIES FORESTIÈRES

Le bois dans tous ses états

Des scieurs aux papetiers, tous les métiers sont durement frappés par les désordres monétaires

ÉTAIT, paraît-il, la première fois depuis un siècle. Mercredi 12 mai, exploitants forestiers, patrons de scierie, bûcherons et transporteurs défilaient dans les rues de Nantes pour crier leur colère, contragnant le gouverne-ment à adopter, en catastrophe, quelques mesures d'urgence : déblocage de 30 millions de francs pour renflouer la trésorerie des scieries; réport, jusqu'en décemble, du paiement de la

report, jusqu'en decembre, du parement de la taxe sur les produits forestiers. Il y allait, en effet, de la survie du nombre de ces petites entreprises de la France male, victimes depuis trois ans d'une crise désastreuse. Une crise qui démarra, début 1990, par un évé-nement fortuit, une énorme tempête qui abattit 1 10 millions de mètres cubes de bois. Des «chablis», dans la langue du métier, qu'il a bien fallu résorber. « Cette surabondance forcée à entraîné resoroer. « cette suraconaunce jorcee a entraine une chute des cours de sciage, une diminution de la rentabilité et une fragilisation des entreprises », explique ainsi la Fédération nationale du bois.

Mais, depuis septembre 1992, ce sont les Mais, depuis septembre 1992, de sont les dévaluations monétaires qui ont pris le relais. Celles des monnaies italienne, espagnole, portugaise et britannique, qui tarissent toute exportation française vers ces pays. Celle des devises scandinaves qui doment aux industriels finlandia de sufdiri le marchité d'authère le marchité de la marchité de la marchite de la mar dais et suédois la possibilité d'envahir le marché an plus grand des groupes papetiers, qui est communautaire : « Les bois résineux en prove-

Engen Decker et Jean-Pierre Hontoir, présidents des organisations de scieurs français, allemands

CONTRACTION • Le marché national luimême se dérobe sous les pieds des industriels, dont les débouchés se contractent un à un. En deux ans, celui de l'ameublement a reculé de 17 % en volume, celui du bâtiment de 15 % et celni des travaux publics de 20 %. L'an dernier, 277 000 logements seulement ont été mis en chantier, le total le plus faible depuis quarante ans. Autant de moins pour les fabricants de portes, de fenêtres, de parquets... En attendant du bois doivent affronter ce que Robert Braun. président de l'Organisation européenne des scieries, qualific de « situation la plus dramatique

depuis quarante ans s.

Car, en réalité, c'est bien l'ensemble de la filière du bois, de la petite entreprise de sciage

nance de ces pays sont vendus à plus de 15 % ordres monétaires et la baisse des prix de vente can-dessous des prix de revient des scieries européennes, qui ne pourront résister longtemps à cette concurrence agressive», expliquaient, en mars et d'une même voix, Roger Lesbats, membres de la Confédération française de l'in-

dustrie des papiers, cartons et celluloses (Copacel) ont perdu plus de 2 milliards de francs.

Une situation exceptionnelle qui conduit de plus en plus de professionnels à demander l'adoption de depuses de souverante à l'accounter. l'adoption de clauses de sauvegarde à l'encontre des importations acandinaves. C'est le cas, bien sûr, des scieurs de bois. Mais e'est aussi celui, désormais, d'un groupe de la taille de Gascogne, avec ses 3,2 milliards de francs de chiffre d'affaires, ses 50 millions de résultats nets et ses 2 500 salariés. Gascogne a engagé des discussions avec des producteurs allemands, pour dégager une position commune et obtenir de la Communauté européenne l'adoption d'une les éventuelles retombées du plan de relance pré-senté par le gouvernement le 5 mai, les métiers d'emballage, sa spécialité. Des demandes appuyées par le nouveau gonvernement.

Le bras de fer avec les industriels scandi-

Pierre-Angel Gay Lire page 33 notre enquête

en France et en Scandinavie



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer les

MBA

Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission 3° cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Magistères, Maîtrises.

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration for International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-

■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA Programme associé en Asse . AMA HONG KONG



Contrôles à géométrie variable

Prix variant du simple au double, résultats incertains : la fiabilité des contrôles techniques obligatoires pour les véhicules anciens n'est pas encore assurée

BLIGATOIRE depuis le 1º janvier 1992, le contrôle technique sur les voitures particu-lières de plus de cinq ans (même si, cette année encore, l'obligation ne s'applique qu'eux véhicules de plus de sept ans d'âge) connaît des fluctuations de tarifs spectaculaires I En province, le prix moyen s'établit à 284 francs, mais s'inscrit

dans une fourchette de 195 à 323 francs (deux extrêmes relevés dans le Nord). En région parisienne, les tarifs svoisinent les 400 francs. Telles sont quelques-unes des disparités les plus flagrantes relevées par l'enquête réalisée au le mars par les centres locaux d'information sur les prix (CLIP) dans dix-sept départements de province (1). Au total, 543 centres de contrôle (sur un total de 2 691 en France) ont répondu eux enquêteurs,

soit presque un sur cinq.

Agréés par les préfectures, ces centres sont chargés d'opérer les fameux contrôles techniques (à renouveler tous les trois ans), qui consistent en un examen sans démontage de 52 points du véhicule : châssis, suspension, essieux, direction, freinage, transmission, roues, pneus, éclairage, signalisation, carrosse-rie, équipements. À l'issue de la visite, un rapport de contrôle, véritable «bilan de sante » de la voiture, doit être remis à l'automobiliste. L'expérience prouve que sur quatre véhicules contrôles, trois

sont en mauvais état, mais seuls les défauts du sys-tème de freinage, y compris les feux de stop, doivent obligatoirement être réparés et donnent lieu à une contre-visite dans les deux mois (passé ce délai, un nouveau contrôle complet est imposé).

ÉCARTS • C'est un véritable état des lieux que dresse l'enquête des CLIP : installés presque tous en ville (à 93 %), les centres de contrôle sont dans 78,5 % des cas des centres spécialisés, indépendants des garagistes et des constructeurs, le reste étant formé de «centres suxiliaires» installés dans des garages ruraux. Actuellement, six grands réseaux se

partagent les contrôles techniques : Autosur, Auto-vision, Centre Auto Sécurité, Dekra, Securitest (de 14 % inférieurs en moyenne à ceux de Verites). détienment chacun entre 14 % et 16 % du marché, dont on ne voit guère les raisons, l'enquête des mais le plus représenté est Veritas (avec 23,47 %), aussi le mieux implanté dans les centres auxiliaires

puisque sur les 543 centres testés par les CLIP, 44

l'offrent généreusement quand la visite a été effec-tuée chez eux. Quant au coût global «visite-contre-

visite», les écarts vont du simple au double : le prix le plus bas a été relevé en Haute-Garonne (200

francs), le plus élevé en Moselle (456 francs), la

moyenne s'établissant à 365 francs. Si les disparités

géographiques ne sont pas négligeables, il apparaît

globalement que les visites dans les centres auxi-

liaires coûtent plus cher que celles passées dans les

établissements spécialisés. En toute logique, Veritas,

dont près des deux tiers des installations sont auxi-liaires, pratique les tarifs les plus élevés, tandis que

(71 % des installations auxiliaires sont des Veritas).

CUP aurait cependant gagné à faire le point sur la qualité technique des contrôles, dont la fiabilité est pour le moins sujette à caution sans qu'il y ait La tarification de la contre-visite est encore plus variable que celle de la visite : de 0 à 150 francs ement relation avec le prix. Pour preuve, l'enquête de l'hebdodaire Auto Plus, qui a cu la bonne idée l'été dernier de soumettre la même voiture, une Renault 9 présentant les YOUS POUVEZ ALLER! CONTROLES .. MAIS JE VOUS DONNE mêmes défauts, à douze centres de TECHNIQUES DEUX MOIS POUR contrôle (deux dans chacun des six REVOIR LA QUESTION réseaux) de la région lyonnaise et du Midi. Résultat édifiant : aucun contrôle DES FREINS.

ne donne les mêmes indications. Dans cinq centres, la voiture a été «recalée», alors que sept autres u'ont décelé eucune anomalie! Pis encore, le diagnostic diffère d'un centre à l'autre au ein du même réseau. Seul Antovision a émis le même jugement (véhicule conforme) dans les deux cas. Même le poids de la voiture, critère pourtant décisif quant à l'efficacité des freins, varie de 738 à 946 kilos d'un contrôle à l'autre! Ces différences jettent un doute tant sur la compétence des contrôleurs que sur la fiabilité des mesures. «La contrôle technique est un jeu de hasard», conclusit Auto Plus. D'antant plus insoceptable qu'il est imposé par la loi : l'automobiliste

qui ne s'y soumettrait pas est passible d'une amende de 900 francs. Pourtant, jusqu'à présent, les insuffisances, pour ne pas dire la légèreté de ces contrôles, u'ont pas ému outre mesure les pouvoirs publics. Il est vrai qu'à chaque contrôle, l'Etat

Fort instructive sur cette fluctuation des prix,

Philippe Baverel

(I) En Bretagne, Alsace, Franche-Comté, quelques départements du Centre, Calvados, Moselle et

HUMEUR e par Josée Doyère Quand l'Europe existera...

A y est, e'est reparti. On ve encore nous rebattre les oreilles avec le GATT et ses discussions de merchands de tapis sur la sidérurgie, les oléagineux, les téléeoms, que seis-je l Des négocistions internationales, ça s'epperente à un jeu de piste pour diplomates avertie; e est forcement épineux, tortueux, chaque rencontre nourrissant des sxégèses de plusieurs semeinse, des interprétations contradictoires de la position des uns et des eutres. De plus, l'interminable négociation du GATT est lourde de sous-entendus protectionnistes sous un discours

libéral et vertueux de concur-rance mondiale pure et dure. Cela n'errenge nen, meis e'est le jeu, chaque pays cherchant à protéger les productions de ses ressortissents sens vouloir jameis effirmer heut et fort la primauté de ses soucis nationaux aur toute considération universelle.

Cala du moins est transperent : les Etets-Unis, tout comme le Japon, veulent pouvoir vendre un meximum de choses sux sutres, tout en empêchant les autres en queetion de vendre trop de

leurs produits chez eux. Avec le Communauté européenne, l'enelyse est-moins eimple. Car l'ambiguité du discoure européen est largement due eux mésententes diverses et veriées qui existent entre les Douze, La Frence est à peu près isolée eur le dossier egricole, et le colze des Lander orientaux risque d'ajouter une tension de plue à un accord chèrement acquis sur les oléagineux. La restructuration de la sidérurgie européenne suppose qu'Ailemagne, Espagne, Italie sccep-tent d'immoler leure intérêts eur l'eutel communeuteire : pas facile, pour la Commiselon, de les conveincre, en période de erise internationale. Tout ça avant d'effronter les Américains, et Clinton, pae plus que Bush, n'est prêt leisser tomber ses grande attres de forge...

J'ei quend même l'impression que l'Europe est mai pertis, avec le GATT, tant que les Douze continueront à se déchirer sous l'œil intéressé de nos partenaires (ou doit-on dire de nos saverseires?). Moi, ça me plairelt essez de voir une Europe protectionniste, soucleuse de ses frontières evec les pays tiers, sourcilleuse pour tout menquement aux règles strictes de réciprocité.

Comment les groupes socioprofessionnels de challs pas qu'en défendant bec et ongles les intérêts des eutres Européans, quel que soit la sujet abordé, lls rendreient plus crédible le CEE? Dans un pays comme la France, les différentes régions, si leurs intérêts s'opposent perfois, ne s'effrontent pes entre elles, en une sorte de guerre civile économique, Quand nos douze pays se conduiront-ils vraiment comme douzs

régions de l'Europe? Quand l'Europe existera.

NOTES DE LECTURE

ÉTRE INGÉNIEUR AUJOURD'HUI de Claudine Lange, préface d'Henri Martre, éditions du Rocher, 352 pages, 135 F.

La France compte cinq cent domaines les plus variés, dont certains n'ont plus rien à voir avec l'industrie et les techniques. Qu'ont-ils en commun? C'est notamment ce one recherche Claudine Lange dans cet ouvrage très fouillé. Si l'on prend la question ao plus hant, ce qui rapproche surtout ces professionnels, c'est e leur capacité à relier le plus abstrait au plus concret, et à débrouiller l'écheveau des systèmes complexes». Mais que de cas particuliers, quelle mosaïque bien dessi-née à travers de multiples témoignages, recueillis «sur le tas» 1 Si la ssion de la technique domine, les

ingénieurs ne vivent pas hors du monde, comme on le croit souvent. Vs-t-oo manqoer d'ingénieurs? Les sous-utilise-t-on? Pourquoi leur efficacité bate-t-elle sur l'obstacle de la communication? Pourquoi l'Europe o'est-elle pas leur champ d'action privilégié? Comment dépasser la fausse oppositiou entre technique et management? Autant de questions auxquelles Claudioe Lange répond evec discernement, syant de demander que se réveille «la citoyenneté des ingénieurs », parce qu'ils sont « au carrefour de tous les

L'ÉTAT ET LE CAPITALISME AU XX+ SIÈCLE de Frédéric Teulon, PUF, 375 pages, 198 F.

changements ».

Cet ouvrage est le deuxième d'un vaste panorama de l'économie contemporaine entrepris par Frédé-ric Teulon, après Croissance, crises et développement. Il est organisé en deux parties indépendantes : «Le rôle économique et social de l'Etat » et «Les transformations du canitalismes.

La première est une analyse complète et actualisée des politiques économiques. L'anteur, avant d'étudier classiquement les politiques conjoucturelles et structurelles, envisage les critères économiques de l'intervention publique. Cette approche logique est néanmoins contestable, dans la mesure où elle fait du marché la référence

obligée de l'intervention publique. La dennième partie, plus «sociolo-gique», évoque la fin du taylo-risme, la question du chômage et des syndicats, l'émergence des classes moyennes, etc. On peut regretter que les intitulés de certains chapitres, parfois tonitruants correspondeot pas eu conteoo extremement sérieux d'un livre à conseiller an public universitaire.

1

BILL L'ESPIÈGLE de Pierre Barrot et Seydou Drame, Lieu Commun. 256 pages. 110 F.

Il s'agit d'un roman, plutôt mieux écrit que tant d'autres, svec de jolies esquisses de personnages. Mais là o'est pas l'essentiel. Ce livre si agréable à lire vous en apprend plus sur les problèmes - et les atouts - du développement en Afrique sahélienne qu'une collection de rapports. Christian Labrousse veut faire fabriquer et vendre - dans un pays qu'on devine être le Burkina-Faso de Thomas Sankara – des pompes à eau permettant l'arrosage des champs. Les difficultés seront innombrables, tant du côté européen (inénarrable galerie de portraits de coopérants, du plus naîf su plus cynique) que du côté africain (du bureaucrate borné au forgeron tire-au-flane). Mais, en que années, les pompes-calmans et les pompes-éléphants finiront par trouver à la fois des producteurs et des clients. Récit vivant, cocasse, à mille lieues de la phraséologie culpabilisante trop souvent employée

S. Gh.

AGENDA

pour parier de l'Afrique.

MARDI 25 MAI, Paris, L'Assemblée nationale examine la loi de finances rectificative préseotée le 10 mai par Edouard Balladur. Nouvelle réunion patronet/syndicats sur le financement de l'assurance-

chômage.

MERCREDI 26 MAI. Paris. Au menu du conseil des ministres, les projets de loi sur les retraites, les privatisa-tions, l'emploi. La Poste annooce des mesures de redressement.

LA COTE DES MOTS

Décideur

SI le Petit Robert eccueille décisionneire en tent que substantif synoce demier mot figure dans le récent tome I du nouveeu Dictionnaire de l'Académie (9. édition) einsi que dane le Petit Larousse Illustré 1993 evec l'acception de epersonne physique ou morsie habilitée à prendre des décisions ».

Le Grend Robert (pour qui décisionnaire n'est qu'un edjectif « rare » ayent le sens de « qui décide evec eutonté») déclare que le féminin décideuse est « virtuel », rejoint en cele per Joseph Hanse, qui, lul, note : « On peut dire la décideuse ». Les autree lexicogrephes sont muets en ea qui eonceme cette féminisation.

Sans nul doute l'errivée de décideur dans le domaine des affaires et de la finance découle-t-ella des anglo-américanismee decision[-] meker et decider (« di-set-deur' »), employée evec le même signification.

Cette origine d'outre-Manche et d'outre-Atlantique recoupant le vieux mot frençais décideur (du verbe décider), utilisé eu eens de « qui décide, qui tranche les questions » - « Décideur impitoyable [...] tu cherches lee bornes de ton esprit ? ... Elles eont au bout de ton nez! (Voltaire). - le terme e été Isrgement ratiflé, sens réserves. L'indifférence portée à

décieionneire eet probablement due eu fait que ce vocable est reesenti comme un terme «institutionnel» appartenent eu langege empoulé de l'administration plutôt qu'au vocebulelre tonique, moins compassé, du milieu des gestionnaires, des dirigeents d'entreprisee, des organisateurs-conseils... dea managers, quoi l'Un manager que nous... ménagerona moins, noue y reviendrons, que ce décideur familier.

Jean-Pierre Colignon

La prospective incertaine

Les démographes ne peuvent dessiner précisément les contours

de la société française vers 2025 : économie, sociologie et politique ont plus de pouvoir qu'on ne le croit sur notre avenir

LA FRANCE DANS DEUX GÉNÉRATIONS Population et société dans le premier tiers du XXI^a siècle sous la direction de Georges Taninos. Fayard, 362 pages, 140 F.

NCERTITUDE, & mes délices/ Vous et moi nous nous en allons/ Comme s'en vont les écrevisses/ A reculons, à reculons », écrivait Apollinaire dans le Cortège d'Orphée. C'est à uo exercice du même ordre. consistant à fouiller le passé pour rechercher dans le présent les traces de l'aveoir qu'iovitent les douze chercheurs, démographes, économistes ou politologues réunis autour de Georges Tapinos, profes-seur à Sciences-Po et spécialiste de démographie économique.

Uo sujet bien français : « la questioo de la population» - la « dépopulation » ? - soulève des passious dans notre pays, alors qu'ailleurs eo Europe la baisse du nombre d'enfants on le vicillissement laissent l'opinion indifférente, voire consentante. Sujet alléchant pourtant: Douvons-nous prévoir l'évolution de ootre société? La démographie, cette science des «tendances lourdes» paraît toute désignée pour répoodre. Disons-le tout de suite : l'exercice décevra tous ceux qui attendeot des perspectives apocalyptiques – la teudance actuelle : un pays vieilli, diminué, assiégé. - et même le lecteur sans préventions en quête d'une description précise du paysage social

français vers 2025. En effet, les grandes lignes soot déjà conoues : le nombre d'enfants par famille va rester relativement bas (une fécondité moyenne autour de 1,8 enfant par femme, un peu plus, oo peu moins); par conséquent, la popula-tion commencera à diminuer quelque part vers le premier tiers du XXI siècle, malgré une baisse de la mortalité due à l'allongement de la durée de vie moyenne; elle vieillira inéluctablement ; les entrées de jeunes sur le marché du travail

vont diminuer à partir de 1995; les sorties de la vie active vont s'accélérer à partir de 2005 (correspondant aux générations du babyboom); on oe peut donc maintenir en l'état le sytème actuel de retraite. D'autre part des pressions fortes s'exerceront pour une reprise

de l'immigration... Mais, et e'est par là qu'il devient passionnant, le livre met en évidence la complexité des évolutions et la diversité des futurs possibles. Sur la famille et la fécondità Louis Roussel distingue le certain (la baisse do nombre des naissances à partir de 1995, le passage de la famille «horizontale» à celle «en ligne» sur trois, voire quatre générations), le probable (la e désinstitutionnalisation » de la famille) des possibles très divers (éclatement ou dissolution de la famille, régulation par l'Etat, etc.). Mais Jacques Vallin se dit incapable de discerner «le plus probable» dans l'évolution de la mortalité...

INTÉGRATION . Chaque anelyse renvoie tonjours ailleurs, tant les variebles sont interdépendantes : ce que chacun des euteurs est tenté de prendre pour ecquis est mis en question par le voisin. L'évolution de la famille reporte an salariet féminin et aux ressources des ménages les flux futurs d'immigration au vieillissement de la population active... mais la liaison entre age et productivité n'est pas univoque, comme le montre Didier Blanchet : elle combine gains apportés par l'expérience et pertes dnes à l'usure au travail. Encore celle-ci n'est-elle pas constante, et la formation peut-elle

nourrir encore l'expérience... Dans ce bonquet d'incertitudes, deux chapitres méritent une mention particulière. Pour la planification, celui sur la politique familiale. Olivia Ekert-Jaffé mootre son effet sur la fécondité et ses limites : son influence e ne s'exerce qu'à la marge et dans la mesure où la politique est adaptée à l'environnement et aux tendances profondes de la fécondité ». Avec quatre difficultés supplémentaires : la vaissance do deuxième enfant est plus

sensible à oo «environnement général favorable à la famille », celle du troisième aux moyens donnés à la famille : l'aide est efficace si elle est bien ciblée, mais elle doit se renouveler, sinon elle perd son impact.

Pour la politique et l'actualité, celui sur l'immigration. Michèle Tribalat, auteur d'Etrangers d'hier, Français d'aujourd'hul, y explore les mille sentiers de l'intégration, et notamment de ses formes les plus claires : mariages mixtes et évolution de la fécondité. Plus encore que le pays et la région d'origine, l'age et la situation de famille à l'arrivée en France ainsi que la durée de séjour exercent une influence décisive sur le « délai de banalisation » des étrangers. Ainsi le fréquence des mariages mixtes s'accroft-elle depuis les anuées 80; de même les jeunes Algériennes en France se marientelles plus tard et out-elles beancoup moins d'enfants que leurs mères et que les Marocaines et Tunisiennes de leur âge, arrivées plus récemment.

Sur ce fond, les stratégies familiales et communautaires peuvent accélérer ou salentir les évolutions : reoli des Turcs sur les valeurs traditionnelles, recherche d'intégration des jeunes Portugais à travers les formations professionnelles et le travail ouvrier, alors que les jeunes Algériens qui prolongent davantage leur scolarité ont une insertion plus difficile. La présence d'une communauté en France aide beaucoup l'intégration, comme le montre l'exemple des Espagnols et des Italiens arrivés eprès-guerre, mais précédés par une première vague dans les années 30. Intégration que pourrait faciliter nussi, de manière paradoxale, le développement des entreprises «ethniques» (commerces chinois, djerbiens ou mzabites)... Autant d'éléments absents des données officielles sur l'immigration et que devraient méditer les parlementaires préoccupés d'ériger des murailles entour de la

Guy Herzlich

2 par Josée Doyère Europe existera...

Mar de modes

2.1

nde nue tork naam a neurk

all the end educa-

senet des

are adictions.

64 AT 117 1295

า ก็จากกำลังเลื่อ ว 4 ก็ ก็ และ กรร (ข้อม เราะ ไป เก็บ เราะ

egn might by

Francisco Contraction

المرافضة المداري مراضي

the transfer of

24. - 11.12

erran en 😯

7 3 141 17 47 48

ger, 10% 51 80

and the way were the

विकास करिया है। इ.स. १८९४ मा १९५५

The second of the second

_{स्था} के इंडिटियों के

The second second

-A-7

· Comments

Balling Lights

And Control of the State

que d'ajmuter une tension d plus à un accord chérente acquis sur les niéaginen. rastructuration de la side eurapéenne suppose qu'A magne, Espagna, Italia and cont d'immules leurs imble sur l'autel commune pas facile, pour le Comp sion, de les convaince, période de criee imena nale. Tout ca avant d'affine les Américaine, et Cine pas plus que Bush, n'ag p 3 laissei tombei ses grant maîtres de forge...

J'ai quand même Is prossing que l'Europe es partie, avec le GATT, tall ces Onuze continueron in de nes partenaires (ou des dire de nas edversire Moi, ca me plairait asset voir une Europe protes niste, soucieuse de salt tiones avec les pays sourcelleuse pour tout quement oux règles ste do réciprocité.

Comment les me accioprofessionnels is: con des douze pays neve s pus qu'en défendant era es les intérets des a E . ∵cens quel que € auje abordé, ils rende pays comme la Franc differentes régions, pa more is s'opposent an ted instruction of a erios, on une same degr custo économique. Osse douze pays se conduc. vegement camme in régions de l'Europe? Quand l'Europe esse

NOTES DE LECTURE

deliges de l'interessas La deuxième panavas grquen, évoque bête risine, la questionessi des madicats, l'acqui chance movement and Ta tatter que les missa the an observes, parks Langert roi, Farat. correspondent puns catrimement sinus. con eiller au public sans

> BILL L'ESPIÈGLE Sarrol & Sept - 1 - 1 - 10 Contract 256 per

ii i agir d'un nasi die in fant des muge esquisse de ps THOMAS SEE

THE CAPITALISME ****

朱 明神寺 EM 4448 Salah MANUAL TO STATE OF of property will

tants de transports ne baissent pas les bres. De moins en moins. Ils affinent lear discours. Un seul bus o'évite t-il pas la circulation de dizaines de voitures et n'économise t-il pas les deniers de la collectivité? « Quand on vit une crise économique, on optimise et on gère . mieux ce que l'on a, renchérit Philippe Segretain, PDG de Transcet, filiale de la Caisse des dépôts et consignations française, qui exploite de nombreux réseaux de province. Or, la valeur ajoutée de la ville peut être améliorée, sans

VILLES Les transports publics contre-attaquent

Malgré l'avancée inexorable de la voiture individuelle, la montée de la délinquance, il y a de bonnes raisons de croire en l'avenir du transport collectif dans le monde

Du 3 au 7 mai, l'Union internationale des transports publics (UITP) a réuni, à Sydney (Australie), à l'occasion de son 50- congrès, les exploitants de métros, de transways, de trains de banlieue et de bus du monde entier.

> SYDNEY de natre envoyé spécial

YDNEY, Bangkok, Moscou, Tokyo, Paris, San-Francisco, Rio, Abidjan, Johannesburg, New-Delhi, Mexico ou Le Caire vivent, à huit heures, chaque matin, la même congestion automobile. Le paradoxè est que malgré cette malédiction, l'usage des transports publics régresse : dans les pays de l'Est, ce monvement de repli s'explique par le mauvais état du matériel et l'engouement individualiste pour la voiture; les transports collectifs de l'ancienne RDA ont perdo un tiers de leur clientèle. Dans les pays do tiers-monde, c'est l'impossibilité où se trouvent les Etats de financer des transports collectifs pourtant vitaux qui est en cause. Dans les pays industrialisés, la crise multiplie les chômeurs et rarefie les voyageurs quotidiens. La France subit aussi cette diminution de la mobilité et, toutes villes confondues, 2 % à 3 % de voyageurs de moins ont été dénombrés au cours du premier tri-

D'autres fléaux font fuir les usagers: l'insécurité, le vandalisme et le terrorisme. Francis Lorentz, PDG de la RATP, estime que les transports publics n'ont le choix qu'entre cêtre surs ou ne pas être», tant il redoute que la montée des périls, réels ou fantasmatiques, ne détourne la clientèle vers d'autres modes de transport. Les responsa-bles des transports sud-africains, londoniens, berlinois on parisiens font pourtant assaut d'imagination et d'obstination pour contenir et dissuader les bandes armées, les terroristes de l'IRA, et les loubards du département de Seine-Saint-Denis!

TARIFS . Ici, on accroît les effectifs du personnel des stations, et on renforce les fenêtres des voitures; là, on installe des caméras de surveillance, on fait suivre les bus par satellite et on nettoie les graffitis. Avec des résultats pas toujours extraordinaires, tant l'imagination des taggers est fertile : la RATP a dû faire acheter la totalité des stocks français d'une peinture américaine utilisée par les taggers qui résistait aux procédés habituels de nettoiement.

Les difficultés viennent aussi de l'état des finances publiques et des politiques de privatisation. Les unes et les autres aboutissent à raréfier les subventions, danc à réduire l'offre de transport et à aug-menter les tarifs. La Russie, en voie de paupérisation, et la Grande-Bre-tagne, en proie an libéralisme, mal-traitent de la même manière les utilisateurs des transports collectifs.

Enfin, il y a la concurrence féroce de l'automobile. Ses constructeurs commencent à souffrir de la conjoncture. Mais ils s'adaptent et « fabriquent des voitures toujours moins chères, avec une foule de gadgets destinés à faire prendre patience dans les emboutelllages ou à les éviter, à se défendre contre un environnement toujours plus hosille, à communiquer par fax ou par téléphone, etc. », déplore Pierre Laconte, secrétaire général de l'UTTP. L'usage de l'automobile progresse parce que les citadins réclament du confort et de la liberté et que les transports collectifs lenr apportent surtout

que l'automobile. contraintes et promiscuité. Devant ces assauts, les exploi-La route tue chaque année cinq cent mille personnes dans le monde. Les moteurs à explosion dégagent 90 % des monoxydes de carbone présents dans les villes et leur bruit perturbe la vie de 40 % des citadins. Les autorités de Mexico conseillent aux pareots d'éloigner leurs enfants de la capitale où l'on respire de plus en plus mal. An Caire, les concentrations de plomb dans l'atmosphère excèdent de cinq à six fois les normes M. Serageidin propose de limidépenses foramineuses, par les augmentation du prix des carbo-



rants. La Banque mondiale étudie le moyen de promouvoir les deux roues dans les pays en voie de développement... et ne s'oppose plus, bien an contraire, à l'intervention des Etats pour avantager les mené dans sa ville de Birmingham

fer ont réduit de moitié le temps de

traversée de l'agglomération et mul-tiplié par quatre le nombre de leurs

vovageurs. La coopération avec les

antres modes de transport est à

l'ordre du jour : toujours en Alle-

magne, des chauffeurs de bus com-

mandent pour un client un taxi au

terminus par radio.

La route tue

chaque année

dans le monde.

500 000 personnes

une réelle agressivité commerciale,

notamment chez les Français.

Transcet exploite le tramway bri-

tannique de Croyden-Wimbledon

bénéfice de 25 %, rachète des trans-

porteurs allemands, portugais et

suédois. Via Transport possède

deux réseaux de bus en Espagne.

Cariane, filiale de la SNCF, se

développe à toute vitesse. Quant à

la RATP, elle est sortie de Paris

pour participer à la gestion du

Un certain nombre de signes

démontrent que cette combativité

porte ses fruits. Les constructeurs

automobiles eux-mêmes ont compris que les embouteillages signi-

fient à terme la mort de leur indus-

trie. Volvo et Volkswagen proclament leur préférence pour les transpurts collectifs en zone

urbaine. Nissan va plus loin : à

Zurich, il offre un an de libre circu-

lation sur les transports urbains à

tout acheteur d'un de ses modèles!

DISSUASION . Les cités découvrent les unes après les autres que

ment accessible à l'automobile.

Après Rome, Budapest ou Singapour, on voit les villes françaises se

inindre au monvement : Dijon,

Strasbourg, Besançon, Grenoble,

Nancy ont mis au point des plans de circulation dissuasifs qui privilé-

gient les transports publics. En 1992, on a vu pour la première fois

en France les maires de très

grandes villes comme Lyon, Mar-

seille, Strasbourg, Lille, Grenoble, demander au président de la Répu-

blique d'une même voix la création

d'une taxe destinée à alimenter un

fonds consacré à la réalisation de

tent. Au congrès de l'UITP, Ismail

Serageldin, vice-président de la Banque mondiale, a fait le panégy-

rique de modes de transport plus

économes, plus sains et plus surs

Les financiers aussi s'y met-

transports collectifs.

réseau de Mulhouse.

transports en commun. Le nouveau président de l'Union internationale des transports publics, le Britannique James Isaac, voit dans ces évé-nements l'indication que le combat

n'est pas sans espoir. Longtemps patron du réseau public et unique de bus de la région des Midlands, M. Isaac a dû se plier aux décrets de privatisations de M. Thatcher qui ont supprimé, à partir de 1986, les pouvoirs régulateurs des autorités élues et les monopoles de trans-

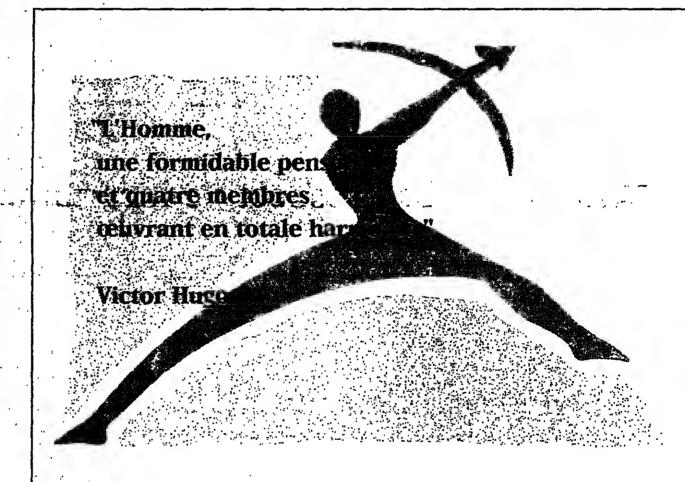
Il a créé une compagnie privée, West Midlands Travels, rachetée per ses salariés. Il a rembauché les six mille employés et repris les deux mille trois cents bus.

Un juli défi, avec la fin des subventions et la concurrence de quarante-sept sociétés de transport qui se sont jetées sur les lignes les plus rentables! « Nous ne pouvions maintenir le réseau d'arigine raconte-t-il. Nous avons abandonné des services de soirée ou très matinaux; nous avons élagué le service du dimanche. Notre flotte s'est réduite à mille huit cents bus et nos effectifs à cinq mille cinq cents personnes. Au terme de cette révolution, nous sommes plus efficaces. Nos bus sont plus ponctuels. Nous réalisons un bénéfice de 10 millions de livres (83 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 150 millions

de livres (1,25 milliard de francs), soit un ratio de 6,6 %. Je suis contraint à ces performances pour pouvoir payer les dettes de l'entre-

James Isaac n'est pas satisfait pour antant. « Nos tarifs ont augmenté depuis 1986 de 30 % en monnaie constante, dit-il. Nous transportons environ deux fois moins de voyageurs qu'il y a vingtcing ans. Nous ne pratiquons phis de tarifs sociaux. Oui, nous sommes performants, mais nous n'offrons pas le meilleur réseau et nous ne répondons pas aux besoins du public. Cette evolution pousse. encore un peu plus nos concitoyens à foire eux-mêmes leur transport public, c'est-à-dire à prendre leur auto. La ville risque de devenir invi-

Le président de l'UITP veut donc convaincre les hommes politiques qu'il n'y aura pas de solution à la crise urbaine et ao problème d'environnement tant qu'ils n'auront pas rendu aux bus, aux tramways et aux métros une place plus convenable dans la cité.



Demandez donc au président d'El.Fi ce qu'il en pense. A l'image de l'être humain, dont le dynamisme repose sur l'équilibre entre pensées et actions, la force de l'entreprise réside en bonne part dans sa capacité à développer des savoir-faire complémentaires de façon cohérente. Ainsi, en matière de financements de l'entreprise, il est fréquent de devoir associer plusieurs métiers pour construire un montage spécifique. C'est pour cela que le Groupe Crédit National est structuré en quatre métiers complémentaires de la finance, qui fonctionment en synergie autore d'un interlocuteur unique : interventions en fonds propres, prêts à long terme, financements immobiliers, ou encore opérations de marchés de capitaux. Grâce à cette organisation nouvelle, le Crédit National a pu, non seulement concevoir le montage du rachat par El.Fi de Thomson-Electroménager, mais aussi participer à sous les besoins de financement de l'opération. Pour sous renseignement : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.



ARGENT MOINS CHER La baisse des taux : enfin!

Le reflux des taux d'intérêt va entraîner un transfert massif d'argent des ménages vers les entreprises. Mais ses effets sont incertains. Sera-t-il suffisant pour relancer l'activité?

France. Nul ne songerait à s'en plaindre : on a assez dénoncé leur niveau «assassin», rendu responsable du déficit d'investissement, du poids des frais financiers et en bout de course du chômage, qui marquent l'économie française. Mais les taux d'intérêt mettent en jeu des phénomènes complexes : leur décrue ne signifie pas automatiquement la guérison des maux qu'on leur attribue. La baisse des taux aura des effets, e'est sûr; savoir dans quels délais et seloo quel «cocktail», ça l'est beaucoup

Pour les différents agents économiques - ces catégories abstraites auxquelles nous oous rattacbons tous: ménages, Etat, entreprises, la dégringolade des taux d'intérêt implique en tout cas des transferts financiers qui, pour être invisibles (on ne les clame pas sur les toits comme tel ou tel programme budgé-mire), n'en sont pas moins massifs.

TRANSFERTS • « La baisse des taux d'intérêt peut s'analyser comme un transfert d'épargne des ménages vers les entreprises, pour un montant d'environ 15 à 20 milliards de francs par point de baisse lo première année», explique Patrick Artus, éco-nomiste de la Caisse des dépôts. En effet, les ménages sont collectivement plus «éparguants» que «débitenrs » et ils vont done perdre davantage en rémunération que gagner en allégement des intérêts de

leur dette. A l'inverse, les entreteur de 3 500 milliards de francs à peu près, et la moitié de leur dette vient à échéance dans l'année, ce qui les rend particulièrement sensibles à toute variation des taux

« Un point de baisse (des taux) allège les charges des entreprises de 28 milliards de francs », indiquait le gouvernement dans la présentation nérale du plan de « redressement » du landi 10 mai. C'est sans doute vrai sur la distance, mais à court terme ça l'est moins : entre 13,5 milliards et 15 milliards de francs par point de baisse la première année selon les calculs de la Banque de France (ce qui n'est déjà pas mal, même si l'impôt sur les bénéfices amortit de 34 % cet avantage). L'incertitude parte sur la façon dont les banques répercutent auprès de leurs clients la baisse des

Le taux de base bancaire (TBB) ne suit pas toujours intégralement la baisse (ou d'ailleurs la hausse) des taux directeurs auxquels les banques elles-mêmes se refinancent : le bas de la fourchette (13,5 milliards) correspond au cas nù les banques ne répercuteraient que les trois quarts de la baisse des taux courts du marché monétaire sur leur TBB, le haut de la fourchette à celui nù elles appliqueraient la baisse intégralement. En somme, 1,5 milliard ira soit au redressement des entreprises, soit à celui des banques...

Du côté de l'Etat, autre agent économique lourdement débiteur, la baisse des taux d'intérêt n'agit pas dans les mêmes proportions et surtout pas dans les mêmes délais. Ses 3 200 milliards de dette brute (la notion de dette nette n'est pas pertinente dans le cas de l'Etat, car la plupart de ses créances ne sont pas rémuoérées au taux du marché) sont, pour les deux tiers environ, à long terme. La descente des taux courts peut danc éconamiser au mieux 10 milliards de francs par point de pourcentage la première année. De cette somme, environ 3 milliards représentent la réduction des intérêts versés à l'étranger, le reste est à déduire des revenus d'épargne des Français.

Ces transferts automatiques liés à la baisse des taux, quels effets vont-ils avoir sur l'écocomie? On entre là dans le domaine des comportements, en grande partie aléatoires. Comment, par exemple, les ménages réagiront-ils à la perte de revenus d'iotérêts?

ÉPARGNE e Pour Patrick Artus, « les flux d'intérêts perçus par les ménages sont en général épargnés et non consommés. Avec lo baisse des toux, on derrait donc assister à une réduction de l'épargne franc pour franc, sans effet restrictif sur lo consommation ».

En un mot, c'est l'épargne - et non la consommation - des ménages qui diminuera. Mais l'économiste de la Caisse des dépôts s'attend à un effet sur la structure de concerne les prix à la consommation l'épargne : «Si nous revenons à un taux de rémunération brut de 6 %, les sicav monétaires, après paiement des commissions et des impôts, ne rapporteront guère plus que le livret A! Comme aux Etats-Unis, les gens reviendront à une épargne plus longue, aux produits bancaires, aux placements en Bourse. » Il se félicite de ce qu'il appelle « un retour au monde des années 70, avant la hausse des taux mondiaux lancée par Paul Volcker (1). Ce que tous les économistes réclamaient depuis longtemps, la baisse des taux le fait toute seule. C'est bon pour l'écono

Pour les PME, la bouffée d'oxygène mettra plus longtemps à se manifester.

Le repli des taux d'intérêt, s'ajoutant aux mesures gouvernementales en faveur des entreprises, contribuera certainement à améliorer le climat. Mais on est encore loin de l'euphorie. Le directeur financier de Saint-Gobain, Jean-François Phélizon, fait observer que seuls comptent les taux d'intérêt réels, qui restent très élevés : « On a l'habitude de soustraire des toux nominaux le taux d'inflation. Mais celul-cl des ménages, pas les prix industriels. Dans l'industrie, actuellement, c'est la déflation : avec 5 % de baisse des prix les taux d'intérêt réels sont supérieurs aux taux nominaux i » Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que l'investissement industriei piétine. En revanche, les sociétés de services, qui nat continué à voir augmenter leurs prix, bénéficient, elles, de taux d'intérêt réels qui commencent à devenir moins pénalisants : e'est peut-être par elles que redémarrera l'activité... à condition que la demande soit au rendez-vous

SURSAUT . Le sursaut lié à la réduction des taux d'intérêt ne devrait pas venir des grandes entreprises - qui en sont pourtant les premiers bénéficiaires, - pour plusieurs raisons: ayant accès aux marchés internationaux des capitaux, elles se financent déjà depuis longtemps à des taux bien inférieurs à ceux pratiqués en France; les taux d'intérêt à long terme sont à leur plancher historique (Saint-Gobain a emprunté récemment au taux de 7,6 % tout compris sur le marché international) et ne devraient plus beaucoup baisser; enfin les frais financiers ne sont pas le critère décisif, ni pour les décisions concernant l'investissement ni pour celles concernant l'ex-

Pour les petites et moyennes entreprises, la bouffée d'axygène mettra plus longtemps à se manifes-

ter qu'on ce le croit (les PME sont surtout endettées à taux fixes). «La baisse des taux courts nous intéresse surtout par le bien qu'elle peut faire Phélizon. Mais elle arrive bien tard, et elle est pour l'instant insuffisante pour relancer l'activité, »

Le temps, on le sait, est un fac teur important en économie. Quel délai faudra-t-il pour que la réduction du loyer de l'argent se traduise

éventuellement par une reprise?

Aux Etats-Unis, presque deux ans séparent le début de la baisse volontariste des taux et le redémarrage (lent) de l'économie.

L'Allemagne et la France actuellement au fond du trou, espèrent évidemment faire plus vite : le cauchemar de la Bundesbank, c'est que la baisse des tanx courts finisse par être interprétée par les marchés comme nn affaiblissement de la lutte contre l'inflation, et done entraîne une hausse des taux longs, dramatique pour l'économie allemande; celui du gouvernement français, e'est que la hausse du chômage en France mine à nouveau la confiance des investisseurs, ce qui se traduirait tôt ou tard par une remontée des taux... Le compte à rebours a commencé, et il n'est pas

Sophie Gherardi

(1) Président de la Réserve fédé-

La tour de Babel des crédits

Les réalités nationales et les différents systèmes financiers font que les mouvements de taux d'intérêt n'ont pas le même impact selon les pays. Distorsions européennes

taux d'intérêt. Mais à trop les considérer comme l'affaire des marchés internationaux, on perd de vue qu'ils reflètent des réalités nationales bien typées. Pour s'en tenir à l'Europe, les taux d'intérêt oe signifient pas la même chose en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, ce qui n'est pas sans rapport avec les malheurs récents du SME (système monétaire européen).

Le financement des entreprises est en effet très différent dans ces trois pays. «En simplifiant, on peut dire que l'économie anolaise est indexée sur le marché au jour le jour. l'économie française sur les taux à trois mois et l'économie allemande sur les taux à 7-10 ans », résume Jean-Michel Charpin, directeur des études de la BNP. Autant dire que les variations de taux d'intérêt n'ont pas du tout les mêmes conséquences

GRANDE-BRETAGNE . En Grande-Bretagne, le «court-termisme » est effectivement très ancré. «L'écrasante majorité des prèts aux entreprises, environ 80 %, se font à taux variable, indexé sur le taux de base de lo Banque d'Angleterre, explique John Moulding, de la Barclays. Nous avons beaucoup de mal à convaincre nos clients d'opter pour les taux fixes, ils préfèrent coller au marché. Celo va même plus loin: les PME s'endettent de préférence par découvert bancaire plutôt qu'avec des prèts à terme, parce qu'elles répugnent à charger leurs bilans de

Dans ces conditions. l'élévation des taux d'intérêt à court terme, destinée à défendre le cours de la livre sterling au sein du SME, était tout bonnement insupportable pour un navs qui cherchait à se sortir d'une très grave récession.

De fait, depuis que la livre a quitté le SME en septembre dernier, le taux de base qui sert de référence est retombé de 12 % à 6 %, soulageant immédiatement l'ensemble des ageots économiques endettés, ménages et entreprises. Et on ne voit pas bien le gouvernement proposer un retour dans le mécanisme de change du SME tant que les taux d'intérêt y restent plus hauts qu'en Grande-Bretagne.

'ACTUALITÉ monétaire char- FRANCE • En France, la situation Brender, économiste de la CPR, renfamiliarisé le public avec les embrouillée. Les crédits aux entreprises sont pour enviroo 39 % à court terme, et 61 % à moyen et long terme. Mais il serait tout à fait oiseux d'en conclure que «ce qui compte, ce sont les toux longs ». La baisse des taux d'intérêt à court terme concerne en fait une grande part de ces crédits : ceux qui sont à renouveler et ceux qui sont à taux variables avec référence soit au taux monétaire, soit au taux de base bancaire. Scion les calculs de la Banque de France (sur la base de l'encours de crédit aux entreprises sin juin 1992), 89.5 % des crédits à court terme, soit 972 milliards de francs,

> soit 1 940 milliards, sont sensibles à la variation des taux à court terme! Ces chiffres globaux cachent des réalités cootrastées : les taux variables et les billets de trésorerie sont l'apanage des grandes entreprises, tandis que les PME sont généralement vouces au taux fixe (80 % des lignes de crédit moyen-long terme, inférieures à 2 milliards de francs). Les «petits» mettront donc plus de temps à profiter de l'argent mains

sont sensibles dès la première année

à une modification des taux d'insérêt

à court terme; plus surprenant, 69 %

des crédits à moyen et long terme,

ALLEMAGNE . En Allemagne, il n'y pas de statistiques centralisées sur la nature des crédits (la Bundesbank est en train d'y travailler). Les estimations, selnn Hans-Helmut Kotz, de la Deutsche Girozentrale, confirment l'orientation «long-termiste» de l'économie allemande. mais finit tout de même apparaître que 40 % des crédits accordés aux entreprises sont soit à court terme, soit à taux variable. L'impact de la baisse des taux directeurs de la Bundesbank ne sera donc pas aussi négligeable qu'on le dit souvent sur les entreprises (sans compter les pouvoirs publics dont la dette depuis la réunification augments très vive-

Ces différences de financement des économies et de poids relatif des taux d'intérêt not langtemps été masquées par la fluidité des taux de change; elles « ne sons plus vivables dans le contexte de l'Europe de Maastricht et de la récession », avertit Hans-Helmut Kotz. Et Anton convergence macroéconomique des pays, en oubliant la convergence microeconomique. L'Europe monétaire a pris pour référence le pays qui avait le système financier le plus sain (l'Allemagne), qui supporte des taux d'intérêt élerés, alors qu'il est le moins représentatif. Tous les autres pays, qu'il s'agisse des Etats-Unis, du Japon ou du reste de l'Europe, ont besoin de taux courts bas pour restructurer leur système bancaire.»

HISTOIRE . L'histoire des taux d'intérêt en Allemagne depuis les années 60 donne moe autre clé nour comprendre pourquni la Bundesbank a pendant de longs mois tardé à toucher à ses taux directeurs.

Dans le passé, elle n'a procédé à des baisses significatives des taux courts qu'en 1972, et de 1975 à 1977, et seulement pour contrer des crises monétaires : « Ce ne sont pas, en règle générale, les récessions qui ont effrayê la Bundesbank au point de lui faire accepter des taux à court terme exceptionnellement bas, écrit Gabriel François, conseiller économique de Fimagest, ce sont les vagues d'achats spéculatifs sur le deutschemark par des résidents étrangers ovec leurs conséquences facheuses sur les agrégats monétaires allemands ». «La leçon, ajoute-t-îl, vaut d'être retenue aujourd'hui où l'économie est déprimée mais sans que le mark subisse de pressions particulièrement fortes à l'égard des grandes monnaies mondiales que

sont le dollar et le yen (1) ». L'économiste, après avoir passé en revue les contraintes actuelles de la RFA, conclut que les taux courts allemands ne penvent guere tomber au dessnus de 5-6 % (soit 2 nu 3 points de moins qu'en ce moment) et les taux longs au dessous du niveau actuel... Et ce quelles que soient les pressions «amicales» exercées par les voisins de l'Allemagne. Ce qui veut dire qu'il ne reste pour toutes les monnaies rattachées au mark qu'une marge de manœuvre limitée, de 2 à 3 points au maxi-

(1) « /usqu'où les taux allemands peuvent-ils descendre?», Lettre de Fimagest, 4 mili 1993.

Etats-Unis: 100 milliards de dollars d'économies

Outre-Atlantique, le loyer de l'argent est tombé_ à son plus bas niveau depuis vingt ans. Mais la légère reprise de l'inflation fait craindre une remontée des taux

la veille de la réunion, le 18 mai, de la commission fédérale de l'Open Market, l'organisme de la Réserve fédérale chargé de régler au mieux la politique monétaire aux Etats-Unis, plusieurs membres de l'administration Clinton - dont le secrétaire au Trésor. Lloyd Bentsen - ont exhorté la Fed à ne pas s'abandonner à la solution de facilité en faisant remonter les taux d'intérêt. Cela au prétexte que les prix (à la consommation et à la productioo) ont fortement aug-menté en avril par rapport au mois précédent signe que l'inflation redresse la tête de façon sporadique, le même signal d'alarme ayant été tiré en janvier dernier. Mais il faudra attendre cinq à six semaines pour savoir si le Federal Open Market Committee (FOMC) aura finalement décidé - en toute indépendance - de se ranger ou non à l'avis

de la Maison Blanche. Les premières indications provenant des Federal Funds, les taux des fonds fédéraux qui constituent la hase du lover de l'argent aux Etats-Unis, semblent toutefnis indiquer qu'en attendant d'en savoir un peu plus au vu des statistiques du mois de mai, Alan Greenspan et son équipe de la Federal Reserve se sont cantonnés dans l'expectative.

VIGILANCE • «La Réserve fédérale continue à observer une vigilance extrême», assure cependant un «Fed-Watcher» washingtonien, un de ces spécialistes qui prennent régulièrement le pouls de la politique manétaire américaine. Celui-ci estime que la Fed fera tout son possible pour ne pas handicaper une reprise économique qui se confirme particulièrement atone. Mais, ajoutet-il. la Banque centrale n'hésitera pas à recourir à l'arme des taux pour casser les reins à l'inflation s'il le faut, maintenant que les agents économiques ont engrangé l'essentiel du profit qu'ils pouvaient retirer de la détente des taux observée depuis la fin de l'année 1990 et qui s'est fortement amplifiée depuis l'élection de Bill Clinton.

En novembre 1990, les taux des fonds fédéraux étaient encore à plus de 7,6 %. Aujourd'hui, ils ne dépas-sent guère les 3,3 %. Dans le même

Le mouvement de baisse des taux aux Etats-Unis a-t-il atteint un

nus de 8,20 % en décembre 1990 à 6,76 % en mars dernier, avant d'effectuer une légère remontée le mois suivant, liée aux résultats décevants du premier trimestre 1993 en matière de production iotérieure brute, et une poussée encore plus marquée à la mi-mai (à 7 %) en raison des mauvais résultats enregistrés sur le front de l'inflation.

> Les banques ont été les grands gagnants de la politique de baisse des taux de la Réserve fédérale.

Il reste que, depuis novembre 1992, ces bons du Trésor à trente ans ont baissé de cent points de base, ce qui, d'après les calculs des économistes, équivaut à l'injection d'une centaine de milliards de dollars d'argent frais dans le circuit économique, sous forme de désendettement des particuliers, des entreprises et de l'Etat. Sans compter les banques qui unt été les grands gagnants de la politique de baisse des taux

pratiquée par la Réserve fédérale. C'est dans le secteur immobilier que les Américains ont senti le changement grâce au refinancement des prêts hypothécaires accordé par tous les établissements à leurs clients. Ainsi, ce particulier qui avait empranté 200 000 dollars (1) pour s'acheter une maison dans la périphérie d'une petite ville, est-il en train d'économiser près de 400 dollars par mois (environ 2 200 francs) grace à la modification des conditions de prêt accordées par sa banque. De même, cette entreprise qui affichait une dette avoisinant les 900 millions de dollars, aura-t-elle économisé près de quatre millions de dollars en quelques mois grace à l'émission d'obligations à meilleur marché que les taux relatifs aux précedents emprunts.

NEW-YORK temps, les taux des bons du Trésor à palier? Plusieurs spécialistes en sont être soumis à une forte pression au cours des prochaines semaines car le cœur de l'inflation, hors les effets d'intempéries constatés au mois d'avril, continue à reflèter une hausse préoccupantes, estime David Jones Péconomiste en chef de Aubray G. Lanston & Co. Pour lui, après trois années de baisse consécutive des taux à long terme et quatre années de repli sur les taux à court terme, il ne faut pas s'attendre à une pouvelle décélération.

** : r.

IMPONDÉRABLES e Tel n'est pas l'avis, pourtant de Robert Solomon. « Pour l'instant, nous sommes confrontés à trop d'impondérables pour en tirer des conclusions », fait valoir ce spécialiste de la politique monétaire à la Brookings Institution de Washington, par ailleurs ancien conseiller auprès de la Réserve fédérale. «Il est encore trop tot pour savoir si la poussée inflationniste d'avril est temporaire ou non et pour déterminer si le ralentissement économique du premier trimestre est hi aussi un phénomène passager ou durable. Pour l'instant, les marchés. après avoir réagi avec vivacité à ces informations, sont redevenus plus calmes », constate-t-il.

Sur le marché obligataire, qui a longtemps souri à Bill Clinton et à son programme de réduction da déficit budgétaire, la préoccupation aujourd'hui ne concerne pas les vel-léités inflationnistes de l'indice des prix ou la faiblesse de la croissance. Elle se focalise beaucoup plus sur l'assaut donné au Clinton's Plan per les membres du Congrès - y compris au sein du Parti démocrate, - et par les as du «lobbying», pour éviter les sacrifices susceptibles de frapper leurs administrés ou leurs clients. Faute de ponvoir augmenter les impôts comme il le souhaite et créer les taxes nouvelles, nntamment sur l'énergie, qu'il espérait faire adopter sans trop de chausse-trapes, le président serait alors dans l'incapacité de respecter les engagements budgétaires pris pour la durée de son mandat. Et le marché obligataire risquerait bien, cette fois, de s'enflammer.

Serge Marti

(1) 1 dollar vaut environ 5,40

- N

1. 1. 2. T. T.

ere on the

- v . . .

.....

and the first term

4 4 47 1 10

11 27 11 -- 1

*** ** ***

which the Title

1 ... 1 to 1 ...

. - -- ---

19.00 But

the purion no le croit (les PME tou anderices à taux fixes), ela we will courts notes interest ar le bien qu'elle peu foir ne chento, resume Jean-France Pacing Mais elle arme bien toil college pour l'instant insufficient finar relancer l'activité, » temps, on le sait, est un famperiant en économie. Que

..... Ludra-t-il pour que la réde fe larger de l'argent se tradise ment par une reprier! Ves Etats-Unis, presque des an le début de la brise ... Thirtiele des taux et le relens ART LETTE, de l'économie

i. Vilemagne et la France amusicment au fond du tron, cas - : : : : : : : faire plus vie : inchemar de la Bundesbank, éer Paisse des taux courts fin At the interpretee par les manie un affaiblissement de b gere geneire l'inflation, a de entire une nausse des taux lote - - - - - - - pour l'économie al -- de gouvernenen c'est que la hausse à en l'vance mine à nome. in .e des investisseus, de ar traductant tot ou fard parm

THE THE GOVERNMENT LE COMME

er from the act members.

min with a commence, et il neigh

Sophie Gherar

tien dent da la Résent fe

00 milliards economies

್ಷಕ ವ್ಯಕ್ತಕರ್ಗಿ est tombé ्रा अन्य शिवाड la légère repré 🦟 เขาจาซ์ด des taux

The state of the s The state of the s territ in felle forte forte TO STATE STATE many kars keest 2.1413 Gt mate A STATE OF THE PERSON ASSESSED. - Jone David lass ! Super consecuted

andr 2 m UNPONDERABLES . THIS Roter Sale

46

Regain d'intérêt

En cinq mois, les banques ont monté autant de dossiers de prêts immobiliers que sur l'ensemble de l'année 1992

EPUIS deux semaines nous sommes assaillis haut que celui auquel elles se refinancen (le taux au jour le jour du marché monétaire, particulièrement taux », explique le guichetier d'une élevé pendant la crise du franc). La taux », explique le guichetier d'une agence parisienne du Crédit lyon-nais. Indifférente, la clientèle des banques? Pas vraiment. Qu'il soit emprunteur potentiel on titulaire d'un crédit, le consommateur s'interroge sur la voie à suivre. Au guichet de quelques agences bancaires, d'ancuns souhaitent renégocier leur taux de crédit immobilier, et d'autres réclament le rééchelonnement

Mais pour le moment, ela baisse des taux ne nous a pas encore atteints », regrettent certains. Pour les crédits à la consommation, notamment, seules des opérations promotionnelles permettent de gagner un point de taux. Les conseil-lers financiers reconnaissent parfois

Dans certaines agences, on parie déjà de « guerre des taux ».

qu'aucune consigne du siège n'a pour le moment été donnée, Selon l'Association française des banques «il est trop tôt, les risques (châmage, baisse des revenus) sont trop élevés et l'incertitude empêche les banques de répercuter rapidement la baisse des taux d'intérêt auprès de leurs .clients ».

D'autant dius que les bai doivent rattraper les marges qu'elles taux arrive au mauvais moment. ont perdues entre mai et décembre

conséquence la plus immédiate de l'actuelle baisse des taux touche les agios payés sur les découverts et les crédits renouvelables (dits « revolving»).

DÉCLIC . Cependant, des frémis-

sements se font sentir aussi du côté des crédits immobiliers. Le responsable d'une agence BNP de l'onest parisien affirme avoir monté, en cinq mois, autent de dossiers d'obtention de prêts que sur l'ensemble de l'année 1992. Une estimation confirmée par la Société générale : « Il y a eu un déclic évident auprès des candidats acquéreurs», affirme la responsable des prêts immobiliers. La concurrence devrait se mettre en place. Dans les agences, on parle déjà de «guerre des taux». Il est vrai que la Caisse d'épargne Ilede-France offre un prêt immobilier à 8,95 %. Mais les clients se heurtent à la sévérité des conditions d'obtention et leur démarche pour obtenir un crédit immobilier se transforme parfois en parcours du combattant. « J'ai du faire quatre agences et demander une dizaine de render vous avant de trouver une banque qui accepte mon dossier», précise un jeune cadre commercial. Plus serein, un particulier reconnaît qu'il ne faut pas se précipiter. «Je ne vois pas pourquot ça ne baisserait pas encore», précise t-il. Incertain sur son emploi, il s'inquiète d'une possible «charrette» de licenciements dans sa société après les

Thibault Romain

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806F

ADMINISTRATION : PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopleur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edité par la SARL le Monde Darée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Société civile « Les rédacteurs du Monde »; Association Hubert-Bouve-Méry Société anonyme des iccteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

0

PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde su (1) 40-85-29-33

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 henres à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vole normale-CEE			
3 mois	536 F	572 F	790 F			
6 mais	1 838 F	1 123 F	1 560 F			
1 45	1 890 F	2 086 F	2 960 F			
A Mariantina - Victoria de la constante de la						

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur Pour vous abanner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO e LE MONDE » (USPS – pending) is published delty for \$ 872 not yett by a LE MONDE » 1, place liabora Benna-Méry 84822 brysen-Seine – France Second class possess pair as Canaupsin N.Y. US, and additional mailing offices. POSTPA TER; Soul address changes to 186 of NY Post 1518, Champinin NY, 12919 – 1518. Pour les abcomments sourceits and GAA POTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Saire 404 Virginin Bench, VA 22451 – 2803 USA

sents d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à mande deux semaines avant leur départ, en in

BULLELIN D ARONNEN	AEN I
301 MON 01	PP.Paris R
Durée choisie : 3 mois 🗆 6 mois 🗅	1 an 🗆
Nom: Prénom:	

Code postal: Veuillez croir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerte La grande décrue

Amorcée des le début de l'année 1990 aux Etats-Unis, et poursuivie par la suite, la désescalade des taux d'intérêt ne s'est déclenchée réellament en Europe qu'à partir de l'automne 1992, pour s'accélérer dans les premiers mois de 1993. Toujours en Europe, cette désesca-lade aveit été précédée par une hausse continue dès la fin de 1980, à l'initiative de l'Allemagne, imitée, bon gré mai gré, par ses partenaires, contraints

De part et d'autre de l'Atlantique, ces mouvements ont été le fait des banques centrales qui menaient des politiques de sens opposé. Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale avait pour objectif de relancer une économie stagnante ou même en récession.

En conséquence, les taux d'intérêt à court terme revinrent, graduellement, de plus de 8 % à 3 % environ des juillet 1992, pour se maintenir à ce niveau, le plus bas depuis 1964.

Cette décrue rspide mit longtemps à agir sur l'économie, dont le croissance n'e repris qu'à l'automne 1992. De plus, lee banques, soucieuses de reconstituer leurs marges, fort

écornées par les provisione sur l'immobilier, se montrèrent rétintes à abaisser leurs taux. En Europe, c'est la politique restrictive menée par la Sanque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) qui donne le ton. En 1991, elle relève à trois reprises ses taux directeurs, les faisent pas-ser de 8 % à 8 % pour l'escompte et de 8,50 % à 9,75 % pour la Lombard, le taux d'es-

compte passant même à 8,75 % en juillet 1992. Ce n'est qu'en septembre 1892, à l'occasion de la dévaluation de 7 % de la lire italienne, qu'elle commence à assouplir sa politique, pour essayer d'apaiser les tensions sur les marchés des changes : elle réduit d'un quart de point ses taux directeurs, escompte et Lombard, rsmenant, toutefoia, à 8,75 % (un point de moins) le taux de ses pensions à court terme, en fait le

véritable taux directeur. Pendant les premiers mois de 1993, le ralentissement marqué de l'économie allemande, qui s'oriente vers une dépression, contraint la banque centrale à reprendre et poursuivre l'assouplissement timidement esquissé à l'automne précédent, A petits pes prudents, elle

ramène son taux d'escompte à 8,25 % et son taux Lombard à 8,50 %. Surtout, le taux de ses pensions, le plus important, comme on l'e vu, revient par paliers à 7,60 %. Personne ne sait, actuellement, si la Bundesbank compte poursuivre sa désescalade, car le maintien de la croissance de la masse monétaire et de l'inflation à un rythme trop rapide la préoccupent.

En France, la Banque cen-urale e modelé son comportement sur celui de la Bundesbank. Après une très forte tension provoquée par la crise du franc entre septembre 1992 et mars 1993, la levée des incertitudes sur le maintien des parités de la monnaie epràs les électiona législatives et le raffermissement spectaculaire de notre devise lui permettent d'ebeiaser à alx reprises son taux directeur, celui des eppels d'offre revenent de 9,10 % à 7,75 %. Les banques françaises lui emboltent le pas, ramenent de 10 % à 9 % ieur taux de base, qui retrouve, lui

Dans l'Europe entière, natureflement, les banques centrales ont suivi, la Grande-Bretagne ayant pris une très large avance

aussi, son niveau d'il y e quinze

après la mise en flottement et la dépréciation de la livre : son taux d'escompte tombe à 8 % au début de 1993, contre 10 % en septembre 1982 et 14 % début 1991. Le souci de relan-

L'ARGENT MOINS CHER

celui de défendre la livre. Les taux d'intérêt à long. terme ont poursuivi une évolution parallèle dens le monde, mais à un rythme plus lent, dicté uniquement par les marchés, en fonction des enticipations sur l'inflation future. Ainsi, eux Etats-Unis, ils sont revenus de plus de 8 % à moins de 6 % sur dix ens. En Allemagne, après une flambée de 8,50 % à 8 %, eprès l'écroulement du mur de Berlin, les taux à dix ans ont fléchi graduellement à 6,80 %, tandis qu'en France, ils retombalent de plus de 10,50 % lors de l'éclatement de la crise du Golfe à un peu plus de 7 % actuelle-

Dens les deux peys, on noters que les taux courts sont encore aupérieurs eux taux longs : c'est ce phénomène de l'inversion, tout à fait enormal. qui e perturbé les marchés depuis trois ens.

François Renard



Demandez donc à la direction financière d'Elf Atochem ce qu'elle en pense. Plus on multiplie les interlocuteurs, plus les problèmes se compliquent, plus les décisions sont lentes. Résultat, la connaissance d'un dassier se dilue. Quand on parle ancement, il vaut mieux être sûr de pouvoir s'adresser à une seule personne ; celle qui vous commaît depuis toujours, vous, voure secreur, et votre région. C'est pour cela que, quel que soit votre problème de financement, au Crédit National vous trouverez un interlocuteur unique, capable de décider avec vous. Comme cela s'est passé entre Elf Atochem et le Crédit National lors de l'établissemenz du prêt destiné à financer la croissance de ce grand chimiste mondial. Pour tout renseignement: Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.

CIGARETTES

Coups fourrés dans le tabac

Suite de la page 27

Immédiatement, Philip Morris profita du court laps de temps, avant l'entrée en vigueur de la loi Evin, où la publicité pour les cigarettes était encore autorisée, pour lancer la Chesterfield International, à 10 francs. Reynolds réagissait en alignant le prix des Winston: la pre-mière baisse jamais enregistrée. Du coup, la Seita limitait à 11 % la hausse des Gauloises blondes pour être dans le club très prisé des moins chères. Au contraire, les autres marques augmentaient leurs prix, eo proportions variables. D'un coup l'écart de prix entre les cigarettes de même catégories auparavant très serré, éciatait. « Nous avons connnu alors notre big-bang», raconte Alain Fernandez, président de Philip Morris France. Avec des conséquences

imprévisibles. Le fumeur s'est alors tourné vers les produits les moins coûteux, quel que fût le paquet. Chesterfield International, inconnue du grand public, s'est d'un coup hissée au troisième rang des ventes de cigarettes blondes, la productioo passant de 60 millions à 550 millions de ciga-rettes par mois. En moins d'un semestre, sa part de marché a

Même tendance pour Winston. aujourd'hui numéro quatre. Les Gauloises blondes confortaient leur deuxième place en augmentant leurs ventes de 10 %.

A l'inverse, les marques qui avaient répercuté en grande partie la majoration de 15 % ont vu leurs ventes s'éroder maigré leur noto-riété. Mariboro, le leader, a perdu 4 points de marché, tombant à 16 %, avec 1,1 milliard de cigarettes vendues par mois au lieu de 1,5 milliard. Si le cow-boy conserve la tête du classement français, Camel a été relégué de la troisième à la cio-

TRANSFERTS e Devant ces transferts imprévus, les fabricants ont réagi sur deux fronts : la discussion avec les pouvoirs publics et les tarifs. Les fabricants étrangers ont pris contact avec la nouvelle équipe gou-vernementale pour lui demander un aménagement de la fiscalité, sachant que les hausses décidées n'ont pas eu l'incidence attendoe pour l'Etat, et surtout qu'elles favorisent les cigarettes à bas prix, essentiellement produites par la Seita.

La fiscalité du tabac en Europe repose sur un double calcul, une par-tie proportionnelle (ad valorem), calculée en pourcentage du prix de

détail de la cigarette et une partie fixe - ou « specifique » - en monnaie du pays. Le minimum exigé par la Communauté enropéenne pour cette partie fixe est de 5 %. A chaque pays de le faire évoluer comme il l'entend. La plupart des contrées d'Europe du Nord ont adopté une «part fixe» importante alors que ceux d'Europe du Sud, dont la France. préférent la proportionnelle.

Les effets sont fort différents.

Schématiquement, une «taxe spécifique» importante limite les baisses de prix des cigarettes en établissant un plancher (le montant de la taxe) sons lequel il est impossible de desceodre. A l'industriel ensuite d'arrêter son tarif. Le système proportionnel, quant à hui, majore les écarts de prix entre les cigarettes les moins coûteuses et les plus chères. Indirectement, il favorise les producteurs nationaux qui, sur leurs marchés, mettent un point d'honneur à figurer avec les tarifs les plus bas.

Dépités par les deux trains de asses décidés à la dernière minute par les pouvoirs publics, les fabricants étrangers se sont alors penchés sur les effets pervers de la fiscalité française qui oe comporte que 5 % de baxe fixe la masse des taxes étant proportionnelle. Seloo leurs calculs, le transfert de consommation vers

hausse de 15 % du tabac, qui n'a pas été entièrement répercutée, ont provoqué un manque à gagner pour l'Etat. Le ministère du budget tablait sur une recette mensuelle de 2,54 miliards de francs. Elle est de 2.36 milliards...

APOTRES . L'Etat, foot doce valoir ces bons apôtres, a été le pre-mier à pâtir de la baisse des prix, avant les industriels. Et de prendre l'exemple de la Winston. Si le prix de cette cigarette avait augmenté de 15 % comme couvenu, le paquet serait passé à 13,70 francs. Mais le prix ayant été ramené à 10 francs. par le système de la proportionnelle, PEtat a perdu 2,57 francs de recettes alors que le prix industriel n'a baissé que de 1.13 franc, le fabricant luimême ne perdant que 83 centimes... Uoe taxation fixe plus importante. aurait limité la perte du fisc et transféré sur le producteur l'essentiel du coût de la baisse.

Si les pouvoirs publics, partagés entre leurs intérêts fiscaux et leur intérêt de propriétaire, semblent sensibles à la démonstration de la piètre rentabilité des taxes, malgré un tsux d'imposition de 75 %, la Seita, entreprise dont l'Etat est actionnaire, ne veut évidemment pas entendre parier de réforme de la fiscalité: « Une modification au profit des taxes fixes conduirait à bouleverser les habitudes de consommation et les chette antérieure. La Winston et la

seuls bénéficiaires seraient les firmes multinationales», réplique-t-on chez le fabricant de Gauloises et de Gitanes. Pour se défendre, la firme française a rejoint l'Italie, le Portugai, la Grèce et l'Espagne dans le groupe des industries du tabac de l'Europe du Sud (GITES).

La dernième vague de hau le 24 mai, illustre parfaitement les positioos des belligérants : souci de conciliation avec les pouvoirs publics chez les fabricants étrangers, attentisme prudent et désir de rester avec les prix les plus bas, côté frangeste», en relevant leurs tarifs, mais de façon sélective (plus fortement sur les cigarettes les moins chères), afin de tenter de réduire l'écart de prix apparu en janvier. Celui-ci, réduit de moitié, retrouve la four-

passent ainsi à 12 francs, à la pius grande satisfaction de la Seita; les Gauloises blondes, avec une hausse de 12 % sculement, aredeviennent le paquet de cigarettes blandes le moins cher du marché », à 11,20 francs.

A l'offensive des cinq derniers mois succède actuellement un armistice. Mais cette trêve est fragile tant les intérêts semblent difficiles à concilier. Pour nombre de spécialistes, les hostilités reprendront des la rentrée. Le temps, pour les forces avec les prix les plus bas, côté fran-çais. Les multinationales font «un de quadriller les points de vente. Signe qui ne trompe pas, et qui prouve l'importance de l'enjeu : le tabac est l'un des rares secteurs à

112.

L'électrochoc de janvier

Pour Jacques Leclerc, directeur général de Reynolds Tobacco France, les changements de prix de janvier 1993 et leurs effets sur les recettes fiscales ont révélé les failles du système

marques en janvier. Qu'est-ce qui vous a poussé? - Très simple. Revenons à

l'automne dernier. Les fabricants de cigarettes demandaient depuis longtemps des hausses de prix, oéfastes sur l'indice des prix. En novembre, nous obtenons «an forceps» une hausse de 4 % pour le mois de janvier. Nous fixons alors nos nouveaux tarifs et les envoyons à la Direction géoérale de la concurrence, de la consommatico et de la répression des frandes (DGCCRF). Et soudain, le 22 décembre, oous apprenons que l'augmentation n'était plus de 4 % mais de 30 %.

- Une hausse plus forte aurait dû vous satisfaire...

- Non, car s'appliquant de manière proportionnelle, elle désavantageait les cigarettes américaines par rapport aux françaises, globalement moins chères. L'écart de prix - 2 à 2,50 francs, - qui était dans le domaine de l'acceptable, allait passer à 4 ou 5 francs. Ce qui revenait, en clair, à nous bouter hors de France. Je pense que cela n'a jamais été le souhait des pouvoirs publics, mais c'était la consé-quence imprévue de la décision...

- Qu'avez-vous fait? - Nous avons réussi à faire appliquer cette mesure en deux temps: 15 % le 18 janvier, et 15 % le 24 mai. J'étais atterré. Il a fallu réagir en quarante-huit heures : ou bien ; appliquais la hausse dans son intégralité, et je ne vendais plus de cigarettes, ou bien j'aménageais les tarifs. J'ai décidé d'augmenter de 9 % les Camel et de baisser de 16 % les Winston, ramenant leur prix à 10 francs.

- Comment vos concurrents ont-ila réagi à cette

- Ils n'ont rien pu faire. Une fois arrêtés, tous les prix soot publiés au Journal officiel. Chacun découvre ce que fait l'autre sans pouvoir s'adapter. Ailleurs, les fabricants corrigent les écarts dans les quarante-huit heures. Nous avons conno le cas voilà une dizzine d'années en Allemagne lors d'une importante bataille de prix. - Quel e été l'impact sur tionnelle.

nos ventes de Winston : de 80 millions de cigarettes par mois oous sommes passés à 500 millions aujourd'hui. Pour l'ensemble de ni les fabricants. Mais ils ne pou-

a Vous evez surpris tout le cinq points de parts de marché, de monde, vos concurrents, les 1/1,5 % fin décembre à 1/1,2 % pouvoirs publics et vos clients, mais le troisième despris de certaines , mais le troisième despris de Seita et Philip Morris, et nous avons doublé Rothmans.

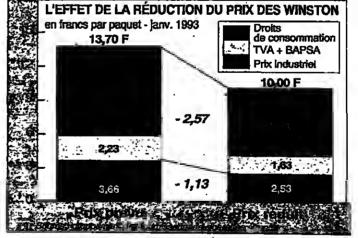
- Cela a-t-il affecté votre distribution?

- L'ampieur du phénomène a provoqué pendant quinze jours des je n'ai pas pu planifier la fabrication, qui ne se fait pas en France puisqu'un fabricant étranger n'a écarts de prix inacceptables, pas le droit de s'y installer. Notre Comme les pouvoirs publics semusine allemande de Trèves, à blent résolus à trouver une solu-40 kilomètres de la frontière, a produit nuit et jour des Winston. Il a fallu une dizaine de jours pour d'ajuster les prix pour réduire les pouvoir faire face à la demande.

- Avez-vous rencontré les membres du nouveeu gouverne-

- Nous avons été reçus par des représentants des ministères de l'économie et du budget. Nons leur avons exposé nos propositions. Nous devons nous revoir en juin. - En attendant qu'avezyous faire pour la nouvella

 Le problème n'a pas changé de nature. Il provoque toujours des tioo, les fabricants oot fait un geste. Personnellement, j'ai décidé écarts entre les cigarettes chères et



vos comptes - La baisse de 16 % du tarif a été largement compensée par l'effet volume qui a été multiplié par six. Cela a même été bénéfique

- Quella a été la réaction des pouvoirs publics?

- Cela a été pour eux un électrochoc. L'Etat, qui avait prévu des hausses de prix de 15 %, s'est retrouvé avec une progressioo moyenne de 9 % à 10 % et donc avec moins de rentrées fiscales. Nous avons eo noe réunion au ministère de l'écocomie, où les conseillers oous ont fait part du profood désaccord du ministre. l'estime que le désagrément est plutôt pour nous, à cause de ce système pénalisant de taxation propor-

Nous leur avons demandé de comme pour l'essence ou les impôts une taxe spécifique en francs, qui ne pénaliserait ni l'Etat 005 marques, nous avons gagné vaient rien faire avant les élections.

- Et quel a été l'effet sur celles à bas prix. Concrètement, le prix de la Camel, qui a perdu des parts de narché depuis la hausse de janvier, progresse moins que celui de la Winston: la première passe de 13 à 13,50 francs, la seconde de 10 à 12 francs.

 Ce n'est pas plutôt parce que vous ne pouvez plus baisser vos prix pour des questions de

- Non, je peux encore descendre au-dessous de 10 francs et gagner de l'argent. Mais ce relèvement de prix doit être interprété par les pouvoirs publics comme un gage de conciliation.

- Vous risquez de perdre des clients qui avaient été attirés per vos cigarettes à

- Je dirai plutôt que je ne risque phis d'en gagner. Le bond a été -Nous avons multiplié par six modifier le système et d'instaurer si important qu'une érosion, s'il y en a une, sera désagréable, mais pas inquiétante.»

LES TAXES SUR LE TABAC EN EUROPE Moyenne des recettes fiscales

Le Monde des Le Monde

LES INFIRMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER

Les infirmières souffrent d'exercer un métier mal connu, mal reconnu. Trois d'entre elles nous apportent leur témoignage. Une responsable de l'Assistance publique et un cancérologue chef de service leur répondent.

SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT

Les points de vue de deux « adversaires » du département. Pierre Mazeaud et Georges Frêche; d'un de ses « défenseurs ». Jacques Barrot.

LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent. Des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec Isabel Allende.

L'AVENIR DU DROIT EUROPÉEN

Le droit français, un droit écrit, est-il menacé par la montée en Europe du droit anglo-saxon, un droit coutumier? Un débat contradictoire entre trois juristes: Jean Fover, Denys Simon et Jacques-Henri Robert.

NUMÉRO DE MAI 1993 - 30 F

Creuse Sciage

CRISE DES INDUSTRIES FORESTIÈRES

Les envahisseurs scandinaves

En Suède et en Finlande, les industriels de lois, grands fournisseurs de devises, commencent juste à sortir d'une crise abyssale... aux dépens de la CEE

groopes suédois (après plus de commenceot à émerger des

12 millierds de bénéfices eo abysses où elles avaient sombré,

Dans les deste pays, il va est passé. Mais ce qui nous sans dire que les industries forcs. Inquête, c'est lo dépression qui tières test pesso de tout leur poids sus affirme en Allemagne, l'un dé-

1989...) et à plus de 4 milliards

auprès de leurs goovernements

respectifs pour éviter d'être écra-

sés par la crise économique et les

tensions mooétaires. C'est done

en grande partie sous la pression

des forestiers que le gouverne-

ment finlandais, en novembre

1991, allait procéder à une pre-

mière dévaluation du marklea de près de 12 % puis, la crise s'ag-

gravant, décidait moins d'un an

plus tard de décrocher la mon-

DÉVALUATION • Les forestiers

suédois, toujoors covieux des

Finlandais, e qui n'ont qu'à éter-

nuer pour que le gouvernement leur vienne en oide », trouvaient

cette dooble dévaluation - plus

naie nationale de l'écu.

de markka pour les Finlandais.

STOCKHOLM de notre correspondante

VEC 40 % de ses revenus à l'exportation provenant des indus-tries forestières, la Finlande ne peut se permetire le luxe de graves perturbations dans ce secteur», explique Marjatta Malmipohja, directrice adjointe de la Fédéra-tion des industries forestières de Finlande, de retour de Bruxelles, où elle était ellée «donner des faits » sur ce qui est considéré comme une concurrence déloyale, par certains pays de la CEE, surtont le France, qui accusent les forestiers scandineves de domping sur le marché, en difficulté, des bois sciés.

Les économies de la Finlande et de le Suède soot depuis toujoors largement dépendantes de leurs exportations de bois : 40 % des exportations dooe poor la Finlande – enviroo 39 milliards de markka – et 20 % pour la Suède, avec 50 milliards de couronnes par an (1). Pour ces deux pays, cel «or vert» est d'une importance vitale, surtont aujour-d'hui, dans la crise économique sans précédent qu'ils traverseot. La Finlande, en particulier, evec un teux de chômage de 19 %, a besoin de toutes ses exportations pour se remettre à flot.

ACQUISITIONS . Les industriels scandineves de le «filière bois» soot déjà fortement implantés dans les pays de la Communanté européenne : ils y oot fait de combreuses acquisitions depuis les années 80. Les Suédois y possèdent ainsi cent soixante usines de papier et de celluloses emploient 55 000 pers sonnes en France, en Grande-Bre-tagne et en Allemagne. Quant aux Finlandais, c'est maiotenant un tiers de leur capacité de production qui se troove dans l'espace communactaire, et cela va en augmentant. Mais la rentabilité de ces usines do continent o'est pas des meilleures. De plus, les intérêts à payer pour ces acquisitions grèvent les résultats des groupes, lourdement endettés, et rendent aiosi les iovestissements

en Suède et en Finlande difficiles. Ces industries ont vu leur productioo et leur chiffre d'affaires chuter dramatiquement per suite d'un début de surcapacité ioternationale et d'une surévaluation des monnaies qui renchérissait les prix de leurs bois, de leur

papier, de leur cellulose. Tous ces

des salariés par milliers face à une conjoncture de plus en plus déprimée. Cet assainissement n'est pas encore achevé : aujourd'hoi en Finlande, un salarié forestier sur quetre est eu chômage. Et 1992 a été une « année cauchemar », una « année perdue». Les pertes se sont élevées à quelque 2 milliards de couronnes pour les plus grands

groupes avaient alors entrepris de 30 % au total - particulière-leur restructuration en licenciant meot saum2tre. Mais ils ont poussé un soupir de soulagement lorsque la couronne suédoise s'est mise, elle aussi, à flotter, en novembre 1992. Sa dépréciation de 20 % oe leur rapporte pour l'instant que 5 %, mais elle accroît la compétitivité des produits forestiers suédois et permet d'oogmenter la capacité de production. Ainsi eo Suède et co Finlande, les industries du bois

PROHOTION

PIN DES LANDET

er oo se laisse aller à nn opti-

misme... très prudent. «Le pire est passé. Mais ce qui nous

nos principaux marches d'exporta-tions, indique Jari Köhler, prési-dent de la Fédération des indus-

tries forestières finlandaises, qui

salue evec satisfaction la reprise

qui apparaît en Grande-Bretsgne,

aux Etats-Unis, en Extrême-

forestières ne devrait cenendant

pas se faire avant 1995 et 1996,

estime-t-on. Les grands prodoc-

teurs scandineves - et canadiens

concurrence accrue de pays béné-

ficiant d'uoe matière première moins chère et de coîts salariaux

mojodres dans la production.

Pour la matière première, «la

concurrence est à couleaux tirés.

- devront aussi compter avec la

La remontée des industries

Orient et en Chine.

mais les Canadiens et les Russes se retirant actuellement du marché européen, il y o un manque et les prix ougmentent », explique Lars-Göran Olsson, qui repré-sente cette branche an sein des industries forestières suédoises.

RELÈVEMENT . Les Scaodinaves qui vienocot vendre leur bois moins cher que leurs concurrents européens, notamment français, sont évidemmeot mal eccueillis. Leurs représentants essaient plutôt de calmer le jeu. e Nous n'avons pas l'intention de tuer les scieries françaises. La France avait demandé un relève-ment de 20 % de nos prix. Certains de nos producteurs ont déjà augmenté leurs prix. Je crois que le débat va se calmer», estime Ola Hildiogson, PDG de SCA-Timber, et surtout président de l'association des exportateurs de bois suédois.

«Les prochoins pas que fera éventuellement la France seront canalisés par la Commission de la CEE. Les deux parties doivent suivre les procèdures en vigueur en motière de politique commer-ciale», ajoute, d'Helsinki, Mar-jatta Malmipohja. Les Finlandais observent aussi, en confidence, qu'ils ont la conscience tranquille : ils n'oot rien caché à Bruxelles, alors que les Suédois se sont débarrassés de leurs stocks à

Les problèmes des Scandinaves avec la CEE oe s'arrêteront pas là: la réglementation des transports du bois risque, cette fois, de leur coûter cher. Leurs oormes des semi-remorques dans l'espace communautaire, soit . 18 35 metres et 40 topnes. Ils. venleot, compte tenn des dis-tances à couvrir dans leur pays, conserver leors 24 mètres de 60 tonnes, sioon, disent-ils, ils perdraient près de 1,5 milliard de couronnes par an. Une autre difficulté, su moment où Suède et Finlande envisagent d'adhérer à la Communauté, même s'ils n'out pas encore fait de demande formelle. Aux négociateurs de l'adhésico de se faire entcodre maintenant à Bruxelles, faute de quoi les forestiers menacent de ne pas soutenir la candidature de la

Françoise Niéto

(1) I mark finlandais vant environ I franc, une couronne suédoise, 0,74

Nantes, quai des grumes

Premier centre français, la région nantaise essaie, difficilement, de mettre en valeur sa production

de notre correspondant

LS étaient deux mille professippoels do bois - patrons de scierie, exploitants forestiers, transporteurs - dans les rues de Nantes mereredi 12 mai: oo o avait pas vu ça depuis un siecle! Mais ces manifestants, qui protestaient cootre les importations de Scandinavie, o'evaient pas choisi par hasard la capitale des Pays de

Avec 340 000 tonnes impor-tées en 1992, Nantes-Cheviré reste le premier port à bois français, malgré un léger recul de soo ectivité, provoqué par la récessioo dans le bâtiment et le développement de matériaux de sobstitution, comme l'alomioium ou le plastique. Vingt pour cent des bois importés y transiteot, erriveot d'Europe du Nord, du Canada, du Brésil, d'Afrique occidentale ou de

Le terminal de Cheviré a permis le développement, dans un rayon de 150 kilomètres autour de Naotes, d'une industrie performaote de « denxième transformetioo » (ameublement, emballage, meooiserie-charpeote et febrication de panneaux). Les Peys de la Loire ne sont pas sculement le première région de France pour l'iodustrie du meuble, mais oussi la première cooccotralioo euronéenne des métiers du bois : on y trouve le quart des emplois nationaux do secteur charpente-menuiserie, le tiers des emplois pour le production de panneaux et cootreplaqués. Pas uo canton de la région qui o'accueille une iodustrie du bois!

PARADOXE . Situation paradoxale : le régioo, avec ses 300 000 hectares de forêt seulement, compte parmi les moins boisées de Fraoce. Avec uoe récolte annuelle de 600 000 m³, les scieries épuisent pratiquement le capacité forestière de la région et se voient obligées de rechercher leur matière première de plus en plus loin, à un coût plus élevé (notamment de lransport) que dans d'autres régions mieux pourvues. Et pourtant seulement un peu plus de le moitié de la production locale est traitée sur place, le reste est exporté en grumes (troncs d'arbres ébranchés).

La baisse considérable des chilfres d'affaires enregistrée cette année (de 20 % à 35 % selon les cas!) va aggraver la situatioo; elle laisse prévoir un fort mouvement de concentration et la disparition pore et simple de beaucoup d'entreprises. « Sur les 180 entreprises existantes, explique Pierre-Yves Legrand, délégué général de l'asso-

NANTES ciation professionnelle Atlanbois, on peut craindre qu'une poignée llement parvienne à subsister. Déjà 10 % des scieries prodnisent près de la moitié des sciages. D'ou les craintes exprimées par les manifestants le 12 mai : « Une scierie, c'est en moyenne dix à trente salariés, mais ce sont oussi des bûcherons, des déboiseurs, des transporteurs... bref, toute une activité rurole qui menoce de disparoitre en meme temps que

> QUALITÉ . Uo risque doot les pouvoirs publies locaux oot conscience : depuis 1989, la région des Pays de la Loire a dépensé 30 millions de francs pour consolider la filière, essentiellement pour améliorer les ressources en bois, et son président. Olivier Guichard e annoucé son intention d'accroître encore les aides ou boisement.

> De leur côté, de combrem iodustriels oot compris qu'ils devaient d'abord s'eider euxmêmes en améliorant la qualité et co choisissant mieux leurs créoeaux de développement : production de bois séché ou de bois traité imputrescible, par exemple.

Première place française pour le oégoce, la région doit maiotenant mootrer l'exemple aussi eo matière d'industrie. « Nous aurons l'économie sorestière du Gabon si nous n'y prenons garde, explique cocore Pierre-Yves Legrand, car nous exportons une mutière première, en grumes, et nous achetons per dovontage nos industries de transformation b Uo souci augue le port de Nantes s'associe sans hésiter, désireux lui aussi de bâtir one nouvelle dyoamique d'expor-

Nonvelle chance : Nantes a été choisie pour eccueillir, dès la rentrée de septembre, l'École supérieure du bois, jusqu'ici installée à Paris, qui formera une cinquantaioe d'ingéoieurs par an. « Cent vingt-cinq entreprises du grond Ouest se sont mobilisées pour emporter le morceou, recoote Xevier Martin. Elles se sont portées candidates à l'emploi de stogioires et à l'embouche d'ingénieurs, se disant prêtes également à confier à l'école des sujers de recherche : c'est une nouveouté et c'est un espoir!» Les collectivités locales, elles aussi, not eu la borne idée de collaborer : région, département de Loire-Atlantique et distriet de Nentes, financeront, à parts égales, 60 % du coût de l'installation.

De quoi espérer un hel aveoir pour la filière bois daos la région. Si ce n'était la conjuncture...

Yves Decaens

: de janvier 🕝 🚁 Payred ds Tobacco France.

a vor 1990 et leurs effets ्रक्त तर भागा विकास du système $\frac{f_{\rm sig}}{g_{\rm tot}} \approx \frac{r_{\rm tot}}{r_{\rm tot}} \frac{g_{\rm tot}}{g_{\rm tot}} \frac{r_{\rm tot}}{r_{\rm tot}}$

- Avez-vous rencon membres du nouveauge THE PERSON AND ADDRESS OF Non-avons ete ma-

Progressant de les

personal della la france a la france a la fa

de la Sena la

the room blandes, avec une base

seriement, oreknement

the second security thender know

the market at 11.20 feats

er er sterrede actuellement mans

von Man cette trève est france eterria emblent defice

Pour nombre & per

or grant charger in a comment

Tarrier les points de les

" ... id. de tremp: 25, e.s.

and the portune of fale !

a har the market of the temps, pour is her

de mate inches : 1974, e f l'est de rares salez:

service and the service of the state of the state of the service o

A defenience des cinq design

material de

La ve

海事等的 二十十二 点

One of the second

-30

and the state of the state of

No. of the last of

grand and the

PROPERTY AND A

Sec. 1 4500 75 1150

9-14-55 300

enterentants des mantg, on time et du hodge At-THE CARROLL OF BUILDING A section with the second - En attendam ŒE veus faire pour la mi Talisto de 15 % du 24 % is post-and sizes

to return 1 printeger tone: Control of the Property the state of the s

The second of the or to Ten or committee the sector is a rest four most the second second NE LA KRIZUSTION DU PRIX DES WINSTE e way to the contract

: . . . 54°54 10.00 F 5.84

The state of the s THE THE THE SES THESE SES

rope de l'Est qui, deno cette filière tout autant que dans la viende ou le textile, viennent détruire de fragiles équilibres.

PROTÉGÉ e Propriété de Mallanni, Creuse Sciege échappe un peu à ces contraintes : e C'est une chance pour nous d'être intégrés à un groupe et d'avoir ainsi un marché protégé, sou-ligne Bernard Moulin. Cela nous donne un minimum de garanties que les autres n'ont pas. > A condition de savoir bien

utiliser les ressources locales. La forêt limousine, jeune, peut tout à fait répondre à la demande italienne de bolo ∢moyen » pour palettes. Mais transporter du bois an grumes, c'est transporter beaucoup de bois inutile. puisque, entre le tronc brut et sa transformation en planches, il faut compter 50 % de déchets l'écorce, la sclure, les « plaquettes» (ces chutes qui résultent de la transformation d'un volume cylindrique en un volume cubique). Le coût du transport

peut atteindre 15 % à 20 % du prix départ du matérieu brut. D'où l'intérêt d'un traitement dans le gisement forestier lui-même, raison d'être de

collé, pour les structures archicause de la lourdeur de son fonctionnement.

n'eurait pas été vraiment utile de recréer ce qui existe déià. »

Crause Sciage. La Limousin e tion minutieuse des sous-proconnu dans un passé récent duits. Les écorces et les chutes quelques expériences ambl- servent au chauffage de l'Ecole

du bâtiment de Felletin, toute proche; les sciures à fabriquer lise la donne régionale.

Mais ce n'est pes gagné. Aux dernières ventes de bois à Limoges, le 5 mai, 28 % des lots (48 % en volume) sont restés invendus. Et les distorsions de prix restent toujours menacantes. « If ne faut pas oublier, souligne Bernard Moulin, que le transport de bois Québec-Nantes ou Scandinavie-Nantes ne coûte pas plus cher que le trensport de Nentes à Limoges. > De toute façon, condut-ii, e la crise sera longue. Le mel est profond et il faudra des solutions profondes ».

Creuse Sciage fait le gros dos

LIMOGES de notre correspondant

Creuse Sciage, en Limousin, n'est pas une scierie tout à fait comme les autres : principale scierie du département, alle tra-vaille pour l'exportation. Elle e été installée voilà deux ens. dans le minibaosin industriel du sud de la Creuse, Aubusson-Felletin, par un fabricant de palettes italien, Mellarini, de Savone, dans la région gênoise, les collectivités locales et le Fonds européen de développement économique régionei (FEDER) ayant foumi 20 % de l'investissement. Elle l'alimente en planches d'un bois « moyen »: meilleur que les bais de trituretion, qui ne servent qu'à la pâte à papier et à la fabrication d'ag-gloméré; moins bon que les

et les meubles. Bernard Moulin, directeur de Creuse Sciage, voit le conjonc-ture comme un étau qui se resserre : prix de vente en baisse sur le marché italien où les livraisons sont toujours payées en lires, meie trop élevés sur des marchés traditionnels comme l'Espagne et le Portugal, face à la concurrence d'exportations scandinaves dopées par des dévaluations, et des bois d'Eu-

bois d'œuvre pour la charpente

tieuses de maîtrise de la fillère bois. Par exemple, le SICA du Thaurion à Bourgeneuf (en Creuse égelement), qui contrôlait l'abattage, traitait le bois, le transformait (en lameilétecturales) et ellait jusqu'à utiliser les déchets pour le chauffage de eerres de production de roses coupées. Mais ce besu projet fut un échec, peut-être à

Creuse Sciage a pris le parti inverse. L'entreprise n'emploie que dix-huit salanés. Elle soustraite au maximum l'abettage, le déberdege, le transport. Elle forme ainsi le centre stratégique d'une nébuleuce d'ectivités d'emont et d'avai, sans evoir pour autant à les gérer. « Dans un département comme le Crause, qui souffre beaucoup, explique Bernard Moulin, ces activités sont déjà assurées par des artisans et des PME qui s'asphyxient, faute de travail. []

VALORISATION . La dévaluation italienne e pu être emortie par l'entreprise par une valorisa-

du compost pour le marécage; les plaquettes sont livrées à l'usine voisine Isoroy (Uesel, Corrèze, qui e près avoir appartenu au groupe Pinault est devenue filiale du groupe ellemand Glunz) qui fabrique des penneaux de particules. Et surtout à le nouvelle papeterie Aussédat-Rey, à Salliet (Haute-Vienne) qui, reprise par le leader mondial de la pâte à papier IPC (international Paper Co), vient de doubler sa capacité de production. La nouvelle usine est ectuellement en rodage, et la « filière bois » en espère une demende qui revita-

Georges Chatain

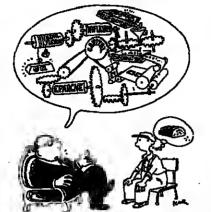
orientations

Filières, débouchés, métiers: des écoles vous informent.

Code postal _____ Ville _____ Niveau d'études 92-93 désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les fillères qui vous intéressent) : Classes Préparatoires
Grandes Ecoles Scientifiques
Grandes Ecoles de Commerce, Gastion
Préparer un MBA
2º Cycles de Gastion, Droit
Ecoles à Vocation internationale
Vente, Commerce, Distribution, Gestion
Architecture Intérieure
Arts Graphiques
Assistante de Direction/Burecatique
Assistante de Direction/Burecatique Design, Design Industriel
 Expertise Comptable
 Formation on Alternance
 Formation Continue Gestina Floranciera Gestion du Person Gestion, Commercial et Parfomeria Hétatioria, Management, Administrati Hötelleria, Tourisma, Accuell Assurances Communication et Culture Logistique Distribution Ostéonette Ostéopathie Paramèdical Prothésiste Dentaire Relations Internation Communication par le Volume Cours par Correspondance Sciences Po
Danse
Glégois Médicel

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémollle 75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO



Le « pétrola vert » est un vieux

rêve paysan. Réveillé à chaque crise pétrolière, nourri par les modes comme l'écologie ou la défense de l'espaca rural, il a pour lui toutes las apparences da la logiqua : l'idée da remplacer le pétrola, matière fossile et importée, par das carburants tirés das cultures végétales - blé, betteraves, colza, maïs, etc., - donc par nature ranouvelables at fabriqués dans l'Hexagone, semble a priori, parfaitament rationnelle. Mais la logique économique ne coîncide pas toujours avec la logique tout court. Car le gros handicap des biocarburants, outre les problèmes techniques qui limitent leur usage à l'état pur, ast leur coût : il est aujourd'hui en Europe trois à quatre fois plus élevé, selon les filières, qua celui de l'essanca. Même aux Etats-Unis où l'éthanol est moitié moins coûteux qu'en France, les biocarburants doivent être subventionnés (à hauteur de 0,80 franc par litre). Et, alors que leur utilisation y est encouragée depuis la fin des années 70, elle plafonne à moins de 1 % da l'assence consommée... Ces handicaps n'arrêtent pas le lobby paysan français qui depuis dix ans multiplie las pressions pour obtenir l'aide de l'Etat. Depuis 1992, les biocarburants sont an France totalement exonérés da la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Pourtant leur consommation piétine, si bian que les producteurs réclament désormais que soit rendue obligatoira leur incorporation dans les carburants. La réforma de la politiqua agricole communa a relancé et déplacé le débat : la question n'est plus de savoir s'il faut ramplacer le pétrola par les biocarburants, mais de décider s'il faut consacrer au développement du « pétrole vert » une partie des sommes qui, da toutas facons devront être allouées au monda agricole pour compenser l'effet du gel des terres. La rapport récent de Raymond Lévy, ancien président de Ranault, chargé par la gouvernement de répondre à ces questions, a toutefois été sans ambiguité : à court terme les biocarburants n'ont, pour l'économie comme pour l'anvironnement, aucun intérêt sinon expérimental at, compte tenu du coût qu'impliquarait une généralisation da leur usaga, ils ne doivent être soutenus qu'au coup par coup. A moyen et long terme, en revanche, ils présentant un intérêt stratégique et doivant

recherches soutenues.

Dossier réalisé
par Véronique Maurus

donc faire l'obiet de

Les biocarburants

Quelles sont les filières?

■ Sous l'appellation générique de biocarburants, oo regroupe deux graodes filières : les alcools et les esters.

Les premiers sont les plus connus. Il s'agit de l'éthanol (alcool étbylique), le plus utilisé, du méthanol (alcool méthylique), et de leurs dérivés, comme l'ETBE et le MTBE (voir lexique). Tiré de la distillation de plantes diverses (blé, maïs, pommes de terre, betteraves, topinambours, canne à sucre, etc.), l'éthanol présente des caractéristiques techniques qui le rendent impossible à utiliser seul et à l'état pur, sauf à modifier radicalement les moteurs – ce qui o'a été fait qu'au Brésil, avec des résultats mitigés.

Eu France, l'incorporation directe

En France, l'incorporation directe' d'éthanol dans les carburants est aotorisée depuis 1981 à hauteur de 5 %. L'ETBE, qui oe préseote pas les mêmes problèmes, peut être incorporé à bauteur de 15 %. Le principal intérêt technique des alcoois est qu'ils augmentent l'indice d'octane des carburants. A ce titre ils peuvent remplacer le plomb, qui permettait jadis d'obteoir un indice d'octane suffisant mais doot l'usage est désormais limité ou prohibé par les règlements européens (et l'introduction du pot d'échappement catalytique). Les alcools ne constituent toutefois pas la seule alternative au plomb : d'aotres prodoits et surtout des procédés de raffinage permettent de «doper» l'indice d'octane.

La seconde filière, celle des esters, est pins promettense. Ils sont obtenns par transformation - dite «transestérification » - d'huiles de colza, de tournesol, de mais ou de soja, auxquelles on mélange un alcool simple (éthanol, méthanol). Leurs caractéristiques techniques en font des produits proches du gazole. On peut donc les utiliser purs ou en mélange dans les moteurs Diesel classiques ou dans les chaudières brûlant du fioul domestique (produit voisin du gazole). Actuellement l'utilisation d'ester n'est pas formellement autorisée en France et dans la CEE, sauf dérogations délivrées pour des campagnes d'essais. L'expérimentation depuis le priotemps 1981 du Diester (marque déposée par son promoteur-SOFIPRO-TEOL), un ester d'buile de colza, sur diverses flottes devrait déboucher rapidement sur l'autorisation de distribuer un mélange gazole (95 %)-ester (5 %).

Quels sont leurs avantages?

La liste des avantages prêtés aux biocarburants est longue. Au plus fort de la crise pétrolière, leurs défenseurs mettaient surtout en avant l'intérêt stratégique et économique que représentait la réduction de la dépendance énergétique vis-à-vis des bydrocarbures. Puis la montée des écologistes aidant, on a assuré qu'ils favorisaient la défense de l'environnement en réduisant certaines pollutions et notamment l'effet de serre du aux

bures. Puis la montée des écologistes aidant, on a assuré qu'ils favorisaient la défense de l'environnement en réduisant certaines pollutions et notamment l'effet de serre du aux émissions d'oxydes de carbone. Les règles européennes sur la teneur en plomb des carburants leur ont en outre donné un intérêt réel et conforté leur image de « pétrole vert.».

Plus récemment, la remise en cause de

la politique agricole commune (PAC) leur a redouné une actualité. En permettant d'utiliser les friches, rendues obligatoires, la productioo de biocarburants permettraît oon senlement le maintien d'une vie rurale dans des zones fragiles mais elle aurait aussi un effet macroéconomique positif : création ou maintien d'emplois, amélioration de la balance des comptes extéricurs et même des recettes fiscales de l'Etat (les activités créées compensant les aides à la production qu'il faudrait de toute façon verser aux agriculteurs). La plupart de ces arguments résistent mai à l'analyse.

L'amélioration de l'indépendance énergétique – comme de la balance extérieure – n'est pas évidente pour des raisons techniques (voir la question suivante), et, compte tenu de l'état actuel du marché pétrolier, elle n'est plus vitale à court terme. De même les effets des biocarburants sur l'environnement sont fort controversés, et, de toute façon, marginaux face à l'ampleur des problèmes

Outre les avantages techniques liés à la suppression du plomb dans l'essence, le seul argument solide en faveur des biocarburants est donc l'aide apportée à l'agriculture. Encore doit-il être nuancé. Selon les calculs du rapport Lévy, leur développement à large échelle – en les incorporant, à raison de 5 %, dans tous les carburants – ne permettrait de créer que 8 000 à 10 000 emplois, pour plus de la moitié hors de l'agriculture. Il bénéficierait surtout aux régions de grande culture industrielle comme le Bassin parisien (voir la carte ci-dessous), qui ne sont pas menacées de dépérissement, et les recettes fiscales escomptées sersient infimes au regard du coût budeétaire.

Quels sont leurs handicaps?

■ En l'état actuel des techniques, les biocarburants souffrent de deux bandicaps majeurs, plus pronoccés pour la filière éthanol que pour la filière ester.

Le premier est technique: la fabrication d'un litre d'éthanol, qu'il soit de blé, de betterave ou de mais, consomme un volume d'éoergie fossile presque équivalent (90 %) à celui que cootient le produit fini. En d'autres termes il faut 0,90 TEP (toune d'équivalent pétrole) d'énergie pour produire une TEP d'éthanol. La proportion est moins défavorable dans le cas de l'ester de colza (53 %), mais, dans

L'utilisation des produits agricoles pour l'obtention de biocarburants est un des objectifs importants de la politique agricole du gouvernement. 39

Pierre Bérégovoy.

les deux cas, le ratio limite grandement l'intérêt énergétique de ces produits, de même que leur apport à la balance commerciale. En tout état de cause, la production de biocarburants est tonjours moins avantageuse que l'exportation en l'état des produits agricoles qu'elle utilise.

Le second handicap est économique : c'est le prix. Il varie, bien sûr, en fonction des filières et des produits de base retenns : de 3 F à 3,50 F pour l'éthanol de betterave ou de blé, et de 3,50 F à 3,75 F pour l'ester d'huile de colza. Mais dans tous les cas l'écart entre le coût hors taxes d'un carburant pétrolier (1 franc à 1,30 franc le litre) et le prix de revient d'un biocarburant est de 1 à 3 dans les cas les plus favorables, de 1 à 4 dans les plus mauvaises configurations.

bnrants doivent donc être massivement aides par les fonds publics, le plus son-vent sous la forme d'une délisculisation partielle ou totale. En France le soutien public atteint 3 665 francs par toone pour l'éthanol et 1 971 francs par tonne (plus 1 000 francs l'bectare d'aides directes) pour l'ester de colza. Au total, seraient introduits à hauteur de 5 % dans tous les carburants consommés en France · par obligation comme le réclame le lobby paysan - le cofit pour le budget de l'Etat serait compris entre 5 et 6 milliards de francs par an, soit l'équivalent de l'impôt sur la fortune (ISF) ... Pour une production équivalant à 0,2 % seulement de la consommation totale d'énergie.

Quel est leur avenir?

■ Si la généralisation des biocarburants, dans l'état actuel des connaissances, des marchés et des techniques, paraît contreproductive, voire dangereuse, puisqu'elle risquerait d'encourager artificiellement et à grand prix des sorplus agricoles qu'on veut réduire, leur intérêt à moyen et long terme reste entier. D'ici dix, quinze ou vingt ans, il y a fort à parier que le marché pétrolier se retournera, ce qui renchérira fortement le prix du brut, et donnera aux énergies renouvelables, comme les biocarburants, un intérêt stratégique évident. Ce d'autant que, dans l'intervalle, on peut espérer des progrès techniques qui réduiront leurs prix. Il est intéressant de noter, par exemple, qu'aux Etats-Unis le coût de l'éthanol est moitié moins élevé qu'en Europe, en raison des économies d'échelle, de l'expérience acquise et du très bas prix du mais. Il reste certes trop élevé pour se passer de subven-tions, mais on estime outre-Atlantique qu'il suffirait que les cours du pétrole dou-blent pour combler l'écart avec l'éthanol, ce qui est loin d'être invraisemblable d'ici quelques années.

A terme, les progrès génétiques et l'amélioration des techniques de culture et de transformation ainsi qu'une meilleure valorisation des coproduits peuvent permettre de diviser par deux, voire plus, les « coûts » des biocarburants et d'améliorer sinsi leur compétitivité. A condition qu'on ne s'en tienne pas qu'aux techniques et aux produits actuellement connus. D'autres plantes comme le sorgho, la fétuque, voire des arbres, comme le peuplier on l'aulne, peuvent fournir des rendements énergétiques meilleurs et des coproduits intéressants (papier par exemple). Ce n'est pas par hasard qu'André Giraud, ancien ministre de l'industrie puis de la défense, est depuis des années un ardent défenseur des biocarburants, estimant qu'au siècle prochain la biomasse devrait jouer, à côté du nucléaire, un rôle essentiel dans le bilan énergétique de la planète.

La contribution de l'agriculture à la fourniture d'énergie offre à la recherche et au développement agricole et industriel un domaine encore à peine exploré et dans lequel d'immenses progrès sont à faire.

Raymond Lévy, ancien président de Renault.

BRIETAGNE

BRIETAGNE

BRIETAGNE

BRIETAGNE

POTTOUHARIENTES LINGUISIN

PROVENCE

ALPES

ALUTIANE

PROVENCE

COTE-0

12-14%

BRIETAGNE

ALUTIANE

PROVENCE

COTE-0

LANGUE

ROUSS

A-8%

0-4%

LEXIQUE

siomasse. Eosemble de la matière végétale – forêts, plantes terrestres, plancton marin – qui stocke une réserve d'énergie solaire sous forme chimique. Elle est évaluée à 230 milliards de toooes de matière sèche par an, doot uoe partie peut être utilisée à des fins énergétiques soit directement (bois de feu), soit indirectement par transformation (gazéfication, fermentation, distillation, etc.)

par transformation (gazéification, fermentation, distillation, etc.)

BIOCARBURANTS. Ensemble des carburants produits à partir de la biomasse – éthaool, méthauol, acétone-butanol, esters, etc. – appelés aussi carburants de substitution, ou « pétrole vert ».

tution, ou « pétrole vert ».

ETHANOL. Aleool étbylique. Il est obtenu par la fermentation du glucose extrait de matières sucrières

(betterave, canne à sucre), ou par l'hydrolyse de matières amylacées (blé, maïs).

(blé, mals).

ETBE. Ethyl-tertio-Butyl-Ether. Derivé de l'éthanol par adjocction d'isobutène, il est ntilisé en additif poor remooter l'iodice d'octane des carburants.

MÉTHANOL. Alcool méthylique obtenu surtout par synthèse chimique après gazéification de bois. MTBE. Méthyl-tertio-Entyl-Ether, dérivé du méthanol obtenu à partir de méthanol et d'isobutène, utilisé,

comme l'ETBE, en additif des

carburants.

INDICE D'OCTANE. Cet indice caractérise la résistance au cliquetis du
carburant. Il se mesure par deux
indices, dits MON (Motor Octao
Number) et RON (Research

Octan Number), le plus connu étant le RON: l'eurosuper est à 95, le super plus à 98. Le plomb était uo moyen d'obteoir uo

indice suffisant.

ESTERS D'HUILES VEGETALES. Ils sont obteous par rapprochemeot d'huiles (de colza, de tournesol, etc.) avec un alcool simple (méthanol on éthanol), ou par estérification d'acides gras d'huiles. Leurs propriétés physicochimiques sont voisines de celles du gazole (ou du fioul domestique), avec lequel ils peuveot être mélangés sans problème technique.

que.

DIESTER. Marque déposée pour l'ester d'buile de colza expérimenté en France sous l'égide des pouvoirs publice.

LE RAPPORT LÉVY

C'est en septembre 1992 que Pierre Bérégovoy, alors premier ministre, demandait à Raymond Lévy, ancien président de la régie Renault, d'animer un groupe de travail et de rédiger un rapport pour « examiner les résultats des expérimentations en cours et rechercher les moyens de développer l'usage des hiocarburants». Situé dans la perspective de la réforme de la politique agricole commune, ce rapport, remis au premier ministre le 10 février 1993, devait répondre à la question : les biocarburants sont-ils un moyen intéressant pour utiliser les terres en iachère?

Ses conclusions sont claires : le déve-

loppement du «pétrole vert» o'est pas

une affaire énergétique mais seulement agricole : « Il s'agit d'atténuer pour notre

agriculture le choc de la nouvelle PAC et de la mise en jachère. Cette atténuation peut passer par une certaine production de blo-

carburants. ». Dans cette optique, estime

Raymond Lévy est cependant hostile
t à toute mesure générale, comme l'incorporation obligatoire de biocarburants dans
l'essence, on la détaxation à l'échelle enro-

le rapport, chiffres en main, la meilleure filière est celle des esters d'builes végé-

ration obligatore de biocarburants dans l'essence, on la détaxation à l'échelle européeune, qui risquerait d'entraîner la multiplication d'opérations mal fondées économiquement et un gaspillage de ressources. Il préconise done une aide « au cas par cas », par des contrats entre l'Etat, les agriculteurs et les industriels concernés. Plus optimiste sur le long terme, il suggère « une véritable action de recherche et de développement », notamment par la création d'un organisme ad hoc, doté d'un budget substantiel, ecci « afin de nous donner une chance de tirer un bénéfice réel à moyen et long terme d'un effort financier qui, s'il n'avait pas pour objectif principal de préparer l'avenir, n'apparaîtrait jamais que comme une subvention de plus. »

BIBLIOGRAPHIE

Les Biocarburants, rapport de Raymood Lévy, février 1993.
 La petite encyclopédie de l'énergie, DGEMP-Observatoire de l'énergie, Dunod, 184 p., 98 F.
 Dictionnoire de l'énergie. Conseil

Dunod, 184 p., 98 F.

Dictionnoire de l'énergie, Conseil mondial de l'énergie, 1992, éd. Jouve.

La Blomasse, source de carburant, Jean Méo, 1992, communication ao Parlement européeo de Strasbourg, profils IFP, Institut français du pétrole.

■ «Biocarburants: clarifier le débat», Union française des industries pétrolières, revue Arguments, juillet-août 1992.

■ Industrie pétrolière en 1992.

DGEMP, directioo des bydrocarbures, ministère de l'iodustrie.

■ «La laborieuse percée des carburants verts», par Jean-Pierre Toquoi, le

ريخ

es progres générique techniques de colo שו וארוני וויטונים וארוני מוויטונים וויטונים ווי - - - produits permit in the par deux role h TE DOLLARD LICENS et d'ang A condition of to the same of the same of the same of peopler miz. The sendences are I war in a grower un arden einer - 1-1 termant da an arte man a des ran jouzité:

> La contribution i agriculture à la faix d'energie offre à la recherche et au developpement agnité 🦣 industriel un domaie encore à peine exploit dans lequel d'immess , progres sont à faire"

in their president defiet

- curs a hear

RAPPORT LEVY

 $\mu = -3.2$

 $g(x) = (1-\sqrt{x})^{\frac{1}{2}} e^{-\frac{x}{2}}$

 $g_{i}^{*} := k_{i} / i \cdot \nabla$

 $\leq i \delta^{n_{1}} e^{i H_{1} - \frac{n_{2} n_{1}}{2}}$

10.00

380 - 19 - 1

 (g_1,g_2,\dots,g_{n-1})

1. 14 . 15.4

g - 8,456 + 55

 $_{g_{\alpha}(\mathcal{F}(0))}:\mathcal{F}_{\overline{g}(0)}$

_{. ஆ}வ (^{.....................}) 2 4 W W C

Commission of the Commission o And the state of t interest of the second of the

BIBLIOGRAPHIE

Relancer l'économie

Des équipements publics financés par le privé

Comment aider l'économie à sortir de la récession? L'Etat, qui doit déjà couvrir des déficits croissants avec des ressources réduites, ne pent augmenter ses dépenses. Pour François Lagrange, une relance nos inflationniste est cependant possible : il s'agit de constraire les infrastructures nécessaires aux transports en faisant appel aux capitaux privés. Les ressources existent et les projets ne manqueut pas.

per FRANÇOIS LAGRANGE (7) A U moment où la pays traverse la plus profonde récession qu'il ait connue depuis 1945 et où le gouvernement marque sa volonté de soutenir l'économie, il paraît utile de jeter un coup de projecteur sur un secteur vital : les grands équipements de transports urbains et interurbains. Pourquoi?

C'est un domaine où, d'une part, les besoins sont urgents et où, d'autre part, une relance de l'activité peut être à la fois rapide et efficace sans obérer les finances publiques. Le développement du marché des capitaux au cours des années récentes, joint au progrès spectaculaire de l'ingénierie finan-cière, permet, en effet, d'envisager immédiatement un financement privé ou mixte d'un grand nombre de projet de transports : autoroutes péri-urbaines, autoroutes classiques, métros, tramways, lignes de TGV, ponts, parkings...

Que les besoins soient immenses et urgents, chacun le ressent dans sa vie quotidienne, Toutes les grandes agglomérations françaises connaissent des problèmes d'engorgement de plus en plus eigus. La région perisienne est, elle, proche de l'implosion, il y è encore quelques années, seules les eutoroutes du Sud et de l'Ouest connaissaient la seturation à proximité de Paris. Désormais, c'est le cas de toutes, bien au-delà des heures de pointe traditionnelles du matin et du soir.

Alors que l'eéroport de Roissy devrait constituer pour le France un atout, car il offre encore de grandes posejbilités de développement, à la différence de Londree, de Francfort ou d'Amsterdam,

isons entre Roissy et Paris. Il est absurde que le boulevard périphérique reçoive toutes les circulations : le circulation intra-parisienne, le circulation interbanlieue, les liaisons entre provinces françaises et même une partie de la

circulation internationale. Si l'on a'en tient aux méthodes classiques de financement public, il est clair que les réalisations se feront au compte-gouttes, la détérioration sera iné-luctable. Avec le risque d'un déficit budgétaire de 300 à 350 millards en 1993 - auquel s'ejoutent le déficit de la Sécurité sociale et calui de l'UNEDIC, - on ne peut attendre beaucoup de l'Etat. La seule solution, dès lors, est d'ouvrir au maximum la voie aux financements privés, per appel au marché. Quitte à obtenir de l'Etat et des collectivités locales une fraction du financement, Indispensable pour

La barrière des déficits

Plusieurs réalisations récentes montrent cette : etilidiaaoq

- la tunnel sous le mont Blanc, mis en service en 1966, et dont la dette est totalement amortie depuis 1982. Il pouvait paraître à l'époque un projet risqué – d'ailleurs, le coût de construction e été le double des estimations initiales. Aujourd'hui, il dégage un cash flow net dépassant 100 millions de francs, soit un rendement des capitaux propres dépassant 100 % l'an1

- Cofiroute, société privée concessionnaire d'autoroutes, créée en 1970, connaît des bénéfices en progression rapide depuis 1985, eprès, il est vrai, une longue pénode de résultats médiocree, Mais ceux-cl étaient dus à un encadrement tarifeire strict décidé par les pouvoirs publics, en contradiction avec les termes du contrat de concession d'ori-

- les concessions de parkings publics dans les grandes villes donnent lieu aujourd'hui à des exploitations rentables;



- le euccès du pont de Tencarville permet largement de financer le pont de Honfleur; - l'exemple le plus spectaculaire de finence-

ment privé est évidemment Eurotunnel, qui mobilise quelque 90 milliards de francs sur vingt ans. L'émis-sion publique, réalisée peu après le krach boursier d'octobre 1987, se révèle, malgré les très sérieux problèmes rencontrés eujourd'hul, un plecement prometteur pour les souscripteurs. La syndication des prêts, à lequelle plus de 200 banques du monde entier ont participé, montre que, dans les pays développée, d'importantes liquidités sont actuellement disponibles sur les marchés financiers et prêtes à a'investir pour des projets, même à long terme, dès lors qu'ils sont situés dens des pays sans risques politiques.

Or il existe aujourd'hui des projets déjà prêts techniquement et financièrement, qui, par conséquent, peuvent être lancée pratiquement sans délale. Quelques exemples :

 l'achèvement de l'autoroute A 86, dont il ne manque qu'un tiers environ, principalement à l'ouest, entre la Défense et Versailles, pour raisons écologiques ; côté est, les travaux avancent lentement alors que l'achèvement aurait l'énorme avantage de relier les trois autoroutes, du Nord, de l'Est et du Sud;

- l'achèvement de la Francilienne, contournant la grande région parisienne, dont un consortium de banques et d'entreprises e déjà signé une partie; – l'eutoroute À14, qui rejoint l'eutoroute de Normandie depuis le pont de Neuilly.

- lee trensports collectife (métroe ou tram-ways) à Strasbourg, Bordeaux, Toulouse, Rouen,

- les lignee TGV vers Velence-Marseille en priorité, puis vers l'Espagne, la Suisse.

Accepter les péages

On peut ellonger la liste. Ce qui est sûr, c'est qu'il existe aujourd'hui un nombre assez important de projets répondent à des besoins urgents et prêts à être financés soit intégralement par fonds privés, soit, le plus souvent, evec un concours limité de l'Etat et des collectivités locales.

Tout le raisonnement repose naturellement sur l'acceptation da péages. La société e changé, Nos concitoyens sont prêts à accepter que même des autoroutes urbeines ou péri-urbaines soient à péage, pour peu qu'une pédagogie adaptée soit mise en œuvre. Il faut concevoir des réductions pour les trajets matin/soir pour se rendre à son travail, surtout pour les voitures à plusieurs passagers, de façon à réduire le circulation et donc le

pollution, comme cela se pratique aux Etats-Unis. Un appel eussi important eu marché financier pour relancer les travaux publics ne viendra-t-il pas en concurrence avec le programme de privatisation à un moment où le marché révèle ses contraintes? Tout est question d'équilibre; en tout état de cause, les deux marchés eont distincts et ne font

pas appel à la même épargne. Quol qu'il en soit, un programme immédiet d'équipements de transport offre un double aventage : c'est un soutien efficace de l'économie à court terme, sans aggraver le déficit des finances publiques, si l'on sait organiser un appel au marché financier; c'est un moyen de répondre à des besoins vitaux d'amélioration du cadre de vie.

(*) Conseiller d'Etat, président de l'Institut fran-

Les négociations du GATT Hypocrisie française

Vu d'Australie, l'isolement de la France dans la du système ectuel d'eides et de subventions négociation du GATT est mérité : elle défend diverses. une protection indue de son agriculture, au détriment d'autres pays, d'antres secteurs de sou économie, et sans grand profit pour ses agriculteurs.

per ANTHONY ABRAHAMS (*)

Le conflit «franco-américain » concernant l'accord relatif aux oléagineux et à l'Uruguay Round du GATT n'e rien à voir avec un « diktat » américain. Il e tout à voir avec la peur de perdra un système de soutien européen qui aide de façon artificielle l'agriculture de la CEE.

Les apécialistes de l'agriculture savent qu'en réelité le politique egricole commune (PAC) doit beaucoup aux démarches françaises pour assurer à l'egriculture française - au moyen d'un système de protection redoutable - des avantages netternent eupérieurs à sa contribution eu budget de la CEE. Encore eujourd'hui, en ralson du retard pris par le France à mettre en œuvre les nécessaires eménagements, déjà effectués par les autres Etats de la Communauté, la structura de l'egriculture française en particuller, le nombre élevé d'agriculteurs –
permet de recevoir du système de soutien agricole
de la Communauté plus qu'elle n'y contribue.
C'est ce déséquilibre – bien plus que l'effica-

cité de l'egriculture française - qui a ouvart aux agriculteurs français des marchés où leur présence e peu de justification économique et où ils n'ont pas la capacité de se maintenir sans le continuation

Nous avons reçu, à la suité de la publication dans nos éditions du 11 mai d'un dossier consacré à la prospective, une lettre de Hugues de Jouvenel, délégué général de Futuribles International, directeur de la revue Futuribles, dont nous publions les principaux extraits

COURRIER

L'historique de la prospective comporte d'étranges omissions puisque l'auteur, après avoir à juste titre cité les traveux conduits durant les années 50 par la Rand Corporation (où incidemment fut dévelopée par Herman Kahn la méthode des scénarios), ne dit mot de la création par Gaston Berger en 1957 du Centre d'études prospectives et de celle en 1960 par Bertrand de Jouvenel de Futuribles. International, qui fut la première ONG à promonvoir - bien evant les institutions intergouvernementales les études prospectives à travers le monde. Au demeurant, Gastoa Berger, dont les écrits ont été. regroupés dans l'ouvrage les Etapes de la prospective, et Bertrand de Jouvenel, pour son livre l'Art de la conjecture, ournient, me semble-t-il, pu figurer dans une bibliographie qui fait bien peu de place aux pion-

Les ONG, a'opérant d'ailleurs pas aécessairement dans l'optique «contestataire» qu'évoque Fabrice Hatem, ont de loin précédé le lancement de travaux à caractère plus ou moins prospectif au sein des iastances intergouvernementales. Dans l'ordre chronologique, le groupe Mankind 2000, Futuribles International (qui exerce bien d'autres activités que d'éditer une revue et a produit plusieurs centaines d'études prospectives depuis sa création), la World Future Society, le Club de Rome... sont des structures qui de longue date ont œuvré au profit d'une prise de conscience, notamment par les instaoces publiques, des défis collectifs majeurs euxquels nos sociétés risquaient de se trouver confrontées.

L'un des sous-produits de le position d'isolement dans laquelle le France se trouve dane les 'inégociations du GATT est que ces vérités devien-nent maintenant de plus en plus connues. Les aspects inégulitables de la position de la France et son incapacité, à cause de ses agriculteurs, à profiter des autres avantages que l'Uruguay Round lui offrirait dans d'autres eecteurs de son économie font la une des journaux internationaux et sont l'objet de critiques de plus en plus répandues. Mais les Français sont-ils euffisamment infor-

més de l'opinion mondiale par leurs propres médias pour pouvoir se rendre compte de quelle manière les eutres voient leur position dans le conflit egricole? Lorsqu'il s'egit des «intérêts vitaux» de la France, les journaux françale sont-lla assez indépendants pour faire état de toutes les vérités? Il est en effet douteux que les lecteurs de la presse française sachent que d'eutres peye voient le France comme jouent le jeu selon ses propres règles, criant à la faute chaque fois que ses privilèges acquis sont menacés.

Un système inéquitable

Le gouvernement français et les médiae choisissent de présenter le préaccord du GATT comme le résultat d'un «diktat» américain et demandent à l'Europe de ne pas « capituler ». Aucune mention n'est faite du mel infligé à l'egriculture des peys tiers, qui, dane de nombreux cas, est tout aussi fondamentale, si ce n'est plus, pour leurs intérêts

Prenons l'Australie, comme un exemple parmi de nombreux Etats qui sont les victimes d'un systeme inécultable d'aides, que la France désire main-tanir. La Bureau australien de l'économie de l'agri-culture et des ressources (qui e publié des études blen plue détaillées sur les effets de le PAC que n'importe quel organisme européen) e estimé que la parte nette de revenus pour l'Australie, résultant directement du système de soutien agricole de la CEE, est équivalent à 3,7 milliards de francs par an. Les egriculteurs européens ne se rendent pas compte que l'un des effets de leur système de soutien financier eet de réduire le niveau de vie d'agriculteurs de pays situés à l'extérieur de la CEE. La PAC a fait baisser les prix mondiaux pour les céréales, le sucre et la viande de 9 % à 17 %, et le beurre de 28 %. En 1991-1922, la réduction moyenna du revenu des agriculteurs australiens pourtant plus efficaces que leurs homologues européens - était telle que non seulement ils ne percevalent aucun revenu net mais qu'ils subissaient un déficit, pour l'année concernée, équivalant à 80 000 francs.

L'ultime paradoxe est que l'evantage pour la France à maintenir ces différents types de soutien financier est extremement douteux. Les experts savent que, avec ou sans soutien, le nombre de personnes employées dans l'agriculture en França continuera à baisser au rythme de 4 % par an et que la vasta majorité des agriculteurs reçoivent reletivement peu d'evantages de ce système; 25 % obtiennent trois quarts du soutien. Re savent également que le coût des produits alimentaires de basa dans la Communauté européenne est bien plus élevé du fait d'un tel soutien, le ménage moyen français payant, à cause de la PAC, 4 000 francs de plus par an qu'il ne devrait.

(*) Avocat australien.

Le Monde

SÉLECTION HEBDOMADAIRE Edition internationale

POUR LES NON-VOYANTS ET MAL VOYANTS

Vous lisez ou travaillez avec un micro-ordinateur équipé* Le Monde, avec le concours de l'Institut Bull. en association avec la société Braille Soft, vous propose: les articles de la sélection hebdomadaire du Monde sur disquette.

CHAQUE SEMAINE, VOUS POUVEZ ACCÉDER A UNE SELECTION DES ARTICLES ESSENTIELS DU « MONDE », DE MANIÈRE ADAPTÉE ET AUTONOME.

Micro-ordinateur équipé d'un clavier braille, et/ou d'une sortie vocale, et/ou d'un programme de grossissement des caractères.

Bulletin d'abonnement. Sélection hebdomadaire sur disquette

à retourner à: Braille Soft, 24, rue des Dames, 75017 Paris. Règlement à l'ordre de Braille Soft. Tél.: (1) 42-93-44-38.

Prénom	***************************************
Adresse	.
Ville	**************************************
Code postal	<u></u>

Durée choisie: 12 mois. 590 F (52 numéros)

> □ 6 mois. 380 F (26 numéros)

3 mois. 200 F

(14 numeros)

N matière de prix, l'environnement international reste favorable. Malgré les à-coups mensuels, les éléments déterminants de l'inflation sont stables, voire orientés à la baisse dans la majorité des pays indus-

Aux Etats-Unis, où les inquiétudes ont été brutalement éveillées avec la publication des chiffres d'avril, aucune dérive n'est réellement perceptible : les salaires augmentent faiblement, alors que l'emploi ne se rétablit que lentement et que les marges de production demeurent suffi-santes pour répondre sans tension à l'accroissement de la demande.

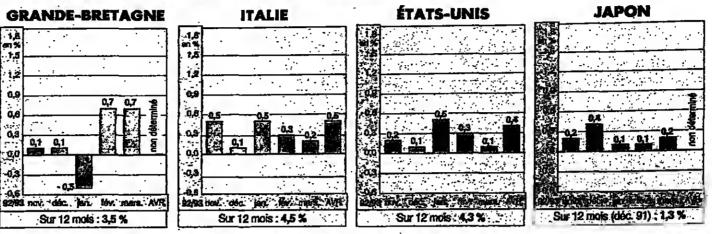
En Allemagne, les facteurs déterminants sont orientés à la baisse. Les réductions massives d'effectifs et la limitation des hansses de

INDICATEUR . Les prix Sans inquiétude

salaires freinent la progression des coûts unitaires dans les entreprises de l'ouest du pays, favorisant une détente de l'inflation. Dans le climat de récession actuel, la revalorisation des salaires dans les seuls Lander de l'ex-RDA pèsera peu sur le niveau général des prix. La France, qui a la plus faible inflation des pays occidentaux, reste

dans une position peu préoccupante. Les hausses de taxes à la consommation et de tarifs publies se répercuteront sur les mouvements men-suels de l'indice, mais ne représentent pas un risque majeur de «conta-gion» dans le contexte actuel de faibles hansses de salaires et de omeurrence commerciale accrue.

En Espagne et en Italie, mais surtout en Grande-Bretagne, l'envi-ronnement économique est affecté par le renchérissement des importa-tions à la suite des dévaluations récentes. Bien que des dérapages de prix importants restent improbables, ces monvements sur les changes devraient rendre plus difficile la laborieuse convergence avec les autres membres de la CEE.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf Etats-Unis.

0,1 0,1

Sur 12 mois: 3,5 %

RÉGION • L'Amérique du Sud Le retour des Français

ES capitaux ont retrouvé le tribution par exemple) et y pratichemin de l'Amérique latine. En 1992, le solde des opérations en capital a atteint 43,8 milliards de dollars, selnn le Fonds moné-taire international, montant comparable à celui de 1991 mais très supérieur à ceux des années précédentes (5 milliards seulement en 1988 par exemple).

Sur 12 mois: 4,3 %

ALLEMAGNE

En fait, les investissements étrangers ne représentent que la moitié de ces 43,8 milliards. Ils se divisent par parts à pen près égales en investissements de porteseuille et en investissements directs. C'est évidenment ce dernier quart qui est éconnmiquement le plus profitable à l'Amérique latine, le reste étant constitué pour l'essentiel de capitaux volatils à la recherche de fortes rémunérations sur les marchés monétaires et boursiers.

Il convient donc de relativiser les performances de la balance latino-américaine des capitaux. En 1980-1984, cette dernière recevait encore 12.3 % du total des investissements directs étrangers (IDE). Elle n'en accueille plus que 5 % anjourd'hui. La réorientation des IDE vers les pays les plus développés depuis le milieu des années 80 traduit l'évolution des stratégies des multipationales qui tiennent compte, désormais, des tendances à la régionalisation des échanges et à la construction de

grands marchés. Henreusement pour elle, l'Amérique latine a décidé de ne pas être absente de ce processus général : si difficiles à mettre en œuvre qu'ils soient, les différents ensembles réginnaux récemment relancés ou créés (dont le Mercosur et le «Centro-américain 4») offriront à terme des cadres favorables au développement écono-

De nombreuses entreprises françaises ne s'y sont pas trompées, qui ont en particulier profité des programmes de privatisations pour s'implanter sur les marchés latino-américains. En Argentine ont ainsi pris pied France Télécom (avec la privatisation d'EN-TEL), Aubert et Duval (avec celle d'Altos Hornos Zapla, représen-tant 140 000 tonnes de capacité de production d'acier), EDF et Saur (Edenor), Lyonnaise des eaux-Dumez (Services des eaux et d'assainissement de la ville de Buenos-Aires).

Toujours en Argentine, Cusenier-Argentine a racheté 50 % du capital d'Arnaldo Etchart dans le secteur des vins. Ailleurs, nn observe l'apparition de l'UAP et des AGF dans deux fonds de retraite chiliens, eux-mêmes importants racheteurs de sociétés privatisées dans les pays voisins, la prise de contrôle par Rhône-Poulenc, au Venezuela, des activités de fabrication «filter tow» (matière première utilisée pour la fabrication des filtres de eigarettes), l'inauguratinn par Majo-rette d'une usine au Brésil, etc. On note que, dans ce dernier pays, les grands groupes français sont installés depuis longtemps (dans la chimie, le verre ou la grande dis-

quent le réjovestissement. En Colombie, Total détient 40 % du très important champ pétrolier de Cusiana (le plus riche découvert au monde depuis dix ans). C'est aussi Total qui est aujourd'hni le premier producteur privé d'hydrocarbures en Argentine.

Sur 12 mois : 2,1 %

FRANCE

Il est certain que les exporta-tions vers l'Amérique latine ont été vivement relancées par la politique d'ouverture des frontières qui y est partont pratiquée depuis quelques années. Mais elles ont été d'autant plus fortes que les partenaires de l'Amérique latine étaient eux-mêmes installés sur place. C'est le cas pour la France : on observe des corrélations nettes entre les efforts d'investissements directs des entreprises et les progrès commerciaux des exporta-teurs français, 1992 ayant sans doute marqué une étape impor-tante de ce point de vue.

En Argentine, les exportations françaises ont angmenté de entre les deux pays, déficitaire pour la France en 1991, devenant largement excédentaire (+1,2 milliard de francs). Les ventes d'automobiles, le premier poste, ont progressé de 170 %, celles du secteur mécanique de 96 % et celle du secteur électrique de 157 %.

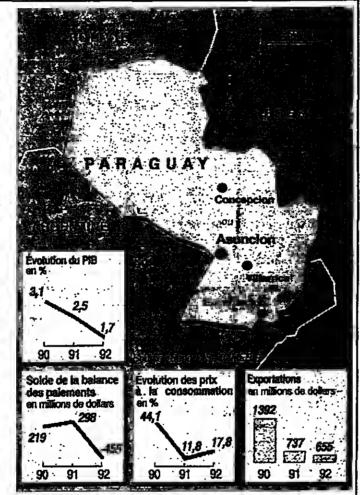
En Colombie et au Venczuela, les exportations françaises ont augmenté de 26 %, au Paraguay de 32,5 % et en Uruguay de 36 %. Dans ce deruier pays, la France est devenue le troisième investisseur étranger, derrière l'Argentine et les Etats-Unis: la plupart de ses grandes marques y sont représentées : il était logique que les résultats commerciaux sui-

Au Chili, où les exportations françaises ont augmenté de 12,2 % en 1992, on observe que les sociétés bien implantées profitent de l'essor éconnmique du pays. C'est le cas d'Alcatel, qui détient 55 % du marché chilien du téléphone, bénéficiaire de l'expansion de ce secteur depuis la privatisation de 1987 (au rythme de

14 % par an). Le Brésil et le Péron font exception : les exportations fran-çaises y ont baissé de respectivement 21,5 % et 4,5 %. Il est vrai que le Brésil est victime d'une récession (le PIB a diminué de 0,9 % en 1992) et que le Pérou est un marché encore marginal pour la France (il ne représente que 400 millions de francs par an environ, contre 3 à 4 milliards

pour l'Argentine et le Brésil). An total, les marchés latino-américaius n'absorbent encore que moins de 2 % des exportations françaises. Pour que ce pourcentage augmente, les flux d'investissements directs français en Amérique latine devront s'amplifier de leur côté. L'Amérique latine, dont e'est l'intérêt bien compris, ne pourra que les encou-

> Jean-Luc Chalumeau économiste à la Banque



PAYS • Le Paraguay

Difficultés financières

E Paraguay a subi, pour la deuxième année consécutive en 1992, une sécheresse qui a affecté la production de coton 48 %), par ailleurs victime de baisse des cours mondiaux 13,5 % en un an). Les exportations de ce produit essentiel pour l'économie du pays ont ainsi chuté de 40 % en valeur, et le PIB n'a que légèrement augmenté (+ 1,7 %).

La récession et une politi-

que monétaire rigoureuse ont

permis de limiter l'inflatinn à 17.8 %, taux néanmoins supérieur à celui observé en 1991. En effet, grace à une stricte subordination des dépenses courantes et des investissements aux revenus réels de l'Etat, les pouvoirs publics ont pu obtenir un excédent budgétaire de 75,9 milliards de guaranis (44 millions de dollars), ce montant représen-tant 0,7 % du PIB et 38 % de l'excédent initialement prévu par la loi de finances. Le Paraguay se tronvait en 1992 en pleine réforme siscale : par exemple, la TVA nouvellement mise en place n'a été appliquée qu'an deuxième semestre (elle a permis d'obtenir 8 % du revent de l'Etat). Les prélèvements obligatoires, certains étant nouveaux on temporaires comme l'impôt sur la réévaluation des actifs, d'autres traditionnels comme l'impôt sur le revenu, ainsi que les revenus complémentaires de l'Etat (royalties du barrage d'Itaipu) n'ont permis tous ensemble de financer an total que 69 % des dépenses prévues

pour 1992. Ce sont surtont les investissements qui ont souffert de cette situation, le gonverne-ment les ayant sacrifiés pour assurer normalement les traitements des fonctionnaires, le service des retraites et le paiement des intérêts de la dette publique.

Les revenus dn Paraguay sont à la fois insuffisants et instables. C'est ainsi qo'au début de 1993, l'Entité binationale d'Itaipu a interrompu ses règlements. Cette décision s'explique par le fait que les grandes entre-prises brésiliennes distributrices d'électricité (Furnas et Eletrosul), principaux elients de l'Entité, doivent à cette dernière plus de 4 milliards de dollars, ce qui se réperente sur ses versements au Paraguay. Ces derniers étant interrompus, le gouvernement s'est troové dans l'impossibilité d'assurer les paiements extérieurs du pays depuis janvier 1993. La raréfaction des capitaux extérieurs, dont le solde n'a pas dépassé 50 millions de dallars, a entraîné une détérioration de la balance des paiements (- 455 millions) et une baisse des réserves de devises.

Pour surmonter ces difficultés, le programme de privatisations devrait être relancé. Le nouveau président, Juan Carlos Wasmosy, devra trouver des solutions aux problèmes financiers à la fais extérieurs et intérieurs sans pour autant changer d'orientation générale, selon ses engagements électoraux.

SECTEUR e L'industrie pétrolière La crise du raffinage

'ANNÉE écoulée n'a pas été elles étaient pen présentes jus particulièrement brillante pour le secteur pétrolier, qui a surtout poursuivi l'« absorption » des deux chocs provoqués par la crise du Golfe d'an côté, l'effondrement de l'URSS, de l'autre. Comme l'indique Olivier Appert, directeur des hydrocarbures au ministère de l'industrie, cette période « restera d'abord dans les mémoires comme l'année où les marges du raffinage ont été les plus basses depuis dix ans ». Dans la zone nord-onest de l'Europe, la marge moyenne de raffinage sur frais, variable sur le brent (en francs par tonne), est tombée de 181 à 95 francs en 1992. Une chute inquiétante, car au dessous de 100 francs le raffinage travaille

e perte. Cela s'est traduit dans les comptes des groupes. Ainsi, dans ce secteur du raffinage-distribution, les sept sociétés les plus importantes ont perdn en France 872 millions de francs.

Si, au début des années 80, la l'existence de surcapacités de trai-tement, conjuguée à des prix élevés dn brut, la situation est com-plètement différente aujourd'hui : «Le prix du brut s'est effrité tout au long de l'année et le toux d'utilisation des capacités de raffinage reste éleré partout », souligne Olivier Appert.

Une des caoses conjoncturelles de ce marasme réside dans la faiblesse de la demande dn monde occidental. Traditionnellement, en été, l'Europe exportait aux États-Unis. Ce n'est plus le cas depuis un an. S'y ajoutent les dépenses très importantes en matière de protection de l'environnement, qui pesent sur l'outil industricl sans améliorer sa rentabilité. Ce tassement de la demande a des répercussions en amont, avec un prix du baril rela-tivement stable depuis trois ans autour de 18 à 20 dollars.

Cette dégradation des marges a deux conséquences. La première est une réorientation stratégique des compagnies pétrolières américaines qui vont se développer en dehors de leurs frontières et viennent s'installer dans des zones où

que-là, comme l'Afrique. Ce qui ne fait que renforcer la concurrence sur le marché mondial hors Etats-Unis. La deuxième est un ralentissement des investissements, mais surtout le lancement de programmes de restructurations comparables à ceux provoqués par le deuxième choc pétrolier de 1979. En France, l'annonce par Shell, le 14 mai, de 600 à 700 suppressions d'emplois en est l'une des illustrations. Si ce phénomène est général, il est amplifié dans l'Hexagone

2113217

1 PSE E 225

Tte 2 -5 1

FOR 22 BULL 15

R 75222 3 1 1005 DESIGNATION OF THE PERSON OF T

230 31 8 Er C

8122 E.

mm : 5 : "

M TO THE

PAR UTITA

MAN BANK IF KING

METERS EN R 1 '4

122 1. T

D 20 12 14 1

6223th .:

TEMPERATE C

之...

Bright, A. .

ت عنائم تمثلت ج

Section of the second

E 1 32 . N.

REGISTER FORE P

TEN 25 72 ...

Permit 4

THE REAL PROPERTY.

mi minist, vi

THE PART SEA

HACES IS THE

20 1 ≥1 2

COM IN NO. 15

S MINE TO SERVE

STATE OF STA

Service of the servic

701.

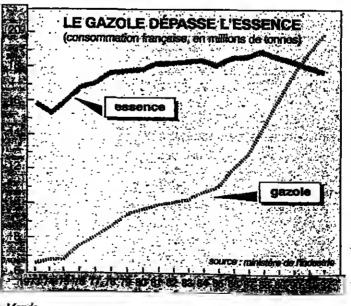
Distance

ER IL

par un décalage entre les produits offerts et la demande, comme on l'explique à la direction des hydrocarbures (DHYCA) : «Si le marché français avité tine struc-ture proche de la moyenne euro-péénne, l'outil de raffinage serait assez bien adapté. Mais la demande française est caractérisée par une très faible proportion de fioul lourd (conséquence du programme nucléaire) et par un poids très important du gazole dans les les automobiles, en effet, la consommation de gazole dépasse celle de l'essence (voir graphique ce qui impose des importations. A contrario, la production d'es-sence, difficile à valoriser, remet en cause la rentabilité des raffineпез.

Le bilan n'est guère plus encourageant pour l'exploitation et le forage en France. La production de pétrole brut a baissé de 2,4 %, tombant à 2,9 millions de tounes, les deux tiers provenant du Bassin parisien. L'exploration a été une des plus faibles enregistrées depuis vingt-cinq ans et les investissements ont décru de 16,5 %. Afin de maintenir, voire de relancer des campagnes d'exploration, la direction des hydrocarbures songe à des mesures fiscales incitatives, comme un allégement des taxes et des redevances sur les nouveaux puits. En espérant attirer les opérateurs pétroliers. Des demandes de permis ont déjà été déposées pour la mer d'Iroise, an large du Finistère.

D. G.



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde